

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

## A

**Aerbeydt**, sénateur suppléant de Roulers-Thielt. Appelé à faire partie du Sénat comme sénateur effectif, le 13 janvier 1931, en remplacement de M. le baron Gillès de Pelichy, démissionnaire.

*Ann.* — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 196. — Prête serment, p. 196.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur certaines questions concernant la loi de huit heures et l'inspection du travail; parle ensuite du fonds des estropiés et de la question des demandes de prolongation d'allocations de chômage, p. 742.

**Asou**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie, à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien (co-sign.), n° 82.

Projet de loi relatif à l'organisation autonome de la régie du travail pénitentiaire. Rapport, n° 97.

Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux. Développements et proposition de loi, n° 121.

Projet de loi modifiant l'article 1444 du Code civil. Rapport, n° 138.

*Ann.* — Propositions de loi de M. Gravez, relatives aux victimes de la guerre : combattants, déportés, réquisitionnés, etc. Donne connaissance au Sénat d'une lettre qu'il vient de recevoir de la Fédération nationale des déportés de Belgique, informant le Sénat qu'une proposition de loi a été signée par les membres de tous les partis politiques et portant une révision complète de la réparation à accorder aux victimes civiles, dont les déportés, doit être discutée le jeudi suivant à la Chambre; estime que, dans ces conditions, il y aurait lieu d'ajourner l'examen des propositions de loi de M. Gravez. En fait la proposition formelle, p. 73.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Second vote des articles amendés. S'abstient au vote sur l'article 52bis nouveau proposé par Mme Spaak et cons., p. 651. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 652.

Interpelle M. le ministre des sciences et des arts sur l'obligation qu'a le gouvernement de ramener à Tournai les deux tableaux de Rubens et de Jordaens, enlevés en 1794, obligation pour l'exécution de laquelle le Sénat et la Chambre des représentants ont inscrit d'office un crédit spécial au dernier budget. Développe son interpellation, p. 716, 717. — Observations, p. 719. — Discours : Répond à l'argumentation du ministre, p. 719, 720.

Projet de loi relatif à l'organisation autonome de la régie du travail pénitentiaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 729. — Demande que le projet soit inscrit à l'ordre du jour de la séance du mardi matin 31 mars, p. 756.

Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux. Dépose cette proposition de loi, p. 838.

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Discours : Développe certaines observations au sujet de la manière dont s'appliquent les dispositions en vertu desquelles certains

## Asou (suite)

juges de paix ont été désignés pour desservir un canton contigu dont le titulaire avait disparu sans être remplacé; demande ensuite que l'assurance-accident soit rendue obligatoire à tous les automobilistes et termine en parlant de la protection des animaux, p. 961. — Observations, p. 968.

Projet de loi modifiant l'article 1444 du Code civil. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 968.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique : S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

## B

**Baeck**, sénateur de Bruxelles.

*Doc.* — Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929, sur le contrat d'emploi (co-sign.), n° 55.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité (co-sign.), n° 159.

*Ann.* — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 32.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931. Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 139, 140.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 143.

Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise. Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 175.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 9. Observations, p. 242.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 273, 274.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 289, 294, 297, 344 à 346, 354 à 357.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 333.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 731 à 737. — Discussion des articles. Art. 98. Observations, p. 794.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 827. — Discours : Demande que l'on perfectionne les voitures de chemin de fer pour faciliter aux voyageurs l'entrée et la sortie de ces voitures; demande que des mesures soient prises pour que les ouvriers ne doivent pas faire des trajets debout, p. 830. — Observations, p. 830, 831.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations à l'occasion du vote et du rejet de l'amendement de MM. Hicquet et consorts, p. 1017. Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1038, 1049, 1052, 1054.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1090, 1091.

**Baeck (suite)**

- Budgets du Congo et garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble de ces projets de loi. Appuie les observations de M. Volckaert en ce qui concerne la disjonction du projet concernant le chemin de fer du Kivu, p. 1179, 1180.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1195.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1358, 1360.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1378. — Discours : Prend la parole afin d'insister en faveur de travaux à exécuter sur le territoire de la commune de Moienbeek, p. 1380 à 1382. — Observations, p. 1392, 1399.
- Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Demande si le groupe catholique est d'accord au sujet de la proposition de M. Volckaert tendant à réélire M. le chanoine Broeckx, délégué sortant, sans procéder au scrutin, p. 1481. — Marque à nouveau son accord, étant entendu que cette adhésion soit comprise dans le sens indiqué par M. Volckaert en ce qui concerne les droits du groupe socialiste, p. 1481.
- Annnonce de son décès, p. 1504.

**Baels**, ministre de l'intérieur et de l'hygiène et ministre de l'agriculture, démissionnaire de ses fonctions de ministre de l'intérieur et de l'hygiène le 18 mai 1931 et de ses fonctions de ministre de l'agriculture le 21 mai 1931.

- Ann.** — Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Dépose ce projet de loi et en fait remarquer l'urgence, p. 99. — En réponse à M. Volckaert, donne quelques explications et indique les motifs pour lesquels le projet relatif au statut définitif n'a pu être abordé à la rentrée et estime qu'il pourrait l'être après le nouvel an, p. 100. — M. Mousty demande que le rapport du comité de législation, sur les amendements de la commission, soit communiqué à la commission de l'agriculture; marque son accord à ce sujet, p. 100.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 100, 101. — Discours : Fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'un statut définitif et indique brièvement la portée du projet, puis répond aux observations présentées, p. 121.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et la taxe spéciale de consommation sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105.
- Projet de loi modifiant l'article 22 de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Dépose ce projet de loi, p. 118. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer au Sénat qu'il s'agit d'une simple modification à la loi du 30 décembre 1929, modification rendue nécessaire par le fait que beaucoup de marins sont devenus acquéreurs non d'une barque de pêche modeste, mais de bâtiments importants, p. 503, 504.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 199, 201 à 203, 205, 209, 211. — Annonce qu'il parlera le lendemain à l'occasion de la discussion de l'amendement de la commission, p. 219. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Ajoute quelques explications à celles déjà données par M. le baron Houtart, m. f., à M. Vancoillie, en ce qui concerne l'exonération, par les communes, des petits revenus, p. 224, 225. — Art. 4. Observations, p. 231. — Art. 4bis proposé par MM. Mullie et consorts. Discours : Indique les motifs pour lesquels il estime cet amendement inutile, p. 234. — Estime ensuite, à la suite des discours prononcés, que l'on ne peut prendre position sur un amendement qui vient d'être déposé, p. 235. — Art. 9. Discours : Développe les motifs pour lesquels il combat l'amendement de la commission et prie le Sénat d'admettre le texte transmis par la Chambre, p. 239, 240. — Observations, p. 241, 242, 244, 245. — 12<sup>e</sup> Estime qu'il serait préférable de régler la question visée par M. Huisman Van den Nest et relative aux secrétaires communaux lors de la discussion du projet de loi relatif à la caisse de pensions des secrétaires communaux, p. 246. — 13<sup>e</sup> Discours : Déclare, à la suite d'une question posée par M. Mullie, que l'on tiendra compte des intérêts de l'agriculture, p. 246. — 16<sup>e</sup> Observations, p. 246.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 257 à 261, 263, 267, 268, 272 à 274, 277. — Discours : Répond à ce moment aux quelques questions spéciales

**Baels (suite)**

- traitées par le rapporteur et par les orateurs qui ont déjà pris la parole, p. 449 à 454. — Discours : Répond immédiatement au comte de Kerchove de Denterghem en ce qui concerne l'école d'horticulture de Gand, p. 455. — Observations, p. 456, 457, 461. — Discours : Répond aux observations présentées et expose les raisons de la crise que traverse l'agriculture belge, p. 464 à 470. — Reprend et termine l'exposé des remèdes qu'il estime pouvoir apporter à la crise qui sévit dans l'agriculture et termine en priant les sénateurs qui lui ont parlé de questions spéciales de l'autoriser à leur répondre par écrit, p. 497 à 501. — Observations : Répond aux questions de M. Limage, rap., p. 501, 502. — Fait encore des observations, p. 504, 506 à 510, 513. — Discussion des articles. Art. 21. Donne à ce moment les explications demandées par M. Limage, rap., au sujet de l'amendement présenté par le gouvernement, p. 513. — Art. 33. Répond à ce moment aux observations faites par MM. Mullie et Beckers, relativement à l'enseignement vétérinaire flamand, p. 514.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures à prendre pour prévenir et punir les abus qui se commettraient à l'occasion du recensement, notamment dans le Grand-Bruxelles et à la frontière linguistique. Observations au sujet du libellé de l'interpellation, p. 264.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Discours : Appuie très énergiquement la proposition de loi, motive son attitude et prie le Sénat de ne pas résister à l'appel de la classe agricole, p. 547, 548. — Observations, p. 549, 555, 556.
- Interpellation de M. Vinck au sujet de l'application des lois des 11 octobre 1919-23 juillet 1924 sur la modification des taux de péage en matière d'électricité, et notamment sur l'application qui en a été faite par arrêté royal du 8 avril 1930 en ce qui concerne les communes de Naast et de Vellereilles-le-Brayeux. Observations, p. 585, 586. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 586 à 592. — Observations, p. 592.
- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 594. — Discours : Commence par répondre à la seconde partie de l'interpellation concernant la convocation des conseils provinciaux, puis parle de la question des budgets et termine en déclarant qu'il se réserve de revenir sur la question, soit que M. Vinck admette la remise, soit qu'il renouvelle son interpellation, p. 595, 596. — Accepte la remise, au mardi suivant, de la suite de cette interpellation, p. 595. — Reprise de la discussion. Discours : Répond à nouveau à l'interpellation, p. 626, 627. — Observations, p. 631.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il fournira des détails précis à M. Volckaert, qui demande à connaître l'emploi des subsides mis à la disposition de ce département à l'occasion des fêtes du centenaire, p. 907. — Observations, p. 928, 929. — A la suite d'observations de M. A. Huysmans relatives à la suppression des cantines pour enfants débiles, déclare que, de toute façon, la situation en vigueur est assurée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1931 et que, dans l'intervalle, une commission doit examiner la situation, p. 930. — Mme Spaak déclarant que, faute d'une déclaration formelle du ministre, elle déposera un amendement le lendemain, annonce qu'il ne peut donner d'autre réponse que celle qu'il a déjà faite et fait remarquer que M. Vinck fait partie de la commission chargée d'examiner cette question; que, du reste, c'est l'œuvre nationale qui a pris une décision, p. 930, 931. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 936 à 939. — Répond aux observations de MM. Diriken et Vancoillie, p. 942, 943. — Discussion des articles. Art. 35. Déclare que le gouvernement s'oppose à un amendement de M. Gravez en faveur des œuvres de propagande antialcoolique, p. 943. — Art. 48. Déclare que le gouvernement s'oppose à un amendement de M. Gravez proposant un subside en vue de recherches scientifiques relatives à la contagion de la tuberculose par l'ingestion de beurre, p. 943.
- Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le Traité de Versailles. Discussion générale. Discours : Demande que l'on remette l'examen de cette proposition de loi au moment où le ministre compétent sera présent, n'ayant pas été mandaté pour répondre, p. 907. — Déclare que M. Houtart, m. f., est d'accord avec la commission sur cette proposition de loi, p. 907. — Reprise de la discussion générale. Discours : Déclare que la suppression des quelques tribunaux de dommages de guerre existant encore est imminente et que les affaires visées par le projet seront donc renvoyées aux tribunaux ordinaires; estime que l'on ne peut méconnaître qu'un grand effort a été fait pour tout liquider; estime donc que M. Volckaert a reçu satisfaction avant la lettre, p. 908.

**Baels (suite)**

Projet de loi ayant pour but de modifier certaines dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. Dépose ce projet de loi, p. 797. — Déclare accepter tous les amendements proposés par la commission, p. 934.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation : M. Lebon demandant à M. Segers s'il a reçu mandat du premier ministre de demander la remise du débat du 19 au 20 mai, fait remarquer que M. Jaspar, p. m., ne désire pas la remise, que ce sont les membres du Sénat qui la demandent parce qu'ils constatent que le chef du gouvernement sera retenu à la Chambre le mardi 19, p. 939.

**Barnich, sénateur provincial d'Anvers.**

**Ann.** — Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 36.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 52bis, proposé par Mme Spaak et cons. Observations, p. 638. — Art. 54. Observations, p. 643.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 743.

Fixation de l'ordre du jour : L'ensemble des discussions sur les budgets du Congo ayant été remis, fait des observations au sujet de l'ordre du jour, p. 835.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1021, 1022.

Fixation de l'ordre du jour : Demande qu'il n'y ait pas de vote au cours de la séance du vendredi 3 juillet, que le président vient de proposer au Sénat, p. 1219.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Budget des travaux publics et budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'année 1931. Discussion générale. Discours; traite la question du canal Liège-Anvers et termine en priant le ministre de rassurer l'opinion publique sur le point si important de l'alimentation du canal, p. 1372 à 1374. — Observations, p. 1376, 1395 à 1397.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Discours : Fait un exposé tendant à compléter celui fait par M. Van Overbergh pendant la discussion du budget des finances quant à la gestion du cabinet qui fut présidé par M. Jaspar, afin d'établir devant le Sénat que, si la situation financière est sérieuse, la situation économique du pays peut, à certains égards, éveiller les pires inquiétudes, particulièrement en ce qui concerne la balance commerciale; termine en estimant qu'il est plus que temps que se fasse l'union européenne, p. 1419 à 1422.

**Beauduin, sénateur coopté.**

**Doc.** — Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (co-sign.), n° 67.

Budget extraordinaire pour 1931. Rapport, n° 160.

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 32.

Projet de loi concernant les droits d'accise et de douanes sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Discours : Expose ce qu'il considère être la véritable situation de la question du sucre en Belgique; estime qu'il ne faut pas qu'il y ait surproduction et termine en remerciant le gouvernement d'avoir déposé le projet en discussion, p. 104. — Observations, p. 106, 107.

Interpellation de MM. Segers et Wauquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 296, 347.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Demande sur quel texte portera la discussion, p. 324. — Discussion générale. Observations, p. 332. — Discours : Commence par résumer les arguments présentés, fait remarquer que la réglementation qui va être votée ne pourra pas être étendue au travail à l'atelier; estime que le renvoi à la commission est inutile par suite des amendements du gouvernement; estime encore que le problème du travail à domicile est extrêmement particulier et termine en annonçant qu'il suivra M. Heyman, m. i. t. p. s., dans son œuvre sage, prudente et modérée et qu'il votera le projet, tel qu'il est présenté par le gouvernement, p. 368, 369.

Budget de l'agriculture pour 1931. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 379. — Propose de continuer la discussion à la séance du jeudi matin et de l'épuiser à la séance de l'après-midi, p. 379.

**Beauduin (suite)**

Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée sur les avoines. Appuie la proposition de M. Mullie tendant à donner un tour de faveur à ce projet et fait appel à la bonne volonté du groupe socialiste, la question des avoines n'ayant soulevé, en commission, qu'un bref échange de vues sur des principes, p. 534. — Fait encore diverses observations, p. 534. — Discussion générale. Observations, p. 548, 550, 551, 554 à 557.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre du baron de Dorlodot, qui insiste sur la nécessité de voter ce projet avant Pâques, p. 696.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1024, 1026, 1055. — Discours : Attire l'attention sur la situation faite à l'industrie sucrière par l'abolition des droits d'accise sur les sucres et demande si l'on ne pourrait pas, à titre provisoire, permettre pendant l'année qui va suivre de loger les sucres dans les entrepôts publics, en attendant de trouver d'autres solutions, p. 1056.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1098, 1101.

Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet du budget extraordinaire et de la suite des budgets du Congo, p. 1158.

Budget extraordinaire pour 1931. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1126. — Discussion générale de ce budget et du budget des travaux publics pour le même exercice. Observations, p. 1314, 1316. — Discours : Considérant qu'il accomplit un devoir et, sans avoir l'intention d'émettre des critiques, fait constater le taux atteint par le poste des pensions de la guerre et l'insuffisance des réparations allemandes; traite ensuite notamment la question des grands travaux et le problème du chômage, p. 1352, 1353. — Observations, p. 1394, 1397, 1405.

Fixation de l'ordre du jour avant les vacances d'été. Observations, p. 1320.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. Discussion. Observations, p. 1326.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion générale. Observations, p. 1330. — Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 1366. — Déclare renoncer à la parole, p. 1366. — Art. 10. Discours où il parle notamment en faveur du chocolat, pour lequel il regrette l'augmentation de la taxe de luxe, p. 1368.

**Beckers, sénateur provincial du Limbourg.**

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 28.

Interpelle M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics au sujet du nouveau canal de Liège à Anvers, et concernant les expropriations, le tracé, la construction de pont et le niveau de l'eau. Développe son interpellation, p. 49 à 51. — Observations, p. 52, 53, 57, 58.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 72.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que l'on active la flamandisation de l'école vétérinaire, se plaint des déficiences de l'organisation de l'enseignement agricole flamand; termine en demandant que l'on abaisse les tarifs des transports pour les matières premières, comme pour les produits de l'agriculture et de l'horticulture, p. 271. — Observations, p. 274.

**Beosier, sénateur provincial du Brabant.**

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux États-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de la loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

**Berryer (vicomte), sénateur de Liège.**

**Doc.** — Proposition de loi prorogeant les lois du 9 janvier 1926 et du 11 avril 1927, relatives aux sociétés belges exploitant en Russie (co-sign.), n° 26.

**Budget des dotations pour 1931.** Amendement au texte amendé par la Chambre des représentants, n° 140.

**Ann.** — Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 37.

**Modifications au règlement :** Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Discours : Rappelle certaines difficultés dont il a été le témoin, en ce qui concerne la traduction en flamand de termes techniques, p. 40.

**Annnonce du décès de M. Ryckmans,** sénateur provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 193.

**Interpellation de MM. Segers et Wauconez** au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 338.

**Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931.** Discussion générale. Discours : Après avoir fait remarquer l'intérêt du discours qui vient d'être prononcé par Mme Spaak, fait remarquer que dans de nombreux ménages pauvres les enfants souffrent de sous-alimentation, ce qui est très préjudiciable aux générations futures, puis parle de la question du cancer et de l'emploi du subside annuel de deux millions pour les recherches relatives au cancer, p. 925-926. — Observations, p. 937.

**Budget de la justice pour 1931.** Discussion générale. Discours : Pour la première fois qu'il siège au Sénat, l'entretient d'une question de nomination, en l'espèce celle d'un greffier à la Cour d'appel de Liège; demande les raisons qui ont inspiré le choix du ministre, p. 935-936.

**Budget des dotations pour 1931.** Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. Consent à renoncer à la parole, afin que l'on puisse épuiser le débat pendant la séance en cours, p. 1015. — Reprise du débat. Discours : Déclare qu'il ne veut pas que l'on puisse dire que l'on a diminué les fonctionnaires et que les sénateurs ne veulent pas diminuer leur indemnité; estime que les sénateurs n'ayant droit qu'au remboursement de leurs débours, que ceux-ci diminuant avec la diminution du prix de la vie, en conséquence il est obligé de voter la réduction de 10 p. c., tout en ne se ralliant pas aux motifs indiqués au sujet de cette proposition par M. Hicguet, p. 1016. — Se rallie à l'amendement présenté par MM. Hicguet et consorts, dont le texte est le même que le sien, p. 1017.

**Déclaration du gouvernement** après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1102.

**Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.** Discussion générale. Observations, p. 1192.

**Bossuyt, sénateur de Courtrai et Ypres.**

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 26.

**Interpellation de M. Van Dieren** au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 66, 68.

**Interpellation de M. Damas** sur les retards dans la liquidation des primes pour la construction d'habitations ouvrières. Discours : Fait notamment remarquer au ministre que les comités de patronage peuvent activer beaucoup l'examen des dossiers, p. 113-114. — Observations, p. 114.

**Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes.** Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Pose une question en ce qui concerne les gardes champêtres, p. 122.

**Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931.** Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 140.

**Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 497.

**Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931.** Discussion générale. Discours : Constate les progrès réalisés en fait de lois sociales, puis présente quelques observations d'ordre général en ce qui concerne les pensions de vieillesse, les sociétés de crédit; traite ensuite la question de la crise de l'industrie linière, p. 702 à 704. — Observations, p. 752.

**Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931.** Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la situation fâcheuse d'un grand nombre d'agents de l'administration provinciale de la West-Flandre, qui ne peuvent s'attendre à aucune promotion avant de nombreuses années; termine en protestant contre l'hostilité qui règne dans cette administration contre les flamingants, p. 926-927. — Observations, p. 939.

**Bossuyt (suite)**

**Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.** Discussion de l'article unique. Observations au sujet d'une proposition tendant au renvoi des amendements à la commission, p. 1219. — Alinéa 2. Observations, p. 1221.

**Broelx, sénateur coopté.**

**Doc.** — Projet de loi ayant pour objet d'accorder pour 1930 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaire de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse. Rapport, n° 39.

**Ann.** — Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Observations, p. 56, 57.

**Projet de loi ayant pour objet d'accorder pour 1930 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaire de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 138.

**Budget de l'agriculture pour 1931.** Discussion générale. Discours : Demande s'il ne serait pas possible d'obtenir de transformer dans le Limbourg les terres arables en terres de bruyère et de forêts; insiste pour que des mesures soient prises en ce sens, p. 276-277.

**Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du général Bernheim.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.

**Déclaration du gouvernement** après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion, p. 1069.

**Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.** Déclare qu'il émettra un vote affirmatif sur le projet, tout en regrettant l'amendement présenté au dernier moment par le gouvernement à l'alinéa 4, estimant que cet amendement détruit le parallélisme de la loi, p. 1347.

**Bruneel de la Warande, sénateur de Courtrai et Ypres.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 636.

**Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931.** Discussion générale. Discours : Parle de la crise industrielle et, après avoir examiné les causes invoquées, suggère que l'on prenne des mesures pour élever l'âge d'admission des enfants afin de perfectionner l'apprentissage qui est devenu presque inexistant, ce qui entraîne la disparition des petits métiers; estime également que les femmes feraient mieux de réintégrer leurs foyers, afin de diminuer le nombre de chômeurs masculins, p. 743, 744. — Observations, p. 761.

**Budget de la défense nationale pour 1931.** Discussion générale. Observations, p. 1061, 1062. — Pendant cette discussion fait, par voie d'interruptions, diverses observations concernant la question des invalidités, de ceux qui en bénéficient, ainsi que de leur droit de priorité pour l'obtention des emplois publics, p. 1067. — Discours : Signale au ministre de la défense nationale la situation de la ville d'Ypres au point de vue militaire et demande que l'on y rétablisse l'école de cavalerie, p. 1087.

**Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire.** Discussion générale. Discours : Commence par estimer qu'il semble résulter des débats qui ont déjà eu lieu que tout le monde est d'accord pour exiger des enfants une certaine connaissance de la deuxième langue, voire une connaissance approfondie du français en pays flamand, déclare qu'il est disposé à accorder son vote à toute mesure susceptible de donner satisfaction aux populations flamandes, mais qu'il faut cependant tenir compte, à côté de l'instruction, de l'éducation et des règles de politesse, d'urbanité et de tenue dont les Flamands sont disposés à s'affranchir, surtout depuis la guerre; et demande, la nouvelle loi étant de nature à renforcer le caractère flamand dans les provinces flamandes, que l'on veuille à cette question d'éducation par l'intermédiaire de l'inspection, p. 1199.

**Projet de loi portant réglementation du travail à domicile.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

**Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931.** Discussion générale. Discours : Réclame l'amélioration des routes dans la Flandre occidentale, parle ensuite des plantations officielles le long des routes et attire l'attention du ministre sur les canaux de l'arrondissement d'Ypres, p. 1375.

## C

## Calonne, sénateur de Tournai-Ath.

- Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 55.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il espère que le projet sera adopté à l'unanimité au Sénat, et adresse des félicitations au baron de Kerchove d'Excerde sur la valeur exceptionnelle de son rapport, p. 100.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi ayant pour but de modifier certaines dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1029.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1065. — Estime, en réponse à M. Pierlot, que l'on n'a pas, dès le début, besoin des Français qui viendraient ainsi trop tôt s'implanter en Belgique, p. 1065. — Observations, p. 1056. — Discours : Traite la question du statut des sous-officiers, puis précise son interruption de la veille au point de vue du secours français, p. 1088, 1089.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général Bertrand. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1217.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Proteste contre une proposition faite par M. le président tendant à limiter le temps de parole à dix minutes, désirant parler sérieusement de la question des crédits militaires, p. 1380. — Discours : Commence, d'accord avec MM. Asou et Giffin, par demander le maintien de l'écuse d'Anzing à son emplacement, puis traite la question des crédits militaires et annonce que, comme ses amis socialistes, il émettra un vote négatif, p. 1384 à 1386. — Observations, p. 1405.

## Carnoy, sénateur de Bruxelles.

- Doc.** — Budget des sciences et des arts pour 1931. Rapport n° 68. Rapport complémentaire. Annexe au n° 68.
- Projet de loi approuvant la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du traité établissant l'union économique belgo-luxembourgeoise. Rapport, n° 164.
- Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Indique l'esprit dans lequel la droite s'apprête à se rallier à l'ordre du jour de confiance, p. 41.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 122.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discours et le rapport sur ce budget, p. 373. — Discussion générale. Discours : Parle de certaines questions en dehors de celle des dépenses, notamment de celle de l'enseignement des langues au point de vue pédagogique et de celle du surmenage, puis, sans vouloir déflorer le discours qui va être prononcé par le ministre, donne son avis sur un certain nombre d'amendements et rencontre diverses remarques faites au cours de la discussion, p. 597 à 601. — Discussion des articles. Art. 52. Motive le dépôt tardif de son amendement, puis le défend, p. 633. — Fait observer que son amendement vise les instituteurs en fonctions en 1924, p. 624. — Déclare que si le ministre prenait l'engagement d'examiner la question avec bienveillance, il retirerait son amendement, p. 635. — M. Houtart, m. f., ayant déclaré être prêt à examiner et faire examiner avec bienveillance la question visée par l'amendement, déclare dans ces conditions, retirer son amendement, p. 635.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Commence par déclarer que, à son avis, l'arrivée du nouveau cabinet donne un sentiment de fraîcheur et rend hommage à l'optimisme avec lequel M. Renkin a dénoué la crise; estime que le nouveau gouvernement présente une situation encourageante au point de vue linguistique; regrette cependant

## Carnoy (suite)

- qu'il n'ait pas annoncé la création d'académies flamandes de sciences et de médecine; félicite le gouvernement de ses résolutions au point de vue financier et militaire; termine en estimant que son groupe est tout disposé à donner sa confiance au nouveau cabinet, p. 1101, 1102.
- Projet de loi approuvant la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du traité établissant l'union économique belgo-luxembourgeoise. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1162.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Commence par exprimer le regret qu'une question aussi simple que celle en discussion ait amené des discours abordant de grands principes de philosophie, voir même de métaphysique, regrette également qu'on ait parlé de la question de l'enseignement moyen tout en ne contestant pas la liaison affirmée par le ministre entre tous les enseignements; développe ensuite des arguments démontrant combien la notion du flamingantisme raisonnable et modéré a évolué, estime que le bon flamingantisme n'est pas séparatiste, commente certains des discours qui ont été prononcés, puis demande pourquoi il existe dans le régime brabançon un mode de parallélisme, et, à la suite d'une réponse de M. Petitjean, m. s. a., estime que l'union pourra se faire sur ce point; déclare, d'accord avec M. Vermeylen, qu'il ne manque plus que les sanctions pour que le projet soit complot, p. 1196 à 1198. — Discussion de l'article unique afin à 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1216. — Alinéa 6. Discours : Commente les textes présentés par M. Dierckx, ainsi que ceux présentés par le gouvernement, p. 1287, 1288. — Observations, p. 1289. — Discours : estime que la crainte de l'esprit de résistance de l'agglomération bruxelloise n'est plus qu'un mythe, cette agglomération devant, dans l'avenir, rester dans le cadre et dans l'esprit de la loi en discussion, p. 1439. — Observations, p. 1291.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1528, 1529.

## Casier (baron), sénateur de Gand-Ecclou.

- Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 33.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 330. — Discours : Tout en reconnaissant les abus existant encore vis-à-vis des travailleurs, considère pourtant ce projet comme un premier pas vers l'étatisation ou tout au moins un essai d'arbitrage obligatoire qui mènerait à un régime où la liberté patronale comme la liberté du travailleur ne serait plus qu'un vain mot en Belgique, p. 331. — Observations, p. 374. — Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1062, 1063. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1062, 1063.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par demander que l'on corrige un point dangereux de la route de Gand à Bruges; signale certains travaux qu'il voudrait voir exécuter dans son arrondissement; parle notamment de l'utilité de faire une nouvelle écluse à Terneuzen, p. 1387, 1388. — Observations, p. 1402.

## Casterman, sénateur provincial du Hainaut.

- Doc.** — Proposition de loi sur l'inspection du travail (co-sign.), n° 222.
- Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. Discussion générale. Observations, p. 55. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Clesse**, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

- Ann.** — Modification au règlement du Sénat : Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Observations, p. 39.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 101, 102. — Discours : Déclare que le groupe socialiste émettra un vote affirmatif et développe les considérations qui ont pour but de défendre autant les droits des communes que ceux des employés et fonctionnaires communaux, p. 118-119.
- Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105, 107. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 132.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 234, 255, 259, 260. — Discours : Critique le rapport de M. Mullie, estimant que ce rapport est la reproduction de celui de l'année précédente, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le ministre se laisse diriger par les « Boerenbonden »; parle ensuite de la politique des engrais, prie le ministre d'étudier un projet d'assurance agricole; termine en estimant qu'il y a un manque de coordination entre la production et la consommation, et, qu'en étendant le champ de la coopération, l'on se libérera de la puissance capitaliste dans sa forme oppressive, p. 271 à 276. — Observations, p. 467, 499 à 501, 506 à 508, 511, 512.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 547, 551, 552. — Discours : Combat le projet; estime qu'il ne constitue qu'un palliatif et que, dans le cas où il serait voté, l'on subirait les représailles étrangères, p. 555 à 557. — Observations, p. 557.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 682.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 840.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1012.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1037.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1107.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1317-1318. — Discours : Insiste pour que les routes soient mieux entretenues et demande si l'on ne pourrait pas prévoir, comme en France, une extension des accotements; attire l'attention sur la nécessité de prendre des mesures pour diminuer le nombre des accidents d'automobiles, puis fait certaines critiques sur la façon dont sont organisés les travaux des services des ponts et chaussées, p. 1382, 1383. — Observations, p. 1396.
- Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1487.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1487.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1526.

**Cocq**, nommé ministre de la justice par arrêté royal du 6 juin 1931.

- Ann.** — Projet de loi revisant les dispositions du Titre V, Livre 1<sup>er</sup>, du Code de commerce et réglementant l'exercice de la profession d'agent de change. Dépose ce projet de loi, p. 1411.
- Projet de loi interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change. Dépose ce projet de loi, p. 1411.
- Projet de loi réglant, au point de vue de la pension de retraite, la situation d'anciens magistrats chargés des fonctions d'administrateurs ou d'adjoints à l'administrateur de la sûreté publique. Dépose ce projet de loi et en demande le renvoi à la commission des finances, p. 1456.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Insiste pour que le projet soit admis par le Sénat, tel qu'il lui a été transmis par la Chambre, fait remarquer que le projet a été l'objet d'un débat approfondi à la Chambre, au sein de la commission spéciale; déclare que, personnellement, il ne peut se rallier à l'amendement de M. Mullie, p. 1466. — Discours : Déclare que le gouvernement ne peut, dès ce moment, s'engager à appuyer la proposition de M. Mullie

**Cocq (suite)**

si celui-ci la transforme en une proposition de loi séparée, mais déclare qu'il prend l'engagement d'examiner cette question, p. 1467. — Maintient la déclaration qu'il a faite, mais déclare être prêt à examiner la question soulevée par M. Mullie, p. 1467, 1468.

**Coole (Joseph)**, sénateur de Courtrai-Ypres.

- Doc.** — Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929 sur le contrat d'emploi (co-sign.), n° 55.
- Ann.** — Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. — Observations, p. 50.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Interpellation de M. Damas sur le retard apporté dans la liquidation des primes pour construction d'habitations ouvrières. Discours : Appuie les plaintes formulées par M. Damas, p. 114. — Observations, p. 115, 116.
- Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise. Discussion des articles. Art. 3. Discours : Défend un amendement qu'il présente et qui a trait à l'organisation du contrôle des chômeurs, et déclare, malgré les considérations du rapporteur et du ministre, maintenir son amendement, p. 175. — Observations, p. 175, 176. — En présence de la déclaration du ministre qui annonce que les mesures nécessaires seront prises, retire son amendement, p. 176.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : La question ayant déjà été traitée, pour ce qui regarde la Belgique, par d'autres orateurs, se contente d'attirer l'attention du ministre sur la situation des ouvriers frontaliers, en ce qui concerne les primes pour construction et les pensions de vieillesse; parle ensuite des dérogations à la journée de huit heures; estime qu'il faudrait montrer plus de circonscription en cette matière à ce moment de crise, proteste contre le retard apporté à la publication du rapport d'inspection de l'année 1929; demande une meilleure représentation des Flamands à l'inspection supérieure, traite ensuite la question de la crise dans l'industrie linière, p. 724 à 726. — Observations, p. 751, 754, 756, 758, 759. — Discussion des articles. Art. 81. Observations, p. 791.
- Budget de sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Rappelle les observations qu'il a faites l'année précédente au sujet de la situation de l'école moyenne de l'Etat à Courtrai, et de la nécessité d'y construire une nouvelle école dans le quartier ouvriers, p. 571-572.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société de Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Cools (Alfred)**, sénateur provincial d'Anvers.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Crokaert**, sénateur de Bruxelles, nommé ministre des colonies le 6 juin 1931.

- Ann.** — Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Discours : Fait diverses observations au sujet de la rédaction des dispositions concernant les pensions des professeurs et instituteurs communaux, p. 226. — Les idées qu'il a développées n'ayant pas été admises par le ministre; dépose un amendement concernant les pensions, afin de dégager sa responsabilité en cette matière, et donne lecture de son amendement, p. 227. — Motive à nouveau son amendement, p. 228. — Discours : Tout en défendant son amendement, demande quelles sont les intentions du gouvernement, p. 247. — Combat la proposition du ministre tendant à introduire la correction qu'il présente dans un petit projet qui sera examiné ultérieurement, p. 248. — Observations, p. 248. — Discours : Réfute le discours de M. Huisman Van den Nest, p. 248.
- Projet de loi relatif à la réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il émettra avec joie un vote affirmatif; développe cependant les motifs pour lesquels il a vanté toute sa vie l'action corporative et l'action syndicale, puis fait remarquer que le projet institue les sanctions pénales habituelles en matière sociale, sanctions qu'il voit sans aucune faveur, estimant que les infractions aux lois

## Crokaert (suite)

sociales ne devraient pas relever des parquets et des tribunaux correctionnels; cite, à cette occasion, un passage du discours de M. Cornil, procureur général à la Cour d'appel, à la séance solennelle de rentrée de la Cour d'appel en septembre 1929, démontrant le danger de multiplier à l'infini, ainsi que le parlement a tendance à le faire, les sanctions pénales à quantités de faits que la conscience sociale ne réprouve que très faiblement, p. 333-334. — Observations, p. 375.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Discours : Commence par se féliciter de la rumeur qui a circulé, d'après laquelle le gouvernement aurait pris la résolution de déposer un projet qui mettrait fin à la querelle de la jonction; traite ensuite la question du droit de rétrocession, et traite encore différents points concernant les travaux faits ou à faire à l'occasion de la jonction; termine en souhaitant que la jonction soit promptement réalisée, p. 339 à 342. — Observations, p. 398 à 400, 483.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi sur la détention préventive. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que la commission de la justice a adopté la proposition de loi à l'unanimité, puis, après avoir remercié le ministre de certains amendements présentés à sa proposition de loi, le prie de lui indiquer les motifs pour lesquels il a supprimé l'alinéa stipulant que, si le tribunal correctionnel se déclarait incompétent, l'inculpé serait remis en liberté, à moins que, dans les vingt-quatre heures, le ministère public ne relevât appel de cette décision; fait ensuite diverses observations au sujet de l'interprétation de l'alinéa 4 du texte du gouvernement, p. 654. — Remercie le ministre des explications qu'il a données au sujet de l'alinéa relatif à l'incompétence, reconnaît que cet alinéa est le moins important de la proposition, comme aussi la partie la plus discutable, prie le ministre d'admettre le sous-amendement qu'il vient de présenter, amendement qui ne constitue qu'un complément de rédaction, et se déclare satisfait pour le surplus, p. 655, 656.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 666.

Projet de loi modifiant les lois d'organisations judiciaire, de compétence et de procédure. Discussion des articles. Art. 8 : III. Pose une question au sujet de l'interprétation, p. 773. — Fait encore des observations, p. 773, 774.

Proposition de loi relative à la fabrication, et au commerce des munitions. Vote en seconde lecture. Art. 39. Demande que le ministre de la justice prévoie certaines mesures pour le cas où, par malheur, la Belgique serait à nouveau envahie et occupée par l'ennemi, p. 782.

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Discours : Prie le ministre de porter toute son attention sur l'application de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude; cite certains exemples à cette occasion; traite ensuite la question des frais de justice; fait remarquer les services immenses que rend l'école de criminologie; fait remarquer combien, notamment, les professeurs de cette école sont mal rémunérés; termine en parlant de la question de l'impression des documents parlementaires, p. 962 à 965. — Pendant le discours de M. Janson, m. j., fait diverses observations au sujet des expulsions politiques, notamment en ce qui concerne le droit de défense des intéressés, p. 959. — Observations, p. 970.

Déclaration du gouvernement après la formation du cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1102, 1104.

Budgets du Congo et projet de loi sur la garantie à donner à des capitaux des Chemins de fer vicinaux du Congo et du Chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 1149. — A la suite d'une motion de M. Volckaert demandant la disjonction du projet concernant les chemins de fer, déclare que, bien qu'il fût logique de joindre la discussion des deux projets, il n'est pas hostile au renvoi à la commission du projet sur les chemins de fer, si l'on trouve, après discussion que l'on n'est pas assez éclairé, mais propose de continuer pourtant d'abord l'ensemble de la discussion, se déclare, à cette occasion hostile à la politique de garanties d'intérêt des emprunts en question, p. 1179. — Déclare que c'est pour des raisons d'opportunité qu'il propose de continuer la discussion d'ensemble, p. 1180. — Bien que M. Volckaert ait pris la parole par motion d'ordre, prie celui-ci de lui permettre de ne lui répondre que le lendemain, p. 1180. — Reprise de la discussion générale sur les deux projets de loi : Déclare qu'il fera lui-même l'enquête demandée par M. Volckaert au sujet de la question du port d'Ango-Ango, p. 1203. — Observations, p. 1204 à 1206. — Discours : Commence par déclarer qu'il répondra par écrit, en ce qui concerne le coût des

## Crokaert (suite)

colis postaux, puis répond aux observations présentées : précise la question des événements du Kwango; rend ensuite hommage aux éminents services rendus à la colonie par M. Jaspas, puis déclare qu'il fera connaître le plus de choses possible au parlement, désirant partager avec lui la grande responsabilité qu'il a assumée en acceptant le portefeuille des colonies, p. 1207 à 1212. — Reprend et termine son discours, p. 1228 à 1237. — Reprend à nouveau son discours et traite la question financière, p. 1238 à 1243.

Fixation de l'ordre du jour : A l'occasion de demandes faites par M. Heyman, m. i. t. p. s., en ce qui concerne des projets intéressants son département, fait diverses observations quant à la fin de la discussion des budgets du Congo et de la question des chemins de fer du Congo, p. 1158.

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. Discussion des articles. Art. 5 : Déclare que le gouvernement s'oppose à l'amendement présenté par MM. François, Disière et Solau, p. 1160.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général Bertrand. Après le vote de l'article unique, prononce un discours à l'éloge du défunt, p. 1260.

Fixation de l'ordre du jour. Déclare être d'accord avec M. Volckaert, qui estime qu'il ne faudra qu'une séance du matin ou de l'après-midi pour terminer l'examen du budget des colonies, p. 1219.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitans de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. Discussion générale. Discours. Rappelle qu'il n'a apporté qu'avec répugnance son concours à ce projet, donne certaines explications au Sénat et déclare qu'il tâchera de faire en sorte que les garanties jouent le moins possible, p. 1326. — M. le comte de Kerchove de Denterghem demandant s'il ne serait pas possible d'envisager le mode de transport aérien, estime que cette question est intéressante et à étudier, p. 1326. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Discours : Déclare être pris au dépourvu par le vote de la Chambre qui va être ratifié par celui du Sénat; estime qu'une décision ne pourra être prise lorsque ces messieurs du Kivu auront vu ce qu'ils peuvent faire au point de vue financier; estimant que, alors, le ministre et le parlement mieux éclairés, pourront prendre une décision, p. 1476.

Projet de loi accordant à charge de la colonie une pension à Mme Henry, veuve de l'ancien gouverneur général du Congo. — Dépose ce projet de loi, p. 1341.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. A l'occasion d'une motion du R. P. Rutten proposant le renvoi à la commission, déclare que le gouvernement est d'accord pour donner une solution à la question linguistique au plus tard en octobre, p. 1351. — En l'absence du premier ministre et du ministre des sciences et des arts déclare que le vœu du gouvernement était que l'on puisse aboutir avant que le parlement ne se sépare, mais que le gouvernement sera à la disposition des Chambres en octobre, p. 1351.

## Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 506.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 555. — Discours : Motive son vote en faveur du projet, p. 557.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 733. — Discours : Développe quelques considérations qui lui ont été suggérées par un passage du rapport relatif au développement de l'enseignement technique, en parallèle avec une autre mention du même rapport concernant l'opportunité de l'élargissement du marché intérieur par une entente douanière avec les pays voisins, p. 737, 738.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Développe les inquiétudes que lui cause la déclaration en ce qui concerne la voie traditionnelle qu'il compte suivre relativement à la politique économique de la Belgique, p. 1107, 1108.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1485.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1485. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1494.

## D

**Damas**, sénateur de Liège.

- Ann.* — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c., émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Sinistre dans la région d'Engis. Discours : Signale l'étendue du désastre, dû, semble-t-il, à un brouillard nocif, et adresse aux victimes et à leurs familles ses plus vives condoléances, p. 76.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de prévoyance sociale sur les lenteurs excessives que mettent les services compétents pour la liquidation des primes accordées aux ouvriers qui font construire une habitation à bon marché. Développe son interpellation, p. 113. — Observations, p. 114, 115.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1378.

**Danhier**, sénateur provincial du Hainaut.

- Doc.* — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie de Mons la reconnaissance légale des diplômés d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien (co-sign.), n° 82.
- Ann.* — Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 54. Observations, p. 643.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Présente quelques observations relatives aux pensions de vieillesse, aux pensions des mineurs, aux maladies professionnelles, à la question des dégâts miniers, des habitations ouvrières, et termine en parlant des estropiés, p. 722 à 724.

**de Becker-Remy (baron)**, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

- Ann.* — Annonce de son décès, p. 4.

**de Broqueville (comte)**, sénateur coopté, ministre de la défense nationale, démissionnaire de ses fonctions de ministre de la défense nationale le 21 mai 1931.

- Ann.* — Projet de loi fixant le contingent pour 1931. Dépose ce projet de loi, p. 89.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 271, 275, 464.
- Projet de loi relatif à la rétribution des professeurs et examinateurs permanents civils de l'école militaire. Dépose ce projet de loi, p. 276.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du lieutenant-général Bernheim. Discussion générale. Observations, p. 494, 495. — Discours : Rappelle que feu le général Drubbel, à la mémoire duquel il rend hommage à cette occasion, avait refusé les honneurs militaires; que c'est donc à tort que l'on a dressé le souvenir de ce grand soldat pour servir des fins politiques et blâmer le gouvernement; puis rends hommage à la mémoire du général Bernheim, p. 496.
- Interpellation de M. Van Dieren sur le maintien illégal du soldat Joris De Leeuw à la caserne. Déclare que le gouvernement combat l'urgence, celle-ci n'ayant pas de raison d'être, p. 771. — M. Van Dieren motivant l'urgence, fait remarquer que celui-ci aborde le fond de l'interpellation, p. 772.

**de Brouhoven de Bergeyck (comte)**, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Doc.* — Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centres habités du royaume, ainsi que les lieux protégés par des digues exposées à rupture d'une façon anormale (co-sign.), n° 165.
- Ann.* — Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 19.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 68.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 26 à 29, dont la commission propose la suppression. Observations au sujet de l'amendement du duc d'Ursel, qui propose le maintien du titre du chapitre avec un seul article qu'il propose, p. 93.

**de Brouhoven de Bergeyck (comte) (suite)**

- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il n'est pas tout à fait de l'avis des sénateurs qui estiment qu'il faut voter le projet de loi tel qu'il a été transmis par la Chambre; termine en déclarant qu'il subordonne son vote affirmatif à l'adoption de l'amendement de la commission, p. 210-211. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion des amendements, p. 219. — Discussion des articles. Art. 7. Discours : Indique les motifs pour lesquels il ne peut se rallier à l'amendement de la commission, p. 236. — Combat à nouveau l'amendement de M. Moyersoen, rap., et appuie le texte transmis par la Chambre, p. 238. — Art. 9. Discours : Défend l'amendement de la commission, p. 244, 245.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 272, 274, 276. — Discours : Proteste à nouveau contre les dates d'ouverture de la chasse et demande que celle-ci soit uniformément fixée au 1<sup>er</sup> octobre; traite ensuite la question betteravière et celle des sucres, p. 277-278.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez relative à la jonction Nord-Midi. M. Van Fleteren demandant que ce débat, vu son importance, se déroule uniquement au cours de séances de l'après-midi, fait des observations à ce sujet, p. 278. — Discussion de l'interpellation. Observations, p. 353, 362. — Motion d'ordre de M. Huysmans au sujet d'une note distribuée aux sénateurs. Observations, p. 364.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des familles nombreuses et demande certaines extensions des faveurs accordées, p. 841.
- Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés des ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le Traité de Versailles. Discussion générale. Observations, p. 908.

**de Brouckere**, sénateur coopté.

- Doc.* — Projet de loi approuvant l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, signé à Aix-la-Chapelle le 7 novembre 1929, ainsi que les deux accords et le protocole annexes signés le même jour. Rapport, n° 90. Proposition de loi sur l'inspection du travail (co-sign.), n° 222.
- Ann.* — Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105, 106. — Discours : Développe les motifs pour lesquels, tout en approuvant les droits sur l'alcool, il ne veut pas mettre le doigt dans l'engrenage protectionniste, craignant que le corps tout entier du pays n'y passe, p. 107-108. — Observations, p. 111. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 263, 273, 274.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Discours : Prends surtout la parole afin de prendre nettement ses responsabilités; puis développe les motifs pour lesquels la jonction est nécessaire et se fera; traite également la question de l'aérogation et termine en souhaitant que la solution nécessaire soit prise sans plus de retard, p. 335 à 339. — Observations, p. 343 à 346, 349, 351 à 355, 360, 363. — Motion d'ordre de M. A. Huysmans au sujet d'un reproche qu'il a adressé au ministre des transports relatif à une note distribuée aux sénateurs. Observations, p. 363, 364. — Déclare qu'il n'a de reproches à adresser à personne, mais demande que, à l'avenir, toute documentation envoyée aux sénateurs, d'où qu'elle provienne, porte d'une façon claire et précise et son origine et qui en prend la responsabilité, p. 364. — Reprise de la discussion. Observations, p. 384, 385, 388, 395, 398. — M. Vinck proposant de poursuivre la discussion au cours d'une prochaine séance, propose de clore immédiatement le débat, le gouvernement ayant annoncé le dépôt d'un projet, p. 401.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Motion d'ordre de M. Digneffe, qui propose le renvoi immédiat à la commission. Observations, p. 322, 323. — Demande que l'on entame la discussion, estimant que ceci ne peut qu'éclairer la question, et de ne décider qu'au moment de la discussion des articles si, oui ou non, il faut prononcer le renvoi à la commission, p. 323. — Discussion générale. Observations, p. 372.
- Proposition de loi majorant les droits d'entrée sur les avoines. M. Mullie demandant par motion d'ordre qu'un tour de faveur soit accordé à cet objet et M. Beauduin faisant appel au groupe socialiste pour que cette demande soit admise, déclare qu'il est très embarrassé, vu l'appel fait M. Beauduin au groupe socialiste, et fait remarquer que si la question des avoines est urgente, le budget des sciences et des arts touche aux intérêts d'une culture à laquelle il tient, p. 534.



## de Brouckere (suite)

- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 540, 541, 543.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. A. Huysmans au sujet du pairage, p. 651.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques et mentales. Discussion générale. Observations, p. 679. — Discours : Combat le renvoi éventuel à la commission, puis développe les motifs pour lesquels il combat les observations exprimant des craintes que la loi soit imparfaite et considère qu'il vaut mieux même une législation incomplète que l'absence totale de toute législation, p. 684. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Estime que le texte proposé peut être adopté sans crainte d'équivoque, mais fait diverses observations au sujet de la question de l'enseignement moyen indiquée dans ce texte, p. 686. — Art. 3. Observations, p. 688.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 711. — Discussion des articles. Art. 81. Discours : Insiste sur la nécessité de spécialiser les inspecteurs du travail, p. 792. — Fait encore diverses observations, p. 793.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 846, 848, 849. — Discussion des articles. Art. 72. Observations, p. 904.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 960. — Pendant le discours de M. Janson, m. j., fait diverses observations au sujet des expulsions politiques, notamment en ce qui concerne le droit de défense des intéressés, p. 968, 969.
- Communication de M. le président, qui, au nom du Sénat, s'associe à l'hommage qui lui est rendu par le secrétaire général de la conférence pour la limitation des stupéfiants, conférence dont il a assumé la présidence, p. 1341.

## De Bruyn, sénateur coopté.

- Doc.* — Projet de loi prorogeant pour un délai de douze mois la loi du 24 mai 1882 qui permet au gouvernement d'accorder des dérogations aux clauses des cahiers des charges des concessions de chemins de fer. Rapport, n° 212.
- Ann.* — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 26.
- Inondations : Fait une motion d'ordre au sujet des inondations dans certaines régions du pays, et, en particulier, dans diverses régions qu'il indique, p. 35, 36. — Observations, p. 36. — Discours : Prend acte de la déclaration qui vient d'être faite par M. Houtart, m. f., p. 36, 37.
- Projet de loi portant approbation des comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> novembre 1930 et se clôturant le 28 février 1931. Discussion générale. Discours : Critique le recours à l'industrie privée, puis parle notamment des revendications du personnel, revendications auxquelles il n'a pas été donné satisfaction, p. 47-48.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 67.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Discours : Au nom du groupe socialiste, tout en ayant l'impression que l'accord est parfait quant à la portée du projet en discussion, insiste auprès du gouvernement pour qu'il veuille revoir l'assiette financière de la société et développe les motifs de sa demande, p. 141-142. — Observations, p. 143.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la culture du houblon a disparu dans la vallée de la Dendre par suite du manque d'intervention du gouvernement; que la culture du tabac qui y est devenue intense, risque de suivre le même chemin; proteste ensuite contre la pollution des eaux de la Dendre et demande certaines faveurs en ce qui concerne les pêcheurs, p. 268.

## De Bruyn (suite)

- Interpellation de MM. Segers et Wauquez, relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 290 à 292, 295, 315, 347, 349, 350, 353, 354, 360, 263, 400. — M. Vinck proposant de remettre la suite du débat à une prochaine séance, propose de remettre la suite de la discussion au moment où l'on discutera le budget des transports, p. 402. — Reprise de la discussion. Discours : Commence par examiner les discours prononcés contre la jonction et les avis qui ont été invoqués à cet effet; termine en priant le gouvernement et la Société nationale des chemins de fer de réexaminer très attentivement le problème, et en demandant que les travaux de la jonction soient repris le plus tôt possible, p. 471. — Observations, p. 484.
- Interpellation de M. Moyersoen relative au défaut d'entretien de la Dendre et aux mesures à prendre en vue d'assurer le trafic sur la rivière. Discours : A la suite du discours du ministre, insiste très vivement, à son tour, pour que le gouvernement prenne les mesures demandées par M. Moyersoen, p. 532.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932, et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Parle du non payement des redevances dues par les départements ministériels pour le transport des dépêches officielles, et de l'organisation du service des chèques postaux en ce qui concerne la gérance des fonds; critique le recours à l'industrie pour l'exécution des travaux de la régie des téléphones; traite ensuite la question concernant les traitements du personnel et son avancement et termine en attirant l'attention sur la situation du service des postes à Denderleeuw, p. 535 à 537.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par insister pour que le Sénat entame, sans plus de retard, l'examen des projets relatifs à la langue véhiculaire dans l'enseignement moyen et primaire, puis parle du fonds des mieux-doués; termine en faisant remarquer que l'enseignement moyen est insuffisant dans la région de Grammont, Sottegem, Denderleeuw, et en demandant au gouvernement s'il a pris des mesures en ce qui concerne le professeur F. Daels, p. 580, 581. — Observations, p. 616. — Discussion des articles. Art. 52. Développe les motifs pour lesquels il ne peut se contenter des déclarations du ministre et prie le Sénat d'adopter l'amendement de M. Van Dieren que le ministre combat, p. 634. — Appuie les observations de M. Van Dieren qui, ayant repris l'amendement de M. Carnoy, proteste parce que le président estime n'être plus saisi régulièrement d'aucun amendement, p. 635. — Art. 54. Observation, p. 643.
- Réduction des pensions : Par motion d'ordre, proteste contre la mesure prise par le gouvernement de réduire les pensions de 6 p. c. sans avoir consulté le parlement, l'augmentation en vigueur ayant été établie par une loi en date du 31 décembre 1929, p. 798. — A la suite du discours de M. Houtart, m. f., demande à nouveau la parole et, le président, refusant de la lui accorder, déclare donc qu'il transformera sa motion en interpellation, p. 798.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Soumet au ministre certaines questions dont son administration ou lui-même ont été saisis par la voie de l'organisation syndicale, questions qui n'ont pas reçu de solution ou seulement une solution partielle, et concernant le pilotage, les mécaniciens, les rameurs de Flessingue et de Ternuzen, etc.; parle ensuite brièvement de la jonction Nord-Midi et de certaines questions locales concernant son arrondissement, p. 826 à 828. — Observations, p. 843.
- Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages de guerre éprouvés par des ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le traité de Versailles. Discussion générale. Observations, p. 908.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 939. — Engage ses amis à ne pas accepter la proposition de M. Segers tendant à la remise au mercredi 20 mai, p. 940. — Vote, en seconde lecture, Art. 20 : Alinéa 6. Observations, p. 1345, 1346.
- Projet de loi ayant pour but de modifier la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Documents parlementaires : Par motion d'ordre, proteste contre le retard apporté à la distribution des documents flamands et signale, en particulier, le retard extraordinaire apporté à la distribution du rapport de M. Van Overbergh sur le budget des finances, p. 1004.

## De Bruyn (suite)

- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1035.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1095.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau-cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observations, p. 1129.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de la loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Projet de loi prorogeant pour un délai de douze mois la loi du 24 mai 1882 qui permet au gouvernement d'accorder des dérogations aux clauses des cahiers des charges des concessions de chemins de fer. Dépose le rapport sur le projet de loi, p. 1428.
- Projet de loi relatif aux services d'autobus à établir par la Société nationale des Vicinaux et projet de loi étendant aux « trolleybus » les dispositions des lois sur les chemins de fer vicinaux et sur les tramways. Discussion générale : Discours : Déclare que l'attitude prise par certains membres en commission a été dictée par leur désir de voir maintenir, pour le trafic des marchandises, la traction électrique ou la vapeur, p. 1461.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Indique les motifs pour lesquels, tout en étant partisan de l'amendement de M. Mullie, il le prie de ne pas insister et estime que l'on pourrait se mettre d'accord pour déposer une proposition de loi à la rentrée, p. 1467.
- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Discussion générale. Discours : Prie le Sénat de rejeter le projet ou, subsidiairement, d'accepter les amendements qu'il présente avec MM. Toch et Vinck, et développe les motifs de son attitude, p. 1473. — Observations : demande, notamment, que le projet sur les pensions soit discuté au cours de la séance de l'après-midi, p. 1474.
- Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Demande que le projet sur les pensions soit examiné au cours de la séance de l'après-midi, p. 1474. — Discussion générale. Discours : développe les motifs pour lesquels le groupe socialiste ne peut émettre un vote affirmatif sur ce projet qu'il estime injuste et même inconstitutionnel, et émet le vœu que si, ainsi que le gouvernement l'a annoncé, on a établi, à côté des traitements et salaires, une partie mobile variant d'après les fluctuations de l'index, la question des pensions soit liée, à ce moment, à celle des traitements, p. 1492, 1493.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1519, 1525.

**De Clercq (Joseph)**, sénateur d'Audouarde et Alost, questeur du Sénat.

- Doc.** — Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1931. Rapport, n° 19.
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931. Rapport, n° 20.
- Budget des dotations pour 1931. Amendement relatif à la dotation du Sénat, n° 22.
- Budget du Sénat pour 1931. Rapport sur la dotation sénatoriale, n° 23.
- Projet de loi instituant l'Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail, Rapport, n° 36.
- Projet de loi modifiant l'article 23 du Code pénal. Rapport, n° 141.
- Projet de loi prorogeant la loi du 10 juin 1928, encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la contribution foncière. Rapport, n° 143.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts, ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. Rapport, n° 144.

## De Clercq (Joseph) (suite)

- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Rapport, n° 197.
- Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Rapport, n° 218.

- Ann.** — Elu questeur du Sénat, en remplacement de M. le baron de Becker-Remy, décédé, p. 2.
- Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2 : art. 1762-4, alinéas 3 et 5. Observations, p. 15. — Appuie les observations présentées par M. Du Bost, p. 17. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 19.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 28, 29.
- Règlement du Sénat. Modifications : modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Discours : Se joint à M. Van Fleteren pour demander aux membres flamands de ne pas insister sur l'adoption de la proposition de revision, p. 40. — Observations, p. 40. — Appuie la proposition de M. Van Roosbroeck tendant à l'ajournement et au renvoi à la commission de revision, p. 42. — Second rapport de la commission. Art. 22 : Amendement de la commission quant à la place de laquelle les orateurs doivent parler. Observations, p. 43. — Art. 32 : Amendement de la commission relatif à des pouvoirs à donner au bureau quant à la non-reproduction de certaines questions au *Bulletin des questions*. Observations, p. 44, 45. — Art. 45 et 48 : Amendements de la commission relatif à l'extension des pouvoirs du président en ce qui concerne la reproduction aux *Annales* des motions, interpellations, etc. Discours : S'étonne de l'opposition qui se manifeste et propose le renvoi des deux articles à la commission du règlement, p. 46.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 72.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 11 : Discussion au sujet des propositions en présence. Observations, p. 88.
- Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 132.
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931. Discussion des articles. Art. 18. Fait remarquer que la question du remboursement du trop perçu à la source en 1929, question soulevée par M. François, touche non seulement à l'article 18, mais aussi aux premiers articles du budget; que le jour où le remboursement sera effectué, le budget des remboursements devra être majoré en conséquence, p. 140. — En réponse à M. Mertens, déclare qu'il n'a pas qualité pour répondre au nom du gouvernement, mais estime que si l'on a perçu la supertaxe anticipativement elle doit être ristournée, et que c'est bien là l'avis du gouvernement, p. 140.
- Projet de loi instituant une œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. M. le président proposant la fixation de la discussion à la séance du 17 décembre et M. Volckaert demandant la remise jusqu'à ce qu'il ait obtenu certains renseignements quant à la composition de cette œuvre, estime que les renseignements demandés par M. Volckaert figurent dans le rapport fait à la Chambre par M. Dierkens, p. 141.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 179, 940. — Discussion générale. Observations, p. 980, 981, 983, 1191, 1198, 1214. — Discussion de l'article unique. Alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1216. — Alinéa 3. Observations, p. 1223, 1225.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 273, 274, 510, 512.
- Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 295, 353. — Motion d'ordre de M. A. Huysmans au sujet d'une note distribuée aux sénateurs. Observations, p. 364.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Observations au sujet de la proposition de renvoi à la commission, p. 418.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim. Après le vote du projet, fait, par une motion d'ordre, une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne une interruption qu'on lui a attribuée à tort; déclare qu'il n'a interrompu M. Van Dieren que pour lui dire que son parti ne comptait que quatre mandataires au Sénat sur quatre-vingts sénateurs flamands, et que, dès lors, M. Van Dieren n'avait pas le droit de parler

**De Clercq (Joseph) (suite)**

- au nom du peuple flamand, p. 510. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Dieren concernant des épithètes lancées à l'adresse de ce dernier, p. 533.
- Interpellation de M. Moyersoen relative au défaut d'entretien de la Dendre et aux mesures à prendre pour assurer le service du trafic sur la rivière. Observations, p. 530 à 532. — Discours : Appuie les observations faites par MM. Moyersoen et De Bruyn, p. 532.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 539.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 577. — Observations au sujet d'un incident entre MM. Tschoffen et Van Fleteren, p. 642.
- Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 14 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 734, 736, 763.
- Projet de loi modifiant l'article 23 du Code pénal. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 985.
- Projet de loi prorogeant la loi du 10 juin 1928 encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la contribution foncière. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande l'urgence, p. 1000, 1001.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts, ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. Dépose le rapport sur ce projet et demande l'urgence, p. 1001. — Discussion générale. Observations, p. 1002. — Discours : Appuie les observations de M. le baron de Moffarts tendant au vote du projet, p. 1002.
- Documents parlementaires : Motion d'ordre de M. De Bruyn, qui proteste contre le retard apporté dans la distribution des documents flamands. Exprime son regret de la situation, mais fait pourtant remarquer que, depuis la dernière intervention à ce sujet, les documents flamands et français ont été distribués, autant que possible, en même temps; que c'est donc la grève qui est la cause du retard; fait remarquer encore que, quand les rapports sont déposés en flamand, c'est ce texte qui est imprimé le premier, p. 1004.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1023, 1047, 1049, 1050.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1076, 1128.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Observations à l'occasion d'une motion du R. P. Rutten tendant au renvoi à la commission, p. 1351. — Discussion générale. Observations, p. 1527, 1529. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1541.
- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du Conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1351.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1427.
- Naturalisations. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. François, qui exprime le regret que le Sénat se trouve dans l'impossibilité d'examiner sérieusement les projet transmis par la Chambre, p. 1488.
- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. S'abstient au vote sur la disposition adoptée la veille par le Sénat, p. 1491.
- Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1493.

**De Clercq (J.-J.),** sénateur suppléant d'Anvers, Appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, en remplacement de M. Ryckmans, décédé.

**Doc.** — Projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le Fonds d'allocations, institué par la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à payer l'allocation de vieillesse à partir de 1931; 2° d'autoriser le Fonds d'allocation et la Caisse nationale des pensions pour employés à contracter divers emprunts. Rapport, n° 100.

**De Clercq (J.-J.) (suite)**

- Ann.** — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 196. — Prête serment, p. 196.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Estime que la Belgique a le droit d'être fière des progrès qu'elle a réalisés dans le domaine des institutions de prévoyance; estime que les questions à résoudre sont : celle des frontaliers, celle de la réadaptation des modalités de subsides et la coordination des assurances sociales et des différentes lois d'assistance; termine en estimant que la coordination s'impose, p. 766 à 768.

**de Dorlodot (baron),** sénateur de Charleroi et Thuin.

- Ann.** — Modification au règlement : discussion du second rapport de la commission. Art. 22 : amendement de la commission quant à la place de laquelle les orateurs doivent parler. Observations, p. 43.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 210, 214. — Discussion des articles. Art. 9. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que l'amendement de la commission est indispensable, p. 240, 241. — Observations, p. 243.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 257, 275. — Discours : Se joint au baron de Moffarts en ce qui concerne ses observations relatives à la réévaluation cadastrale; demande que le ministre mette en garde les agents chargés de la revision cadastrale afin que ceux-ci ne se basent pas sur les anciens baux, de façon à ce que l'agriculture ne soit pas écrasée sous le poids de l'impôt foncier, p. 513.
- Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations au sujet du moment où la discussion se poursuivra, notamment en ce qui concerne l'opportunité de tenir une séance du matin le mercredi ou le jeudi, p. 293.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 517, 540.
- Proposition de loi relative au commerce, à la fabrication et au port des armes et au commerce et à la fabrication des munitions. Par motion d'ordre, demande que la commission hâte son travail afin que le Sénat puisse achever l'examen de ce projet, p. 553. — Par une nouvelle motion d'ordre, insiste à nouveau sur la nécessité de voter ce projet avant les vacances de Pâques, p. 696. — Vote en seconde lecture. Art. 3. Appuie les observations de M. Janson, m. j., qui estime préférable le maintien du mot « propres », p. 777. — Art. 7. Fait diverses observations concernant l'autorisation d'achat et la révocation de cette autorisation, p. 778. — Art. 36. Observations au sujet de l'interprétation du premier amendement proposé par la commission, p. 781. — Art. 39. Demande qu'il soit bien entendu que l'arrêté royal d'exécution imposera aux marchands le registre prévu à l'alinéa 2 de l'article 7, p. 782.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.
- Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 14 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.
- Interpellation de M. Asou au sujet de la restitution, à la ville de Tournai, de deux tableaux de Rubens et de Jordaens, y enlevés en 1794. Discours : Appuie l'argumentation de M. Asou, p. 720.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1064, 1066.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1078. — Propose de décider que le Sénat prolongera sa séance le lendemain jusqu'à 5 1/2 heures, afin que la discussion de la déclaration puisse être terminée au cours de la semaine, p. 1079. — Reprise de la discussion. Discours : Déclare qu'il appuiera le gouvernement pour les bonnes intentions qu'il a manifestées dans sa déclaration, mais que, en ce qui concerne la politique extérieure, il n'est plus d'accord avec lui; estime que la politique suivie jusqu'à présent rapproche la guerre au lieu de l'écartier, et fait un exposé à ce sujet; termine en déclarant que si, malgré tout, des fous et des criminels veulent encore se battre, la Belgique entend que ce ne soit plus chez elle, p. 1102 à 1107.

## de Dorlodot (baron) (suite)

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. Discussion générale. Discours : Demande à être assuré que l'arrêté royal sera pris si la disposition relative aux mitrilles de fer avait les conséquences désastreuses que craint le ministre, p. 1159.

Projet de loi portant règlementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Fixation de l'ordre du jour avant les vacances d'été. Fait diverses observations à ce sujet et fait notamment remarquer l'importance que revêt, à ce moment, le budget des affaires étrangères; demande, en conséquence, que la discussion en soit fixée au début d'une des séances de l'après-midi de la semaine suivante, p. 1320.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1422. — Discours : Commence par constater que le discours qu'il a prononcé lors de la discussion de la déclaration du gouvernement au sujet des armements clandestins de l'Allemagne n'a nullement inquiété le gouvernement, alors que cette question préoccupe grandement de nombreux Belges; estime que le pays désapprouve la politique de concessions suivie par le gouvernement, qui n'a abouti qu'à des échecs et des déceptions; termine en posant quelques questions au gouvernement relativement au chiffre de certaines dépenses faites par l'Allemagne, p. 1426, 1427. — M. Hymans, m. a. ét., ayant demandé que le débat sur la convention d'Oslo soit fixé au lendemain, annonce que, avec un certain nombre de ses collègues, il compte demander l'ajournement de ce projet de loi, p. 1427. — Déclare, après des discours prononcés par MM. Hymans, m. a. ét., et Segers, qu'il doit conserver sa liberté jusqu'après la réunion de la commission des affaires étrangères, qui se réunit le lendemain, p. 1428. — Reprise de la discussion générale du budget des affaires étrangères. Observations, p. 1484. — Discours : Annonce qu'il s'abstiendra au vote sur le budget des affaires étrangères afin d'appuyer le discours de M. Segers signalant le danger allemand et afin de protester contre la politique extérieure poursuivie par le gouvernement depuis 1918, estimant qu'il est temps que le Sénat prenne ses responsabilités, p. 1487, 1488. — S'abstient sur le vote de l'ensemble du projet de loi, p. 1495.

Projet de loi créant de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Observations, p. 1337.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1405 à 1407. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1495.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. M. le président proposant que la commission des finances se réunisse immédiatement pour examiner le nouveau texte, propose que la commission se réunisse immédiatement après les discours de M. Segers, à l'occasion du budget des affaires étrangères, afin de ne pas scinder cet intéressant discours, p. 1417.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Annonce une proposition d'ajournement de ce projet, p. 1427. — Discussion générale. Discours : Indique les motifs pour lesquels il s'abstiendra au vote sur ce projet, p. 1483. — Observations, p. 1484. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1494.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1931. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1495.

## de Kerchove de Denterghem (Comte), sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Doc.** — Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux au Congo et de la Société des Chemins de fer au Kivu. — Rapport, n° 49. — Rapport complémentaire, n° 187. — Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 216.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations du mois de novembre 1930. — Rapport n° 84.

Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centres habités du royaume, ainsi que les lieux protégés par des digues exposées à rupture d'une façon anormale. (Co-sign.), n° 165.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de fer du Congo. — Rapport, n° 194.

**Ann.** — Budgets du Congo et la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et des chemins de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Déclare être d'accord avec M. Volckaert sur le fond de la proposition de disjonction qu'il vient de

## de Kerchove de Denterghem (comte) (suite)

faire, mais estime qu'il serait sage d'attendre les explications du ministre et de ne se prononcer qu'après sur la proposition de disjonction, p. 1179, 1180. — Déclare aussi que c'est en raison de la lenteur des travaux parlementaires qu'il propose de continuer la discussion, p. 1180. — Reprise de la discussion d'ensemble : Discours : Commence par féliciter M. Jaspars, celui-ci ayant, pendant son passage au ministère des colonies, réalisé un grand nombre de vœux émis par les organismes coloniaux, félicite ensuite M. Crockaert et se déclare prêt à travailler avec lui afin de faciliter son travail, examine ensuite le budget en faisant l'examen des questions coloniales : 1° celles d'ordre général; 2° celles d'Afrique; 3° celles qui concernent la métropole, traite également la question des chemins de fer; félicite M. Van Overbergh sur la clarté et la précision de son rapport, p. 1180 à 1183.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 168. — Après la discussion générale d'ensemble de ce projet et des budgets du Congo et le renvoi à la commission, dépose le rapport complémentaire sur ce projet et annonce que la commission des colonies et le ministre sont d'accord pour demander l'urgence, p. 1325. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport complémentaire qui conclut à l'adoption du projet, p. 1325. — Discussion. M. Van Dieren ayant exprimé le désir d'entendre la lecture du rapport en flamand, demande, vu l'urgence, que le Sénat décide de ne pas obliger à cette formalité, p. 1325. — Demande au ministre s'il ne serait pas possible d'envisager le mode de transport aérien, p. 1326. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, demande l'urgence pour ce projet de loi au nom de la commission et déclare que le ministre des colonies, se rallie, à cette demande, p. 1468. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 1476. — Discussion générale. Discours : tout en ne s'opposant pas à l'adoption du projet tel qu'il est amendé par la Chambre, demande au ministre quelle va être la situation du chemin de fer du Kivu, p. 1476. — Observations, p. 1476.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 203. — Discours : Commence par déclarer qu'il convient de féliciter le gouvernement d'avoir mis à la charge de l'Etat, par le projet en discussion, des dépenses d'ordre général supportées auparavant par les communes, puis, en répondant au discours de M. Laboulle, développe les motifs pour lesquels, étant favorable à la limitation du droit de taxation d'additionnels, au delà d'un certain chiffre; il se rallie à l'amendement présenté par la commission, p. 211, 212. — Discussion des articles. Art. 9. Observations, p. 242.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Réclame l'aide du ministre en faveur de l'horticulture; demande notamment que l'on réorganise l'école d'horticulture de Gand, p. 454-455.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations du mois de novembre 1930. — Dépose le rapport sur ce projet et, vu la nécessité de remettre ces secours et indemnités aux victimes le plus promptement possible, prie le Sénat de décider l'urgence, p. 620. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 620.

Budget métropolitain du ministère des colonies pour 1931. Déclare être d'accord pour remettre, à la discussion d'ensemble sur les budgets coloniaux, les observations qu'il comptait présenter, p. 941.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Commence par faire remarquer combien est lourde la responsabilité pesée sur le Sénat comme sur chacune des sénateurs, le vote de confiance dans le programme du nouveau gouvernement, en présence des problèmes graves tant extérieurs qu'intérieurs, entraînant une approbation de ce programme; constate, à regret, que ce programme laisse dans une imprécision complète les points que la gauche libérale avait indiqués comme condition de son acceptation à partager les responsabilités du pouvoir en ce qui concerne la question linguistique; donne quelques éclaircissements à ce sujet; constate que, pour une partie de la droite, l'expulsion du français constitue le but auquel tendent tous les efforts; termine en déclarant que, en dehors de la question linguistique, le programme du gouvernement rencontre son complet accord, p. 1100, 1101. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Segers et Hicguet, p. 1157.

## de Kerchove de Denterghem (comte) (suite)

- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il partage l'avis émis par M. Seegers en ce qui concerne les relations hollandano-belges; traite ensuite la question de la réponse donnée par la Belgique aux propositions faites par M. le président Hoover; déclare qu'il partage, à cet égard, la manière de voir du gouvernement; termine en déclarant que, vu l'état d'esprit de l'Allemagne, il estime que la Belgique doit maintenir ses droits, p. 1423.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Commence par rendre hommage au dévouement et au patriotisme de ses collègues, qui ont étudié le problème soumis au Sénat, puis développe les motifs pour lesquels il estime que, sinon dans la loi elle-même, mais du moins dans les conséquences de la loi, il réside un danger réel, non pas pour une partie de la population, mais pour l'unité du pays; demande en terminant si il n'y a pas lieu de prononcer la question préalable, ne doutant pas que l'Assemblée se rende compte de la responsabilité qu'elle prend si, en donnant son accord au projet en discussion, elle préjugerait, du même coup, de décisions pouvant aboutir à faire abandonner, avec toutes ses conséquences intérieures et internationales, l'unité administrative, politique et territoriale du pays, p. 1515 à 1517. — M. le président lui demandant s'il pose vraiment la question préalable, déclare qu'il en est bien ainsi, p. 1517. — M. le président lui faisant remarquer qu'il faut une proposition formelle, déclare qu'il se réserve de la formuler ultérieurement, p. 1517. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1537. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

## de Kerchove d'Exzerde (Baron), sénateur de Gand-Ecclou.

- Ann. — Projet de loi modifiant notamment les lois des 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier 1924, 18 décembre 1924 et 21 décembre 1927, relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, des gardes champêtres et, généralement de tous les préposés des communes et des administrations subordonnées. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 69. — Discussion générale. Rappelle que ce projet a été transmis par la Chambre à la veille de la clôture de la précédente session, que la commission de l'intérieur et de l'hygiène a estimé n'être pas assez documentée au point de vue communal pour en proposer la discussion immédiate; rappelle qu'une loi fut votée en 1927, augmentant le minimum des traitements du personnel communal; que le projet en discussion est formé par les dispositions disjointes (concernant le traitement minimum) du projet réorganisant le statut du personnel communal et déposé selon sa promesse par le gouvernement en mars 1930; termine en faisant remarquer que le projet ne touche à aucun principe qui n'ait pas été admis, à plusieurs reprises, par la législation et ne pose aucune atteinte aux principes d'autonomie communale, p. 96-97. — Observations, p. 101, 119, 120. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare être d'accord avec M. Bassuyt, qui pose une question en ce qui concerne les gardes champêtres, p. 122.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par parler de la question du passage à niveau de la chaussée de Bruxelles, à Genbrugge-Gand, puis parle de l'aménagement de la gare de Gand-Saint-Pierre, p. 828.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Traite la question de la situation financière des communes et appuie les observations contenues dans le rapport du baron Delvaux de Fenffe, déjà appuyées par M. Dufrane, notamment en ce qui concerne le rôle financier à attribuer aux commissaires d'arrondissement; parle ensuite de la situation du personnel des gouvernements provinciaux et des pompiers communaux, ainsi que la question de l'organisation des services contre l'incendie, p. 924-925.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du Sénat et du gouvernement sur la situation des receveurs des contributions, p. 1051.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Discours : Vu le peu de temps dont le Sénat dispose en fin de session, se contente de demander au ministre où en sont les négociations avec le gouvernement néerlandais au sujet de la construction d'une seconde écluse maritime à Terneuzen pour le service du canal Gand-Terneuzen, p. 1422.

## de la Barre d'Erquennes (Comte), sénateur de Mons et Soignies.

- Doc. — Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Rapport, n° 33.

## de la Barre d'Erquennes (comte) (suite)

- Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Rapport, n° 83.
- Proposition de loi accordant à l'École des mines et de métallurgie (Faculté technique du Hainaut), à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien. Rapport, n° 145.
- Projet de loi étendant aux trolleybus les dispositions de la loi du 24 juin 1885 sur les Chemins de fer vicinaux et des lois des 9 juillet 1875 et 15 août 1897 sur les tramways. Rapport, n° 199.
- Projet de loi permettant à la Société nationale des chemins de fer vicinaux et aux concessionnaires de lignes de tramways d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions de leurs lignes ferrées. Rapport, n° 207.
- Ann. — Budget des dotations pour 1931. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce budget, p. 123.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 123. — Discussion générale. Discours : Signale que, par oubli, le nom de M. Quinchoy, qui était présent à la séance de la commission, a été omis dans son rapport et s'excuse de cet oubli, p. 142.
- Incorporation de MM. Seegers et Wauquez, au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 348, 349, 353, 485.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 508, 510.
- Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 544. — Discussion générale. Discours : Développe le but précis du projet qui tend uniquement à empêcher de nombreuses personnes de porter des titres auxquels elles n'ont pas droit et à empêcher des écoles qui n'en ont pas le droit de délivrer des diplômes n'ayant aucune valeur légale, p. 621, 622.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 557. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 574.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 578.
- Interpellation de M. Asou au sujet de la restitution, à la ville de Tournai, de deux tableaux de Rubens et Jordaens, y enlevés en 1794. Observations, p. 718.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 733, 765.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 848.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 928.
- Proposition de loi ayant pour objet d'accorder à l'école des mines et de métallurgie (faculté technique) du Hainaut la reconnaissance légale du diplôme d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, en fait remarquer l'urgence, demande qu'elle soit portée sans retard à l'ordre du jour et donne lecture de son rapport, p. 1018. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, le 17 juin, demande que, vu l'urgence, cette proposition de loi soit examinée le lendemain, p. 1044. — Discussion générale. Discours : Signale à nouveau l'utilité du projet, et estime que le Sénat ne regrettera pas d'avoir témoigné à l'école des mines et de métallurgie du Hainaut la même confiance que le législateur de 1926 et de 1929, p. 1060. — M. le président demandant si le rapporteur est assuré de l'accord du gouvernement, déclare que le gouvernement est entièrement d'accord, p. 1030.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1062.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4bis proposé par M. Wauquez. Observations, p. 1363.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1383.
- Projet de loi étendant aux « trolleybus » les dispositions de la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux et des lois des 9 juillet 1875 et 15 août 1897 sur les tramways. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1378. — Projet de loi permettant à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions d'exploitation de ses lignes ferrées. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1412. — Discussion générale de ces deux projets réunis. Discours : Examine le texte du projet écartant l'interprétation donnée par M. De Bruyn, le texte prévoyant le remplacement des lignes ferrées par des services d'autobus et non pas le maintien des lignes existantes, p. 1461. — Discussion des articles du projet de loi relatif aux services d'autobus à établir par la Société nationale des vicinaux. Art. 5. Fait remarquer qu'une partie

**de la Barre d'Erquelinnes (comte) (suite)**

de l'amendement présenté par le gouvernement à la Chambre a été omise dans le texte transmis au Sénat; marque son accord avec les ministres à la suite des explications fournies à ce sujet, p. 1462.

Naturalisations : Motion d'ordre de M. François, qui regrette que le Sénat n'ait pas le temps matériellement nécessaire pour examiner les demandes de naturalisation transmises par la Chambre, et propose de les voter sans nouvel examen, la Chambre les ayant sérieusement examinés; fait remarquer à M. François que la commission des naturalisations n'a nullement refusé d'examiner les naturalisations, mais qu'elle a été mise dans l'impossibilité de le faire, ne pouvant commencer le travail avant d'être en possession des dossiers, p. 1488.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet (texte amendé par la Chambre des représentants), p. 1492.

Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Discussion générale. Observations, p. 1493.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1541.

**Delvaux de Fenffe (baron), sénateur provincial du Luxembourg.**

**Doc.** — Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Rapport, n° 106.

Projet de loi relatif à la répartition du crédit de vingt millions de francs inscrit à l'article 63 du budget du ministère de l'intérieur et de l'hygiène pour 1930. Rapport, n° 176.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que le projet sera bien accueilli par le Sénat et déclare que son discours a surtout pour but de dire aux secrétaires communaux et aux agents de la police communale combien ils sont favorablement considérés au Sénat comme à la Chambre, p. 97.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Commence par examiner si l'attribution à l'État et à ses copartageants, telle qu'elle est proposée par le projet, est équitable, et développe ensuite les critiques qu'il formule au point de vue communal; termine en déclarant que « faire vite » peut paraître opportun, à l'heure à laquelle ce projet est discuté, mais que « faire bien » vaut mieux, p. 196 à 199.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Dépose le rapport sur ce budget, p. 797. — Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que le rapport est divisé en deux parties correspondant à la double activité du département; rappelle que son rapport démontre la carence des ressources communales et ses fâcheuses conséquences; estime que le département de l'intérieur devrait proposer des réformes tendant à ramener l'équilibre; fait certaines suggestions à cet effet; traite ensuite notamment la question des distributions d'eau et termine en faisant à nouveau remarquer l'infériorité des traitements des fonctionnaires des gouvernements provinciaux, p. 918 à 920. — Observations, p. 937, 938.

**Demets, sénateur de Bruxelles.**

**Doc.** — Proposition de loi complétant les lois du 1<sup>er</sup> août 1899 et du 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. Développements et proposition de loi, n° 8.

Proposition de loi complétant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 sur le régime des pétroles. Développements et proposition de loi, n° 9.

**Ann.** — Proposition de loi complétant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 sur le régime des pétroles. Dépose cette proposition de loi, p. 6.

Proposition de loi complétant les lois du 1<sup>er</sup> août 1899 et du 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. Dépose cette proposition de loi, p. 6.

Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion des articles. Art. 2. S'abstient au vote sur cet article, p. 112. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Interpellation de MM. Segers et Wancquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 314, 342, 346. — Discours : Intervient brièvement pour exprimer l'avis des habitants du sud et de l'ouest de l'agglomération; estime que d'autres travaux moins coûteux et moins dangereux que ceux de la

**Demets (suite)**

jonction donneront satisfaction aux habitants d'Anderlecht; déclare qu'il ne suivra pas les habitants de cette région dans leur désir de voir exécuter la jonction et déclare que, si l'occasion lui en est donnée, il se prononcera contre l'achèvement de ces travaux; ajoute qu'il n'est nullement inspiré dans sa décision par les Tramways bruxellois, p. 357.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Observations au sujet d'une motion d'ordre du baron de Dorlodot, qui insiste sur la nécessité de voter ce projet avant les vacances de Pâques, p. 696.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 730, 736. — Discours : En sa qualité de rapporteur, se contente d'appuyer certaines observations qui ont été présentées, notamment par MM. Ohn et Mertens, concernant l'insuffisance de l'inspection du travail, par M. Mullie au sujet des briqueteries dans le Tournaisis, celles de M. Croquet concernant le développement, peut-être exagéré, étant données les nécessités économiques, de l'enseignement technique; parle également de la question des statistiques, de celle des accidents du travail, et termine en traitant celle du chômage, p. 739 à 741. — Observations, p. 762, 764. — Discussion des articles. Art. 81. Discours : Appuie dans l'ensemble les observations faites par M. Hans; estime que le ministre pourra donner satisfaction à M. Hans en attirant l'attention de son corps d'inspection sur la nécessité de faire régner plus de sécurité dans l'industrie du bâtiment, p. 792.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1034.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par faire ressortir l'utilité de former des cadres de réserve bien préparés et dotés d'un statut légal; parle ensuite de la question de l'approvisionnement de l'armée en carburants et traite, en terminant, la question de la mobilisation industrielle; estime encore qu'il est préférable de ne pas soulever la question du laboratoire des gaz toxiques établi dans une cave de la correction, à Vilvorde, et où ne travaillent que quelques étudiants en pharmacie, p. 1090 à 1092. — Observations, p. 1092, 1113, 1118 à 1121.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1096, 1097. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicguet, p. 1157.

Budgets du Congo et garantie à accorder à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces deux projets de loi. Discours : Traite la question du port d'Ango-Ango et demande qu'il soit procédé à une enquête large et approfondie sur cette question; déclare que le parlement et le pays comptent sur le ministre pour apporter les lumières demandées, p. 1202, 1203.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321. — Alinéa 6. Observations, p. 1237.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. — Observations, p. 1383.

Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Dépose cette proposition de loi, p. 1526.

**de Mévius (baron), sénateur de Namur-Dinant-Philippeville.**

**Doc.** — Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Rapport, n° 41.

Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire institué par la loi du 12 juin 1930 et à une convention conclue avec la Banque Nationale de Belgique. Rapport, n° 44.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Rapport, n° 95.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1929 et antérieurs et à l'exercice 1930. Rapport, n° 118.

Budget de la dette publique pour 1931. Rapport n° 167.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 277. — Discours : Rappelle la nécessité de prendre des mesures en faveur des avoines du pays, puis parle de la péréquation cadastrale et demande que cette péréquation se fasse, non sur les temps prospères du passé,

## de Mévius (baron) (suite)

mais sur la situation défavorable actuelle, p. 278. — Observations, p. 452 à 457. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 534.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 539.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Discours : Combat le discours prononcé par M. Digneffe, puis déclare, ainsi que vient de l'affirmer M. Tschoffen, que lui et les défenseurs de l'agriculture restent profondément libres échangistes, mais qu'il est du devoir du parlement de faire ce qui est possible pour remédier à la situation existante, p. 552. — Observations, p. 556, 558.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 715.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1929 et antérieurs, et à l'exercice 1930. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 834. — Discussion générale : Discours : Estime, à la suite d'une suggestion de M. le baron Houtart, m. f., tendant à fixer le dépôt des budgets au 30 septembre, que, si les commissions se réunissaient en octobre, l'on pourrait beaucoup avancer la besogne en ce qui concerne l'examen des budgets, p. 834.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Dépose le rapport sur le projet, demande l'urgence, et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 1000.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Proteste contre le discours prononcé par M. Lafontaine; estime que, si la Société des Nations possédait une grande armée et une flotte importante, elle pourrait peut-être imposer sa volonté, et que, en attendant, la Belgique doit s'armer pour se défendre, et que le Sénat compte sur le ministre de la défense nationale pour prendre les mesures nécessaires à cet effet, p. 1092. — Observations, p. 1113.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1104.

Budgets du Congo et l. garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1178.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1192. — Discussion générale. Discours : Commence par estimer que la question de la dette publique a été épuisée tant par l'exposé général du budget que par les rapports et les discussions qui ont déjà eu lieu au Sénat; insiste pourtant sur le regret exprimé par la commission de voir ouverte l'ère des emprunts, parle, notamment, de la question des pensions, et des droits sacrés de la Belgique dans la question des réparations, p. 1411. — Observation, p. 1412.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Discours. Commence par exprimer son regret de voir, à nouveau, augmenter les droits de succession en ligne directe, puis défend les intérêts de l'industrie brassicole belge et termine son discours en demandant la majoration des droits d'entrée sur les bières étrangères, p. 1330, 1331. — Observations, p. 1334, 1337 à 1339. — Discussion des articles, Art. 4. Observations, p. 1353. — Discours : Estime que l'amendement de M. Arm. Huysmans, tout en s'expliquant au point de vue justice donnerait lieu à des fraudes au point de vue pratique, p. 1360. — Art. 9. Observations, p. 1367.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1353, 1396.

Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1478.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1484.

## de Moffarts (baron), sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (co-sign.), n° 67.

Budget des dotations pour 1931. Amendement au texte amendé par la Chambre des représentants, n° 127.

## de Moffarts (baron) (suite)

Ann. — Bureau définitif : M. Lekeu, proposant d'élire par acclamations, les secrétaires du Sénat, demande que l'on procède plutôt par scrutin secret, comme pour les autres nominations, et indique les motifs de sa proposition, p. 2.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare que, vu l'heure avancée, il reportera les observations qu'il comptait présenter en ce qui concerne certaines sommes attribuées au département des sciences et des arts, à la discussion des budgets auxquels ces questions se rapportent, p. 140.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 500. — Discours : Commence par adresser des remerciements au ministre pour les efforts qu'il a faits pour venir en aide à l'agriculture. Mais estime que, non seulement le ministre de l'agriculture, mais le gouvernement tout entier doivent avoir une politique agricole; demande notamment au ministre des finances d'être un bon maître et un ami pour les agriculteurs; parle ensuite de la mévente des bois, mévente due surtout à la concurrence russe; de la question du crédit agricole; déclare qu'il est de ceux qui ont travaillé à l'entente qui s'est établie entre les cultivateurs flamands et wallons; estime qu'il résulterait un bien immense de cette entente si elle était complètement réalisée; traîne en terminant la question de l'élevage des porcs et de leur vente, ainsi que celle de la culture du tabac, p. 504 à 507.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et Budget du ministère des P. T. T. pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur l'utilité qu'il y aurait à élargir le rayon des communications ordinaires, afin d'éviter dans certaines régions de constantes surtaxes; demande également d'autres mesures, notamment en ce qui concerne les abonnements et les heures d'ouverture des bureaux ruraux, p. 535.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 557.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Rappelle qu'il s'est déjà fait, l'année précédente, l'écho d'une observation de la commission des sciences et des arts en ce qui concerne la modification de lois organiques par voie de dispositions budgétaires, puis déplore que, pour le budget en discussion, l'on ait à nouveau usé de ce procédé irrégulier et que, par l'article 35 on modifie la loi sur les incompatibilités, par l'article 36 on modifie la loi sur la Cour des Comptes; déclare pourtant qu'il ne discute pas le bien-fondé de ces modifications, tout en en commentant la portée, p. 618, 619.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Fait remarquer que le ministre des sciences et des arts n'est pas présent, p. 757. — Discours : Commence par déclarer que le projet en discussion s'inspire d'une idée à laquelle il rend hommage, puis développe les motifs pour lesquels il estime ce projet insuffisant et pourquoi il n'atteindra pas le but louable que ses auteurs s'étaient proposés, p. 657 à 659. — Observations, p. 679. — Discours : Répond aux reproches qui lui ont été adressés par M. Vauthier, m. s. a., et par Mme Spaak, rap., puis développe les motifs pour lesquels il préférerait qu'il y eut deux lois : l'une pour les anormaux, l'autre pour les enfants pédagogiquement en retard, p. 682-683. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Demande pourquoi l'enseignement moyen est mentionné dans le texte, p. 686. — Demande s'il est bien entendu que l'enseignement libre sera mis sur le même pied que l'enseignement officiel en ce qui concerne les transports, p. 687.

Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet en discussion se borne à majorer le salaire du receveur de l'enregistrement, salaire devenu trop minime, ayant été fixé cinquante ans auparavant; estime ensuite que le Sénat sera unanime à voter tout encouragement au crédit agricole qui pourrait être soumis à ses délibérations et déclare, en présence de ceci, qu'il estime que le Sénat peut, sans hésitation, voter le projet en discussion, p. 1002.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Discours : Défend son amendement, se félicite de ce que la discussion se produise en séance publique et, faisant siennes les paroles de M. Hubin à la Chambre, développe les motifs pour lesquels il invite le Sénat à appliquer à son indemnité le même coefficient de dévaluation que celui adopté par la Chambre, c'est-à-dire 3,5, considérant qu'il serait incongruit d'agir autrement, p. 1010, 1011. — Discours : S'en

## de Moffiarts (baron) (suite)

tient à la fixation du coefficient 3.5, et déclare que, si sa proposition est rejetée, il votera contre la réduction de 10 p. c. qui ne le satisfait pas, p. 1016. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1018.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Etant seul sénateur wallon appelé à faire partie de la commission chargée par le gouvernement Jaspar de l'étude du régime linguistique dans l'enseignement primaire, considère comme son devoir d'exposer au Sénat les principes qu'il a défendus au sein de cette commission en ce qui concerne exclusivement la question de l'enseignement primaire, et commente certains passages du discours prononcé la veille par M. Petitjean, m. s. a., passages qui sont de nature à lui donner des appréhensions; termine son discours en s'élevant avec énergie, comme Belge et comme catholique wallon contre l'amendement de M. Vermeulen relatif aux conditions requises du personnel enseignant, p. 1215, 1216. — Discussion de l'article unique. Demande qu'il soit entendu que l'adoption de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne préjuge pas du vote définitif du projet, cet alinéa étant lié à tous les autres, p. 1220. — S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321. — Alinéa 4 : Fait diverses observations au sujet des amendements présentés par M. Van Dieren, par M. Vermeulen et par le R. P. Rutten, et termine en déclarant que le motif fondamental de son opposition au projet est la tendance de ce projet à être le contrepied des principes de liberté qui avaient toujours été défendus par le parti catholique, p. 1280. — Vote en seconde lecture. Art. 20<sup>quater</sup>. Demande que l'on précise la portée de cette disposition, p. 1346.

Vérification des pouvoirs de M. Ingenbleek, élu par le Sénat, en remplacement de M. Vauthier, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 1276.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1516.

## Demoulin, sénateur de Charleroi et Thuin.

**Doc.** — Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux (co-sign.), n° 121.

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105, 106. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 272.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 341.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 415.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 552, 556.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 733. — Discours : Produit devant le Sénat une documentation tendant à défendre les chômeurs contre les accusations dont ils ont été l'objet dans certains journaux; cite à cette occasion l'avis de M. Demets sur lequel il s'appuie, puis demande que certaines mesures soient encore prises en leur faveur, p. 746 à 748. — Observations, p. 761, 762.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

## De Nauw, sénateur d'Audenarde et Alost.

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

## Dens, sénateur d'Anvers, nommé ministre de la défense nationale le 6 juin 1931.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel. Discussion générale. Discours : Rend hommage au défunt, p. 1028.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare que, n'étant que depuis quelques jours au département de la défense nationale, il lui sera difficile d'entrer dans des détails, mais qu'il fera de son mieux pour répondre au rapport de M. Pierlot comme aux questions qui ont été posées au cours de la discussion; commence par joindre ses félicitations à celles qui ont déjà été adressées au rapporteur, M. Pierlot, puis répond aux observations présentées, p. 1111 à 1121. — Discours : Répond à certains points du nouveau discours de M. Pierlot, rap., notamment en ce qui concerne la défense du territoire et celui concernant les pensions, p. 1138, 1139.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Donne lecture de cette déclaration présidé par M. Renkin. Donne lecture en flamand du texte de cette déclaration, p. 1008, 1009.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par répondre aux observations faites par M. Pierlot en ce qui concerne les pensions de la guerre, puis traite la question du système des fortifications de la Belgique; développe les motifs pour lesquels le gouvernement repousse la proposition de M. Vinck et cons. tendant à ajourner le vote sur les crédits militaires, p. 1404 à 1406. — Observations, p. 1407.

## Depontieu, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du général Bernheim. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Signale l'état lamentable des routes dans l'arrondissement d'Ypres, p. 1401. — Observations, p. 1401.

## Derbaix, sénateur de Charleroi et Thuin.

**Ann.** — Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare que la commission comptait demander une augmentation de crédit pour les familles nombreuses; déclare que, vu la crise, elle se contente de demander le maintien du subside au même taux que l'année précédente, p. 571.

## Descamps (baron), sénateur de Louvain, deuxième vice-président du Sénat.

**Ann.** — Proclamé deuxième vice-président du Sénat, p. 2.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 402.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. M. Vauthier, m. s. a., demandant que l'examen des nombreux amendements présentés et du vote sur le budget soient remis au mardi ou au mercredi de la semaine suivante, estime que la procédure proposée par le ministre est contraire aux délibérations normales et régulières du Sénat, p. 614.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observations, p. 1133.



**Descamps (baron) (suite)**

Projets transmis par la Chambre : Estime, par motion d'ordre, qu'il serait utile que la commission du travail parlementaire se réunisse afin de déterminer quels sont les projets qui demandent un examen immédiat, p. 1341.

Motion d'ordre au sujet d'un incident désagréable dont fut victime M. le vice-président Lafontaine, au cours d'un voyage en Roumanie, p. 1506.

**De Spot, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.**

**Doc.** — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des télégraphes et des téléphones, du 30 novembre 1930 au 1<sup>er</sup> mars 1931. Rapport n° 11.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1931-1932. Rapport n° 63.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Rapport n° 64.

**Ann.** — Projet de loi portant approbation des comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> novembre 1930 et se clôturant le 28 février 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 34.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 66.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général Bernheim. Donne lecture de la traduction flamande du rapport, p. 493.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des P. T. T. pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que les employés des administrations des P. T. T. qui, pendant la guerre, ont été rattachés à l'armée mobilisée, tout en n'étant pas pourvus d'une nomination définitive, puissent jouir des avantages accordés aux anciens combattants, p. 535.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation injuste dans laquelle se trouvent les professeurs de la section préparatoire des écoles moyennes, p. 607.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Parle d'une diminution injustifiée de traitements appliquée aux professeurs de l'école industrielle de Furnes, du retard apporté au paiement des pensions de vieillesse et termine en traitant certains points concernant le fonds des estropiés et mutilés, p. 691-692.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler qu'il est déjà intervenu pour que l'on améliore les communications dans la région de Furnes-Dixmude avec les grands centres du pays et constate que rien n'a été fait pour améliorer cette situation; parle de la question du recrutement du corps de matelots de la marine ainsi que d'autres questions concernant la marine et le service de pilotage, p. 821 à 823. — Observations, p. 842, 843. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 905.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations concernant les subsides alloués à la Fédération nationale et à la Caisse nationale d'entraide, en ce qui concerne les pensions de veuves de pompiers morts en service commandé, ainsi qu'en ce qui concerne les pensions d'invalidité des pompiers, p. 927, 928.

**Despret, sénateur coopté.**

**Ann.** — Interpellation de MM. Segers et Wauquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 292, 306, 399, 400.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 368. — Discours : Estime que l'on doit reconnaître que les travailleurs à domicile ont été pendant très longtemps véritablement sacrifiés, rappelle ensuite brièvement les rétroactes de la question, notamment qu'un projet, qui a pris la dénomination de projet belge, a été défendu devant certains congrès internationaux par la délégation belge; que ce projet n'a pas trouvé beaucoup d'assentiment parce qu'il était trop compliqué; déclare qu'il approuve ce projet dans sa presque totalité, examine donc le projet et les amendements d'une façon objective, mais fait des réserves en ce qui concerne le principe nouveau introduit dans le projet disant que : si les parties ne s'accordent pas, c'est le comité national qui décidera quel sera le salaire;

**Despret (suite)**

estime que c'est là un principe qui peut avoir des conséquences formidables et que l'intervention que l'on prévoit être donnée par le Roi est un peu irrévérencieuse, p. 375 à 378. — Observations, p. 407, 409, 410, 412, 414. — M. le président proposant, vu les trop nombreux amendements, le renvoi à la commission, fait des observations à ce sujet, p. 418. — La décision étant remise, demande s'il reste inscrit à l'ordre du jour de la discussion, p. 418.

**Dessain (chevalier), sénateur de Malines et Turnhout.**

**Doc.** — Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Rapport n° 131.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Discours : Se rallie aux considérations émises par M. Golenvaux, mais attire pourtant l'attention du Sénat sur des anomalies qui existent en ce qui concerne la charge imposée aux députations permanentes, estimant qu'il règne là un réel arbitraire; exprime son regret de ne pouvoir émettre un vote affirmatif, p. 119.

Projet de loi ayant pour objet d'accorder, pour 1930, une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au fonds national de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi rendant applicables jusqu'au 31 décembre 1931 certaines dispositions de la loi du 10 mars 1925 concernant la pension des employés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi instituant une œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Proposition de loi prorogeant la loi du 21 janvier 1926 et celle du 11 avril 1927, relatives aux sociétés belges ayant travaillé en Russie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet amendé par la Chambre des représentants, p. 178.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Prie le gouvernement de faire une déclaration en ce qui concerne les pensions de vieillesse, p. 226. — Art. 7. Discours : Développe les motifs pour lesquels il considère que l'article en discussion est l'atteinte-type à l'autonomie communale, p. 238.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Insiste pour que les subsides donnés par le département des sciences et des arts pour l'enseignement artistique soient égaux à ceux donnés par le département de l'industrie et du travail, puis critique la surcharge des programmes dans les écoles moyennes et les athénées, p. 580.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Discours : Estime qu'il serait opportun que l'on oblige les sociétés locales à construire, dans un délai de deux ans, sur tout le terrain acquis et demande comment la société peut intervenir pour éloigner les locataires qui ne remplissent pas les conditions requises, p. 784. — Observations, p. 786.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 839.

Projet de loi ayant pour but de modifier certaines dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. Dépose le rapport sur ce projet et en fait remarquer l'urgence, p. 922.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : A la suite de la nouvelle loi fiscale, parle de certaines questions concernant l'établissement des budgets communaux, suggère la suppression de certaines formalités qui constitueraient des économies pratiques de temps, de personnel et d'argent, qui profiteraient aux communes, aux provinces et à l'Etat; parle ensuite de la situation des communes en ce qui concerne les arrrages de pensions de vieillesse de 1927 et de 1928; fait remarquer que la nouvelle loi fiscale n'aura pas amélioré la situation de certaines communes et termine en attirant l'attention sur leur situation difficile en ce qui concerne le chômage, p. 928, 929. — Observations, p. 938.

## Dessain (chevalier) (suite)

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Discours : Entretient le Sénat de la nécessité d'accroître la surveillance des films et des cinémas au point de vue de l'enfance et de la jeunesse, fait notamment remarquer l'influence néfaste des films communistes; termine en déclarant que la loi de septembre 1920 n'a pas donné ce que l'on en attendait; demande que l'on fasse rapidement plus et mieux, p. 958, 959.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1069.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1095.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 13. Observations, p. 1369.

## de Steenhaut de Waerbœck (baron), sénateur de Bruxelles.

**Ann.** — Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 255, 259, 499.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 557.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Demande la parole pour une motion d'ordre au moment où le vote sur l'article 52<sup>ter</sup> est commencé, p. 639. — Déclare, par motion d'ordre, qu'il a été considéré comme n'ayant pas pris part au vote sur l'article 52<sup>bis</sup>, alors qu'il a émis un vote négatif, p. 640. — Cette motion ayant soulevé un incident, fait des observations à ce sujet, p. 640.

Budgets du Congo et garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du Chemin de Fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1206, 1230, 1234, 1243.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4<sup>bis</sup> proposé par M. Waucquez. Observations, p. 1363. — Art. 5. Demande que les groupements agricoles qui ont désigné leurs mandataires ne pâtissent pas de la négligence de quelques-uns, p. 1364.

## Dewaele, sénateur de Roulers-Thielt.

**Ann.** — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 65.

Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 105. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Interpellation de M. Damas sur les retards apportés dans la liquidation des primes pour construction d'habitations ouvrières. Discours : Recommande particulièrement l'arrondissement de Courtrai, p. 116.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 606.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 723, 751, 758. — Discours : Proteste contre certaines critiques adressées à M. Anseele, en ce qui concerne la diminution des salaires, ainsi qu'au sujet de certaines paroles de M. Gravez proposant de prélever une taxe sur les ouvriers étrangers; termine en demandant que l'on ne fasse pas trop de difficultés aux chômeurs en ce qui concerne la prolongation des secours, p. 769.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**d'Huart (baron), sénateur de Namur-Dinant-Philippeville, questeur du Sénat, nommé secrétaire, le 3 février 1931, en remplacement de M. Du Bost.**

## d'Huart (baron) (suite)

**Doc.** — Budget du Sénat pour 1931. Rapport sur la dotation sénatoriale, n° 23.

Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (co-sign.), n° 67.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 257. — Discours : Après les discours prononcés, examine pourtant la question agricole sous un angle pratique et recherche ce qui, à son sens, pourrait ou devrait être fait par les pouvoirs publics; informe le Sénat du vœu émis par le conseil supérieur de l'agriculture en ce qui concerne la question de la revision cadastrale; termine en parlant de la question de l'élevage du cheval de trait belge, p. 268 à 270. — Observations, p. 270, 274, 465, 467, 470, 499, 500.

Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, en remplacement de M. Du Bost, appelé à la vice-présidence, p. 327.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 557.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Observations au sujet de l'incident soulevé par la déclaration de M. Dierckx qui motive le vote affirmatif du groupe libéral, p. 1348.

Projet de loi approuvant la majoration du multiplicateur servant au calcul du relèvement prévu à l'article 13 du traité établissant l'union économique belgo-luxembourgeoise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1496.

## Dierckx, sénateur de Bruxelles.

**Ann.** — Projet de loi modifiant le titre VIII du Livre III, du Code civil. Disposition transitoire qu'il propose. Défend cet amendement qui a trait à la péremption de certains baux en cours, p. 18, 19. — Défend à nouveau son amendement, p. 19.

Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 26, 27, 29.

Modifications au règlement : Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion : Observations, p. 39.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 67.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile : Motion d'ordre de M. Digneffe, tendant au renvoi immédiat à la commission. Observations, p. 323. — Appuie la proposition de M. Digneffe, p. 323. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez, au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 340, 341, 344, 346, 360 à 363.

Interpellation de M. Vinck, sur le refus d'approbation du budget du Brabant. Observations, p. 593, 594, 626. — Discours : Estime utile de décrire à nouveau la situation telle qu'elle se présente pour la province de Brabant, à la suite de la publication de l'arrêté royal portant refus de l'approbation de certains crédits inscrits au budget provincial du Brabant; retrace à cette occasion la gestion de cette province pendant un siècle, puis termine en demandant au ministre comment l'administration provinciale pourrait redresser son budget, le ministre lui refusant les moyens de le faire, p. 627 à 629.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 605 à 608. — Discussion des articles. Art. 52. Déclare renoncer à la parole, p. 635. — Observation, p. 637.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 683.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 985, 987. — Discours : Précise en premier lieu sa vision sur le problème linguistique et donne à cette occasion un coup d'œil sur le passé; rappelle notamment que les revendications flamandes datent de 1840, estime que la tâche du Sénat est de discerner ce qui est la juste revendication, attirer l'attention de ceux qui subissent la tentation de vouloir absorber les éléments extrémistes nés de la guerre, sur le fait que ceci ne se ferait qu'au prix d'une désagrégation complète; fait remarquer que le parti socialiste a augmenté son prestige moral en se séparant nettement et immédiatement des communistes; souhaite que le Sénat écarte de l'œuvre du redressement des griefs en matière scolaire tout souci politique et fait remarquer que, lors de la flamandisation de l'université de Gand, l'abus s'est dévoilé par le principe de refuser la possibilité de culture française non obligatoire; termine en disant que M. Van Overbergh, a commis une

## Dierckx (suite)

erreur en pensant qu'il fera passer dans la loi ce que la commission linguistique n'a pas voulu y voir figurer, puis, M. Jaspas, p. m., étant obligé de quitter la séance, remet au lendemain la suite de son discours, p. 988, 989. — Reprend et termine son discours : Commence par rappeler que c'est le parti libéral qui, dans une œuvre généreuse et politiquement désintéressée a introduit en 1883, d'une façon progressive le flamand dans l'enseignement moyen, puis développe certaines considérations d'ordre technique et pédagogique et termine en déclarant que Bruxelles est et veut rester le creuset national et non pas devenir le champ de bataille linguistique du pays, p. 991 à 995. — Observations, p. 1154, 1156, 1191 à 1194, 1197, 1198, 1214, 1215. — Discussion de l'article unique : alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1216. — Discours : Fait une brève déclaration au sujet de la question de régionalité, rend hommage au baron de Moffarts qui, comme lui, ne se laisse pas influencer par le nombre, puis annonce que si le principe de la régionalité est effectivement et loyalement corrigé par la reconnaissance du droit individuel de ceux qui usent d'une autre langue, il donnera son vote à l'ensemble de la loi, mais que, par prudence, il s'abstiendra sur l'article 20, p. 1216. — Observations au sujet d'observations de M. Van Dieren qui insiste sur le renvoi à la commission, p. 1219. — S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1321. — Alinéa 2. Observations, p. 1220, 1221. — Alinéa 3 : Fait des observations au sujet de la question de contrôle, p. 1224. — Observations, p. 1223, 1225. — A la suite de discours prononcés par MM. Vermeylen et Van Dieren donne clairement la pensée de son groupe qui estime que la volonté du chef de famille doit primer et que sa déclaration doit valoir jusqu'à preuve qu'elle repose sur une inexactitude nuisible à l'enfant, p. 1225, 1226. — Alinéa 4. Observations, p. 1278. — Proteste contre la proposition par le R. P. Rutten de supprimer « dans la région flamande du pays », et s'étonne de l'attitude prise par celui-ci, p. 1278, 1279. — Alinéa 6. Observations, p. 1283 à 1285. — Discours : Défend les amendements qu'il présente, p. 1283, 1287. — Observations, p. 1287 à 1289. — Fait remarquer que l'amendement qu'il présente à l'alinéa 6, fait indissolublement corps avec des alinéas nouveaux qu'il propose d'insérer à la suite de l'alinéa 6, p. 1322, 1323. — Observations, p. 1324. — Vote en seconde lecture. Art. 20, alinéa 4. Observations, p. 1342, 1343. — Alinéa 6. Observations, p. 1343, 1345. — Avant le vote sur l'ensemble, fait, au nom du groupe libéral, une déclaration afin de motiver le vote affirmatif de ce groupe, p. 1347. — Répond aux observations faites par divers membres à ce sujet; fait remarquer que, en se servant des termes qu'il a employés, il n'a pensé qu'à ceux qui veulent à tout prix que subsiste une quelle linguistique, p. 1347. — Fait encore diverses observations, p. 1348.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par féliciter M. Van Overbergh, rap., sur les observations consignées dans son rapport, puis développe certaines observations en ce qui concerne les éléments qui ont provoqué le gouffre se produisant entre le budget de 1930 et l'ensemble des mesures proposées pour 1931, p. 1026 à 1031. — Observations, p. 1034, 1035. — Pose une question à M. Moyersoen, au sujet de la critique qu'il a faite en ce qui concerne la gestion de 1930, p. 1036, 1037. — Observations, p. 1037 à 1040. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1072.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1075, 1076, 1099, 1104. — Discours : B'en que M. Devèze, à la Chambre, et M. Hicguet, au Sénat, aient reçu mission d'indiquer au Parlement sous quelles réserves expresses le groupe libéral votera la confiance, expose au Sénat pour quels motifs plusieurs membres du groupe libéral n'ont pu se rallier à cette attitude; déclare notamment que, selon lui, le ministre Jaspas a succombé aux exigences, chaque jour nouvelles, de la droite flamande; termine en déclarant que ceux qui voteront la confiance ne le feront que sous condition et que ceux qui s'abstiendront ou refuseront un « blanc seing » aideront loyalement le nouveau cabinet, p. 1126 à 1128. — Observations, p. 1129, 1130.

Budgets du Congo et projets de loi relatifs à la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1205.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1423.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1509 à 1511, 1518, 1523, 1525, 1528, 1529. — Discours : Commence

## Dierckx (suite)

par faire remarquer que le discours de M. Lindekens a provoqué le vide dans la salle du Sénat et exprime le vœu que les lois linguistiques qui restent à voter soient empreintes d'un tel esprit de justice et d'équité que, à brève échéance, M. Lindekens trouve dans les milieux flamands lorsqu'il y prendra la parole, le même accueil que celui qui lui est fait au Sénat; rappelle brièvement l'esprit de bonne volonté dans lequel la commission des sciences et des arts a travaillé, afin de dégager et de préciser la pensée de la commission, qui a voulu faire œuvre juste et générale, déclare que le but de ses observations est que la discussion des articles ne mène pas le Sénat dans une autre voie que celle tracée par l'unanimité antérieurement obtenue; termine en protestant, avec le R. P. Rutten, contre la conclusion d'un confédéricier flamand à la T. S. F., lequel a déclaré que « quelques lois l'on fasse, les Flamans ne seront satisfaits que lorsqu'ils auront l'indépendance culturelle et politique », p. 1530 à 1532. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1536. — Alinéa 2. Discours : Développe les motifs pour lesquels, selon lui, le texte de cet alinéa a été présenté par la commission ainsi que les raisons pour lesquelles il supplie le Sénat de faire en sorte que tout le monde puisse se rencontrer dans un régime de liberté, estime notamment qu'un père de famille se voyant appelé à continuer sa vie dans une autre région du pays doit pouvoir obtenir que son enfant change de section, p. 1538. — Observations, p. 1538, 1539. — Maintient ses observations et estime que les réponses qui lui sont faites sont un peu contradictoires, p. 1539. — Fait encore diverses observations, p. 1539. — Art. 2. Observations, p. 1541, 1543.

Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Demande s'il ne serait pas possible de donner satisfaction à la demande très légitime du groupe socialiste qui désirerait voir un de ses membres désigné pour cette fonction, p. 1519. — Appuie la demande de remise à huitaine formulée par M. Van Fleteren, et déclare qu'il représente un groupe qui est partisan de la participation de toutes les classes à une œuvre commune, p. 1520.

## Digneffe, sénateur de Liège.

Doc. — Proposition de loi prorogeant les lois du 9 janvier 1926 et du 11 avril 1927 relatives aux sociétés belges exploitant en Russie. Développements et proposition de loi, n° 26.

Budget des dotations pour 1931. Amendement au texte amendé par la Chambre des représentants (co sign.), n° 138.

Budget des affaires étrangères pour 1931. Rapport, n° 166.

Ann. — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 31.

Inondations: A l'occasion d'une motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet, estime que la question des inondations est trop importante pour être discutée en l'absence du ministre des travaux publics; demande qu'il y ait un débat d'ensemble sur cette question et prie M. le président de demander à M. Van Caenegem, m. t. p., de fixer un jour pour cette discussion, p. 36. — Observations, p. 37.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Par motion d'ordre, demande, le ministre de la justice ne pouvant assister à la séance du lendemain pendant laquelle cette proposition de loi venait en ordre utile, que la discussion soit remise au 9 décembre, p. 45. — Discussion générale. Discours : Se plaint des nombreux amendements présentés au dernier moment par le gouvernement; critique les modifications apportées par la commission aux textes qu'il avait présentés dans la proposition de loi avec M. le duc d'Ursel et M. Lafontaine; puis, fait remarquer qu'il y a lieu d'essayer de sauvegarder les intérêts des armuriers liégeois, p. 78, 79. — Observations, p. 80. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Suggère le renvoi à la commission pour coordonner les amendements, p. 80. — Déclare ne pas insister sur le renvoi, p. 80. — Art. 3. Observations au sujet des textes proposés, p. 81. — Art. 7. Demande au Sénat d'admettre le texte de la proposition de loi de préférence au texte du gouvernement, p. 83. — A la suite d'une discussion sur des dispositions déjà admises, propose le renvoi à la commission, p. 84. — Art. 11. Discussion au sujet des dispositions en présence : Défend la disposition de l'article 11, p. 87, 88. — Au moment de la reprise de la discussion, propose, avec MM. A. Huysmans, Hicguet, le baron van Zuylen et le baron d'Huart, un amendement : nouveau texte pour l'article 11 rejeté la veille, p. 89. — Observations au sujet

## Digneffe (suite)

d'une motion d'ordre du baron de Dorlodot qui insiste sur la nécessité de discuter ce projet avant les vacances de Pâques, p. 696.

Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement de l'emprunt à 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. Discussion générale. Observations, p. 54.

Proposition de loi prorogeant la loi du 21 janvier 1926 et celle du 11 avril 1927 relatives aux sociétés belges ayant travaillé en Russie. Dépose sa proposition de loi, en fait remarquer l'extrême urgence et demande que les mesures nécessaires soient prises pour en assurer la prompte discussion, p. 99. — Au moment de la prise en considération, demande que sa proposition de loi soit renvoyée d'urgence aux commissions compétentes afin que celles-ci puissent l'examiner encore cette même semaine, déclare être prêt à exposer la question devant les commissions, p. 118. — Au moment du dépôt du rapport, fait remarquer l'extrême urgence du projet et prie le Sénat d'autoriser la lecture immédiate du rapport, p. 133. — Discussion générale. Fait remarquer que le but de sa proposition de loi est de sauvegarder les droits des Belges et annonce qu'il dépose un amendement limitant la prorogation à cinq ans, p. 134. — Texte amendé par la Chambre des représentants : Fait remarquer que seule une légère modification a été apportée par la Chambre en ce qui concerne la mise en vigueur du projet et demande l'urgence pour la lecture du rapport et pour le vote, p. 168.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que le projet en discussion constitue, à certains points de vue, un progrès sur la législation existante; traite particulièrement les questions communales, considère notamment comme trop grande la liberté laissée aux administrations communales en matière de perception de centimes additionnels à certains impôts directs créés par l'Etat, p. 199 à 201. — Observations, p. 201 à 203. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 230. — Discours : Communique au Sénat certaines données émanant de l'échevin des finances de Liège en ce qui concerne les conséquences du projet pour la ville de Liège et estime qu'il serait sage d'en revenir au projet primitif du gouvernement, p. 231, 232. — Discours : Insiste sur la provenance de la note qu'il a communiquée au Sénat et déclare que, s'il a été induit en erreur, il n'insisterait pas; rappelle que, quand la commission a été constituée pour examiner la situation des communes, ce sont surtout les grandes villes que l'on envisageait, p. 232. — Art. 9. Observations, p. 239, 240. — Discours : Appuie les discours prononcés par MM. le baron de Dorlodot et Moyersoen, rap., et demande au Sénat d'admettre l'amendement de la commission, p. 241. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 272 à 275.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Au moment où la discussion générale va être ouverte, propose, par motion d'ordre, le renvoi immédiat du projet à la commission, avec les nombreux amendements récemment présentés par M. Heyman, m. i. t. p. s., p. 322. — Observations, p. 323. — Attire l'attention du Sénat sur la portée des amendements du gouvernement qu'il estime modifier complètement le projet, p. 323, 324. — Observations, p. 324. — Discussion générale. Observations, p. 324 à 328. — Discours : Commence par répéter qu'il estime que la discussion est insuffisamment préparée, m. s. puisqu'elle est entamée, développe les motifs pour lesquels il estime que sous prétexte de faire du bien on provoquera peut-être de très grands maux en enlevant à certains travailleurs un précieux adjuvant de ressources; cite notamment certains cas chez les dentellières et chez les armuriers du pays de Liège, p. 331 à 333. — Observations, p. 334, 363, 369. — Observations au sujet de la suite de la discussion et de l'impossibilité de discuter ce projet à une séance du matin, p. 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 407 à 412, 414. — Discours : Estime que le meilleur terrain d'entente entre employeurs et employés est la liberté, fait remarquer que les commissions paritaires ont depuis dix ans apaisé tous les conflits qui ont surgi en matière de salaires; déclare que si l'on organisait cela pour le travail à domicile, il serait d'accord, mais qu'il fait remarquer le danger qu'il y a à faire intervenir le gouvernement et des arrêtés royaux; termine en déclarant qu'il est d'accord pour légiférer, mais qu'il faut que la liberté soit respectée, p. 415 à 417. — Observations au sujet de la proposition de renvoi à la commission,

## Digneffe (suite)

p. 417, 418. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 490, 491. — Discours : Se déclare plus convaincu que jamais de la nécessité d'arriver par une discussion en commission à arrêter des textes qui satisferaient au moins une majorité de l'assemblée, p. 492. — Nouvelles observations au sujet du renvoi à la commission, p. 493. — A l'occasion d'une motion de M. Mertens, rap., demandant que l'examen de ce projet soit repris le jeudi 2 juillet, demande à l'assemblée si elle estime que cette importante question peut être tranchée en fin de session, p. 1128. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par déclarer que l'on a obtenu, en commission, des améliorations sensibles, mais fait encore certaines critiques, notamment en ce qui concerne la fixation, par l'autorité, du taux des salaires, et estime que les questions à trancher sont mal connues par beaucoup de ceux qui s'en occupent, p. 1296 à 1298. — Fait une objection en ce qui concerne les aides et propose un amendement à ce sujet, p. 1299. — Observations, p. 1299. — A la suite d'objections faites à ses critiques, ainsi qu'au sujet du dépôt tardif de son amendement, estime que les membres du parlement doivent conserver le droit jusqu'à la dernière minute d'amender un texte de loi en discussion et fait encore diverses observations, p. 1300. — Art. 12bis proposé par amendement par le gouvernement, déclare pouvoir accepter cette disposition avec les commentaires dont elle a été entourée par M. Heyman, m. i. t. p. s., p. 1302. — Art. 15. Discours : Estime que le texte nouveau de l'article 15, proposé par la commission, pourrait donner lieu à des abus et propose un amendement dont le texte remplacerait celui du paragraphe 3, p. 1303. — Observations, p. 1303, 1304. — Discours : Déclare que, tout en maintenant sa manière de voir, il prend acte que les patrons et leurs délégués pourront refuser de répondre et retire son amendement, p. 1304, 1305. — Art. 18. A l'occasion de cet article, fait remarquer que l'article 18 et plusieurs des articles qui suivent visent le droit du ministre d'imposer, par arrêté royal, les minimas de salaires, déclare qu'il combat ce droit et qu'il demande, en conséquence, la suppression de tous les articles qui confèrent ce droit au ministre, p. 1305. — Art. 20. Maintient son opposition déjà indiquée à l'article 18, p. 1306. — Observations, p. 1307. — A la suite du discours du ministre, déclare maintenir son opposition et la motive à nouveau, p. 1307. — Fait encore diverses observations et déclare qu'il a pris ses responsabilités en parlant comme il l'a fait et que l'avenir montrera lequel de ses opposants ou lui avaient raison, p. 1308, 1309. — Art. 23. Déclare, à nouveau, à l'occasion de cet article qu'il propose la suppression de tous les articles dans lesquels il est question de l'arrêté royal fixant les minima de salaires, p. 1309. — Art. 34. Demande qu'il soit entendu que l'interprétation du texte de l'article 34, proposé par la commission, est que, seules les erreurs mensongères seront punies, p. 1311. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Interpellation de MM. Segers et Wauquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 360, 361, 483.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il met le Sénat en garde contre ceux qui, sous prétexte de protéger l'agriculture, cherchent à ramener la Belgique dans la voie protectionniste. Discours, p. 548 à 551. — Observations, p. 551 à 553, 555.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Défend un amendement présenté par M<sup>me</sup> Spaak, plusieurs sénateurs socialistes, M. Diérckx et lui-même en faveur de lycées de filles; critique l'inaction du gouvernement envers les autorités responsables lors de manifestations contre le drapeau et les couleurs belges; termine en plaidant la cause des instituteurs et professeurs en ce qui concerne la question des traitements, p. 577, 578. — Observations, p. 608, 609. — M. Vauthier, m. s. a., demandant, à la suite du dépôt de nombreux amendements, que l'examen de ces amendements et le vote sur le budget soient remis au mardi ou au mercredi de la semaine suivante, déclare qu'il est d'accord avec le baron Descamps pour dire que, normalement, on ne devrait pas interrompre la discussion d'un budget par suite de la distribution d'amendements, mais estime que, dans le cas qui se présente, il serait bon de déroger à la règle habituelle et d'admettre la demande faite par le ministre dans le but d'essayer de donner, au moins partiellement, satisfaction aux auteurs de certains amendements, p. 614. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 617. — Discours : Estime nécessaire de faire une mise au point en ce qui concerne certaines parties du discours du ministre en réponse aux questions qu'il lui avaient posées, p. 618.

## Digneffe (suite)

- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : A la suite des discours prononcés au sujet de la crise industrielle sévissant à ce moment, se place à un point de vue général et essaie de dégager la valeur respective des remèdes qui ont été proposés et de faire le Sénat juge de leur degré d'efficacité; termine en estimant que le gouvernement pourrait faire quelque chose, sous forme de travaux publics, et, dans l'ordre d'idées qu'il a exposé, que certaines économies pourraient être réalisées, p. 730 à 735. — Observations, p. 735 à 737.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 929.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 993, 1190, 1191, 1193, 1194. — Discours : Reprend les observations formulées par M. Hicquet au cours du débat sur la déclaration ministérielle au nom du groupe libéral et fait part au Sénat de ses craintes personnelles sur les questions de principe qui sont à la base du problème linguistique, p. 1213. — Discussion de l'article unique : Propose, dans le but de clarifier la discussion, que M. Van Dieren développe ses amendements en français, en expliquant à ses électeurs le motif pour lequel il fait usage du français, p. 1218. — Demande l'appel nominal pour le vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1320.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Observations au sujet de la suite du débat, p. 1015. — Reprise de la discussion. Discours : Répond à certaines observations faites au cours de ce débat, notamment aux observations faites par M. Laboulle; rappelle qu'il n'a jamais critiqué le réajustement de l'indemnité sénatoriale, fait remarquer qu'il s'agit à ce moment d'une autre question : celle de l'abandon volontaire d'une partie de l'indemnité sénatoriale par souci de la situation du trésor, p. 1015.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1021, 1026.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observation, p. 1072, 1097.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait remarquer le peu de membres présents pour l'importante discussion du budget de la défense nationale; déclare qu'il n'avait pas eu l'intention de parler pendant la séance en cours, mais qu'il le fait afin de déclarer que cette discussion sera reprise lors du budget extraordinaire; que c'est pour cela qu'il ne répond pas au discours de M. Calonne ni à celui de M. Lafontaine, et fait remarquer que celui-ci a prêché la cause de la peur et du renoncement, p. 1090.
- Budget des affaires étrangères pour 1931. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1194. — Discussion générale. Observations, p. 1419. — Discours : Commence par déclarer que sa tâche se trouve fort simplifiée par suite des discours déjà prononcés, particulièrement à la suite du discours de M. Segers; déclare qu'il n'est pas une des revendications exposées par M. Segers dans l'intérêt de la Belgique à laquelle l'unanimité du Sénat n'est pas acquise d'avance et constate cette unanimité; pense, en traitant la question de la proposition Hoover, être l'interprète de tous les membres du Sénat en demandant au gouvernement de faire valoir, partout où il le faudra, le bien fondé des droits reconnus à la Belgique en 1920; acte, en terminant, l'accord du Sénat sur les considérations qu'il a émises dans son rapport ainsi que l'accord de l'assemblée sur la politique poursuivie par le ministre des affaires étrangères, p. 1426.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1359, 1360. — Art. 6. Observations, p. 1366. — Discours : Propose la suppression du dernier paragraphe de l'article voté par amendement par la Chambre : disposition relative au poisson de mer, p. 1366. — Art. 13. Discours : Parle des libéralités faites en faveur de fondations, p. 1369.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1406, 1407.
- Projet de loi relatif au service d'autobus à établir par la Société nationale des Vicinaux et projet de loi étendant aux « trolleybus » les dispositions des lois sur les chemins de fer vicinaux et sur les tramways. Discussion générale. Discours : Prend la parole afin de protester contre l'attitude de certains membres de la commission qui se sont abstenus au vote en commission, estimant que la faculté donnée aux

## Digneffe (suite)

- vicinaux ne devait pas être étendue aux sociétés de tramways; estime que cette extension devrait être faite et que l'intitulé devrait être modifié dans ce sens, qu'il faut ratifier cette modification en octobre par la Chambre, p. 1460, 1461.
- Discussion des articles du projet de loi permettant à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions d'exploitation des lignes ferrées. Discussion des articles. Art. 2. Demande, à l'occasion de cet article qui concerne le matériel, si l'autorité s'est préoccupée de faire respecter les règlements quant à la dimension des voitures, p. 1461, 1462.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Estime que l'important projet en discussion ne peut être examiné en fin de session et il devrait être renvoyé au mois de novembre, p. 1466. — Observations, p. 1465. — Discours : Renouvelle sa proposition de remise, p. 1467.
- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Vote en seconde lecture du texte amendé par la Chambre. Art. 4. Observations, p. 1491.
- Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet de la représentation du groupe socialiste au sein de cette commission. Déclare qu'il est de ceux qui ont provoqué les explications qui viennent d'être développées et déclare que son groupe est d'accord sur la question de principe quant à la représentation du groupe socialiste à la C. P. des S. M. comme au conseil colonial, mais qu'il y a des droits acquis qui doivent être respectés, p. 1522. — Prie M. Volckaert de prendre acte de son accord sur la question de principe, p. 1522.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1525. — Discours : Considère de son devoir d'expliquer au Sénat dans quelles conditions il en est venu à se rallier au système proposé par la commission, p. 1526, 1527. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1537.

## Diriken, sénateur coopté.

- Ann.* — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Déclare qu'il développera ses observations pendant la discussion du budget des travaux publics, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Demande au ministre quand il pourra procéder à la nomination des bourgmestres de Looz et de Russon, p. 942. — Observations, p. 942.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt; et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.
- Disière, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.
- Doc.* — Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce (cosign.), n° 89.
- Ann.* — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 574.

## Disière (suite)

Projet de loi relatif à l'importation et l'exportation et au transit des marchandises. Observations au sujet de la demande faite par M. Heyman, m. i. t. p. s., d'intervertir l'ordre du jour et de passer immédiatement au vote sur ce projet, p. 1158.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

## Dochen, sénateur de Huy-Waremme.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Discours : Demande si les précautions ont été prises pour que les planteurs étrangers ne profitent pas, par l'intermédiaire de courtiers, d'une prime qui n'est destinée qu'à l'agriculture belge, p. 110.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 200, 201. — Discours : Rectifie un chiffre cité par M. Moyersoen en ce qui concerne la part de la ville de Huy dans la répartition du fonds des communes, p. 216, 217. — Observations, p. 217.

Budget métropolitain du ministère des colonies pour 1931. Déclare être d'accord pour remettre à la discussion d'ensemble sur les budgets coloniaux les observations qu'il comptait présenter, p. 933.

Budgets du Congo et projet de loi relatif à la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble de ces projets de loi. Discours : Critique particulièrement le Comité du Kivu, p. 1183 à 1185.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Discussion générale. Discours : Appuie les observations qui viennent d'être faites par MM. Huisman Van den Nest et Moyersoen contre le principe de la rétroactivité, p. 1329.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Met le gouvernement en garde contre certains grands travaux à exécuter sur la Meuse, en amont de Huy, estimant que ces travaux coûteraient très cher à l'Etat sans que l'intérêt public les justifie; traite ensuite, à cette occasion, la question de la circulation urbaine dans la ville de Huy; termine en traitant la question des crédits militaires, p. 1369 à 1401.

**Du Bost**, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat, nommé vice-président, le 3 février 1931, en remplacement de M. Ryckmans, décédé.

**Doc.** — Budget des dotations pour 1931. Rapport, n° 18.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire (art. 2 d'sjoint du projet de loi n° 50 des documents de 1929-1930. Rapport, n° 102.

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2 : art. 1762-4, alinéas 3 et 5. Observations, p. 16. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat d'admettre le projet de la commission en ce qui concerne les dispositions en discussion, p. 17.

Elu, par acclamations, vice-président du Sénat, en remplacement de M. Ryckmans, décédé, p. 327.

Proposition de loi relative au commerce, à la fabrication et au port des armes et au commerce et fabrication des munitions. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre du baron de Dorlodot qui insiste pour que ce projet revienne sans retard devant le Sénat, p. 553.

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 762.

du Bus de Warnaffe (vicomte), sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, nommé questeur, le 3 février 1931, en remplacement de M. le baron d'Huart.

**Doc.** — Projet de loi fixant le contingent pour 1931. Rapport n° 31.

Projet de loi relatif à la rétribution des professeurs et examinateurs permanents civils de l'école militaire. Rapport n° 184.

**Ann.** — Nommé par acclamation questeur du Sénat, en remplacement de M. le baron d'Huart, appelé à remplir les fonctions de secrétaire du Sénat, p. 327.

## Duchateau, sénateur provincial de Namur.

**Ann.** — Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 556. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 574.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Segers et Hicquet, p. 1157.

## du Four (baron), sénateur de Malines et Turnhout.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que les budgets de la moitié des communes du pays seront en déséquilibre si le projet en discussion est voté, estime qu'il eût été préférable de conserver le plafond, en ce qui concerne les centimes additionnels, demande que l'on donne aux communes une part dans le principal de la taxe professionnelle et termine en souhaitant que son amendement soit admis et que, en tout cas, le second paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> soit supprimé, p. 204-205. — Observations, p. 209, 213, 214. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Défend la proposition de suppression du paragraphe 2, p. 225. — M. le baron Houtart, m. f., estimant qu'il s'agit simplement d'une question de forme, estime pour sa part qu'il s'agit d'une question de clarté, p. 225. — Art. 2. Défend son amendement en ce qui concerne les dépenses pour les écoles moyennes et déclare maintenir cet amendement, p. 227. — Art. 9. Discours : Insiste pour que l'on admette l'amendement de la commission, p. 244. — Observations, p. 244.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. — Discours : Commence par déclarer qu'il prend le projet primitif comme projet principal, considérant le projet du gouvernement comme des amendements; attire en conséquence l'attention sur la gravité du projet, en particulier sur le principe d'après lequel le salaire sera déterminé et rendu obligatoire par arrêté royal; défend un amendement qu'il a présenté, ayant pour but d'établir la démarcation entre l'industrie à l'atelier et l'industrie à domicile, parle de la question des sanctions qu'il estime trop sévères, et termine en demandant que, plutôt que de punir l'ouvrier qui travaille dans de mauvaises conditions, on lui donne des conseils, p. 328. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 1304. — Art. 20. Rappelle un amendement qu'il avait présenté stipulant que, en aucun cas, le salaire fixé par le comité ne pourrait être supérieur au salaire payé pour un travail analogue à l'atelier, p. 1307. — M. Heyman, m. i. t. p. s., se déclarant d'accord en ce qui concerne le but de son amendement, déclare pouvoir, dans ces conditions, retirer cet amendement, p. 1307.

Fixation de l'ordre du jour : Des séances du matin étant proposées pour la suite de l'examen de divers objets, demande que le Sénat s'occupe du même objet dans les séances du matin et de l'après-midi, au lieu de discuter un projet le matin et un autre l'après midi, puis insiste sur sa demande, p. 379.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 510, 512. — Discussion des articles. Art. 21. Fait quelques observations au sujet de l'amendement du gouvernement en faveur des chevaux de pur-sang et de demi-sang, p. 513.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande l'établissement d'un train semi-direct entre Turnhout et Bruxelles; attire l'attention sur le débâtement de la gare de Turnhout, demande qu'une double voie soit établie d'Hérentals à la frontière et termine en estimant que l'on devrait faire coïncider la publication des guides de chemins de fer avec le changement d'heure, p. 829.

Dufrane, sénateur de Mons et Soignies.

**Ann.** — Projet de loi modifiant diverses lois relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, des gardes champêtres et, généralement, de tous les préposés des communes et des administrations subordonnées. Demande que ce projet, qui avait été fixé à la rentrée de novembre, soit porté à l'ordre du jour de la prochaine séance du Sénat, p. 69. — Discussion générale. Discours : Estime n'avoir rien à ajouter aux discours de MM. de Kerchove d'Exaerde et le baron Delvaux de Fenffe; estime pourtant que les coefficients proposés sont insuffisants, mais considérant que le mieux serait l'ennemi du bien, souhaite que le Sénat adopte le projet à l'unanimité, p. 100. — Observations, p. 101, 102.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 107, 108. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 9. Observations, p. 241, 243 à 245.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Au moment du début de la discussion des articles, exprime le vœu que les discours soient très brefs, p. 799.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Rappelle qu'il a demandé précédemment la suppression des commissaires d'arrondissement, fait remarquer que, dans le rapport de M. le baron Delvaux de Fenffe, il reconnaît que cette organisation, dans sa forme actuelle, ne répond plus aux nécessités administratives du moment, et préconise avec le rapporteur la transformation du caractère de cette institution qu'il voudrait voir surtout d'ordre financier, p. 907.

Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le traité de Versailles. Discussion générale. Observations, p. 908.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations au sujet de la suite du débat, p. 1015. — Reprise de la discussion. Observations, p. 1015, 1016.

Projet de loi modifiant l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire. Vote en seconde lecture. Art. 29 : Alinéa 6. Observations, p. 1344. — Fait des observations au sujet de la déclaration de M. Van Dieren qui motive le vote affirmatif du groupe libéral, p. 1347. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1508. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Alinéa 2. Observations, p. 1538.

d'Ursel (duc), sénateur provincial d'Anvers.

**Doc.** — Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles, le 23 mai 1930 entre la Belgique et la France pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo. Rapport n° 96.

**Ann.** — Proposition de loi qu'il présente relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion générale. Discours : Commence par indiquer les motifs qui ont guidé MM. Lafontaine, Digneffe et lui-même en ce qui concerne le dépôt de cette proposition de loi, proteste contre le dépôt tardif des amendements du gouvernement et déclare se ranger à l'avis de la commission sur certains points; mais insiste sur la réglementation de la circulation des munitions; demande, en conséquence, le maintien de l'article 11 de sa proposition de loi et annonce que, si cette disposition était écartée, il déposerait un amendement prescrivant que la vente des munitions sera soumise aux mêmes autorisations que la vente des armes, p. 77, 78. — Observations, p. 78 à 80. — Discussion des articles. M. le président, indiquant un amendement présenté au titre, par le gouvernement, prie le Sénat de surseoir à l'examen de cet amendement, ayant l'intention de proposer un article spécial relatif aux munitions, ce qui entraînerait, en cas d'adoption, le maintien du titre tel qu'il avait été primitivement proposé, p. 80. — Art. 1<sup>er</sup>. M. Digneffe proposant

d'Ursel (duc) (suite)

le renvoi à la commission, estime ce renvoi inutile, les amendements du gouvernement n'étant, ainsi que l'a fait remarquer le ministre, que de pure forme, p. 80. — Déclare se rallier à l'amendement de forme proposé par la commission, p. 80. — Art. 3. Répond à des observations de M. Janson, m. j., p. 81, 82. — Alinéa 5 dont M. Janson, m. j., propose la suppression. Déclare être d'accord sur la suppression de cet alinéa, p. 82. — Art. 6. Le gouvernement demandant la suppression de cet article, rappelle que la commission en demande le maintien, p. 82. — Art. 7. Indique ses préférences pour le texte de la commission, p. 83. — Déclare se rallier au premier alinéa du texte proposé par le gouvernement, p. 83. — Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84, 85. — Art. 8. Déclare que la commission se rallie à la proposition de suppression de cet article, p. 85. — Art. 9. Observations, p. 86. — Art. 10. Se rallie à l'amendement de la commission, p. 86. — Art. 11. Défend sa proposition et demande si la commission et le ministre tiennent à la proposition de suppression; annonce que, s'il en était ainsi, il proposerait une autre solution, p. 87. — Discussion au sujet des propositions en présence. Observations, p. 88. — Art. 12. Observations, p. 90. — Art. 13. Se rallie à l'amendement de la commission, p. 90. — Art. 15. Fait des observations au sujet de l'office des licences d'exportation des armes et munitions, p. 91. — Art. 16. M. Janson, m. j., faisant des observations au sujet de l'amendement qu'il présente, propose de rapprocher cet article de l'article 36, p. 91. — Déclare renoncer momentanément à son amendement, se réservant d'y revenir en seconde lecture, p. 91. — Art. 17. Observations au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 91. — Art. 26 à 29 dont la commission propose la suppression : Observations au sujet de l'amendement qu'il propose tendant au maintien du titre du chapitre avec un seul article dont il indique le texte, p. 92, 93. — Art. 33. Insiste pour que le mot « munitions » soit maintenu, p. 94. — Art. 36. Estime qu'un amendement présenté par M. A. Huysmans peut être adopté et motive son opinion, p. 96. — Art. 39. Demande que l'on n'admette pas l'amendement de la commission, p. 96. — Observations au sujet d'une motion d'ordre du baron de Drolodot qui insiste sur la nécessité de voter ce projet avant les vacances de Pâques, p. 696. — Vote en seconde lecture. Art. 12. Emet le vœu que, une fois cette loi votée par le Sénat, M. Janson, m. j., fasse tous les efforts possibles pour la faire voter par la Chambre des représentants; supplie le ministre de tenir la main à son exécution en faisant en sorte que les arrêtés royaux d'application soient promptement rédigés et publiés, et que la vente et la détention d'armes clandestines soit rigoureusement recherchée, p. 776. — A la suite d'observations de M. Leurquin, fait remarquer que les interdictions ne s'appliquent pas aux armes de panoplies, p. 776. — Art. 3. Propose de substituer au mot « propres » le mot « destinées », p. 777. — Art. 7. Déclare renoncer à un amendement qu'il présente, à condition que l'arrêté royal en tienne compte, p. 778. — Art. 23. Propose de modifier le texte admis au premier vote et de mettre « le port d'une arme de chasse ou de sport », p. 780. — Art. 24. Propose une modification de forme tendant à faire figurer ce nouvel article 24 dans une section spéciale intitulée « Dispositions communes à certaines armes », l'article 24 ne se rapportant pas spécialement à la section précédente qui concerne les armes de chasse et de sport, p. 780. — Art. 31. Appuie l'amendement proposé par M. Janson, m. j., p. 781. — Art. 37. Propose une addition pour mettre cette disposition en concordance avec les autres articles, p. 782. — Art. 39. Demande à ce moment que la numérotation des articles soit établie d'une façon continue, la loi en discussion n'étant pas une modification à une loi existante, p. 782.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Rend hommage à l'administration des ponts et chaussées en ce qui concerne l'amélioration des routes, tout en faisant certaines réserves et en signalant certains travaux urgents, p. 1398. — Observations, p. 1399.

## E

Eylenbosch, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Ann.** — Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Hicguet et cons., p. 1017.

## F

**Forthomme**, ministre des postes, télégraphes et téléphones, démissionnaire de ses fonctions, le 20 mai 1931.

**Ann.** — Projet de loi prorogeant et limitant les effets de la loi du 28 juillet 1926 et complétant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, dépose ce projet de loi au nom de M. le ministre des travaux publics, et demande l'urgence, p. 6.

Projet de loi portant approbation des comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> novembre 1930 et se clôturant le 28 février 1931. Dépose ce projet et demande l'urgence pour la discussion, p. 6. — Discussion générale : Discours. Répond aux observations de M. De Bruyn, p. 48.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1931-1932. Dépose ce projet de loi, p. 48. — Discussion générale de ce projet de loi et du budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Observations, p. 516, 518. — Fait diverses observations et répond notamment à celles faites par M. De Bruyn, p. 536 à 538. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 538 à 544.

**François**, sénateur de Charleroi et Thuin.

**Doc.** — Projet de loi portant approbation de la Convention consulaire, conclue le 12 juin 1928, entre la Belgique et la Pologne. Rapport, n<sup>o</sup> 61.

Projet de loi approuvant l'accord signé à Paris, le 7 novembre 1929, entre la Belgique et la France, concernant les victimes civiles de la guerre. Rapport, n<sup>o</sup> 182.

Projet de loi prorogeant, pour une nouvelle période de cinq ans la loi du 7 août 1921, prorogée et modifiée par celles du 9 août 1926 et du 5 mai 1929, autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin des ventes de marchandises belges à l'étranger. Rapport, n<sup>o</sup> 205.

**Ann.** — Projet de loi modifiant le Titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. Discours : Présente à nouveau un amendement en faveur du locataire en ce qui concerne la remise en état des lieux loués, et défend cet amendement, p. 10, 11. — Le président le prie de ne pas insister, cet amendement ayant été rejeté en première lecture, annonce que, dans ces conditions, il retire son amendement et qu'il déposera une proposition de loi dans le sens de l'amendement, p. 11.

Déclaration ministérielle après la crise de novembre 1930. Observation à l'occasion d'une communication de M. le président relative à la déclaration ministérielle annoncée, p. 10. — Observation au moment du vote sur les ordres du jour, p. 41. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Nolf qui motive le vote de la droite flamande, p. 42.

Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 36.

Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement du solde de l'emprunt à 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. Discussion générale. Discours : Pose certaines questions au gouvernement, notamment en ce qui concerne la réduction rapide de la dette et le placement de l'emprunt sur le marché extérieur, puis termine en déclarant qu'il votera contre le projet, parce qu'il estime que l'on manque de renseignements, que le projet est présenté d'une façon trop hâtive et qu'il est malsain pour la politique financière du pays de reporter d'aussi lourdes charges sur l'avenir au profit des exercices prochains, p. 54. — Observations, p. 55.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 70.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Motion d'ordre de M. Volckaert, qui proteste contre le retard apporté au dépôt du budget des colonies. Observations à cette occasion, p. 135.

Budget des non-valeurs et remboursements pour 1931. Discussion des articles. Art. 18. Commence par exprimer son regret de l'absence du ministre des finances, puis parle de la question du remboursement du trop-perçu à la source en 1929 sur les petits salaires, p. 138, 139. — Observations, p. 140. — Art. 22.

## Français (suite)

Fait une observation se rapportant au remboursement à faire par l'Etat à la Banque Nationale, p. 140. — M. le président demandant si cette question n'aurait pas mieux trouvé place au budget des finances, déclare qu'elle se rapporte directement au budget en discussion, p. 140.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1931. Discussion générale : Déclare que, vu l'heure avancée, il reportera les observations qu'il comptait présenter, en ce qui concerne certaines sommes attribuées au département sciences et des arts, à la discussion des budgets auxquels ces questions se rapportent, p. 141.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 142.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Discussion générale. Discours : Répète, au nom de son groupe, les critiques qu'il forme chaque année au sujet des crédits provisoires; exprime surtout ses regrets que ces crédits soient trimestriels et exprime le vœu que ce système soit abandonné, p. 155. — Fait observer que l'on pourrait reporter l'année budgétaire à fin mars, p. 155. — Observation, p. 156.

Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 157.

— Discours : S'attache à commenter l'attitude prise par le gouvernement lors de la discussion à la Chambre; déclare qu'il estime superflu de répéter ce qui a déjà été dit par d'autres orateurs, c'est-à-dire que l'on rentre dans l'ère des déficits et des emprunts; termine en développant certaines critiques relatives à la convention avec la Banque Nationale, p. 159 à 161. — Observations, p. 162 à 164.

Projet de loi instituant une œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. Discussion générale. Observations, p. 170.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 201, 204, 213, 215. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 230.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 263, 452, 453, 464.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 284, 295, 297. — Observations au sujet de la durée des discours, p. 317. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 335, 348, 355, 357 à 359.

Projet de loi portant approbation de la Convention consulaire conclue le 12 juin 1928 entre la Belgique et la Pologne. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 318.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 327. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 1303. — Art. 20. Observations, p. 1309.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 577 à 579, 581. — Discussion des articles. Fait personnel de M. Tschoffen au sujet de paroles prononcées par M. Van Fleteren à l'adresse de celui-ci : Observations, p. 642. — Art. 126. Observations, p. 648.

Interpellation de M. Asou au sujet de la restitution, à la ville de Tournai, de deux tableaux de Rubens et de Jordaens, y enlevés en 1794. Observations, p. 719, 720.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 731, 732, 734, 735, 737, 738.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Observations, p. 785. — Discours : Développe brièvement quelques considérations en faveur des coopératives de locataires qui constituent une forme spéciale des sociétés de construction affiliées à la Société nationale, et insiste pour que M. Moyersoen, rap., renonce aux sentiments hostiles qu'il a contre ces sociétés, p. 787. — Observations, p. 787, 788. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 803. — Demande à avoir des précisions au sujet des réserves de la S. N., p. 804.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation. Demande que le débat soit fixé au 28 avril, p. 806. — Discussion de l'article unique : Article 20<sup>quater</sup> proposé par M. Vermeylen. Des modifications étant proposées à cette disposition par M. Vermeylen et par le R. P. Rutten et M. le président proposant de remettre le vote à la seconde lecture, demande s'il ne serait pas préférable de voter immédiatement afin que l'on se trouve, en seconde lecture, devant un texte précis, p. 1325. — Observations concernant le second vote, p. 1325.



## Français (suite)

- Projet de loi approuvant la Convention internationale concernant les statistiques économiques signée à Genève le 14 décembre 1928. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 821.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 823, 843, 847.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 962, 963, 970.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1020 à 1022, 1031, 1035, 1038 à 1041. — Discours : Critique la manière dont on va discuter des projets financiers d'une importance capitale, que l'on fera voter ensuite au Sénat au pas de charge; critique également la gestion financière du gouvernement; estime que l'on va à la chute d'un régime impuissant à parer au déséquilibre du budget et termine en parlant de diverses catégories de fonctionnaires et d'agents du département des finances, p. 1051 à 1056. — M. le président l'ayant prié, pendant qu'il parlait, de terminer son discours pour 4 h. 45 afin de permettre aux membres du Sénat d'assister à la manifestation en l'honneur du professeur Piccard, déclare qu'il aura certainement terminé avant ce moment, p. 1054.
- Proposition de loi ayant pour objet d'accorder à l'École des mines et de métallurgie (faculté technique) du Hainaut la reconnaissance légale du diplôme d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien. Discussion générale. M. le président ayant demandé si le rapporteur était assuré de l'accord du gouvernement, estime que c'est le gouvernement lui-même qui devrait éclairer le Sénat à ce sujet, p. 1060.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1063 à 1066, 1090, 1116, 1119 à 1121, 1136, 1137.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1074, 1097 à 1099, 1104, 1109, 1110, 1128.
- Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Observations, p. 1332, 1333. — Discours : Commence par estimer qu'il est difficile de discuter des questions générales d'impôts dans une atmosphère de vacances et en présence du souci occasionné par la situation tragique de l'Allemagne; attire pourtant l'attention sur le défaut d'équilibre entre les impôts directs et les impôts indirects, sur l'injustice de la taxe de luxe lorsqu'elle frappe des produits de consommation populaire, tels que le chocolat; commente ensuite les discours prononcés et termine en déclarant que le programme de son parti est d'essayer de développer la production sur une base plus saine, d'organiser la consommation de façon à réduire le coût de la vie, d'augmenter la matière imposable et, par le fait, le rendement des impôts, en dégageant les petits et en faisant payer progressivement les riches, p. 1336, 1347. — Observations, p. 1337 à 1339. — Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 1365. — Art. 9. Observations, p. 1367. — Art. 10. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation de certaines marchandises de consommation courante qui semblent être injustement frappées par la taxe de luxe; cite notamment les chapeaux exportés aux Etats-Unis et demande que les questions qu'il vise soient soumises à la commission compétente, p. 1368. — Observations, p. 1368.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1380, 1391, 1404 à 1406.
- Projet de loi prorogeant pour une nouvelle période de cinq ans la loi du 7 août 1921, prorogée et modifiée par celles du 9 août 1926 et du 5 mai 1929 autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger. Dépose le rapport sur ce projet de loi et en fait remarquer l'urgence, p. 1383. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'il s'agit d'une simple prorogation; signale l'aide puissante que les opérations du dueroir ont donnée à l'industrie belge et prie le gouvernement de veiller à ce que les conditions d'application soient réexaminées, p. 1463. — Observation, p. 1463.

## Français (suite)

- Projet de loi approuvant l'accord signé à Paris le 7 novembre 1929 entre la Belgique et la France concernant les victimes civiles de la guerre. Discussion générale : Déclare n'avoir rien à ajouter à son rapport et estime qu'il y a lieu de donner satisfaction, sans plus de délai, à ces victimes de la guerre, p. 1457.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion générale. Art. 5. Observations, p. 1465 à 1467.
- Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1479, 1487, 1488.
- Projet de loi approuvant la Convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1483, 1487, 1488.
- Naturalisations : Par motion d'ordre, sans rechercher les responsabilités, exprime son regret que le Sénat se trouve dans l'impossibilité d'examiner sérieusement, avant de se séparer, les projets conférant la naturalisation et de remplir ainsi le devoir sacré de la Belgique envers les hôtes étrangers vivant sur le sol belge; propose en conséquence au Sénat de faire confiance à la Chambre qui a, elle, examiné très sérieusement les feuillets de naturalisations et qui les a approuvés par 124 voix contre 6, et de voter ces projets immédiatement sans examen, p. 1488. — Certains membres protestant contre cette proposition, propose, subsidiairement, que le Sénat tienne une séance spéciale la semaine suivante pour l'examen des naturalisations et demande que l'on procède au vote par appel nominal sur sa proposition, p. 1488. — A la suite d'observations du comte de la Barre d'Erquelinnes, rappelle qu'il a commencé par déclarer qu'il ne recherchait pas les responsabilités, p. 1488. — Déclare ne pas insister pour le vote immédiat et fait encore diverses observations, p. 1489.
- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. Observations, p. 1490.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.
- Proteste contre la façon dont la session est déclarée close, p. 1550.

## G

Gillès de Pelichy (baron), sénateur de Roulers-Thielt.

Ann. — Annonce de sa démission, p. 168.

Golenvaux, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Discours : Critique le projet et estime qu'il constitue un expédient substitué par la commission de la Chambre au projet présenté par le ministre; tout en reconnaissant que le projet, par ses bons côtés fait disparaître certaines injustices l'examine au point de vue des administrations communales et des obligations qu'il leur impose, p. 100 à 102. — Observations, p. 120.

Gravez, sénateur d'Audenarde et Alost.

Doc. — Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Amendements, n° 128.

Proposition de loi portant création de l'ordre des médecins. Développements et proposition de loi, n° 202.

Ann. — Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Discours : Appuie les observations qui viennent d'être faites par M. Van Belle et demande notamment que la population de Termonde soit protégée contre de nouvelles catastrophes, p. 37.

Propositions de loi qu'il a présentées, relatives : 1° aux pensions d'invalidité en faveur des anciens combattants et des réquisitionnés; 2° à la rente de chevrons de front; 3° au paiement des salaires des réquisitionnés; 4° à l'égalité de traitement de toutes les victimes de la guerre. Par motion d'ordre demande que ces propositions de loi soient inscrites à l'ordre du jour, p. 56. — A la suite d'une proposition d'ajournement

**Gravez (suite)**

de M. Asou, insiste pour que ces propositions de loi conservent leur rang à l'ordre du jour et soient discutées aussitôt que M. le comte de Broqueville, ministre de la défense nationale, pourra être présent, p. 73.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 52. Observations en faveur des amendements présentés, p. 633.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1930. Discussion générale. Discours : Demande au gouvernement d'employer les chômeurs à des travaux publics, tels que la réfection de voirie, etc., afin d'atténuer les effets de la crise; demande, dans ce même but, l'extension de l'instruction technique, attire ensuite l'attention sur l'insuffisance des secours aux accidentés du travail, vu la dévalorisation du franc; termine en parlant de la crise du logement à Alost, p. 726 à 729.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Annonce le dépôt de deux amendements concernant l'hygiène publique : 1° en faveur de la lutte contre l'alcoolisme; 2° portant organisation d'un fonds spécial pour la recherche des causes de contagion de la tuberculose, et défend ses amendements, p. 923 à 924.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Critique la politique de dégrèvement suivie par le gouvernement, demande que certaines dépenses somptuaires soient frappées d'impôts plus élevés, que l'on augmente les droits sur les grandes successions et que l'on s'intéresse davantage au sort des réquisitionnés et des déportés, p. 1041 à 1044.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par discuter l'utilité des forts, et estime que la meilleure défense de la Belgique est le refus de recourir aux armes et que le moyen indiqué est de soumettre les différends à la Cour internationale; termine en déclarant que, quel que soit le plan du ministre pour impliquer la Belgique dans les aventures guerrières de la France, il n'y réussira pas, les Flamands anciens combattants étant pénétrés du droit de l'ère de disposition des petits peuples; que le pays flamand ne se reposera que quand il sera maître chez lui et qu'il aura libéré la Flandre de toute oppression étrangère, p. 1092 à 1095.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1154.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicquet, p. 1157.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Discours : Défend ses amendements et insiste surtout sur celui qui consiste à doubler le droit d'accise sur les boissons alcooliques, puis combat la taxe de transmission, p. 1335-1336.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1931. Discussion générale. Fait valoir les droits et plaide la cause des combattants et surtout des combattants flamands, p. 1411 et 1412.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

**Guinotte, sénateur provincial du Hainaut.**

**Doc.** — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie, à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien (cosign), n° 82.

**Ann.** — Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 574.

Annnonce de sa démission, p. 1313.

**H****Hannick, sénateur de Gand-Ecclou.**

**Doc.** — Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929 sur le contrat d'emploi (co-sign.), n° 55.

Proposition de loi sur l'inspection du travail (co-sign.), n° 222.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : En sa qualité de secrétaire de la centrale ouvrière textile de Belgique, parle de la crise industrielle et des remèdes qui pourraient y être apportés, p. 700 à 701.

**Hannick (suite)**

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale de ces deux budgets. Discours : Attire l'attention sur la nécessité de construire un nouveau pont en remplacement du pont Bargie, à Gand, p. 1374 à 1375.

**Hans, sénateur de Nivelles.**

**Doc.** — Proposition de loi complétant les lois du 1<sup>er</sup> août 1899 et du 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. — Rapport, n° 200.

**Ann.** — Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 85. — Art. 10. Observations, p. 86. — Art. 11. Discussion des dispositions en présence. Observations, p. 88.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 126. — Discours : Répond aux paroles prononcées la veille par M. Moyersoen, estimant, contrairement à l'affirmation de celui-ci, que les sociétés concessionnaires n'ont pas le monopole dans les communes, p. 130 à 131. — Observations, p. 132.

Interpellation de MM. Segers et Wauquequez, au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 342, 472.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Observations à l'occasion d'une motion du baron de Steenhault, au sujet du vote qu'il a émis sur l'art. 52bis, p. 641.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Répète les observations qu'il a présentées les années précédentes en ce qui concerne la fâcheuse situation des ouvriers du bâtiment, estime qu'il faudrait diminuer pour ces ouvriers le nombre d'heures de travail, fait remarquer combien, à tous points de vue, ils sont dignes d'intérêt, p. 729-730. — Observations, p. 743, 756, 758. — Discussion des articles. Art. 81. Défend son amendement qui a pour but d'améliorer la situation des travailleurs du bâtiment, p. 791. — Observations, p. 791. — Discours : Défend à nouveau son amendement, p. 792. — Déclare que si le ministre s'engage à faire sérieusement étudier la question, il consent à lui faire confiance, p. 792. — Demande à nouveau la parole qui ne lui est plus accordée, p. 793.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Vote en seconde lecture. Art. 13. Fait des observations au sujet des collectionneurs et musées d'armes et appuie un amendement de M. Leurquin, qui propose d'ajouter au texte les mots « armes à feu de guerre », p. 779.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Observations, p. 1016.

Budget des finances pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Demande si le timbrage des cahiers des charges ne pourrait être modifié dans le sens où seul le texte flamand ou le texte français doit être timbré, p. 1059.

Projet de loi réglementant le travail à domicile. Observation au sujet de la reprise de l'examen de ce projet, p. 1129.

Projet de loi complétant les lois du 1<sup>er</sup> août 1899 et du 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1382.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1332. — Discours : Critique la manière dont sont dressés les cahiers des charges des travaux publics, notamment en ce qui concerne les mesures de protection pour les ouvriers, p. 1337. — Observations, p. 1396, 1397.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer vicinaux du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

**Hénault, sénateur de Liège.**

**Doc.** — Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce (co-sign.), 1<sup>o</sup>, p. 89.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 255.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Observations à l'occasion d'un incident soulevé par le vote émis par le baron de Steenhault sur l'article 52bis, p. 641.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 711.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1029.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1035.

**Henricot, sénateur provincial du Brabant.**

**Doc.** — Projet de loi rendant applicables jusqu'au 31 décembre 1931 les dispositions des §§ 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Rapport n<sup>o</sup> 42.

**Ann.** — Projet de loi rendant applicables jusqu'au 31 décembre 1931 les dispositions des §§ 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Par motion d'ordre demande, son rapport étant distribué depuis le samedi précédent, que ce projet soit immédiatement discuté, et indique les motifs de sa demande, p. 176. — Discussion générale. Attire l'attention sur la situation désavantageuse dans laquelle se trouvent les employés nés entre 1831 et 1835 et demande que des mesures soient prises en leur faveur, p. 176. — Remercie le ministre qui déclare qu'il s'est entendu avec son collègue des finances pour examiner les moyens de donner satisfaction à M. Henricot, p. 176.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 285 à 288, 291, 292, 296, 297, 300, 301, 303, 305, 314 à 316, 326, 338, 342. — Discours : Fait un exposé au point de vue technique : le tunnel, les travaux à exécuter aux environs du Nord et du Midi au point de vue de l'exploitation; traite ensuite le point de vue économique et financier et termine en exprimant le vœu que le ministre des transports propose dans quelques jours des solutions adéquates aux problèmes à résoudre, mesures qui permettraient d'abandonner définitivement les travaux de la jonction, p. 342 à 357. — Observations, p. 359, 384, 472, 474, 475, 477 à 489.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Second vote des articles amendés. S'abstient au vote sur l'article 52bis nouveau proposé par Mme Spaak et cons., p. 651.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Estime qu'il y a urgence à faire paraître une brochure mettant le public et les intéressés au courant des lois sur les pensions de vieillesse et de leurs applications, puis attire l'attention du ministre sur la situation lamentable des chômeurs involontaires non affiliés à une caisse de chômage; demande que, à l'avenir, l'ouvrier puisse facilement s'affilier à une caisse de chômage nationale qui engloberait tout le pays; déclare en terminant, à la suite de certaines interruptions de MM. Barnich et Heyman, m. i. t., que l'assurance obligatoire serait préférable, p. 742, 743. — Observations, p. 762.

**Heyman, Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.**

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 33.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 66, 72.

Interpellation de M. Damas sur les lenteurs excessives que mettent les services compétents pour la liquidation des primes accordées aux ouvriers qui font construire une habitation à bon marché. Déclare être d'accord sur la fixation au mercredi 10 décembre, p. 73. — Discussion : Observations, p. 114. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 115, 116. — Déclare qu'il s'occupera des cas qui lui seraient signalés par M. Dewaele, p. 116.

**Heyman (suite)**

Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au fonds national de crise. Discussion générale. Observations, p. 173. — Discours : Répond brièvement aux observations présentées, retenant surtout la conclusion des discours qui invitent le Sénat à émettre un vote affirmatif, p. 174. — Discussion des articles. Art. 3. Prie M. Coole de retirer son amendement, afin d'éviter que le projet ne doive retourner à la Chambre; déclare qu'il est d'accord avec M. Coole en ce qui concerne son désir de rendre le contrôle aussi sévère que possible et qu'il examinera les mesures qui devraient éventuellement être prises, p. 175, 176.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène. Au début de la séance du mardi 16 décembre, demande la remise de ce projet jusqu'après les vacances de Noël pour deux motifs : 1<sup>o</sup> des projets que le Sénat doit examiner ne laissant pas assez de temps pour l'examen d'un projet important; 2<sup>o</sup> le gouvernement désirant l'ajourner à la suite de nouvelles données publiées par les journaux, afin de permettre au gouvernement d'étudier cette nouvelle documentation, p. 118. — Au moment de l'ouverture de la discussion générale, M. Digneffe proposant, par motion d'ordre, le renvoi du projet à la commission, avec tous les amendements récemment présentés par le gouvernement, déclare qu'il n'a pas à expliquer dans quelles conditions les amendements ont été apportés au projet et qu'il est seul responsable devant le parlement, p. 322. — Tout en s'excusant d'avoir présenté les amendements en question aussi tardivement, déclare qu'ils ne changent rien au principe du projet; déclare encore qu'il n'a pas d'idée préconçue, mais estime qu'il faut élaborer la meilleure loi possible; demande donc que l'on entame la discussion générale, quitte à renvoyer ensuite le projet à la commission, qui aura le temps de l'examiner, la discussion ne devant être reprise que le mardi suivant, p. 323. — Discussion générale. Observations, p. 325, 326, 328, 329, 332, 368, 372, 377, 378. — Propose au Sénat d'entendre encore, avant qu'il ne prenne la parole, les deux orateurs encore inscrits dans la discussion générale, la thèse qu'il veut développer devant prendre une certaine ampleur, et le discours de M. Decret l'ayant convaincu qu'il est nécessaire de dissiper certains malentendus, p. 378. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 330. — Discours : Commence par déclarer qu'il ne reviendra pas sur l'historique du projet qui a été mis en lumière par l'exposé des motifs et le rapport, puis par le R. P. Rutten et par M. Mertens, rap.; rappelle cependant que la Belgique est loin d'être la première à légiférer en la matière, la première loi dans la colonie australienne de Victoria datant de 1896, que nombre de pays sont entrés depuis dans la même voie, notamment la France, l'Angleterre et l'Allemagne; estime que cette circonstance est de nature à rassurer ceux que la perspective d'une loi de ce genre en Belgique remplit d'appréhensions; déclare pourtant que la loi touche un problème grave; fait remarquer que le projet a pour but de faire cesser l'écart qui existe entre la rémunération des ouvriers de fabriques ou d'ateliers et ceux qui travaillent à domicile, puis défend les propositions présentées par le gouvernement; répond aux observations présentées et termine en déclarant que c'est en toute sécurité qu'il estime que le Sénat fera œuvre sage et utile en adoptant le projet, p. 406 à 414. — Observations, p. 414 à 416. — M. le président, proposant le renvoi à la commission, de trop nombreux amendements étant proposés, déclare se rallier à la proposition de M. le président estimant que celle-ci est justifiée et engage le Sénat à s'y rallier également, mais demande que la commission travaille rapidement afin que le débat puisse être repris sans retard, p. 417. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 417, 418. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 491. — Discours : Commence par déclarer que, selon que la proposition de renvoi à la commission sera adoptée ou rejetée, il répondra ou ne répondra pas à certaines questions qui ont été posées, mais tient cependant à marquer son accord sur l'interprétation de la loi donnée par M. Mertens, puis rencontre certaines objections formulées par M. Digneffe et termine en déclarant qu'il n'est pas d'accord avec M. Solau, qui considère le renvoi à la commission comme inefficace, estime, au contraire, que, si le renvoi à la commission porte sur l'étude des amendements dans le but d'y mettre de l'ordre, il est d'accord sur le renvoi, p. 492. — Par motion d'ordre, étant empêché d'assister à la séance du Sénat le jeudi matin de la semaine en cours, prie l'assemblée, d'accord avec M. Mertens, rapporteur, de porter cet objet à l'ordre du jour du mercredi matin de la semaine suivante, p. 1158. — Diverses observations étant faites à ce sujet, rappelle qu'il a pris un

## Heyman (suite)

engagement relativement à ce projet et qu'il tient absolument à le tenir, p. 1158. — Déclare être d'accord pour prendre le nouveau texte proposé par la commission comme base de la discussion, p. 1295. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1296, 1297. — Discours : Déclare que le gouvernement accepte intégralement le texte nouveau de la commission et repoussera tout amendement, puis s'explique sur la question des sous-traitants, p. 1293, 1299. — Observations, p. 1299, 1300. — Art. 12bis, proposé par amendement par le gouvernement : Discours : Commente et motive la proposition du gouvernement, p. 1302. — Art. 14. Donne quelques explications au sujet de cet article très important, p. 1302. — Art. 15. Combat un amendement qui vient d'être présenté par M. Digneffe, motive le texte de la commission et demande qu'il soit maintenu, p. 1304. — Fait encore diverses observations dans le but de tranquilliser M. Digneffe, p. 1304. — Art. 18. M. Digneffe faisant à l'occasion de cet article des observations au sujet du droit conféré au ministre d'imposer, par arrêté royal, les minima de salaire, déclare qu'il s'expliquera à ce sujet, à l'occasion de l'article 20, p. 1305. — Art. 20. Discours : Motive et commente les dispositions extrêmement importantes et cet article, p. 1305, 1306. — A la suite des observations d'ordre général qui viennent d'être faites par M. Digneffe, estime qu'il est obligé d'expliquer au Sénat pourquoi il considère avoir accompli un devoir en déposant le projet en discussion, p. 1306, 1307. — Déclare être d'accord au sujet d'une demande formulée par un amendement présenté par M. le baron du Four et stipulant que, en aucun cas le salaire fixé par le comité ne pourra être supérieur au salaire payé pour un travail analogue à l'atelier, p. 1307. — Observations, p. 1307 à 1309. — Art. 34. Déclare être d'accord avec M. Digneffe au sujet de l'interprétation de cet article : « seule les erreurs mensongères seront punies », p. 1311. — Observations au sujet du second vote et des amendements restant à soumettre au vote, p. 1312.

Projet de loi rendant applicables jusqu'au 31 décembre 1931 les dispositions des §§ 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. En réponse à M. Henricot, rapp., déclare qu'il s'est mis en rapport avec son collègue dans le but d'arriver à une solution favorable en ce qui concerne la pension complémentaire à allouer aux vieux employés nés entre 1861 et 1865, p. 176.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 504.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 538.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 693, 705, 711 à 715. — Demande au Sénat quelles sont ses intentions en ce qui concerne la suite de la discussion de son budget, p. 715. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 723, 725, 729, 731, 733. — Discours : Bien que n'y étant pas préparé, M. Digneffe lui ayant annoncé qu'il ne pourrait être présent le lendemain, tient à répondre immédiatement à son discours, p. 735 à 737. — Observations, p. 740, 743, 747, 748, 751, 752. — Discours : Répond aux observations présentées, mais termine en déclarant que, pour le budget en discussion, aucune augmentation de crédit n'est possible, p. 753, 754 et 756 à 762. — Observations, p. 763 à 765, 767. — Discussion des articles. Art. 81. Fait remarquer que l'amendement de M. Hans ne peut être accepté; fait observer, en outre, que M. Hans ne demande pas que l'on nomme des inspecteurs spécialement pour l'industrie du bâtiment; que, du reste, les inspecteurs fonctionnent dans une région du pays et inspectent toutes les industries; que, pour arriver au but visé par M. Hans, il faudrait presque doubler le nombre des inspecteurs actuellement en fonctions, oppose l'argument financier et rappelle qu'il a annoncé pendant la discussion générale que la réorganisation de l'inspection du travail était à l'étude, prie donc le Sénat de ne pas admettre l'amendement, p. 791, 792. — Discours : Déclare être disposé à tenir compte des observations de M. Hans, mais ne pouvoir admettre que l'on bouleverse l'organisation de l'inspection du travail, p. 792. — Déclare que les travaux de la commission chargée d'examiner l'organisation de l'inspection du travail sera orientée dans le sens d'assurer plus de sécurité aux ouvriers, mais qu'il ne peut en dire davantage à ce moment, p. 792, 793. — Art. 97. Combat, à l'occasion de cet

## Heyman (suite)

article, l'ensemble des amendements présentés par M. Jauniaux; fait remarquer, notamment, que leur adoption aurait pour conséquence de majorer le budget de 63 millions d'après son calcul, p. 793. — Art. 109. Déclare qu'il examinera la question posée par M. Martens en ce qui concerne l'obtention des pensions de vieillesse, p. 794. — Art. 121. Estime qu'il n'y a aucun inconvénient à faire examiner la question visée par M. Jauniaux concernant les fédérations mutualistes de retraite, mais se refuse à trancher au pied levé une question aussi importante; déclare que c'est pour ce motif qu'il prie le Sénat de rejeter l'amendement présenté par M. Jauniaux, p. 794.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Ce projet venant d'être voté par la Chambre, demande au Sénat de faire un effort pour voter à son tour ce projet avant les vacances de Pâques, p. 704. — Discussion générale. Discours : Remercie M. Simonis de ne pas déposer d'amendement; estime que le point qu'il a soulevé concernant les familles nombreuses est intéressant, déclare ne pas y être opposé, en principe, mais que le moment n'est pas opportun pour résoudre ce problème, p. 783. — Observations, p. 784, 785. — Déclare qu'il répondra à M. Van Coillie au moment de la discussion des articles en ce qui concerne la définition des termes « personnes peu aisées » et « habitations à bon marché », p. 785. — Observations (répond, notamment, à une interruption de M. François en ce qui concerne la « location »), p. 785 à 788. — A la suite du discours de M. Vinck relatif aux coopératives de locataires, déclare à nouveau qu'il répondra au moment de la discussion des articles, p. 789. — Discussion des articles. Art. 13. M. Van Coillie, insistant en faveur de l'admission aux prêts des personnes exerçant un petit commerce, demande à étudier la question avant de lui répondre, p. 801. — Répond à ce moment à des questions posées pendant la discussion générale et annonce que son département a écrit à la Caisse d'Épargne afin de demander la réduction du taux de l'intérêt des emprunts dont le taux était assez élevé, p. 801. — Art. 15. Observation au sujet des réserves de la Société nationale, p. 804.

Projet de loi relatif à l'importation et l'exportation et au transit des marchandises. Devant être appelé à répondre à la Chambre à une interpellation qui lui est adressée, prie le Sénat d'intervenir son ordre du jour et de passer d'urgence au vote de ce projet, p. 1158. — Discussion générale. Discours : Rappelle que la commission s'est heurtée à une seule difficulté, que le projet se substitue aux arrêtés royaux réglant la question, que le projet a été élaboré par une commission au sein de laquelle étaient représentés tous les commerçants intéressés; puis met le Sénat au courant de la question délicate concernant les mitrailles de fer et du contingentement librement consenti par la France à ce sujet, puis rappelle ce qui s'est passé à la Chambre relativement à cette question, p. 1159. — Déclare, après une interruption de M. le baron de Dorlodot, qu'il ne peut prendre des mesures, en ce qui concerne les mitrailles de fer, avant la promulgation de la loi, mais qu'il les prendra éventuellement immédiatement après cette promulgation, p. 1159. — Observations, p. 1160.

Projet de loi prorogeant pour une nouvelle période de cinq ans la loi du 7 août 1921, prorogée et modifiée par celles du 9 août 1926 et du 5 mai 1929 autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger. Discussion générale. Se joint au rapporteur pour souligner brièvement les résultats heureux de la loi sur le dueroire; estime que l'on doit songer à son développement et saisit cette occasion pour rendre hommage à la commission dueroire, p. 1463, 1464.

Projet de loi relatif à la réduction des traitements des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, etc. Discussion générale. Observations, p. 1474.

Hieguet, sénateur de Namur-Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Doc. — Budget du Sénat pour 1931. Rapport sur la dotation sénatoriale, n° 23.

Budget des transports pour 1931. Rapport n° 107.

Budget des dotations pour 1931. Amendement au texte amendé par la Chambre des représentants, n° 139.

Ann. — Bureau définitif : M. Segers proposant de réélire, par acclamation, M. Magnette aux fonctions de président du Sénat, et M. Magnette estimant qu'il est préférable de se conformer au règlement et de procéder au scrutin secret, déclare, au nom du groupe libéral, se rallier à la proposition de M. Magnette, p. 1, 2.

Annnonce du décès de M. le baron de Becker-Remy, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat. Discours, p. 5.

## Hicguet (suite)

- Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du code civil. Discussion des articles. Disposition transitoire proposée par amendement par M. Dierckx. Fait remarquer que la commission n'a pas cru admettre l'amendement de M. Dierckx, l'intérêt de cet amendement étant très restreint, p. 19.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Discours : Au nom de la gauche libérale, fait une brève déclaration et développe les motifs pour lesquels ce groupe continuera sa confiance au gouvernement en fonctions, p. 31.
- Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 36.
- Vérification des pouvoirs de M. Philips, élu sénateur provincial du Brabant, en remplacement du baron de Becker-Remy, décédé. Donne lecture de son rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs de M. Philips, p. 89.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 121.
- Annnonce du décès de M. Ryckmans, sénateur provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 194.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 238. — Fait des observations au sujet du moment où la discussion se poursuivra, notamment en ce qui concerne l'opportunité de tenir une séance du matin le mercredi ou le jeudi, p. 293.
- Nomination d'un vice-président du Sénat : Propose de procéder par acclamations à cette nomination et déclare reconnaître que la vice-présidence revient de droit à un membre de la droite; prie le chef de ce groupe de désigner le candidat choisi, p. 327.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 293. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 451 à 453. — Discours : Reprend la question déjà traitée par M. le comte de Brouchoven de Bargeyck concernant les différentes dates d'ouverture de la chasse, termine en parlant de la nécessité d'entretenir le chemin « Sous-les-Roches », à Marche-les-Dames, p. 463. — Observations, p. 467, 513.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général Bernheim. Discussion générale. Discours : Au nom de la gauche libérale, unanime, engage le Sénat à adopter le projet puis rend hommage au général Bernheim, p. 495.
- Interpellation de M. Vinck au sujet de l'application des dispositions légales en matière de taux de péage d'électricité. Observations, p. 590, 591.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 599, 605. — Discussion des articles. Art. 52 bis, proposé par M<sup>me</sup> Spaak, MM. Laboulle et consorts. M. Laboulle demandant l'appel nominal, lui fait remarquer qu'il n'est pas trois heures, p. 639.
- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 627.
- Annnonce du décès du vicomte Vilain XIII, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas. Discours, p. 709.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 714.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Vote en seconde lecture. Art. 3. Observations, p. 777. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 797.
- Budget de transports pour 1931. Discussion générale. Discours : En son nom personnel et non comme rapporteur, traite certaines questions locales intéressant son arrondissement, p. 829, 830. — Observations, p. 842, 845.
- Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1929 et antérieurs et à l'exercice 1930. Discussion générale. Observations, p. 834.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 938.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation : Au nom du groupe libéral, appuie la motion de M. Segers, tendant à remettre le débat du mardi 19 au mercredi 20 mai, p. 939.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi sur les prêts agricoles. Discussion générale. Observations, p. 1002.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Discours : Développe son amendement tendant à réduire de 10 p. c. l'indemnité sénatoriale et indique les motifs pour lesquels il prie le Sénat de l'adopter, p. 1011.

## Hicguet (suite)

- Fixation de l'ordre du jour après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Observation au sujet de la durée de la discussion sur la déclaration du gouvernement, p. 1018.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel du Faing d'Aigremont. Estime que l'on pourrait voter immédiatement ce projet, sans le renvoyer à la commission, p. 1026.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1052.
- Décès de M. Vauthier, sénateur et ancien ministre. Discours, p. 1123.
- Budget du Congo et la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1183. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1211.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion des articles. Art. 20. Observations, p. 1308. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Fait remarquer que la discussion de la déclaration à la Chambre des représentants vient de se terminer par le vote d'un ordre du jour de confiance; que le point de vue du parti libéral a été excellemment défini par M. Devèze, puis développe les motifs pour lesquels l'adhésion du groupe libéral a été donnée en ce qui concerne la politique économique, financière, sociale, militaire et en ce qui concerne la politique étrangère, tout en soulignant la question délicate que présente le problème linguistique; termine en déclarant que le groupe libéral a confiance dans la fermeté du gouvernement contre les tentatives coupables des mauvais Belges qui essaient de déchirer le pays, comme en sa fermeté en ce qui concerne les droits sacrés de la Belgique relativement aux réparations, p. 1132.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1315.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1509.
- Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Présente, au nom de la gauche libérale, la candidature de M. Henricot, tout en déclarant que lorsqu'une vacance se produira il ne voit aucun inconvénient à faire droit aux revendications développées par M. Volckaert et à la désignation d'un membre socialiste, p. 1519.
- Vérification des pouvoirs de M. Leduc, appelé à faire partie du Sénat, en qualité de sénateur provincial du Hainaut, en remplacement de M. Guinotte, démissionnaire. Dépose le rapport sur cette validation de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 1504.
- Annnonce du décès de M. Baeck, sénateur de Bruxelles. Discours, p. 1505.
- Houben, sénateur suppléant de Bruxelles. Appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, le 29 octobre 1931, en remplacement de M. Baeck, décédé.
- Vérification de ses pouvoirs, p. 1522. — Prête serment, p. 1523.
- Houtart (baron), sénateur de Tournai-Ath, ministre des finances.
- Ann. — Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn, au sujet des inondations dans diverses régions du pays. Prend la parole, au nom du gouvernement afin de déclarer que celui-ci partage l'émoi du pays et a examiné dès la veille le remède à apporter à la situation; estime en accord avec les orateurs qui ont déjà pris la parole, que la question est importante et complexe et qu'un débat est nécessaire en présence du ministre compétent, p. 36. — Observations, p. 37.
- Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement du solde de l'emprunt à 8 p. c. émis aux Etats-Unis en 1921. Prie le Sénat de déclarer l'urgence, p. 54. — Discussion générale. Observations, p. 54. — Discours : Répond aux observations de M. François, p. 54, 55.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et la taxe spéciale de consommation sur l'alcool. Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées et se félicite de l'accueil favorable, dans l'ensemble, que le projet rencontre au Sénat, p. 108, 109. — Répond à la question posée en ce qui concerne l'importation de betteraves étrangères; déclare que, quant à la date de l'arrêté royal, il doit s'en tenir au texte adopté à la Chambre, quitte à décider une nouvelle prorogation, p. 111.

## Houtart (baron) (suite)

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Discussion générale. Discours : Répond à M. François, estime que ce serait déjà un grand progrès que de se borner à des crédits provisoires pour trois mois, puis de terminer l'examen de tous les budgets au 31 mars; rappelle que, en Belgique, on examine les budgets non seulement au point de vue des chiffres mais au point de vue de la politique des différents départements, p. 155.

Budget des voies et moyens et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 158. — Discours : Afin de suivre l'avis de M. François et de ne pas rééditer la discussion qui a eu lieu à la Chambre, se contente de répondre brièvement aux observations présentées et termine en répétant pour tant au Sénat quelques phrases du discours qu'il a prononcé à la Chambre et en indiquant les motifs qui ont inspiré au gouvernement la manière dont il a établi le budget, p. 162 à 164.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, prie instamment le Sénat d'inscrire ce projet à l'ordre du jour de la séance de rentrée, p. 178, 179. — Discussion générale. Observations, p. 200, 203 à 205, 208, 209, 212. — Discours : Fait remarquer que ce projet ressemble à un traité, qu'il résulte de longs travaux en commission où tous les intérêts étaient représentés; déclare que, d'une manière générale, une modification importante apportée à ce moment au projet soumis au Sénat obligerait à une révision complète de l'ensemble et mènerait beaucoup plus loin que personne ne le souhaite, puis donne au Sénat son avis, au point de vue financier, sur les amendements qui ont été présentés, p. 217, 218. — Répond à une question de M. Leurquin au sujet des frais relatifs à l'entretien des justices de paix, etc., p. 218, 219. — Observations, p. 219. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer qu'un projet est soumis à la Chambre, faisant l'objet du premier amendement de M. Van Coillie, p. 222. — Observations, p. 222, 223. — Discours : Combat les amendements de M. Vancoillie et souhaite qu'il ne les maintienne pas, estiment qu'il a déjà reçu des satisfactions qu'il peut considérer comme un succès, les communes pouvant en toute liberté stipuler des avantages qu'il veut leur faire accorder par l'un de ses amendements, p. 224. — Observations, p. 224. — Déclare s'opposer à la première partie des amendements de M. le baron du Four, partie dont il vient d'être donné lecture, cet amendement constituant une nouvelle charge en plus des sacrifices déjà consentis, p. 225. — § 2, dont M. le baron du Four propose la suppression : Fait remarquer que la proposition de M. le baron du Four constitue une simple question de forme et estime qu'il ne serait pas raisonnable de renvoyer le projet à la Chambre pour une question de rédaction, p. 225. — Art. 2. Donne, en réponse à M. Crokaert, des explications au point de vue administratif; estime du reste que le point visé par M. Crokaert et relatif aux pensions des professeurs et instituteurs communaux, est une question de détail qui n'a donné l'eu à aucune observation à la Chambre p. 226. — En réponse à M. le chevalier Dessain, déclare que la question des pensions de vieillesse est réglée par un projet soumis à la Chambre, p. 226. — Annonce qu'il fera une déclaration aussi précise que possible en ce qui concerne les objections soulevées par M. Gustave Jansen, p. 227. — M. le baron du Four, défendant à nouveau ses amendements en faveur des écoles moyennes, déclare que la question visée par M. du Four a fait l'objet d'un examen approfondi et que les représentants des communes ont estimé que l'intérêt financier était primé par le droit de regard des communes sur les établissements d'enseignement moyen, p. 227. — Déclare que le gouvernement ne peut pas se prononcer immédiatement sur l'amendement de M. Crokaert, p. 228. — Reprise de l'examen de l'amendement de M. Crokaert. Discours : Déclare que l'amendement de M. Crokaert est justifié, mais demande s'il ne serait pas préférable de profiter du petit projet sur les finances communales, projet soumis à ce moment à la Chambre, pour faire la correction proposée, p. 247. — A la suite du débat qui vient de se produire, précise la position du gouvernement dans la question et maintient sa proposition tendant à introduire la disposition complémentaire et interprétative demandée par M. Crokaert dans le projet fiscal auquel il fait allusion, p. 249. — L'amendement de M. Crokaert étant rejeté, déclare, afin de mettre les choses au point, que le gouvernement n'a pas voté contre le principe de l'amendement de M. Crokaert, mais contre son opportunité, p. 249. — Art. 4. Observations, p. 230. — M. Huisman Van den Nest, le priant de donner son avis sur l'amendement subsidiaire qu'il présente, fait une déclaration qui tend à rassurer M. Huisman Van den Nest, et donne l'interprétation du

## Houtart (baron) (suite)

mot « imposé », p. 232, 233. — Art. 6. Répond à une question de M. Mullie quant à l'interprétation du terme « terrains à bâtir », p. 235. — Art. 7. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que le texte transmis par la Chambre est raisonnable et pleinement justifié, p. 235.

Annnonce du décès de M. Ryckmans, sén. provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 193.

Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 294, 306, 346. — Discours : Répond aux interpellateurs en ce qui concerne le point de vue du département des finances, termine en déclarant que la considération essentielle dans ce débat est la sauvegarde des principes établis par la loi de 1926, établissant la Société nationale des Chemins de Fer et prévoyant une séparation absolue entre les finances de l'Etat et celles des chemins de fer et en estimant que ce serait donc le renversement de toute une politique que de prétendre résoudre ce grave problème contrairement à l'avis de ceux qui possèdent la compétence technique et auxquels la compétence légale a été conférée, p. 394 à 397. — Observations, p. 480, 482. — Déclare que le gouvernement accepte l'ordre du jour présenté par M. A. Huysmans, p. 489.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 52. Observations, p. 633. — Attire l'attention du Sénat sur le danger qu'il y aurait à voter une augmentation de traitement pour certains agents de l'Etat sans que le comité des traitements ait étudié la question; prie donc le Sénat de ne voter aucune mesure avant que cet organisme n'ait donné son avis, p. 633, 634. — Déclare que le gouvernement n'est pas hostile à l'augmentation éventuelle des traitements des instituteurs dont il est question, qu'il soumettra spécialement la question au comité consultatif des traitements mais que le gouvernement doit s'opposer à la procédure d'augmentation par voie d'amendements, p. 635. — Art. 54. Développe les motifs pour lesquels, au point de vue budgétaire, le gouvernement est contraint de s'opposer à l'amendement de M. Vinck, p. 643. — Art. 126. Observations, p. 648.

Annnonce du décès du vicomte Vilain XIII, sén. de Termonde et Saint-Nicolas; Discours, p. 708, 709.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Observations, p. 785. — Discussion des articles. Art. 15. Discussion : Estime inutile d'adopter l'amendement de la commission; déclare qu'il accepte cet amendement comme interprétation du texte du gouvernement; que tout repose donc sur l'entente entre l'Etat et la Société nationale et fait remarquer que la loi n'est pas faite pour donner des garanties à la S. N. contre l'Etat; que l'élément d'insuffisance existant est un élément devant lequel l'administration des finances doit s'incliner; que, en conséquence, il estime que la commission et le gouvernement sont en réalité parfaitement d'accord, p. 802, 803. — Observations, p. 803, 804. — Répète les affirmations qu'il a déjà développées quant à l'interprétation ainsi que la déclaration qu'il a faite à la Chambre et fait remarquer que, pour l'interprétation de toute loi, il est tenu compte des travaux préparatoires; qu'il est donc inadmissible que l'on ne tienne pas compte de la déclaration du gouvernement, p. 804. — Observations au sujet des réserves de la S. N., p. 804.

Réduction des pensions : Motion d'ordre de M. De Bruyn, qui proteste contre la mesure prise par le gouvernement de réduire les pensions de 6 p. c., sans avoir consulté le Parlement, l'augmentation en vigueur ayant été établie par une loi. Discours : Commence par faire remarquer qu'il n'avait pas été averti de cette motion d'ordre; qu'il lui est donc impossible d'apporter à ce moment au Sénat les précédents et les éléments juridiques et légaux qui justifient la conduite du gouvernement; que, en conséquence, il fait simplement remarquer que dans une opération aussi délicate que celle de la réduction des traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat, il est désirable que les mesures prises soient concertées; que c'est pour cette raison que le gouvernement n'a rien voulu faire avant le second trimestre, que c'est donc dans un sens de justice distributive que le gouvernement a pris la mesure critiquée par M. De Bruyn, p. 798.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour les exercices 1929 et antérieurs et pour l'exercice 1930. Discussion générale. Discours : Estime que M. Volckaert n'a pas le désir de soulever immédiatement une discussion approfondie sur l'importante question dont il vient de parler et tendant à faire commencer l'année budgétaire dans le cours du deuxième trimestre de l'année; après avoir rappelé que, du temps où il était lui-même rapporteur général du budget, il avait lui-même formulé la suggestion qui vient d'être faite par M. Volckaert,

## Houtart (baron) (suite)

déclare que, après avoir fait étudier cette question par les administrations compétentes, il a constaté qu'il était difficile de séparer l'année budgétaire de l'année fiscale, et l'année fiscale de l'exercice normal des sociétés commerciales et de l'ensemble des affaires; que, pourtant, il pourrait fixer la date de dépôt des budgets au 30 septembre comme le suggère le premier ministre et que, en ce qui le concerne, il s'efforcera de donner satisfaction au Parlement, de manière à ce qu'il puisse se rendre compte de l'équilibre des recettes et des dépenses, p. 834.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1020 à 1025, 1027, 1030, 1035, 1036. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 1034, 1037 à 1041. — M. Van Overbergh, rappelant une question qu'il a posée et concernant certains événements qui se présentent du côté de l'Est, déclare que le gouvernement ne songe pas à abandonner quoi que ce soit de sa créance de réparations, p. 1041. — Répond immédiatement au discours de M. Vande Wiele, p. 1047. — Observations, p. 1051 à 1056. — Discussion des articles. Art. 2. Répond aux observations présentées en ce qui concerne les fonctionnaires mais déclare que, dans la question difficile des traitements du personnel de l'Etat, on ne peut se laisser aller à sa sympathie pour une catégorie spéciale de fonctionnaires; répond en particulier au point soulevé par MM. Mullie et François, p. 1058. — Répond à la question de M. Van Overbergh qui le prie de donner quelques renseignements sur les fonctionnaires supérieurs de son département, au point de vue de la connaissance du flamand, p. 1058, 1059. — En réponse à une demande de M. Hans, tendant à ce que le timbrage des cahiers des charges puisse être fait soit sur le texte flamand, soit sur le texte français et non pas sur les deux textes, déclare que cette demande lui paraît judicieuse et examinera s'il peut y être donné satisfaction, p. 1050.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Discussion générale. Discours : Etant donné que la commission s'est opposée à l'article 4 voté par la Chambre, qui consacre une sorte de rétroactivité pour l'application du doublement de la taxe sur les tantièmes d'administrateurs perçus en 1929, déclare que, d'une part, la question est délicate, que d'autre part, vu le temps qui s'est écoulé entre le dépôt du projet et son vote par la Chambre, le gouvernement observera vis-à-vis du Sénat la même neutralité que celle qu'il a observée devant la Chambre, p. 1328, 1329. — Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. Discours : Déclare qu'il se garde de critiquer le Sénat lorsqu'il se pose en protecteur et en garant du principe de la non-rétroactivité des lois, mais fait remarquer à l'assemblée que, loin d'être d'accord, ainsi que le texte proposé par M. Meyersoen semblait le faire supposer, le désaccord subsiste entre la Chambre et le Sénat, que ce désaccord lui a été confirmé par M. Halet, président de la commission des finances de la Chambre, par M. De Winde, rapporteur de cette commission et, le matin même, par M. le président de la Chambre; fait remarquer l'importance du projet et les graves inconvénients qui en résulteraient si la loi en discussion n'était pas votée, annonce donc qu'il consent à surseoir à toute perception avant la rentrée des Chambres, de façon à ce qu'une loi budgétaire puisse alors fixer les conditions de la perception dont il s'agit, p. 1489. — Observations, p. 1493, 1490. — Discours : Répète les considérations qu'il vient de faire valoir et demande à ses amis de réfléchir si la solution qu'il propose n'est pas, étant donnée la nécessité de ne pas retarder le vote de la loi, la plus raisonnable et la plus justifiée, dans les circonstances où l'on se trouve, p. 1490, 1491.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Observation, p. 1331 à 1334, 1336. — Discours : Répond brièvement aux observations présentées, commence par déclarer qu'une chose est certaine, c'est que le vote des impôts proposés par le gouvernement est une chose nécessaire et rappelle certains chiffres, afin de faire revenir M. François sur l'idée que les réformes proposées sont avantageuses aux classes riches, p. 1338, 1339. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Répond aux observations de M. Mullie et fait remarquer que la disposition qu'il vise est purement transitoire, p. 1356. — Art. 4. Développe les critiques qu'il fait à l'amendement de M. A. Huysmans, estime que cet amendement, très juste lorsqu'on prend la totalité des revenus, ne l'est plus lorsqu'il s'agit de la moyenne, p. 1358, 1359. Fait remarquer qu'il est difficile de répondre à la question trop sommaire de M. Volckaert, qui demande que l'on dresse, et que l'on communique au Sénat, un tableau des cinq cents plus gros contribuables, mais déclare pourtant qu'il y a une première cause dans la régression des recettes, à la suite

## Houtart (baron) (suite)

de la suppression de la supertaxe, qui est la diminution du tarif; termine en faisant remarquer que le discours prononcé la veille par M. Ingenbleek et portant sur la situation économique, dont il souligne le péril, doit être relevé; et qu'il faut écarter toute formule fiscale qui puisse porter atteinte à la confiance, p. 1359, 1360. — Déclare être d'accord avec M. Meyersoen, qui estime qu'il faut admettre le projet tel qu'il est, p. 1361. — Art. 4bis, proposé par amendement par M. Waucquez. Répond aux observations présentées par M. Waucquez, concernant les sociétés de personnes, estime que la question qu'il vise n'est pas négligeable, mais est délicate, et déclare que l'on examinera une solution à présenter au prochain budget, p. 1365. — Confirme que son administration étudie la question dans le sens demandé par M. Waucquez dans son discours, p. 1464. — Art. 5. Déclare en réponse à des observations de M. Mullie, qu'il n'y a pas de modification dans les principes, en ce qui concerne les commissions fiscales, mais que l'administration doit pouvoir taxer, malgré l'inertie des personnes ou des groupes, p. 1364. — Déclare en réponse à une demande de M. le baron de Steenhaut de Waerbeek, que les situations particulières seront examinées et que rien de contraire à l'équité ne sera fait, p. 1364. — Art. 6. Discours : Exprime son grand regret d'avoir vu la Chambre admettre l'amendement exonérant les poissons de mer, déclare que, s'il ne craignait pas le retard du renvoi à la Chambre, il prierait le Sénat d'écarter cet amendement et demande que l'on ne propose aucune autre exonération, p. 1364. — Discours : répond à une question de M. Laboulle et indique les nombreux articles d'alimentation exemptés de la taxe de facture, fait remarquer que les nombreuses exonérations données par le projet pour la taxe de consommation font de cette taxe un impôt très libéral puis indique les motifs qui ont guidé la décision prise en ce qui concerne la taxe de transmission et parle de la suppression de la supertaxe, p. 1365, 1366. — Fait diverses observations, p. 1366. — Déclare que si le temps n'était pas compté, par la toute prochaine séparation du parlement, il prierait le Sénat de voter la suppression proposée par M. Digneffe, mais qu'il craint le retard que le renvoi à la Chambre apporterait à l'application de la loi, p. 1366. — Art. 9. A la suite d'observations de M. Meyersoen, concernant la mauvaise rédaction de cet article. Estime pour éviter le renvoi à la Chambre, que la meilleure procédure à suivre est de constater l'accord sur le sens de l'article : doublement des taxes établies par l'article 192 du Code des taxes assimilées au timbre, p. 1367. — Art. 10. Répond aux observations présentées par MM. François, Beauduin et Arm. Huysmans, et fait notamment remarquer combien la question de la taxe de luxe est délicate, p. 1368. — Observations, p. 1368. — Art. 13. Répond aux observations faites par M. Digneffe, concernant les libéralités faites en faveur des fondations, p. 1369. — Art. 15. Répond à des observations présentées par M. Mullie, qui critique le droit d'accises sur la bière, p. 1370.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1353. — Discours : donne quelques explications au Sénat au sujet d'un passage du rapport de M. Beauduin, concernant la « Caisse Nationale des Pensions de Guerre », p. 1379, 1380. — Discours. Répond aux questions posées par M. Beauduin en ce qui concerne l'état d'avancement de la liquidation des dommages de guerre, p. 1393, 1397.

Discussion des articles du budget extraordinaire. Art. 7 du projet de loi. Répond au discours de M. Laboulle, en ce qui concerne les crédits destinés à faire face au chômage, p. 1410.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1931. Discussion générale. Discours : commence par remercier le baron de Mévius, rap., des paroles encourageantes qu'il a adressées au ministre des finances, puis déclare que le gouvernement fait et continuera à faire les plus grands efforts en ce qui concerne les réparations afin que justice soit rendue à la Belgique, p. 1412.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Discussion générale. Observations, p. 1473. — Répond à M. De Bruyn et développe les motifs pour lesquels le gouvernement s'est essentiellement à ce que le projet en discussion, ainsi que celui sur les pensions soit voté, p. 1474.

Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930, sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Discussion générale. Discours : Déclare que la réduction proposée pour les pensions s'impose logiquement, que de tous temps, l'on a demandé que l'on applique aux

**Houtart (baron) (suite)**

pensions le même régime que celui appliqué au traitement, s'étonne donc que l'on élève des protestations et fait remarquer que quant à la date d'application de la réduction, le gouvernement a admis une différence de point de départ en faveur des pensionnés, afin d'accorder à ceux-ci une compensation au retard qu'ils ont subi précédemment dans l'octroi de certains avantages, p. 1493.

**Hubert, sénateur coopté.**

**Ann.** — Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 3. Rappelle un amendement du gouvernement à l'alinéa 2, p. 82. — Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Observations au sujet d'une motion de M. Huysman Van den Nest qui, pour éviter l'équivoque, propose au Sénat de se compter sur le point de savoir s'il est décidé à rejeter tout amendement au projet en discussion, p. 227. — Art. 9. Observations, p. 243.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 259, 272, 273, 467.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 303, 341, 343, 346, 353, 355, 357.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Digneffe qui propose le renvoi immédiat à la commission; appuie la proposition de discussion immédiate faite par M. de Brouckere, p. 323.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 52. Observations, p. 634, 635. — Observations à l'occasion d'un incident entre MM. Tschoffen et Van Fleteren, p. 642.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 680, 684. — Observations au sujet du renvoi éventuel en commission, p. 685. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.

Projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le Fonds national institué par la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés à payer l'allocation de vieillesse à partir de 1931; 2° d'autoriser le Fonds d'allocation et la Caisse nationale des pensions pour employer à contracter divers emprunts. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la dernière séance avant les vacances de Pâques, fait remarquer, d'accord avec le ministre, l'urgence du projet, dont le rapport est prêt et prie le Sénat de l'examiner avant de se séparer, p. 755.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 803.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation. Observations, p. 929. — Demande que l'on consulte le Sénat, toute l'Assemblée ne partageant pas l'avis de M. Segers au sujet de la fixation au mercredi 20 mai, p. 940. — Discussion générale. Observations, p. 1194. — Discussion des articles. Art. 20<sup>quater</sup>. Observations, p. 1346.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Demande l'appel nominal sur l'amendement de MM. Hicguet et cons., p. 1017.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1023.

Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Discussion générale. Observations, p. 1493.

**Huysman Van den Nest, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat.**

**Doc.** — Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux d'agir comme partie civile en matière de mauvais traitement infligés à des animaux (co-sign.), n° 121.

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 2.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Aerbeydt, sénateur suppléant de Roulers-Thielt, et de M. J.-J. De Clercq, sénateur suppléant d'Anvers. Donne lecture de son rapport sur ces vérifications de pouvoirs et conclut à la validation des pouvoirs de MM. Aerbeydt et De Clercq, p. 196.

**Huysman Van den Nest (suite)**

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels, bien que le projet ait pour but de consacrer l'autonomie fiscale des provinces et des communes, il estime que ce but n'est pas atteint; termine en déclarant que, à son avis, il serait préférable de maintenir la répartition du fonds des communes telle qu'elle a été établie par l'article 3 de la loi du 19 juillet 1922, p. 207, 208. — Observations : p. 209, 214, 215, 217, 218. — Discours : Contrairement à ce qu'il avait annoncé, défend à ce moment l'amendement qu'il présente à l'article 4, p. 219. — Discussion des articles. Art. 2. Ayant l'impression que l'on se trouve dans une équivoque, un grand nombre de ses collègues, bien que partisans de certains des amendements présentés, ayant émis un vote négatif, afin d'éviter le renvoi du projet à la Chambre, propose, par motion d'ordre, bien que ce soit une question de procédure extrêmement délicate, que le Sénat se compte sur le point de savoir si, oui ou non, il est décidé à rejeter purement et simplement tout amendement, p. 227. — Se déclare d'accord avec le président qui, le Sénat ne se trouvant devant aucune proposition formelle, estime qu'il serait préférable de continuer la discussion des articles, conformément au règlement, p. 228. — Reprise de l'examen de l'article 2. Estime qu'il est impossible de se prononcer sur un amendement de M. Crokaert sans en avoir examiné le texte, p. 228. — Examen de cet amendement. Observations, p. 247, 248. — Discours : Combat les arguments de M. Crokaert et estime qu'il ne vise qu'à donner un accroç à la loi de péréquation du 29 juillet 1926, p. 248. — Signale une incorection dans le texte de l'article 2, b), p. 249. — Art. 4. Discours : Défend un amendement subsidiaire qu'il présente, mais développe surtout les motifs pour lesquels il espère que le Sénat admettra l'amendement de M. A. Huysmans, p. 232. — Défend à nouveau son amendement, p. 232. — Prie le ministre de lui dire son avis sur l'amendement qu'il présente et dont il a expliqué la portée la veille, p. 232. — Fait encore diverses observations, puis, à la suite de la déclaration du ministre, retire son amendement, p. 233. — Art. 9, 12°. Discours : Suggère une modification concernant les secrétaires communaux, p. 245, 246. — Observations, p. 246.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 300, 341, 344, 345, 353 à 356. — Discours : Déclare n'intervenir dans le débat qu'à la suite de certaines allégations produites dans les discours qui ont été prononcés et développe les motifs pour lesquels il souhaite que l'on écoute, à ce moment de crise financière et économique, la voix du bon sens et que l'on abandonne un travail coûteux à rendement incertain et aléatoire, p. 357 à 363. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 364. — Par motion d'ordre fait une rectification aux *Annales parlementaires* du 5 février, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé et pendant lequel il a cité l'avis de M. Richard, p. 383. — Repris de la discussion. Observations, p. 398. — Se rallie aux observations de M. de Brouckere tendant à clore momentanément le débat, p. 401.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 600, 601. Discours : Tout en remerciant le ministre d'avoir réorganisé le musée scolaire national, le prie de parfaire son œuvre en désignant la commission consultative du musée en organisant le stand de l'enseignement moyen, puis demande de veiller au dégagement des moulages qui occupent encore une très grande partie des locaux du musée, etc.; rappelle ensuite la demande qu'il avait faite l'année précédente, en ce qui concerne la réorganisation des conseils de perfectionnement; critique la dispersion de la direction de l'enseignement officiel, celui-ci dépendant de presque tous les départements ministériels; puis parle notamment de l'éducation physique dont il démontre la nécessité p. 602 à 605.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicguet, p. 1157.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique : S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321. Alinéa 3 : Observations, p. 1323. — Vote sur l'alinéa 6 : Observations, p. 1324.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Défend les crédits militaires inscrits dans le budget extraordinaire, rappelle en terminant que M. Devèze, alors ministre de la défense nationale, n'a admis la réduction du temps de service qu'à condition que l'éducation physique obligatoire soit instaurée, puis fait un pressant appel au gouvernement pour que les droits sacrés des invalides à leur pension soient respectés, p. 1316 à 1318.



**Huisman Van den Nest (suite)**

- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Discussion générale. Discours : Estime que la question de la rétroactivité est grave, qu'elle est non seulement arbitraire, mais illégale et prie donc ses collègues de se rallier aux conclusions de la commission des finances, p. 1329. — Discussion des articles. Art. 4. Demande le vote par division, p. 1349.
- Projet de loi portant création de ressources fiscales nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1360.

**Hulin, sénateur provincial du Hainaut.**

- Doc.** — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie à Mons, la reconnaissance légale des diplômés d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien (co-sign.), n° 82.

- Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Renouvelle les observations qu'il a faites les années précédentes tendant à demander au ministre de créer un organisme spécial ayant pour mission de provoquer à l'étranger, en collaboration avec le département des affaires étrangères, un mouvement en faveur des produits agricoles belges; termine en parlant particulièrement de la question du droit sur les avoines, p. 464.

**Huysmans (Armand), sénateur de Bruxelles.**

- Doc.** — Projet de loi prorogeant et limitant les effets de la loi du 28 juillet 1926, complétant la loi du 10 mars 1925, sur les distributions d'énergie électrique. Rapport, n° 15.

- Proposition de loi prorogeant les lois du 9 janvier 1926 et du 11 avril 1927, relatives aux sociétés belges exploitant en Russie (co-sign.), n° 26.

- Proposition de loi concernant l'urbanisation des villes et communes (co-sign.), Annexe au n° 98.

- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Rapport n° 119.

- Budget des dotations pour 1931. (Texte amendé par la Chambre des représentants). Rapport n° 120. — Amendement au texte amendé par la Chambre des représentants (co-sign.), n° 138.

- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 6 juillet 1930, modifiant le barème de la taxe sur les spectacles ou divertissements. Rapport n° 186.

- Ann.** — Projet de loi prorogeant et limitant les effets de la loi du 28 juillet 1926 et complétant la loi du 10 mars 1925, sur les distributions d'énergie électrique. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 53. — Discussion générale. Observations, p. 124, 125. — Discours : Afin que l'on puisse apprécier la portée du projet, indique les situations auxquelles il a pour but de porter remède, p. 126, 127. — Propose, d'accord avec le président et avec M. Van Caenegem, ministre des travaux publics, la remise au lendemain de la suite de la discussion, p. 127. — Reprise de la discussion : Reprend et termine son discours et développe les motifs pour lesquels il faudrait arriver à un régime d'intelligente collaboration entre les producteurs et les distributeurs; conclut en priant le Sénat de voter la prorogation de la loi de 1926, pour une nouvelle période d'une année, p. 129, 130. — Observations, p. 130, 133.

- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. Discussion générale. Observations, p. 55.

- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 85. — Art. 11. Discussion au sujet des textes en présence. Observations, p. 87. — Art. 36. Justifie l'amendement qu'il propose et y propose un sous-amendement, p. 95. — Fait diverses observations au sujet de son amendement, p. 96.

- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 209. — Discours. Développe les motifs pour lesquels il estime que les garanties existantes, quant au pouvoir des communes d'établir des impôts, sont suffisantes; déclare, en outre, que si des critiques pouvaient être faites au projet en discussion (critiques que pour sa part il pourrait appuyer), il faut considérer que le projet marque dans une large mesure le retour à l'autonomie communale, en matière fiscale et termine en déclarant

**Huysmans (Armand) (suite)**

qu'il défendra l'amendement qu'il a présenté et en exprimant le vœu que le projet soit adopté le plus tôt possible, p. 215, 216. — Discussion des articles. Art. 4. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté, estimant que, dans la matière très délicate visée par l'article 4, il ne faut pas aller à l'aventure et qu'il serait sage d'en revenir au texte primitivement présenté par le gouvernement, texte qui avait été mûrement étudiée, plutôt que de ratifier l'adoption de l'amendement présenté à la Chambre par M. Raemdonck, p. 229 à 231. — Observations, p. 231. — Art. 4bis proposé par MM. Mullie et consorts. Observations, p. 234. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez, relative à la jonction Nord-Midi. Discussion. Par motion d'ordre, à la suite d'un reproche adressé par M. de Brouckere à M. Lippens, ministre des transports, en ce qui concerne une note qui a été remise aux sénateurs, déclare que la responsabilité de la distribution de cette note lui incombe exclusivement que c'est donc à lui que M. de Brouckere doit adresser des reproches s'il trouve cette communication inopportune, p. 363. — Observations, p. 364. Observations au sujet de la suite du débat, p. 365. — Reprise de la discussion. Discours : Développe les motifs pour lesquels les déclarations faites par le gouvernement ne le satisfont pas pleinement; dépose, en conséquence, un ordre du jour dont il donne lecture, souhaite que le gouvernement s'y rallie et demande que le Sénat vote le plus tôt possible cet ordre du jour afin que la question de la jonction; qui expose le pays au ridicule, soit enfin tranchée; termine en faisant quelques courtes observations sur le fond de la question; déclare qu'il considère la jonction Bruneel comme une aventure ruineuse et demande que le gouvernement ne donne aucune suite à la demande de concession d'exploitation souterraine de tramways, avant que la Société nationale des chemins de fer n'ait examiné la question d'une jonction électrique par le pertuis de la Senne, après que les travaux de détournement de la Senne seront achevés, p. 473, 479. — Observations, p. 479.

Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget de la province du Brabant. Observations, p. 595.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Ajoute quelques considérations aux observations présentées par Mme Spaak en faveur des amendements qu'elle présente et qu'il a contresignés, p. 605, 606. — Observations, p. 606, 608. — Second vote des articles amendés. Art. 52bis nouveau proposé par Mme Spaak et consorts. S'abstient au vote sur cet article, p. 651. — Par motion d'ordre fait remarquer qu'il s'est abstenu au vote sur l'art. 52bis, ayant pairé avec le vicomte Simonis, mais que, M. Simonis ayant également pairé avec M. Van Mierlo, il reprend sa liberté, p. 651.

Budget des dotations pour 1931. Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 837.

Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Dépose le rapport sur ce projet, en fait remarquer l'urgence, demande qu'il soit examiné ce jour même et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 838.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Appuie les observations faites par le baron Delvaux de Fenffe, rap.; en ce qui concerne le manque de cohésion entre les différents départements ministériels et les difficultés qui en résultent; proteste ensuite contre le retard apporté à l'examen, par la Chambre, d'une proposition de loi qu'il a présentée qui a été votée par le Sénat et ayant pour but de venir en aide aux tuberculeux; termine en parlant de la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1930, des cantines pour enfants débiles et demande que celles-ci soient maintenues, p. 929, 930. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 930, 931. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 938.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Rappelle en premier lieu l'impossibilité dans laquelle le Sénat s'est trouvé d'examiner sérieusement le budget des voies et moyens, puis proteste contre le retard apporté à l'examen des budgets, critique le vote de crédits provisoires; développe ensuite les motifs pour lesquels, en attendant la fin de la crise ou même seulement la leur d'une amélioration sérieuse, la Belgique peut faire face aux besoins exceptionnels dus à la crise par des moyens exceptionnels et temporaires (comme on l'a fait dans d'autres pays), afin de sauvegarder le plus possible l'économie nationale, p. 1024 à 1026.

## Huysmans (Armand) (suite)

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 6 juillet 1930, modifiant le barème de la taxe sur les spectacles ou divertissements. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1319.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> proposé par le gouvernement, p. 1321.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4. Discours : Défend son amendement et développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat de s'y rallier, p. 1357. — Observations, p. 1358. — Discours : déclare ne pas être convaincu par les observations du ministre et défend à nouveau son amendement, p. 1359. — Observations, p. 1360, 1361. — Art. 6. Observations, p. 1366. — Art. 10. Discours : Exprime son regret de l'augmentation de la taxe de luxe et parle surtout de l'industrie de la biscuiterie et de la chocolaterie, p. 1368.

Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Déclare être d'accord avec M. Volckaert qui propose de réélire M. le chanoine Broekx, sortant, p. 1480.

## Hymans, ministre des affaires étrangères.

*Ann.* — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 30.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim. Discussion générale. Observations, p. 494 à 495.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Discours : Tout en faisant remarquer que la proposition de loi en discussion n'est pas d'initiative gouvernementale, rappelle qu'il a été convenu que les membres du gouvernement conserveraient leur entière liberté à l'égard de la question; estime qu'il doit faire connaître son sentiment, déclare qu'il n'est pas partisan de la proposition qu'il juge inutile et dangereuse et donne les motifs de son opinion, p. 553, 554. — Observations, p. 557.

Projet de loi approuvant l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, signée à Aix-la-Chapelle, le 7 novembre 1929, ainsi que les deux accords et le protocole annexe signés le même jour. Par motion d'ordre, demande que le Sénat examine ce projet avant de se séparer, cette question présentant un caractère d'urgence, p. 710. — Saisit cette occasion pour faire une courte déclaration au sujet d'un incident qui s'est produit récemment au Reichstag, cette assemblée ayant voté une motion invitant le gouvernement allemand à saisir toutes les occasions d'amener une réincorporation dans le Reich des cantons d'Eupen et de Malmédy; fait remarquer que, bien que regrettable, cette motion ne saurait inquiéter la Belgique dont le droit est indiscutable et déclare que le gouvernement belge n'entend accepter aucune discussion au sujet des frontières de la Belgique et du territoire national, p. 710. Discussion générale. Déclare qu'il ne manquera pas de satisfaire au désir exprimé par M. Simonis, qui annonce qu'il présentera ses observations sous forme de question, à laquelle il prie le ministre de répondre le plus promptement possible, p. 790.

Accident de mine de Hornu : Se joint aux paroles du président félicitant les sauveteurs qui se sont dévoués pour ramener à la surface leurs camarades ensevelis dans la mine et félicitant le personnel technique qui a dirigé les travaux de sauvetage, p. 819.

Projet de loi approuvant la convention internationale concernant les statistiques économiques signée à Genève, le 14 décembre 1928. Reprise de la discussion générale. Discours : Commence par rappeler que ce projet a été déjà l'objet d'une discussion approfondie au mois de juin précédent et a ensuite été ajourné à la suite d'une demande de MM. Henricot et Simonis; rappelle qu'il a déjà défendu la convention et rappelle son objet, puis fait une déclaration qu'il estime être de nature à calmer les appréhensions des industriels en ce qui concerne le recensement de la production industrielle et les indices de l'activité économique; termine en demandant au Sénat d'approuver la convention qui lui est soumise, p. 821.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin : Donne lecture au Sénat de la déclaration du nouveau cabinet et commence par rendre hommage au cabinet présidé par M. Jaspar et qui a précédé celui qui vient d'être formé par M. Renkin, p. 1006 à 1008.

## Hymans (suite)

Budget des affaires étrangères pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1427. — Confirme les paroles qui viennent d'être prononcées par M. le président et insiste pour que la Convention d'Oslo soit examinée le lendemain. Discours : Rappelle, M. le baron de Dorlodot ayant annoncé une proposition d'ajournement, qu'une motion d'ajournement a été également déposée la veille à la Chambre en ce qui concerne la Convention d'Oslo; rappelle ce qui s'est passé dans cette assemblée, fait remarquer au Sénat, comme il l'a fait à la Chambre, que la convention n'est qu'un succédané de l'accord commercial de Genève et a une portée extrêmement restreinte; suggère que, comme à la Chambre, où une interpellation sur cette question a été annoncée, l'on remette à la rentrée de novembre un débat sur la politique économique générale de la Belgique et termine en demandant qu'on lui fasse personnellement confiance, p. 1427, 1428. — Prie les membres du Sénat de lire le discours qu'il a prononcé à la Chambre, p. 1428. — Estime que les discours qui ont été prononcés ont été extrêmement utiles, ayant mis en lumière des idées qu'il était dans l'intérêt du pays d'exprimer à ce moment et que cela lui permettra d'intervenir très brièvement, p. 1428. — Discours : Tout en répondant aux observations présentées au sujet de la Convention d'Oslo, répond à celles présentées au cours de la discussion générale de son budget et s'explique sur l'ensemble de la politique du gouvernement, p. 1484 à 1487.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Confirme sa demande tendant à ce que la discussion de ce projet soit jointe à la suite de la discussion du budget des affaires étrangères, p. 1427. — Combat l'ajournement proposé par M. le baron de Dorlodot et rappelle ce qui s'est passé à la Chambre, p. 1428. — Discussion générale. Observations, p. 1483. — Discours : Répond aux observations présentées non seulement en ce qui concerne la convention d'Oslo mais au cours de la discussion générale du budget des affaires étrangères, s'explique en conséquence sur la politique économique poursuivie par le gouvernement, p. 1484 à 1487.

Ingenbleek, sénateur coopté, appelé à achever le mandat de M. Vauthier, décédé.

Vérification de ses pouvoirs, p. 1276. — Prête serment, p. 1276.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique, alinéa 6. Observations : Demande si la droite est d'accord pour admettre que le gouvernement pourrait ranger certaines communes de l'arrondissement de Bruxelles parmi les communes de la frontière linguistique, p. 1288. — Discours : Estime, contrairement à l'avis de M. Vermeylen, que la loi en discussion instaure un contrôle qui n'existait pas auparavant, p. 1289. — Article 20<sup>quater</sup>, proposé par M. Vermeylen. Demande que l'amendement qu'il a présenté à cette disposition soit renvoyé à la commission, p. 1325.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne partage pas l'optimisme de M. Pussemier, rapp., à la Chambre des projets fiscaux et déclare que s'il prend la parole pour développer les craintes qu'il éprouve, c'est qu'il estime qu'un optimisme excessif peut être aussi dangereux qu'un pessimisme injustifié; termine en estimant que les administrations doivent faire un vigoureux effort d'économie, p. 1331 à 1334. — Observations, p. 1337 à 1339. — Discussion des articles. Art. 4. Appuie l'amendement de M. Huysmans, p. 1357, 1358. — Observations, p. 1358 à 1360. — Discours : Déclare que si le gouvernement peut donner l'assurance qu'il peut modifier l'impôt complémentaire il n'insistera pas sur l'amendement de M. Huysmans, p. 1360, 1361. — Observations, p. 1361. — Art. 4<sup>bis</sup>, proposé par M. Wauquez. Observation, p. 1362, 1363.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1387, 1401.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. Observations, p. 1489. — Discours : Estime que la question en discussion est fort simple, rappelle que, dans un désir d'entente avec la Chambre, le Sénat a déjà admis une certaine rétroactivité; que la proposition faite par le ministre de suspendre l'effet de la loi est une mesure arbitraire qu'il estime ne pouvoir être admise et conclut en déclarant que, selon lui, le Sénat devrait s'en tenir au texte arrêté d'accord par les commissions du Sénat et de la Chambre, p. 1490. — Observations, p. 1490, 1491.

## Ingenbleek (suite)

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1523, 1530, 1532. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1535, 1536. — Art. 2. Observations, p. 1541. — Discours : Sans avoir l'espoir de convaincre M. Van Dieren, prend cependant la parole pour combattre ses amendements, certains membres de la droite flamande ayant également estimé que le § 3 de l'article 2 était non seulement superflu mais même dangereux, p. 1543, 1544.

## Jabon, sénateur provincial du Luxembourg.

- Ann.** — Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 106. — Discours : Défend l'attitude du gouvernement, fait remarquer l'attitude qu'il a prise à Genève et exprime le regret que ses efforts pour réaliser une collaboration européenne n'aient pas abouti, puis demande à M. Baels, m. a., s'il admet la suggestion de M. Mullie, rapp., relative à la constitution d'une commission d'arbitrage entre les planteurs et les fabricants, p. 106, 107. — Observations, p. 110.
- Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 131.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 255 à 257. — Discours : Etant donné que l'agriculture traverse une crise que personne ne peut songer à contester, expose à ce sujet l'opinion des associations agricoles et les raisons pour lesquelles on réclame une politique de défense contre le protectionnisme de dumping et les manœuvres des trusts industriels, p. 261 à 264. — Observations, p. 274, 500 à 502, 598. — Discours : Réfute le discours de M. Mullie, estime que, pour échapper à la crise il y a trois moyens : l'augmentation des prix de vente, la diminution des prix de revient et de nouvelles productions qui, au lieu d'être déficitaires seraient rémunératrices; demande que le gouvernement apporte des accords donnant des facilités d'exportation; parle encore de la question des cartels et des trusts, passe à la question du crédit agricole et proteste contre le désaccord qu'amène la politique dans les organisations professionnelles; estime que le gouvernement n'appuie pas assez son ministre de l'agriculture et déclare que c'est pour cette raison qu'il fait quelques réserves sur le budget, p. 511-512. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 534.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 549 à 552, 554 à 557.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicquet, p. 1157.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1416.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Discours : Se rallie aux observations présentées par le baron de Dorlodot et, tout en déclarant qu'il est partisan d'une union économique européenne, développe les motifs pour lesquels il ne pourra pas émettre un vote affirmatif, p. 1493. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1494.

## Jansen (Gustave), sénateur de Malines et Turnhout.

- Doc.** — Proposition de loi prorogeant les lois du 9 janvier 1926 et du 11 avril 1927, relatives aux sociétés belges exploitant en Russie. — Rapport, n° 38. — Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 47.
- Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi sur la détention préventive. Rapport, n° 79.
- Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux (co-sign.), n° 121.
- Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 27.
- Proposition de loi prorogeant la loi du 21 janvier 1926 et celle du 11 avril 1927 relatives aux sociétés belges ayant travaillé en Russie. Dépose le rapport sur cette proposition de loi et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 133. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 168.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Prononce un discours au sujet des difficultés que l'application de l'article 2 lui semble devoir entraîner; se demande si la centralisation des frais d'administration de la justice constitue un progrès, 226, 227.

## Jansen (Gustave) (suite)

- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que l'on renouvelle l'atlas d'inscription des chemins de fer vicinaux, notamment dans la province d'Anvers; attire également l'attention du ministre sur la nécessité de l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottable dans cette province, p. 463, 464.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Janson, ministre de la justice, démissionnaire de ces fonctions le 21 mai 1931.

**Ann.** — Projet de loi modifiant le titre VIII du Livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. Déclare que le gouvernement se rallie à tous les amendements proposés par la commission, p. 12. — Alinéa 5. Se rallie aux considérations émises par M. Ligy, rapp., contre l'amendement présenté par M. Lebon, p. 13. — Art. 1762-4. Alinéas 3 et 5. Discours : Commence par réfuter les craintes du Sénat à l'égard de certaines innovations que l'on a proposé d'introduire dans le projet, puis développe les motifs pour lesquels il est partisan du texte proposé par la commission, avec l'interprétation que l'alinéa 3 ne vise qu'un bail de six ans au moins et que, en ce qui concerne l'alinéa 5, le juge appréciera librement, n'ayant que l'obligation de respecter le maximum fixé par le Sénat, p. 16, 17. — Observations, p. 17. — Disposition transitoire proposée par amendement par M. Dierckx. Combat cet amendement, p. 19.

Proposition de loi relative au commerce, à la fabrication et au port des armes et au commerce des munitions. Discussion générale. Observations, p. 79. — Discours : Fait remarquer que, si le gouvernement n'a pas cru devoir consulter la commission, en ce qui concerne les amendements qu'il a présentés, c'est que ces amendements sont de pure forme et qu'il estime d'autre part que la question est vraiment en état; estime, pour le surplus, que le projet doit être voté non seulement parce qu'il est de nature à réduire le nombre des crimes passionnels mais parce qu'il offre de nombreuses garanties au point de vue de l'ordre social; termine en déclarant que, pour le surplus il s'en réfère aux discours de M. Tschoffen, rapp., et de M. le duc d'Ursel, p. 79, 80. — Discussion des articles. M. le duc d'Ursel proposant de surseoir à l'examen d'un amendement présenté par le gouvernement, déclare être d'accord sur la remise, p. 80. — Art. 1<sup>er</sup>. Combat la proposition de renvoi à la commission, p. 80. — Art. 3. Observations au sujet des textes proposés, p. 81, 82. — Propose une ajoutée qui forme la finale de l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 82. — Alinéa 3. Propose le même amendement que celui adopté à l'alinéa 2, p. 82. — Alinéa 5. Propose la suppression de cette disposition qui est reprise plus loin, p. 82. — Art. 4. Déclare être d'accord au sujet de la suppression de mot proposée par la commission, p. 82. — Art. 5 dont la commission propose la suppression. Déclare être d'accord, p. 82. — Art. 7. Fait remarquer que l'amendement du gouvernement est de pure forme et qu'il est d'accord sur le principe de la proposition de loi comme sur celui des amendements de la commission, p. 83. — M. Digneffe demandant que le texte de la proposition de loi soit admis, de préférence à celui du gouvernement, fait remarquer que le duc d'Ursel et M. Tschoffen, rapp., se sont ralliés au texte du gouvernement, p. 83. — Observation au sujet du 2<sup>e</sup> alinéa du texte proposé par le gouvernement, p. 83. — Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84. — Le renvoi de l'article à la commission étant proposé, indique les motifs pour lesquels il prie le Sénat, d'accord avec M. Tschoffen, rapp., de maintenir l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les termes où il a été voté, d'adopter l'alinéa 2 de la proposition de loi du duc d'Ursel et de supprimer l'alinéa 3, p. 85. — Art. 9. Justifie la nouvelle rédaction proposée par le gouvernement, p. 85. — Déclare être d'accord en ce qui concerne l'adoption, en première lecture, du texte de la commission, p. 86. — Art. 10. Déclare renoncer à l'amendement proposé par le gouvernement, p. 86. — Observations, p. 86. — Art. 11. Observations, p. 87, 88. — Discussion au sujet des propositions en présence. Discours : Tout en partageant l'avis du rapporteur estimant qu'il est peut-être périlleux de demander l'adoption du texte proposé par le duc d'Ursel, déclare que, au fond, il est tout à fait partisan de cette disposition et prie M. Tschoffen de ne pas maintenir la proposition de suppression introduite par la commission, p. 88. — Art. 12. Indique les motifs pour lesquels il estime cette disposition inutile, p. 90. — Art. 13, pour lequel le gouvernement propose une nouvelle rédaction : déclare renoncer à la proposition du gouvernement et se rallie à l'amendement de la commission, p. 90. — Art. 14. Motive la proposition de suppression, estimant cet article inutile puisque l'on ne touche pas à l'exportation, p. 90. — Art. 15 auquel le gouvernement propose un amendement : Motive l'amendement, demande qu'il soit adopté dans son alinéa 1<sup>er</sup> et renonce au second alinéa, p. 91. — Art. 16. Fait des observations au sujet du nouvel amendement présenté par le duc d'Ursel, p. 91. — Art. 17. Observations au sujet de l'amendement présenté par le gouvernement, p. 91. — Art. 18. Déclare accepter l'amendement de la commission, p. 91. — Art. 20. Déclare se rallier à la proposition de

## Janson (suite)

suppression de cet article, p. 92. — Art. 23. Déclare être d'accord sur l'amendement de la commission, ainsi que sur le commentaire donné par M. Tschoffen, rapp., p. 92. — Art. 26 à 29. M. le duc d'Ursel demandant le maintien du titre du chapitre avec un seul article qu'il propose, déclare se rallier à cet amendement, p. 93. — Art. 30. Déclare renoncer à la suppression proposée par le gouvernement, p. 93. — Marque son accord avec M. Tschoffen, rapp., au sujet du sous-amendement de forme qu'il présente à l'amendement de la commission, p. 93. — Art. 33. M. le duc d'Ursel demandant que le mot « munition » soit maintenu, déclare être d'accord, p. 94. — Art. 35. Justifie la suppression de mots proposée par le gouvernement, p. 94. — Art. 39. Fait remarquer que les amendements du gouvernement sont plutôt de forme et consistent notamment à faire de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 39 un article spécial, avec un texte conforme à celui proposé par la commission, puis un article 39bis, dont il rappelle le texte et enfin un article 39ter, dont il indique également le texte qui a une portée plus générale que celui de la proposition de M. le duc d'Ursel, p. 95, 96. — Observation au sujet de l'amendement de la commission, p. 96. — Vote en seconde lecture. Art. 1<sup>er</sup>. Propose une modification de forme, qui tend à intercaler dans le texte les mots « ou de munitions », p. 776. — Art. 3. Le duc d'Ursel proposant de substituer au mot « propres » le mot « destinées » estime qu'il est préférable de maintenir le mot « propres », p. 777. — Fait certaines observations concernant la question des fusils démontables en plusieurs tronçons, puis déclare ne pas insister à ce sujet, p. 777. — Art. 7. Déclare être d'accord avec M. Tschoffen, rapp., qui estime qu'un amendement présenté par la commission peut être retiré, p. 778. — Répond aux observations de M. le baron de Dorlodot concernant l'autorisation d'achat et la révocation de cette autorisation, p. 778. — M. le duc d'Ursel déclarant renoncer à un amendement qu'il présente, à condition que l'arrêté royal en tienne compte, déclare être d'accord, p. 778. — Art. 13. Déclare que son administration lui suggère un amendement et, tout en s'excusant de présenter un nouveau texte au dernier moment, donne lecture de cet amendement, p. 779. — Déclare être d'accord au sujet de l'ajoute proposée par M. Tschoffen, rapp., p. 779. — Art. 15. Motive son opposition à la proposition de M. Leurquin tendant à ajouter les mots « à répétition », p. 779. — Art. 31. Demande que l'on introduise un alinéa, dans cet article, au sujet de ceux qui s'attribueraient faussement la qualité de fabricant, de marchand ou d'artisan armurier, p. 781. — Art. 36. Observations au sujet de l'interprétation du premier amendement proposé par la commission : estime que le premier amendement de la commission concernant les armes de panoplie ou de collection peut présenter un certain danger, p. 781. — Art. 39bis. Demande que le nouvel article 24 soit compris dans la nomenclature figurant à cet article, p. 782.

**Projet de loi sur le vote privilégié dans les sociétés anonymes.** Dépose ce projet de loi, p. 107.

**Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi.** Discours : Répond aux discours prononcés en ce qui concerne la rétrocession aux propriétaires qui ont été l'objet d'une expropriation par suite des travaux sur lesquels porte la discussion; donne notamment lecture au Sénat de l'avis émis sur cette question par le comité permanent de législation; parle ensuite brièvement de la situation vis-à-vis de la Société nationale des Chemins de fer et termine en déclarant qu'une résolution doit être prise à bref délai et que le gouvernement prendra à cet égard ses initiatives et ses responsabilités et apportera à ce sujet au parlement des propositions définitives, p. 397 à 401. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 402. — Reprise de la discussion. Observations, p. 474, 478.

**Proposition de loi complétant la loi du 14 janvier 1928 sur l'abandon de famille.** Discussion des articles : Déclare être d'accord avec l'auteur de la proposition de loi et avec l'interprétation qui en a été donnée par le rapporteur tant au sujet du projet lui-même qu'en ce qui concerne la modification proposée par le gouvernement, p. 653.

**Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi sur la détention préventive.** Discussion générale. Discours : Donne notamment des explications en ce qui concerne l'alinéa relatif à l'incompétence et répond à l'ensemble des observations de M. Crokaert, p. 654, 655. — Fait des observations et déclare accepter le sous-amendement qui vient d'être présenté par M. Crokaert, p. 656.

**Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales.** Discussion générale. M. le baron de Moflarts faisant remarquer que le ministre des sciences et des arts n'est pas présent, déclare qu'il va le faire prévenir qu'on entame l'examen d'un projet ressortissant à son département, p. 757.

**Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.** Discussion des articles. Art. 8. Déclare être d'accord avec M. Ligy au sujet de l'interprétation qu'il a donnée en réponse à une question de M. Crokaert, p. 773. — Fait encore des observations, p. 773, 774.

## Janson (suite)

— Estime que la question en discussion est trop délicate pour être hâtivement examinée et propose d'accepter la suggestion qui a été formulée par le président, tendant à remettre le débat à une prochaine séance, p. 774.

**Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire.** Discussion de l'article unique : Déclare se rallier au texte proposé par la commission, p. 774.

**Projet de loi relatif à l'organisation autonome du travail pénitencier.** Discussion générale. Répond aux questions posées par M. Volckaert en ce qui concerne la composition du comité de direction et les mesures à prendre pour que le travail des prisonniers ne nuise pas à certains petits métiers, p. 775.

**Budget de la justice pour 1931.** Discussion générale. Discours : Répond immédiatement au discours du chevalier Dessain, celui-ci répondant très exactement à ses préoccupations personnelles; indique au Sénat ces préoccupations, qui portent également sur la radio-diffusion et termine en faisant remarquer combien il est difficile de trouver des solutions pratiques, p. 960. — Observations, p. 963, 965, 968. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 968 à 970.

## Janssens (Edouard), sénateur provincial du Limbourg.

**Ann.** — Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Observations, p. 53.

**Budget de l'agriculture pour 1931.** Discussion générale. Discours : Attire l'attention du Sénat sur la situation agricole en Russie, sur la question de ce que l'on est convenu d'appeler le dumping; estime que ce nom est erroné, qu'il faudrait y appliquer le terme de « offensive communiste »; estime que le seul moyen de surmonter la crise agricole dont on souffre est une coopération plus directe entre les Etats et termine en priant le ministre de s'occuper de la question du drainage dans le nord du Limbourg, p. 456-457.

**Budget des transports pour 1931.** Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Insiste pour que la ligne Genk-Bilsen soit sans plus de retard mise en exploitation, dans l'intérêt de la S. N. comme dans l'intérêt des charbonnages limbourgeois, p. 901.

**Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931.** Discussion générale. Discours : Commence, tout en rendant hommage à M. Van Caenegem, m. t. p., en ce qui concerne les routes du Limbourg, par réclamer la reprise du chemin vicinal Bouchout-Caulé; parle de la question de la reprise du chemin vicinal Stockroy-Diest-Aerschot-Anvers, p. 1380, 1381. — Observations, n. 1381.

**Jaspar (H.), premier ministre, ministre des colonies, démissionnaire de ses fonctions de ministre des colonies le 18 mai 1931, nommé, par arrêté royal de la même date aux fonctions de ministre de l'intérieur et de l'hygiène, démissionnaire de ses fonctions de premier ministre et de ministre de l'intérieur et de l'hygiène, le 6 juin 1931.**

**Ann.** — Déclaration après la crise ministérielle de novembre 1930. Commence par exprimer sa surprise au sujet de certaines paroles prononcées par M. François lorsqu'il a demandé la remise de la discussion, puis précise le sens de la crise gouvernementale qui vient de se produire, p. 23 à 25. — Discussion. Observations, p. 28. — Répond au discours de M. Vermeylen, tout en exprimant son regret de la teneur de ce discours, p. 32, 33.

**Interpellation de M. Van Dieren :** 1<sup>o</sup> au sujet du non-accomplissement de l'engagement pris par le gouvernement dans sa déclaration de novembre 1929 et relative à la flamandisation; 2<sup>o</sup> au sujet de la nécessité de transformer sans retard la loi de clémence de janvier 1929 en une véritable loi d'amnistie. Discours : Répond à l'interpellation, p. 68 à 72.

**Sinistre dans la région d'Engis.** Fait une communication au Sénat relativement au sinistre qui s'est produit dans la vallée de la Meuse, par suite d'un brouillard nocif semble-t-il, déclare que des enquêtes ont déjà été ordonnées et exprime la sympathie du gouvernement aux victimes et à leur famille, p. 75, 76.

**Budgets du Congo.** A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Volckaert qui proteste contre le retard apporté au dépôt du budget des colonies, lui fait remarquer qu'il y a deux budgets des colonies : le budget métropolitain, qui doit être déposé avant le 31 octobre, et qui l'a été et le budget colonial qui n'est pas soumis à la même règle. Fait remarquer que ce dernier budget étant établi par les services d'Afrique, son élaboration prend beaucoup de temps et subit un certain retard; que le budget de 1931, en présence de la crise, nécessite de nombreuses correspondances et fait remarquer encore que, en vertu de la loi de 1923, il pourrait ne déposer un budget que tous les deux ans, mais qu'il n'a pas voulu user de cette faculté afin de faciliter le contrôle parlementaire, p. 125, 126. — M. Volckaert renouvelant ses protestations, déclare qu'il ne peut être rendu personnellement responsable, p. 136.

Dépose le projet de loi contenant le budget général des recettes et des dépenses du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1931, p. 168.

## Jaspar (H.) (suite)

Budgets du Congo belge et garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. M. Volckaert demandant s'il est possible de faire distribuer le plus tôt possible le rapport de la commission chargée d'étudier au Congo la question de la main-d'œuvre indigène, déclare qu'il s'emploiera à donner satisfaction à M. Volckaert, p. 835.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931. Discussion des articles. Art. 18. Proteste contre les paroles blessantes prononcées à son égard par M. François, p. 138. — A la suite d'observations de M. François, commence par faire remarquer que le baron Houtart, m. f., est retenu à la Chambre par la discussion du budget des votes et moyens, que lui-même devrait être également présent à cette discussion, que c'est par déférence pour le Sénat qu'il assiste à la discussion en cours, puis déclare que la question soulevée par M. François, en ce qui concerne le remboursement du trop perçu à la source en 1929 est l'objet des préoccupations de M. Houtart, m. f., comme d'ailleurs du gouvernement tout entier, mais fait également remarquer combien la question est délicate et soulève de grosses difficultés d'ordre juridique, p. 139, 140.

Projet de loi instituant une Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet a été voté à l'unanimité par la Chambre, constate l'analogie du projet en discussion avec l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre, indique l'objet précis de l'Œuvre des orphelins du travail et termine en exprimant la conviction que le projet sera unanimement admis par le Sénat, p. 170. — En réponse au discours de M. Volckaert, déclare que l'organisation de l'Œuvre des orphelins du travail sera analogue à celle de l'Œuvre des orphelins de la guerre et qu'elle comprendra donc des membres des trois partis et des organisations ouvrières, p. 170, 171.

Budgets : A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, fait à nouveau remarquer la nécessité de procéder sans retard à l'examen des budgets et rappelle que les budgets sont distribués par partie au Sénat et à la Chambre, p. 179. — Demande que, si tous les budgets ne sont pas discutés au moment où le Sénat abordera le projet relatif au régime linguistique dans l'enseignement, qu'il soit entendu que les séances du matin seront consacrées aux budgets, p. 806.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Des membres insistant, à l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, pour la discussion urgente de ce projet, déclare que, lorsque le Sénat le désirera, le gouvernement sera à son banc pour discuter les projets linguistiques, mais fait remarquer l'urgence des budgets, p. 179. — Renouvelle sa déclaration, p. 180. — M. le président proposant de fixer une date pour la discussion, estime qu'il serait préférable de fixer une date préemptoire à la rentrée de janvier, l'ordre du jour étant déjà encombré par le projet sur la fiscalité provinciale et communale et par les budgets, p. 180. — Demande que la discussion de ce projet ait lieu à la rentrée de Pâques, p. 651. — A l'occasion d'une nouvelle discussion au sujet de la fixation, rappelle qu'il n'a cessé d'insister pour que les projets linguistiques viennent en ordre utile et déclare à nouveau que le gouvernement acceptera la date que le Sénat fixera, p. 806. — Exprime son regret, à la suite d'une nouvelle discussion sur la fixation, de la décision prise par le Sénat de maintenir cette discussion au mardi 19 mai; déclare qu'il lui est impossible de demander la remise de l'interpellation de M. Sap (fixée à ce même jour) à la Chambre, l'ordre du jour de cette assemblée ayant été fixé et n'ayant plus aucun moyen d'introduire cette demande de remise; déclare que sa présence est nécessaire au Sénat pour le débat linguistique et prie M. Leben de se joindre à lui pour prier le Sénat de ne commencer ce débat que le lendemain du jour fixé, c'est-à-dire le mercredi 20 mai, estimant qu'il est indispensable que les deux assemblées législatives s'entendent pour permettre au gouvernement de remplir son devoir vis-à-vis de chacune d'elles, p. 944. — Par motion d'ordre, renouvelle, au début de la séance du mardi 19, sa demande de remise, p. 958. — Discussion générale. Observations, p. 987.

Projet de loi arrêtant les comptes généraux de la colonie de 1908 à 1924 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1908 à 1922. Dépose ce projet de loi, p. 207.

Interpellation de M. Van Dieren sur le maintien illégal du soldat Joris De Leeuw à la caserne. Fait remarquer que, en motivant l'urgence, M. Van Dieren aborde le fond de l'interpellation, p. 772. — Déclare que l'on ne fait qu'appliquer la loi au soldat De Leeuw, p. 772.

Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles, le 23 mai 1930, entre la Belgique et la France pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo. Discussion générale. Discours : A la suite d'une question de M. Volckaert, déclare que, dans le cas où les compagnies viendraient à faire défaut, il y aurait inexécution du contrat; que le gouvernement reprendrait, en conséquence, sa liberté, p. 790.

## Jaspar (H.) (suite)

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion des articles. Art. 51. Amendement de Mme Spaak et consorts relatif aux cantines pour enfants débiles : Indique au Sénat les motifs pour lesquels les conditions dans lesquelles fonctionnait jusqu'à ce moment cette partie de l'Œuvre nationale de l'enfance étaient telles qu'il était impossible de continuer dans la même voie, celle-ci ne correspondant pas au caractère d'universalité de cette œuvre; déclare qu'il s'engage, lorsqu'un régime nouveau aura été préparé, à demander au parlement les crédits supplémentaires nécessaires et prie, par suite de cet engagement, Mme Spaak de retirer son amendement, p. 943.

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 967.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet des modifications apportées à la composition du ministère, des circonstances dans lesquelles ces modifications ont été faites, ainsi que sur la politique future du gouvernement. Marque son accord avec M. Van Dieren, qui demande l'urgence, étant entendu que la discussion du projet de loi relatif au statut linguistique dans l'enseignement primaire ne sera pas interrompu, p. 989.

## Jauniaux, sénateur coopté.

Doc. — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. — Développements et proposition de loi, n° 169.

Ann. — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Discussion. Observations, p. 25. — Discours : Exprime son regret des paroles prononcées par M. Jaspar, p. m., dans sa déclaration, en ce qui concerne les assurances sociales, dont il déplore la non-réalisation à brève échéance, ainsi que le commanderait l'intérêt de la classe ouvrière, p. 33, 34.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 743, 758. — Discours : Indique son point de vue au sujet de l'index-number, considérant cette question comme très importante; parle de la question du chômage, demande le vote d'une loi rendant obligatoire l'assurance contre le chômage, parle brièvement des causes de la crise et termine en traitant certaines questions spéciales : celle des ouvriers frontaliers, en ce qui concerne les mutualités, et celle des mutualités en général; termine en demandant qu'aucune pression ne soit exercée sur les ouvriers en ce qui concerne leurs pensées, p. 762 à 765. — Observations, p. 767. — Discussion des articles. Art. 97. Défend son amendement en faveur des mutualités, p. 793. — Art. 98. Discours au sujet de la désignation de fonctionnaires nouveaux pour le service des allocations familiales, alors que des fonctionnaires en activité se trouvent sans occupation et émargent cependant au budget, p. 793, 794. — Art. 111. Défend son amendement, qu'il considère devoir éviter au gouvernement qui remplacera celui se trouvant à ce moment en fonctions de se trouver devant un déficit considérable, p. 794, 795. — Art. 121. Développe et défend son amendement; rappelle l'accueil favorable que la question qu'il a soulevée a reçu au sein de la commission, p. 795. — Demande l'appel nominal, p. 795. — Art. 133. Défend son amendement, p. 796.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations au sujet de la suppression des cantines pour enfants débiles, p. 931.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1027. — Observations au sujet de celles formulées par M. Dierckx en ce qui concerne les dépenses qu'entraînent les assurances sociales, p. 1029, 1031. — Observations, p. 1034, 1053.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion générale. Discours : Critique le développement de l'enseignement libre cléricale, celui de l'enseignement technique confessionnel, traite ensuite la question financière, estime que le parlement a été la dupe de ministres gaspilleurs et développe ses critiques en ce qui concerne les assurances sociales, p. 1076 à 1079. — Observations, p. 1104.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Dépose cette proposition de loi, p. 1128.

Fonds de la mutualité : Par motion d'ordre, prie le Sénat de supprimer de son ordre du jour les propositions déposées en 1926 et en 1929 relatives à cet objet, ne laissant ainsi subsister que la proposition de loi récemment déposée concernant ce même fonds, p. 1438.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

**Joachim**, sénateur provincial de Liège.

- Ann.** — Projet de loi relatif à l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 500.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 555, 557.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1378.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

L

**Laboulle**, sénateur de Liège.

- Ann.** — Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Estime qu'il doit être bien entendu que la discussion des budgets n'entravera en rien celle de ce projet de loi, p. 179. — Discussion générale. Observations, p. 199. — Discours : Commence par demander que, dans l'avenir, les projets transmis par la Chambre soient présentés d'une façon plus claire que ne l'était le projet en discussion, où les nombreux renvois rendaient les textes à examiner à peu près incompréhensibles; félicite M. Moyersoer sur son rapport, qui permet de comprendre le projet, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le Sénat devrait voter sans modifications le texte transmis par la Chambre, p. 201 à 210. — Observations, p. 211, 213, 215. — Discussion des articles. Art. 9. Observations, p. 239, 241. — Discours : Combat l'amendement de la commission, rappelle que le projet constitue une transaction entre les partis et prie le Sénat de voter le texte transmis par la Chambre, p. 242 à 244.
- Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 336.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Observations au sujet de la proposition de renvoi à la commission, p. 417.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 542.
- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget du Brabant. Observations, p. 593 à 595.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 605, 606. — Discussion des articles. Art. 52bis nouveau. Discours : En qualité de cosignataire de cet amendement, le défend et fait appel à la bonne volonté du ministre, p. 637, 638. — Demande l'appel nominal, p. 639. — Rappelle que, la veille, on a procédé à des appels nominaux après 4 heures et demie, p. 639.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances de Pâques, demande si ce projet n'est pas inscrit à l'ordre du jour du mardi 31 mars, p. 716.
- Projet de loi ayant pour but de modifier la loi sur la milice (survie). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 911.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 (indemnité sénatoriale). Discours : Combat les amendements de M. le baron de Mofarts et de MM. Hiequet et consorts et leur oppose la question préalable, p. 1011, 1012. — A la suite d'observations du président, confirme qu'il a renoncé à opposer la question préalable et demande que l'on procède immédiatement au vote sur les amendements, p. 1017.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1038, 1040, 1041.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1192. — Discussion de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article unique. Propose, par motion d'ordre, en présence des nouveaux amendements qui viennent d'être présentés, de renvoyer ces amendements à l'examen de la commission, p. 1217. — Observations, p. 1218.
- Budget du Congo et projet de loi relatif à la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble de ces projets de loi. Demande que l'on procède immédiatement au vote sur une proposition de M. Volckaert tendant à la disjonction du projet concernant les chemins de fer, p. 1179. — A la suite des observations présentées, déclare ne pas insister sur sa demande, p. 1180. — Reprise de la discussion général d'ensemble, p. 1235, 1239, 1240.

**Laboulle** (suite)

- Fixation de l'ordre du jour avant les vacances d'été. Propose, pendant la séance de l'après-midi du jeudi 9 juillet, de siéger déjà matin et après-midi le lendemain vendredi, et motive sa proposition, p. 1320.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion générale. Observations, p. 1337 à 1339. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1358, 1360. — Art. 6. Discours : Estime que l'article 6 est le plus important du projet; développe, sans vouloir rouvrir la discussion générale, diverses critiques et termine en posant une question précise en ce qui concerne la vente du pain, p. 1365. — Observations à la suite du discours prononcé par M. Houart, p. 1366. — Art. 9. Observations, p. 1367.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur le texte du projet de loi, p. 1349.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations concernant le port de Zeebrugge, p. 1395. — Articles du budget extraordinaire : Art. 7 du projet de loi. Discours : Pose une question au ministre en ce qui concerne les crédits destinés à faire face au chômage, p. 1410. — Fait encore diverses observations, p. 1410.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Au nom du groupe socialiste, fait une déclaration afin d'annoncer au Sénat que ce groupe émettra un vote affirmatif, ne voulant pas formuler ses réserves par des amendements qui allongeraient le texte et rendraient plus difficile la tâche de ceux qui devront appliquer la loi; exprime le vœu que, dans l'application des dispositions qui vont être votées, on se souvienne que la pensée du législateur a été de satisfaire aux besoins intellectuels et culturels des citoyens belges dans le cadre de la Belgique, p. 1537.
- Lafontaine**, sénateur provincial de Liège, premier vice-président du Sénat.
- Doc.** — Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce (cosignataire), n° 89.
- Projet de loi portant approbation du protocole du 14 septembre 1929 concernant l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au protocole de signature du statut de la Cour permanente de justice internationale. — Rapport n° 151.
- Ann.** — Proclamé premier vice-président du Sénat, p. 2.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Discours : Développe les griefs de son parti contre le gouvernement en fonctions en ce qui concerne la question scolaire, sans parler particulièrement de l'incident qui a donné lieu à la crise ministérielle, puis traite notamment aussi la question du désarmement et pose des questions au gouvernement à ce sujet, p. 29, 30. — Observations, p. 31.
- Modifications au règlement : Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion : Observations, p. 39.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c., émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84. — Art. 11. Discussion au sujet des propositions en présence. Fait diverses observations concernant le port des armes, p. 87, 88. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. le baron de Drolodot, qui insiste sur la nécessité de voter ce projet avant les vacances de Pâques, p. 696.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et établissant une taxe spéciale de consommation sur l'alcool. Observation au sujet de la fixation de la discussion, p. 96. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 9. Observations, p. 243.
- Interpellation de MM. Segers et Wauquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 288.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 375.
- Proposition de loi majorant le tarif du droit d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 548.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du lieutenant général Bernheim. Discussion générale. Discours : Tout en rappelant que le parti socialiste déteste la guerre et désire l'éviter, rappelle que les socialistes se sont levés quand le pays fut menacé et que la gauche socialiste s'incline profondément devant la mémoire du général Bernheim, p. 495, 496.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations au sujet

**Lafontaine (suite)**

- du service nouveau de l'Institut national de radiophonie; parle notamment de la nécessité d'obliger les sociétés de tramways d'employer des réducteurs de courant, p. 538. — Observations, p. 543.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 610. — Discussion des articles. Observations à l'occasion d'une motion du baron de Steenhault, au sujet du vote qu'il a émis sur l'article 52bis, p. 641. — Reprise de la discussion du budget. Art. 125. Observations, p. 648.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1012.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1069, 1109.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas discuter à fond la question militaire, estimant cette discussion inutile; considère que le gouvernement avoue, par les mesures qu'il prend en fortifications, que la défense est impossible; déclare ensuite que, à la prochaine guerre, il y aura un soulèvement formidable sur les deux fronts, que les soldats refuseront de se battre, et termine en demandant au ministre ce qu'il pense de la situation des gaz et de celle des armements aériens, p. 1089 1090. — Observations, p. 1090 à 1092.
- Projet de loi portant approbation du protocole du 14 septembre 1929 concernant l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au protocole de signature du statut de la Cour permanente de justice internationale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1096.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Proteste contre la proposition de M. le président tendant à limiter le temps de parole à dix minutes, désirant parler sérieusement de la question des fortifications, p. 1380. — Observations, p. 1405, 1406. — Discours : Vu le peu de temps dont le Sénat dispose, avant les vacances d'été, renonce à prononcer le long discours qu'il comptait faire et répond brièvement à celui qui vient d'être fait par M. Dens, m. d. n.; traite particulièrement la question de la guerre aérienne; exprime son étonnement qu'on y ait à peine fait allusion pendant la discussion des crédits militaires, p. 1406, 1407.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signé à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1484, 1485.
- Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Discours : Traite la question des armements et développe des arguments en faveur du désarmement général, afin d'assurer ainsi la paix du monde, p. 1478 à 1489. — Observations, p. 1484, 1485.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.
- Observations à l'occasion d'un incident d'ordre de M. le baron Descamps, relative à un incident désagréable qui s'est produit pendant le voyage qu'il a fait en Roumanie : Déclare que cet incident fut sans importance et remercie pour la sympathie que lui témoigne le Sénat, p. 1506.

**Lalemard, sénateur de Bruxelles.**

- Ann.* — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c., émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 332. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1297. — Art. 15. Observations, p. 1304.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 540.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des estropiés aveugles et sourds-muets; parle du retard apporté à la publication de l'arrêté-loi réglant la procédure d'instruction des demandes de pensions de vieillesse introduites par application de la loi du 14 juillet 1930 et termine en attirant à nouveau l'attention du ministre sur les anomalies qui existent dans la loi organique des conseils de prud'hommes, p. 701, 702. — Observations, p. 759, 761.

**Lalemard (suite)**

- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que les avantages consentis aux mutilés, invalides et aveugles de guerre soient étendus aux grands mutilés du travail, p. 828, 829. — Observations, p. 850.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Discours : Se fait l'écho des vœux émis par la fédération nationale des invalides du travail et de la paix, en ce qui concerne l'aide à donner aux aveugles, p. 962. — Observations, p. 968.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1092.
- Budgets du Congo et garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Discours : Prie le ministre d'examiner la question du coût du transport des colis postaux pour le Congo, dont le taux semble exagéré, p. 1207. — Observations, p. 1207.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour l'exercice 1931. Discussion générale. Discours : Signale à nouveau au ministre la situation malheureuse des ouvriers carriers de la province de Liège, ainsi que les suggestions qu'ils avaient faites tendant à ce qu'on procède à des adjudications pour l'entretien des routes, dans le but de remédier à cette situation; donne lecture de l'affiche apposée près des carrières, annonçant la nécessité de cesser le travail le 20 juillet, p. 1402.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1427.
- Projet de loi relatif aux services d'autobus à établir par la Société nationale des vicinaux et projet de loi étendant aux trolleybus les dispositions des lois sur les chemins de fer vicinaux et sur les tramways. Discussion générale. Discours : Indique pourquoi lui et ses amis se sont abstenus en commission, son groupe estimant que les lignes d'autobus doivent être exploitées en régie, p. 1461.

**Lammertijn, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

- Doc.* — Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (cosignataire), n° 67.
- Ann.* — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande qu'on encourage l'initiative privée en matière d'élevage, qu'on prenne des mesures pour augmenter la consommation de viande indigène; se plaint de ce que l'armée ne consomme que de la viande étrangère; parle de la question du tabac, de celle du lin et termine en recommandant la population de la région de Thielt, éprouvée par un orage, et en demandant qu'on rende à l'agriculture les terrains du canal de Comines à Ypres, p. 455, 456.
- Budget des travaux publics et budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1931. Discussion générale. Discours : Parle des routes de Courtrai à Bruges et de Courtrai à Gand ainsi que de la nécessité de prendre des mesures pour assurer la sécurité de la circulation sur ces routes; demande notamment que l'on assure l'écoulement des eaux sur les routes de sa région, p. 1403-1404.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations : déclare se rallier au discours de M. Mullie, qui a notamment annoncé qu'il réservait son vote jusqu'au moment où le ministre lui aurait assuré que les intérêts de l'agriculture seraient sauvegardés, p. 1484.

**Lebeau, sénateur de Huy-Waremme.**

- Doc.* — Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce. — Développements et proposition de loi, n° 89.
- Ann.* — Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce. Dépose cette proposition de loi, p. 654.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Lebon, sénateur provincial d'Anvers, secrétaire du Sénat.**

- Doc.* — Proposition de loi relative à l'urbanisation des villes et communes (cosign.). Annexe au n° 98.
- Proposition de loi relative aux droits de l'Etat sur les objets mobiliers mis au jour dans les dépendances du domaine public. — Rapport n° 135.

## Lebon (suite)

Projet de loi modifiant l'alinéa 2 de l'article 343 du Code d'instruction criminelle. — Rapport n° 136.  
Budget des travaux publics pour 1931. — Rapport n° 157.

## Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 2.

Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. alinéa 5. Défend l'amendement qu'il présente et qui a trait à la question de compétence, p. 12. — Discours : Répond aux observations de M. Van Fleteken et insiste à nouveau sur l'adoption de l'amendement qu'il présente, p. 13. — M. Janson, m. j., se ralliant aux considérations émises par M. Ligy, rapp., contre cet amendement, déclare, dans ces conditions, retirer son amendement, p. 13. — Art. 1762<sup>o</sup>. Alinéa 3. Demande que l'on joigne cette discussion à celle de l'alinéa 5, p. 14. — Discussion des alinéas 3 et 5. Discours : Parle de l'ensemble du système admis en première lecture à la proposition de M. Vancoillie et estime que ce texte est suffisamment clair, puis propose un amendement à la fin de l'alinéa 3, en ce qui concerne la valeur locative, p. 14,15. — Observations, p. 16.

Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 27, 28.

Modifications au règlement. — Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Discours : Développe les raisons pour lesquelles il prie le Sénat d'admettre la proposition de M. Van Dieren, p. 39.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84. — Appuie les observations de M. Janson, m. j., concernant l'adoption des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et la suppression de l'alinéa 3, p. 85. — Art. 17. Observations au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 91. — Art. 26 à 29, dont la commission propose la suppression. Observations au sujet de l'amendement du duc d'Ursel, qui propose le maintien du titre du chapitre avec un seul article qu'il propose, p. 93.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Discours : Déclare, au nom du groupe catholique d'Anvers, que, tout en étant partisan du libre-échange, son groupe votera le projet, celui-ci constituant une mesure temporaire qui répond à des circonstances exceptionnelles, p. 107.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Amendement de M. Crokaert. Discours : Estime que l'amendement est justifié, mais propose de se rallier à la suggestion du ministre tendant à introduire la correction proposée dans un petit projet spécial qui sera examiné ultérieurement, p. 247. — Observations au sujet du vote, p. 249.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du gouvernement sur le tort énorme que ferait aux ports du pays l'obligation de faire dépendre l'importation des charbons étrangers de licences administratives; exprime le vœu que le gouvernement renonce à prendre cette mesure de protection en faveur des charbons belges, p. 920.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat : M. Segers proposant la remise au mercredi 20 mai, au lieu de la discussion le 19, estime que ce n'est pas en l'absence du premier ministre ni en l'absence du R. P. Rutten qu'une décision peut être prise, p. 939. — Demande à M. Segers s'il a reçu mandat du premier ministre, p. 939. — Fait encore diverses observations et déclare que, s'il était entendu que, toute affaire cessante, la discussion commencerait le mercredi 20, à 2 heures, il ne verrait pas de motif de prolonger ce débat, p. 939-940. — A la suite d'explications fournies par M. Jaspas, p. m., qui le prie de se joindre à lui pour obtenir que le Sénat ne commence le débat que le mercredi 20, fait diverses observations et estime que le Sénat ne peut modifier une décision prise, en une fin de séance, p. 944. — M. Jaspas, p. m., renouvelant sa demande de remise, au début de la séance du 19, déclare que, si lui et ses amis ont fait quelques difficultés la semaine précédente au sujet de la remise, c'est parce qu'un doute planait sur le point de savoir si le premier ministre faisait cette demande et annonce que, M. Jaspas, p. m., lui assurant que le débat sera abordé le lendemain, la remise est acceptée, avec priorité à l'ordre du jour, p. 958. — Discussion générale. Observations, p. 981, 984. — Discussion de l'article unique : Alinéa 4. Discours : Estime notamment que la loi est incomplète ne visant pas les cours qui, dans les écoles moyennes et athénées, correspondent à l'enseignement primaire, p. 1276, 1277. — Répond au discours du R. P. Rutten, p. 1278. — Discours : se déclare d'accord avec M. Legrand en ce qui concerne l'effort de compensation, mais estime que c'est dans sa région en Wallonie que M. Legrand devrait prêcher cet effort imposé depuis longtemps aux Flamands et termine en appuyant la suppression de mots demandée par le R. P. Rutten, p. 1279. — Observations à la suite d'une demande de M. Ingenbleek, p. 1288. — Fait encore diverses observations, p. 1489, 1490. — Art. 20bis. Observations, p. 1292.

Budget des dotations pour 1931 (texte amendé par la Chambre). Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 961.

## Lebon (suite)

Vote en seconde lecture. Art. 20, alinéa 4. Combat l'amendement du gouvernement estimant qu'il est désobligeant pour le pays flamand, p. 1342. — Maintient ses protestations; estime que, si l'amendement du gouvernement est maintenu, l'on infligera une infériorité aux Flamands et insiste pour que les droits linguistiques des Flamands et des Wallons soient respectés, p. 1342. — Alinéa 6. Déclare qu'aucun Flamand raisonnable ne se refusera à envisager d'une façon spéciale la situation de Bruxelles; déclare qu'il n'admire pas le texte au sujet duquel M. Vermeylen et le R. P. Rutten se sont mis d'accord, mais qu'il ne veut pas discuter l'amendement de la commission dans ses détails; critique l'extension de l'agglomération bruxelloise en développant les motifs pour lesquels il demande la suppression des mots « dans les communes bilingues qui l'environnent », p. 1345-1346.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale : Observations, p. 1314, 1315. — Discours : Commence par faire certaines observations en réponse à celles du ministre, en ce qui concerne la réfection des routes, puis, non comme rapporteur, mais en son nom personnel, traite certaines questions locales concernant les routes et les canaux, p. 1381.

Crédits militaires : Par motion d'ordre, fait remarquer que l'amendement présenté par MM. Vinck et consorts tendant à retarder le vote sur les crédits militaires a passé sans opposition, l'assemblée ne s'étant pas rendu compte, dans le bruit et le bousculade de la dernière séance avant les vacances, de l'objet soumis au vote; déclare, en son nom comme au nom de certains de ses collègues de la droite, qu'ils étaient partisans de la remise du vote sur cet objet jusqu'après la réunion de la conférence du désarmement, p. 1506. — MM. Van Fleteken et Volckaert faisant observer que cette déclaration est bien tardive, fait remarquer que le fait s'étant passé à la dernière séance avant les vacances, il ne lui a pas été possible de faire plus tôt cette déclaration; que, du reste, ce fait s'est passé avant que le premier ministre ait annoncé par la voie de la presse que le gouvernement renonçait à user de ce crédit, mais qu'il a néanmoins considéré comme un devoir de loyauté, étant donné l'engagement pris vis-à-vis de quelques-uns de ses collègues, de formuler cette motion, p. 1506.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que le principe territorial proclamé dans l'article 1<sup>er</sup> du texte de la commission ne peut qu'être sympathique aux Flamands; ne veut donc pas paraître adversaire de la loi, mais revendique son droit de contrôle et pose certaines questions, p. 1517 à 1519. — Reprend et termine son discours qu'il conclut en protestant à nouveau contre la confiscation de nouvelles communes flamandes aux alentours de Bruxelles et insiste sur sa protestation, p. 1523, 1524. — Observations, p. 1525. — Art. 2. Discours : En présence des idées conciliantes émises par M. Vermeylen, estime qu'il n'y aura pas de majorité pour suivre les idées de M. Van Dieren, puis combat l'amendement du R. P. Rutten, rapp., p. 1541, 1542. — Observations, p. 1542, 1543.

Vérification des pouvoirs de M. Houben, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif en remplacement de M. Baeck, décédé. Donne lecture de la traduction flamande du rapport de M. Ligy, p. 1522.

Leduc, sénateur provincial du Hainaut (élu sénateur provincial du Hainaut, le 6 août 1931, en remplacement de M. Guinotte, démissionnaire).

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 1504. — Prête serment, p. 1504.

Legrand, sénateur provincial de Namur.

Doc. — Proposition de loi complétant la loi du 14 janvier 1928 sur l'abandon de famille. — Rapport n° 66.

Projet de loi relatif à l'extension à toutes les personnes civiles du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs. — Rapport n° 137.

Projet de loi relatif à la conservation des monuments et des sites. — Rapport sur le texte amendé par le Sénat, n° 203.

Ann. — Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2 : art. 1762<sup>o</sup>, alinéas 3 et 5. Discours : Appuie les observations présentées par M. Lebon et combat l'amendement de la commission, p. 15, 16. — Défend un amendement qui vient d'être présenté par M. Lebon en ce qui concerne la valeur locative, p. 17. Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Art. 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 85. Proposition de loi complétant la loi du 14 janvier 1928 sur l'abandon de famille. Discussion des articles. Discours : Indique le but et le mécanisme de la proposition de loi en discussion et justifie l'amendement (art. 2 nouveau) proposé par le gouvernement; déclare être d'accord au sujet de cet amendement, p. 652, 653.



## Legrand (suite)

- Projet de loi relatif aux habitations à bon marché. Discussion des articles. Art. 13. Demande que des facilités soient accordées, dans certains cas, aux familles très nombreuses afin de leur permettre d'acheter des maisons déjà bâties, p. 801, 802.
- Projet de loi relatif à l'extension à toutes les personnes civiles du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 963.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique. Alinea 4. Discours : N'ayant pu présenter ses observations lors de la discussion générale, déclare qu'il profite de la discussion de l'alinéa 4 pour les développer et annonce qu'il émettra un vote affirmatif sur le projet, notamment sur l'alinéa 4, p. 1279.
- Projet de loi relatif à la protection des monuments et des sites. Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1377. — Fait remarquer l'urgence du projet et déclare que la commission a renoncé aux réserves qu'elle formulait afin de ne pas retarder le vote du projet, p. 1377. — Discussion générale. Discours : Estime que les modifications apportées par la Chambre au texte de ce projet sont heureuses, sauf en ce qui concerne l'article 6, la commission estimant que les modifications importantes apportées par la Chambre à cette disposition sont fâcheuses; déclare que la commission aurait certainement proposé des amendements, mais qu'elle y renonce, afin de ne pas retarder le vote du projet; estime en terminant qu'il vaut mieux voter le projet de la Chambre, afin de mettre aux mains du gouvernement une arme, même imparfaite, mais déclare que certains membres de la commission ont promis de déposer immédiatement un projet complémentaire; déclare encore qu'il serait souhaitable que le ministre des sciences et des arts prenne l'initiative de ce projet complémentaire, p. 1468, 1469.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1573.

## Lekou, sénateur provincial du Hainaut.

- Doc.** — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie, à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien (cosign.), n° 82.
- Ann.** — Bureau définitif : Observation au sujet de la proposition de M. Segers tendant à réélire M. Magnette, par acclamations, aux fonctions de président du Sénat, p. 1. — Propose d'être, par acclamations, les secrétaires du Sénat, p. 2.
- Annnonce du décès du baron de Becker-Remy, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat. Discours, p. 4, 5.
- Projet de loi modifiant le Titre VIII du Livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. M. François représentant un amendement en faveur du locataire, et M. Ligy, rap., lui faisant remarquer que, cet amendement ayant été rejeté en première lecture, il ne peut être représenté, fait des observations à ce sujet et proteste contre la question de procédure invoquée, estimant celle-ci inutile et l'amendement justifié, p. 11.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 25, 31.
- Annnonce du décès de M. Ryckmans, sénateur provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 193, 194.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 548 à 554. — La proposition de loi étant votée, déclare que son parti en appellera à la Chambre, que c'est cette assemblée qui aura le dernier mot, p. 574.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Observations à l'occasion d'un incident soulevé par une motion du baron de Steenhault au sujet du vote qu'il a émis sur l'article 52bis, p. 641. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Tschoffen au sujet des paroles prononcées à l'adresse de ce dernier par M. Van Fleteren, p. 642. — Prononce un discours au sujet du rappel à l'ordre infligé à M. Van Fleteren à l'occasion de cet incident, p. 642, 643. — Reprise de la discussion du budget. Art. 126. Observations, p. 648. — Art. 161. Observations, p. 650.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion des articles. Art. 81. Observations, p. 791.
- Annnonce du décès du vicomte Vilain XIII, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas. Discours, p. 709.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi sur les prêts agricoles. Discussion générale. Observations, p. 1002.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1007, 1008. — Observations au sujet du moment où la discussion de la déclaration pourra être abordée au Sénat, p. 1018. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 1069, 1101, 1102.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1930-1931.

## Lekou (suite)

- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1010, 1011. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 1015. — Propose de limiter le temps de parole à cinq minutes, p. 1015. — Reprise de la discussion. Observations, p. 1016.
- Décès de M. Vauthier, sénateur et ancien ministre. Discours, p. 1122, 1123.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1316, 1317.
- Annnonce du décès de M. Baeck, sénateur de Bruxelles. Discours, p. 1505, 1506.
- Motion d'ordre de M. le baron Descamps, au sujet d'un incident regrettable dont fut victime M. le vice-président Lafontaine, lors d'un voyage en Roumanie. Observations, p. 1506.

## Lourquin, sénateur provincial du Brabant.

- Ann.** — Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur les alcools. Discussion générale. Discours : Se réjouit, en son nom et au nom de ses amis, de la présentation de ce projet, mais exprime son regret qu'il cesse ses effets dès le 31 août 1931 et développe les motifs pour lesquels il estime que le Sénat doit voter ce projet qui lui vaudra la reconnaissance des agriculteurs, p. 103, 104. — Observations, p. 105, 108, 109.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Pose une question au sujet des frais relatifs à l'entretien des justices de paix, p. 218, 219.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 255. — Discours : Déclare que l'excellence du rapport de M. Limage lui permet d'être bref, puis souligne à nouveau l'importance des waterings; défend les intérêts de la voirie vicinale, parle de la crise betteravière et demande que l'on active les travaux de la commission chargée de la question du statut officiel des ingénieurs agronomes, p. 263, 266. — Observations, p. 270 à 273, 467, 470, 499. — Pose une question au ministre relativement aux comptoirs agricoles, p. 499. — Observations, p. 500 à 502.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général Bernheim. Discussion générale. Discours : Déclare ne reprocher qu'une chose au général Bernheim, c'est de ne pas avoir fait fusiller Borns, p. 496.
- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget du Brabant. Observations, p. 595, 596.
- Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations du mois de novembre 1930. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet de loi et proteste à cette occasion contre le manque d'entretien et d'amélioration des polders et des waterings, p. 621.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 54. Observations, p. 643.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Vote en seconde lecture. Art. 1<sup>er</sup>. Annonce qu'il proposera quelques légères modifications à différents articles en vue de permettre aux collectionneurs d'armes d'augmenter leurs collections sans devoir avoir recours à des formalités vexatoires, p. 776. — Fait encore une observation en faveur des collectionneurs d'armes, p. 776. — Art. 3. Propose une modification en faveur des collectionneurs d'armes, p. 777. — M. Tschoffen, rap., estimant que cette modification ne peut être acceptée, renonce, dans ces conditions, à son amendement, p. 777. — Art. 13. Fait des observations au sujet des collectionneurs et musées d'armes et propose d'ajouter au texte les mots « armes à feu de guerre », p. 779. — Art. 15. Propose d'ajouter les mots « à répétition », p. 779.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que l'on abaisse les tarifs de transport en faveur de l'agriculture aussi bien au chemin de fer de la Société nationale qu'aux vicinaux; expose la fâcheuse situation pécuniaire de certains agents hors de service par suite de blessures en service, puis signale la situation lamentable de la gare de Gastuche, de celle de Tubize et termine et demandant que l'on examine la possibilité de faire arriver plus rapidement le bétail que l'on expédie au marché de Cureghem, p. 837.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 932.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts ainsi qu'à la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. A l'occasion du dépôt du rapport, l'urgence étant demandée, déclare qu'il aura quelques observations à présenter au sujet des prêts agricoles, p. 1001. — Discussion générale. Discours : Commence par exprimer son regret que le projet vienne en discussion au moment où le gouvernement est démissionnaire et indique certaines modifications que les comptoirs agricoles voudraient voir appliquer par la Caisse d'épargne et défend l'utilité de ces revendications, p. 1002. — Déclare être d'accord au sujet des observations de M. le baron de Moffarts, qui indique le but du projet en discussion;

## Leurquin (suite)

- annonce qu'il a voulu uniquement profiter du vote de ce projet pour que l'on prenne les mesures qu'il a indiquées et qui s'imposent, p. 1002.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1155. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicquet, p. 1157.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1397.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1416.
- Projet de loi concernant le régime linguistique dans l'enseignement moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

## Leyniers, sénateur provincial du Brabant.

- Doc.** — Projet de loi portant approbation de la convention concernant les expositions internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928. — Rapport, n° 60.
- Projet de loi approuvant le traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé à Bruxelles, le 17 octobre 1927, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. — Rapport n° 133.
- Projet de loi concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale. — Rapport n° 152.
- Projet de loi relatif à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil. — Rapport n° 153.
- Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 24 juillet 1930, entre la Belgique et le gouvernement chérifien concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Rapport n° 154.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique, signée à Oslo, le 22 décembre 1930. — Rapport n° 219.
- Ann.** — Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il émettra un vote affirmatif sur le projet en discussion, mais tient pourtant à faire certaines réserves quant à son application, réserves faites dans l'intérêt de la propriété rurale, p. 131, 132.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Propose le renvoi de tous les amendements à la commission, p. 228. — M. le président estimant que cette proposition a été faite, non dans un but de sabotage, mais avec le désir d'arriver à faire le meilleur projet possible, déclare qu'il en est bien ainsi et fait à nouveau remarquer qu'il est impossible de se prononcer immédiatement sur l'amendement de M. Crokaert; maintient, en conséquence, sa proposition de renvoi, p. 228.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 274.
- Projet de loi portant approbation de la convention concernant les expositions internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 299.
- Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Discussion générale. Observations, p. 621.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Examine les griefs formulés en ce qui concerne l'office et le fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés et, en sa qualité de membre de la commission qui a vécu dès le début l'application de cette loi, répond aux discours prononcés à ce sujet, p. 712 à 715. — Observations, p. 759.
- Projet de loi approuvant le traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé à Bruxelles, le 17 octobre 1927, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 959.
- Projet de loi concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1096.
- Projet de loi approuvant la convention signée à Paris, le 24 juillet 1930, entre la Belgique et le gouvernement chérifien concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1096.
- Projet de loi relatif à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1096.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1396.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Appuie

## Leyniers (suite)

- le discours de M. Ligy, rap, qui estime que l'amendement de M. Mullie constitue une proposition nouvelle qui devrait faire l'objet d'un projet séparé, p. 1467. — Observations, p. 1468.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 1481. — Discussion générale. Discours : Développe les inquiétudes suscitées par ce projet, cite notamment la défection qui semble exister, malgré l'union économique, du côté du Grand-Duché de Luxembourg lorsqu'il s'agit de droits protecteurs et prie le ministre d'éclairer le Sénat, p. 1481 à 1483. — Discours : En présence du discours qui vient d'être prononcé par le ministre, engage ses amis du monde agricole à ne pas persister dans leur opposition et à faire confiance au gouvernement, particulièrement au ministre, p. 1487.

## Libbrecht, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Doc.** — Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centres habités du royaume ainsi que les lieux protégés par des digues exposées à rupture d'une façon anormale. Développements et proposition de loi, n° 165.
- Ann.** — Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des inondations du mois de novembre 1930. Discussion générale. Discours. Insiste sur l'urgence de la distribution des secours et fait remarquer qu'il est également grand temps que l'on fasse aboutir l'étude du régime de l'Escaut, son arrondissement souffrant tout particulièrement de la situation existante, p. 620.
- annonce du décès du vicomte Vilain XIII, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas. Discours, p. 709, 710.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. S'abstient au vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Segers et Hicquet, p. 1157.
- Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centres habités du royaume, ainsi que les lieux protégés par des digues, exposées à rupture d'une façon anormale. Dépose cette proposition de loi, p. 1162.

## Ligy, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

- Doc.** — Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Rapport, n° 94.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Rapport, n° 181.
- Projet de loi relatif aux listes de jurés pour 1932. Rapport, n° 201.
- Projet de loi abrogeant l'article 15 du Code de procédure civile. Rapport n° 221.
- Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, n. 2.
- Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. M. François présentant à nouveau un amendement en faveur du locataire, lui fait remarquer que son amendement a été rejeté en première lecture et qu'il ne peut être représenté, p. 11. — Alinéa 5. S'oppose à l'amendement présenté par M. Lebon et développe les motifs de son opposition, p. 12, 13. — Art. 1762, alinéas 3 et 5. Discours. Combat les observations présentées et prie le Sénat d'admettre l'amendement de la commission à l'alinéa 5, p. 15. — Observations, p. 15. — Discours. Combat les observations de M. Lebon, p. 16. — Observations, p. 16. — Disposition transitoire proposée par amendement par M. Dierckx. Discours. Fait remarquer que le principe de la proposition de M. Dierckx a précédemment été rejeté par le Sénat et prie l'assemblée de ne pas accueillir la proposition de M. Dierckx, p. 19.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Incident au sujet d'une motion d'ordre du baron de Steenhault relative au vote qu'il a émis sur l'article 52bis. Confirme les paroles de M. Van Belle et affirme à son tour que ni M. Van Belle, ni le président, ni lui-même n'ont pu acter le vote du baron de Steenhault, p. 640.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.
- Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 715. — Discussion des articles. Art. 8. Prie le ministre d'accepter une proposition de la commission tendant à rétablir les mots « dérivant de la même cause », qui se trouvaient dans le projet primitif, p. 773. — Répond à la question posée par M. Crokaert concernant l'interprétation, p. 773. — Fait encore des observations, p. 773. — M. le président proposant de remettre la suite du débat étant donné que contrairement aux prévisions il donne lieu à discussion, estime que l'observation qui vient d'être présentée est la seule à laquelle le projet donnera lieu, p. 774.

## Ligy (suite)

- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 937.
- Projet de loi relatif aux listes des jurés pour 1932. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1377.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1281. — Discussion des articles. Art. 5. Discours. Estime que le Sénat ne peut, pour des raisons de principe, accepter l'amendement de M. Mullie, motive son avis et termine en déclarant qu'il a la conviction d'être l'interprète de la commission de la justice toute entière, p. 1465. — Observations, p. 1465. — Discours. Estime que l'amendement de M. Mullie constitue une proposition nouvelle qui devrait faire l'objet d'un projet séparé et être discuté au mois de novembre; prie donc M. Mullie de ne pas insister, p. 1466, 1467. — Observations, p. 1467. — Discours. Proteste contre les paroles prononcées par M. Mullie en ce qui concerne son changement d'attitude vis-à-vis de cet amendement, puis répète ses objections à l'introduction, sans examen approfondi et au dernier moment, d'une question aussi large et en même temps aussi délicate dans le projet en discussion, p. 1468.
- Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1478, 1487.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1487.
- Projet de loi abrogeant l'article 15 du Code de procédure civile. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1514.
- Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Houben, sénateur suppléant de Bruxelles, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, en remplacement de M. Baeck, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 1522.

## Limage, sénateur coopté.

- Doc.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Rapport, n° 51.
- Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924. Développements et proposition de loi, n° 67.
- Projet de loi relatif à la réglementation du commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des substances destinées à l'alimentation des animaux. Rapport, n° 156.
- Ann.** — Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Discours. Remercie le gouvernement, au nom des planteurs de betteraves et pose certaines questions en ce qui concerne le régime qui sera appliqué aux betteraves étrangères, p. 110.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Observations à l'occasion d'une discussion relative à la fixation de ce projet, p. 179.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours. Tout en plaidant la cause des agriculteurs, profite de cette occasion pour leur recommander la prudence et le courage, suggère ensuite au gouvernement de réorganiser et rendre plus pratique la diffusion de l'instruction agricole, de réorganiser également, tout en y rendant hommage, le service des agronomes de l'Etat et le service vétérinaire; attire également la bienveillante attention du ministre sur l'organisation du crédit agricole; termine en déclarant qu'il laisse à d'autres orateurs le soin de s'occuper de la politique douanière du gouvernement, p. 251 à 254. — Observations, p. 258, 272, 273. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 293. — Demande à nouveau quand la discussion sera continuée, p. 378, 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 450, 451, 453, 466, 469, 497. — Discours. Demande certaines précisions au sujet de différents points signalés dans son rapport, notamment en ce qui concerne l'exportation des produits de la Wallonie, les droits sur les avoines, la falsification de l'engrais, l'organisation du crédit agricole et termine en demandant des précisions au sujet d'un amendement présenté par le ministre et allouant un crédit pour l'élevage des chevaux de course, alors qu'il ne prévoit pas de somme semblable pour l'élevage des chevaux de trait, p. 501, 502. — Discussion des articles. Art. 21. Déclare être satisfait des explications données par le ministre au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 514.
- Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations au sujet du moment où la discussion se poursuivra, notamment en ce qui concerne l'opportunité de tenir une séance du matin le mercredi ou le jeudi, p. 293.
- Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée sur les avoines annexé à la loi du 8 mai 1924. Dépose cette proposition de loi, p. 378. — Discussion générale. Observations, p. 543 à 550, 554, 555.

## Limage (suite)

Projet de loi relatif à la réglementation du commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des substances destinées à l'alimentation des animaux. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1126.

## Lindakens, sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

- Ann.** — Modifications au règlement du Sénat. Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Discours. Se rallie à la proposition de M. Moyersoen en ce qui concerne la modification à apporter à la proposition de M. Van Dieren et estime que, si le personnel est insuffisant pour fournir à temps les traductions nécessaires, on n'a qu'à l'augmenter, p. 40, 41. — Discussion du second rapport de la commission. Art. 22. Amendement de la commission quant à la place de laquelle les orateurs doivent parler. Observations, p. 43. — Art. 32. Amendement de la commission relatif à des pouvoirs à donner au bureau quant à la non-reproduction de certaines questions au *Bulletin des questions*. Observations, p. 44, 45.
- Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Observations, p. 50, 51, 53. — Discours, p. 56 à 58. — Observations, p. 58.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 72.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours. Bien qu'il faille constater que la crise économique est un phénomène universel, fait remarquer que le gouvernement ne procure pas de débouchés à l'agriculture, que les lois agricoles de première importance, traitent au département de l'agriculture; se plaint de ce que l'école vétérinaire n'est pas encore flamandisée et indique, pour le surplus, les motifs pour lesquels son groupe votera contre le budget, p. 266 à 268.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours. Fait remarquer combien la province de Limbourg est négligée en matière de postes et saisit cette occasion pour faire ressortir la différence entre la Flandre et la Wallonie, puis termine en déclarant que le salut de la Flandre est dans la recherche du fédéralisme, p. 514 à 516.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours. Parle du fonds des mieux doués, critique l'introduction de la politique dans les nominations des professeurs de l'enseignement moyen et normal, traite la question de rémunération, puis notamment celle de l'infériorité des installations cliniques à Gand; termine en déclarant que la Flandre veut son académie, les Flamands n'admettant pas les académies bilingues, p. 575 à 577. — Discussion des articles. Art. 126. Appuie le discours de M. Vinck en faveur de l'amendement présenté par ce dernier, p. 647. — S'abstient au vote sur cet amendement, p. 647. — Second vote des articles amendés. Art. 52bis nouveau proposé par Mme Spaak et cons. S'abstient au vote sur cet article, p. 651. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 652.
- annonce du décès du vicomte Vilain XIII, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas. Discours, p. 710.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours. Se plaint du retard dans le paiement des primes à la construction, ainsi que du retard dans l'application de la nouvelle loi sur les pensions; proteste contre l'insuffisance du nombre de médecins inspecteurs et termine en développant diverses critiques concernant le fonds des estropiés et mutilés, p. 741. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 798.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Se plaint de la mauvaise organisation des transports dans le Limbourg et insiste pour que des mesures soient prises; donne quelques exemples à l'appui de ses observations, p. 840-841.
- Décès de M. Vanthier, sénateur et ancien ministre : Discours, p. 1123.
- Déclaration du gouvernement après la formation du cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observations, p. 1132. — M. le président le prie d'indiquer ses motifs d'abstention sur l'ordre du jour présenté, déclare avoir émis un vote négatif, p. 1157. — A la suite d'observations du président, fait remarquer qu'il a très distinctement répondu « non » et qu'il n'est pas responsable du bruit qui règne dans la salle, p. 1157. — Se déclare d'accord avec le président en ce qui concerne les observations que celui-ci vient de faire au sujet de l'importance des votes, p. 1157.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1156. — Discours : Défend la conception du fédéralisme, estime que si le moindre droit est maintenu au père de famille, il sera prouvé une fois de plus que, sous le régime belge en vigueur, la Flandre ne peut obtenir complètement son droit, déclare que le projet en discussion ne donne pas satisfaction à son parti, qu'il recommence la lutte de 1914 et vise l'annexion

## Lindakens (suite)

de l'île linguistique de Bruxelles au pays wallon, p. 1162 à 1164. — Répond et termine son discours; commence par citer un article du *Standaard*, au sujet du danger que présente l'article 20bis, ce qui prouve que les nationalistes flamands ne sont pas seuls à prendre position, fait remarquer que son parti a souligné que les projets en discussion ne comprennent pas de sanctions et termine en déclarant que la Flandre ne peut obtenir justice que par une révision de la Constitution ainsi qu'il est prévu dans les statuts fédéraux qu'ils proposent et qu'ils ne peuvent admettre les solutions du projet en discussion, solutions qui ne sont ni pures ni définitives, p. 1185 à 1188. — Observations, p. 1192. — Alinéa 4. Discours : Déclare ne pouvoir accepter la formule du projet en ce qui concerne les classes de transmutation, p. 1281, 1282. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.

Budget des travaux publics et budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'année 1931. Discussion générale. Discours : proteste contre les crédits militaires, puis développe les motifs de son opposition et termine en déclarant que seul le désarmement complet de la Belgique peut éviter une catastrophe, p. 1386, 1387. — Discours : Appuie les observations faites par M. Van Belle en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, signale des infractions à la loi des huit heures, parle ensuite du service des ponts et chaussées dans le Limbourg et termine en demandant que l'on réfectionne la route Oostham-Tessenderloo, p. 1403.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Fait remarquer les injustices que subissent encore les Flamands, déclare que la Wallonie a toujours été traitée comme étant unilingue et que la Flandre exige le même traitement; développe ses critiques et termine en faisant remarquer que la loi en discussion est dictée par la peur, qu'elle témoigne de l'esprit anti-flamand qui existe dans les couloirs, que seule l'organisation autonome de la Flandre peut donner l'unité nécessaire et que ceci est non seulement la lutte du moment, mais sera celle du lendemain, p. 1527 à 1530. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

Annnonce du décès de M. Baeck, sénateur de Bruxelles. Discours, p. 1506.

**Lippens**, sénateur de Gand-Eccloo, ministre des transport, démissionnaire de ses fonctions de ministre des transports, le 21 mai 1931.

**Doc.** — Adjudication-concours des travaux de la jonction Nord-Midi et des travaux aux gares de Bruxelles ensuite de l'adjudication-concours du 30 juillet 1930. Rapport, n° 10.

**Ann.** — Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Discours : Fait une brève déclaration en ce qui concerne l'amortissement de l'emprunt, puis répond aux observations présentées par M. De Bruyn, p. 142, 143.

Décès de S. A. R. Mgr le duc de Vendôme : S'associe, au nom du gouvernement, aux condoléances exprimées par le président à l'adresse de LL. MM. le Roi et la Reine et la Famille royale, p. 322.

Interpellation de MM. Segers et Wauquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 288, 297, 298, 336, 338, 344, 347, 348, 360. — Motion d'ordre de M. Arm. Huysmans, au sujet d'un reproche adressé par M. de Brouckere au ministre des transports, relativement à une note distribuée aux sénateurs : Déclare que le document dont la copie a été communiquée aux sénateurs est l'un des nombreux documents annexés à la maquette pour en expliquer l'intérêt, p. 364. — Discussion. Discours : Répond à l'interpellation, commence par déclarer que la jonction n'est pas une question de principe, que c'est une question de chiffres, un problème d'ingénieurs qui devrait être discuté ailleurs que dans une assemblée publique, qu'il ne va donc pas se livrer à une plaidoirie; qu'il n'apportera au Sénat que l'examen du travail qu'il a fait faire pour tâcher d'éclairer le parlement, fait notamment remarquer qu'il ne faudrait pas de loi pour décider de l'abandon de la jonction, l'exécution d'un travail d'utilité publique dépendant non du législatif, mais de l'exécutif; que le parlement devrait seulement voter une loi pour permettre au gouvernement de procéder à la revente des terrains et décréter la suppression exceptionnelle du droit de rétrocession aux propriétaires expropriés judiciairement et conclut en disant que vouloir faire la jonction est une faute grave, celle-ci lançant ceux qui l'entreprendraient dans une aventure dont personne ne peut prévoir tous les aspects; que le coût de la jonction est hors de proportion avec les avantages à en retirer et qu'il y a beaucoup de choses plus utiles à faire que celle-là, p. 383 à 391 et 392 à 394.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du général Bernheim. Discussion générale. Observations, p. 1038.

## Lippens (suite)

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Répond à certaines observations d'ordre général, p. 830, 831. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 842 à 850. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 902. — Art. 72. Observations, p. 902. — Discours : Répond aux observations de M. Segers concernant l'aéronautique et termine en ajoutant un mot de réponse aux dernières interventions de MM. Ed. Janssens et Mullie, p. 902 à 904.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1038.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1074.

Budgets du Congo et la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1208.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. Discussion. Observations au sujet d'une demande de M. Van Dieren tendant à ce que le rapport soit lu en flamand, p. 1325. — Observation à l'occasion d'un discours de M. Crokaert, m. c., p. 1326.

## Longville, sénateur d'Anvers.

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Proposition de loi modifiant les tarifs des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 552, 555.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 730 à 734.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

M

## Magnette, sénateur provincial de Liège, président du Sénat.

**Ann.** — M. Segers proposant de le proclamer à nouveau, par acclamations, président du Sénat, prie l'assemblée de procéder au scrutin secret et indique les motifs pour lesquels il estime qu'il est préférable de respecter le règlement sur ce point, p. 1. Elu président du Sénat, p. 2.

Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 2 à 4.

Projet de loi accordant la personnalité civile au « Ypres Memorial Church and British Settlement ». Après le vote, attire l'attention du Sénat sur le caractère du projet qui vient d'être voté et rend, à cette occasion, un nouvel hommage à la nation britannique et aux héros anglais qui sont tombés pour la cause de la civilisation, p. 392.

Au moment où le Sénat va se séparer pour les vacances d'été, prononce un discours afin de remercier ses collègues de la vice-présidence; souligne ensuite la dignité qui a présidé aux débats de la Haute Assemblée pendant la session de 1930-1931; puis, rend un hommage particulier à MM. Gille, Dehoult et Sulzberger, directeurs au *Compte rendu analytique*, qui quittent le Sénat après quarante ans de travail parlementaire, p. 1498. — Tous les membres présents font une longue ovation à M. Magnette au moment où il quitte le fauteuil de la présidence, p. 1498.

## Mahieu, sénateur de Roulers-Thielt.

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 26 à 29.

Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Observations, p. 56.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 68, 72, 73.

Interpellation de MM. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 345, 349.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Observations à l'occasion de l'incident soulevé par une motion d'ordre du baron de Steenhault au sujet du vote qu'il a émis sur l'article 52bis, p. 641.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 753, 761.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 835, 836.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique, alinéa 2. Observations, p. 1221. — Discussion de l'alinéa 4. Observations, p. 1280.

**Martens (Gust.)**, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Modifications au règlement : Discussion du second rapport de la commission. Art. 32 : Amendement de la commission relatif à des pouvoirs à donner au bureau quant à la non-reproduction de certaines questions au *Bulletin des questions*. Observations, p. 45.

Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c., émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 65.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 581.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion des articles. Art. 109. Développe certaines plaintes en ce qui concerne les formalités à remplir pour l'obtention des pensions de vieillesse, p. 794.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 940.

Projet de loi ayant pour but de modifier certaines dispositions de la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Projet de loi accordant la garantie de la Colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

**Matagne (Léon)**, sénateur de Charleroi-Thuin.

**Doc.** — Proposition de loi accordant à l'école des mines et de métallurgie (Faculté technique du Hainaut), à Mons, la reconnaissance légale des diplômes d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien. — Développements et proposition de loi, n° 82.

**Ann.** — Projet de loi instituant une œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. Discours : Fait remarquer que le projet en discussion est né à la suite des catastrophes minières de Marcinelle et d'Elouges; rappelle le rôle dévoué de M. P. Pastur, notamment au conseil provincial du Hainaut, et termine en déclarant que la gauche socialiste votera avec joie le projet en exprimant le vœu qu'il soit admis à l'unanimité du Sénat, p. 169-170.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 577. — Discours : Commence par s'excuser auprès du Sénat de revenir sur une revendication qu'il a déjà défendue devant lui, puis défend cette revendication qui a pour formule : Le respect des droits acquis en ce qui concerne les instituteurs attachés aux sections préparatoires des écoles moyennes, rappelle à cette occasion une récente interpellation qui a été discutée à la Chambre, p. 578 à 580. — Observations, p. 599, 603, 605, 606, 609, 616. — Discussion des articles. Art. 52. Observations en faveur des amendements présentés, p. 634.

Interpellation de M. Vinck au sujet de l'application des dispositions légales en matière de taux de péage d'électricité. Observations, p. 587.

Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Discussion générale. Observations, p. 621, 622. — Discours : Développe les motifs pour lesquels on protège le titre d'ingénieur technique, indique quelles sont les écoles qui délivrent ces diplômes, afin de faire comprendre aux ingénieurs universitaires pourquoi cette mesure a été prise, p. 622, 623.

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder à l'école des mines et de métallurgie (faculté technique), du Hainaut, la reconnaissance légale du diplôme d'ingénieur civil électricien et d'ingénieur civil mécanicien. Dépose cette proposition de loi, p. 584. — Discussion générale. Discours : Commence par faire l'éloge de l'objectivité du rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes, puis fait encore ressortir l'utilité du projet et remercie le Sénat, au nom des signataires du projet, de l'accueil qu'il a bien voulu réserver à cette question, p. 1059, 1060.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 984.

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. Discussion générale. Discours : Traite la question des mitrailles, prie le ministre de persévérer dans la voie qu'il a suivie et souhaite que, grâce à la commission

**Matagne (Léon) (suite)**

des mitrailles, il arrive à un terrain de conciliation dans les discussions qui se produisent à ce sujet, discussions dues à des questions d'intérêts personnel, p. 1159, 1160. — Discussion des articles. Art. 5. Déclare être autorisé par M. François à retirer un amendement que celui-ci avait présenté avec MM. Disière et Solau, p. 1160.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1541.

**Mertens (Cornille)**, sénateur coopté.

**Doc.** — Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise. Rapport, n° 40.

Projet de loi modifiant l'article 22 de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer. Rapport, n° 54.

Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929 sur le contrat d'emploi. Développements et proposition de loi, n° 55.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène. Rapport complémentaire, n° 122.

Proposition de loi instituant un Fonds national de la mutualité (co-sign.), n° 159.

Projet de loi relatif à l'organisation des assurances sociales des marins de tous grades de la marine marchande. Rapport, n° 170.

Projet de loi complétant la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Rapport, n° 206.

Proposition de loi sur l'inspection du travail. Développements et proposition de loi, n° 222.

**Ann.** — Projet de loi portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène. Par motion d'ordre, demande, d'accord avec M. Heyman, m. i. t. p. s., que la discussion de ce projet soit portée en tête de l'ordre du jour de la séance du 16 décembre, p. 20. — M. Heyman, m. i. t. p. s., demandant la remise du projet jusqu'après les vacances de Noël, et, indiquant les motifs de sa proposition, déclare s'incliner devant le désir du ministre, mais demande que le projet soit pourtant abordé le plus promptement possible, p. 118. — M. le président, proposant, d'accord avec M. Heyman, m. i. t. p. s., de fixer la discussion au 4 février, fait diverses observations afin de demander que cette discussion soit bien abordée à la date indiquée par le président, p. 178. — M. Digneffe, au moment où l'on va aborder la discussion générale, proposant le renvoi immédiat du projet à la commission, appuie la proposition de discussion immédiate faite par M. de Brouckere, p. 323. — M. Moyersoen, proposant de décider le renvoi du projet après la discussion générale, déclare s'opposer à cette proposition et demande que la question du renvoi ne soit soumise à l'assemblée qu'après la discussion générale, estimant que le Sénat pourra alors se prononcer en connaissance de cause, p. 324. — Discussion générale. Observations, p. 330, 332, 368. Discours : Estime que la réglementation du travail à domicile est un des problèmes les plus importants sur lesquels le Sénat ait été appelé à légiférer; estime utile, en conséquence, de rappeler à l'assemblée les efforts qui ont été fait avant que le projet ait été déposé par le ministre de l'industrie et du travail, ces considérations étant de nature à démontrer que beaucoup des critiques qui se sont élevées au Sénat ont perdu de leur pertinence; combat, en terminant, les critiques formulées par M. Crokaert, quant à la question des sanctions; estime que, loin de diminuer le montant des amendes, ainsi que l'a fait le ministre par ses derniers amendements, il conviendrait de les augmenter; puis déclare qu'il rencontrera les autres observations présentées lors de la discussion des articles, p. 371 à 375. — Observations, p. 376, 377. — Observations au sujet de la suite de la discussion et de l'impossibilité de discuter ce projet à une séance du matin, p. 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 380, 381, 407, 409, 410, 412. — Le renvoi à la commission étant proposé, combat ce renvoi et motive son opposition, p. 417. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 417, 418. — Développe les motifs pour lesquels il estime le renvoi inopportun et demande que l'on statue sur la proposition de renvoi que, après l'examen des articles 1<sup>er</sup> et 2, articles qui ne provoqueront pas de débat sérieux, et souhaite que, à ce moment, le Sénat soit plus en nombre qu'il

**Mertens (Cornelle) (suite)**

ne l'est à cette fin de séance, p. 418. — Remercie le président qui déclare que la décision est remise, p. 418. — Reprise de la discussion générale. Discours : Rencontre les critiques dirigées contre le projet, surtout par M. Digneffe; estime, notamment, qu'il est nécessaire, pour éviter tout malentendu, d'exposer, une fois de plus, le fonctionnement du comité national; termine en parlant de la question de la durée du travail, des amendements présentés sur cette question par M. Van Berckelaer; exprime le vœu que, s'il n'est pas possible d'introduire la stipulation de la limitation de la durée du travail dans la loi en discussion, le gouvernement laisse au moins entendre qu'il est disposé à voter un autre bout de loi à cet effet, p. 490 à 492. — M. le président demandant à nouveau le renvoi à la commission, maintient son opposition à ce renvoi et motive son opinion, p. 493. — Le rapport complémentaire étant déposé depuis plusieurs semaines, demande, d'accord avec M. Heyman, m. i. t. p. s., que la reprise de la discussion de ce projet soit fixée à la séance du matin du jeudi de la semaine suivante, p. 1128. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : Discours : Justifie les modifications apportées au projet par la commission, p. 1296. — Observations, p. 1296, 1297. — Discours : Fait remarquer que c'est dans le désir de donner satisfaction à M. Digneffe que la commission a modifié le texte primitif et s'étonne, en conséquence, des critiques de M. Digneffe, p. 1299. — Observations, p. 1300. — Art. 12bis proposé par amendement par le gouvernement au nom de la commission; croit pouvoir annoncer qu'il accepte cette disposition, p. 1302. — Art. 15. Estime que le texte proposé par la commission donne toute garantie et prie le Sénat de rejeter l'amendement de M. Digneffe, p. 1303. — Fait remarquer, notamment, que la commission ne peut enquêter que sur les salaires, p. 1304. — Art. 20. Observations, p. 1307. — Discours : Soulève une question de procédure, estimant que la question de la fixation du minimum de salaire, par arrêté royal, n'est pas contenue dans l'article 20, et que M. Digneffe ne peut, en soutenant cette question, rentrer dans la discussion générale, p. 1308. — Observations, p. 1309. — Art. 34. Déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Digneffe sur le texte de cet article : seules les erreurs mensongères seront punies, p. 1311.

**Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 138. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le but du projet est de faire disparaître les inégalités existant entre les travailleurs appartenant à une même caisse et travaillant parfois dans le même atelier; termine en signalant que dans les rapports de l'inspection du Fonds national de crise il est indiqué qu'un contrôle strict des chômeurs existe, mais déclare qu'il croit que l'on sera unanime, s'il y a certaines lacunes, pour prier le ministre de prendre les mesures nécessaires afin que le contrôle soit fait, p. 172-173.

**Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931.** Discussion des articles. Art. 18. Signale une situation qui se présente dans une commune du Namurois, en ce qui concerne le trop-perçu, p. 140.

**Proposition de loi tendant à la modification de la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.** Dépose cette proposition de loi, p. 250.

**Projet de loi modifiant l'article 22 de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 250. — Discussion générale. Discours : Appuie les considérations développées par le ministre et prie le Sénat de bien vouloir suivre l'avis des commissions réunies de l'industrie et du travail, et des transports, en votant, à l'unanimité, le projet qui lui est soumis, p. 504.

**Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931.** Discussion générale. Discours : Commence par demander que ce budget soit, à l'avenir, déposé en premier lieu au Sénat, fait ensuite remarquer qu'il va revenir sur certains points qu'il a déjà développés l'année précédente mais qui, malgré l'accord du ministre, n'ont reçu aucune solution; parle de l'inspection du travail, de la *Revue du Travail*, des statistiques; demande que l'on abaisse l'âge de la pension pour les ouvriers des industries insalubres, parle du Fonds national de crise, et termine en entretenant le ministre de ses relations avec les organisations ouvrières, particulièrement avec la commission syndicale de Belgique et en attirant son attention sur la question des heures de travail et sur celle du travail de nuit des femmes, p. 692 à 695. — Observations, p. 730, 731, 733, 736, 737, 740, 756 à 758, 760, 761, 769.

**Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin.** Discussion : Observations, p. 1109.

**Mertens (Cornelle) (suite)**

**Projet de loi relatif à l'organisation des assurances sociales des marins de tous grades de la marine marchande.** Dépose le rapport sur le projet de loi et demande que la discussion soit fixée au lendemain, p. 1196. — Discussion générale. Discours : Estime inutile d'insister sur les raisons qu'il a déjà développées dans son rapport et qui militent pour l'adoption unanime de ce projet par le Sénat; rappelle la seule objection qui fut soulevée à la Chambre et qui consiste en la question du libre choix de la mutualité, mais fait remarquer que cette question n'est pas de nature à retarder le vote du projet, celle-ci étant réservée jusqu'au vote d'une loi sur les assurances générales, p. 1200.

**Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Projet de loi complétant la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1383.

**Projet de loi sur l'inspection du travail.** Dépose cette proposition de loi, p. 1523.

**Meyers (baron), sénateur de Hasselt, Tongres et Maeseyck.**

**Doc. — Projet de loi accordant la personnalité civile au « Ypres Memorial Church and British Settlement ».** Rapport n° 69. Budget de la justice pour 1931. Rapport n° 108.

**Ann. — Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Anvers-Liège.** Observations, p. 49 à 53, 57.

**Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication, et au commerce des munitions.** Discussion des articles. Art. 17. Observations au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 91.

**Projet de loi accordant la personnalité civile au « Ypres Memorial Church and British Settlement ».** Dépose le rapport sur ce projet et donne lecture du rapport qui conclut à l'adoption du projet de loi, p. 391.

**Budget de la justice pour 1931.** Discussion générale. Discours : A l'occasion de la discussion de ce budget, attire l'attention sur certains projets ou propositions de loi qu'il voudrait voir discuter le plus promptement possible et qui intéressent le département de la justice; traite ensuite la question de l'application de la loi de défense sociale et appuie les observations faites à ce sujet par M. Crokaert; appuie également les observations qu'il a faites en ce qui concerne les frais de justice et termine en attirant l'attention du gouvernement sur la nécessité de réglementer à nouveau la police du roulage, p. 967-968.

**Molet, sénateur de Namur-Dinant-Philippeville.**

**Ann. — Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo, et de la Société des Chemins de Fer du Kivu.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Mousty, sénateur de Charleroi-Thuin.**

**Ann. — Modification au règlement du Sénat : Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59.** Observations au sujet de l'opportunité d'un amendement, présenté par M. Moyer-soen, à la proposition de M. Van Dieren, p. 42.

**Projet de loi relatif au remboursement de l'Emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

**Projet de loi prorogeant la loi de cadenas en ce qui concerne l'exploitation des bois et forêts.** A l'occasion du dépôt de ce projet demande quand pourra être distribué le rapport de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de statut définitif, p. 100. — Demande que le rapport du comité de législation, sur les amendements présentés par la commission, soit communiqué à la commission de l'agriculture, p. 100. — Discussion générale. Discours : Appuie les observations présentées en ce qui concerne la nécessité d'une législation définitive, p. 137.

**Projet de loi relatif aux impôts sur les sucres et à la taxe sur l'alcool.** Discussion générale. Discours : Indique les motifs pour lesquels ses amis et lui-même s'abstiendront au vote; déclare que les socialistes sont fermement partisans de l'augmentation des droits sur l'alcool et de la suppression des droits d'accise sur les sucres, p. 104. — Observations, p. 105 à 107, 109, 111. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

**Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale.** Discussion générale. Observations, p. 201 à 203, 213, 214. — Discussion des articles. Observation au sujet d'une motion

## Mousty (suite)

de M. Huisman Van den Nest, qui propose au Sénat de se compter sur le point de savoir s'il est décidé à rejeter tout amendement, p. 227. — Reprise de l'examen de l'article 2. Observation, p. 228. — Art. 9. Observations, p. 240, 241.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 256, 258, 266, 274, 275. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 378, 379. — M. Beauduin proposant de poursuivre la discussion au cours de la séance du jeudi matin, déclare que le groupe socialiste ne pourra assister à une séance le jeudi matin, étant retenu par une réunion particulière, p. 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 452, 453, 465, 467, 469, 470, 501 507 à 509, 511.

Proposition de loi majorant le droit d'entrée sur les avoines. Observations à l'occasion de la demande d'urgence, p. 534. — Discussion générale. Observations, p. 547, 548, 551. — Discours : Combat la proposition, estimant que la mesure proposée ne profitera qu'aux grands cultivateurs, que le principal remède à appliquer à la crise est l'agrandissement du marché intérieur et qu'au contraire les droits proposés conduiront à l'augmentation du prix de la vie, p. 554, 555. — Observations, p. 558. — Discussion de l'article unique : Déclare que son groupe s'oppose à l'amendement proposé par la commission, p. 558. — M. le président déclarant que, dans ces conditions, le vote est remis au lendemain, déclare qu'il ne demande pas l'appel nominal, qu'un vote par assis et levé suffira, p. 558.

**Moyersoen**, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Doc.** — Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement du solde de l'emprunt à 8 p. c. émis aux États-Unis en 1921. Rapport n° 14.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Rapport n° 52.

Projet de loi étendant l'objet organique de la Société nationale des Habitations et Logements à Bon Marché et autorisant celle-ci à émettre, sous la garantie de l'État, un nouvel emprunt au capital nominal de 350 millions de francs. Rapport n° 101.

Projet de loi autorisant le gouvernement à attacher toutes exonérations fiscales à des emprunts à émettre par l'État. Rapport n° 168.

Projet de loi portant création de ressources fiscales nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Rapport n° 189.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Rapport n° 188. — Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 215.

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 20. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 25, 31.

Modification au règlement : modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion : Observations, p. 39. — Discours : Propose l'adoption du texte présenté par M. Van Dieren en y ajoutant la mention « sauf les cas d'urgence prononcés par le Sénat », p. 40. — Observations au sujet de l'opportunité de l'amendement qu'il présente, p. 42.

Projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt pour le remboursement du solde de l'emprunt à 8 p. c. émis aux États-Unis en 1921. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 54. — Discussion générale. Observations, p. 54.

Projet de loi modifiant le Titre VIII du Livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Disposition transitoire proposée par M. Dierckx. Observations, p. 19. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 72.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion des articles. Article 7. Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84, 85. — M. Digneffe proposant le renvoi à la commission, fait remarquer qu'il y aura une seconde lecture, p. 85.

Projet de loi concernant les droits sur les sucres et la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 104, 106 à 108, 110.

Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électriques. Discussion générale. Observations, p. 124, 126. — Discours : Réfute une interruption de M. Hans et déclare que les mesures prises ont justement pour but d'empêcher les intérêts des communes d'être compromis; rappelle qu'une proposition de loi avait même été primitivement présentée à cet effet, p. 126. — Observations, p. 126, 133.

## Moyersoen (suite)

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 200, 202 à 204, 208, 211. — Discours : Commente les discours prononcés et y répond, termine son discours en souhaitant que le Sénat admette l'amendement de la commission, p. 212 à 215. — Observations, p. 216. — Répond à M. Dochen en ce qui concerne la part faite à la ville de Huy, dans la répartition du fonds des communes, p. 217. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion des amendements, p. 219. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Observations au sujet des amendements de M. Vancoillie, p. 222. — Discours : Attire l'attention du Sénat sur l'importance de la déclaration qui vient d'être faite par M. le baron Houtart, m. f., ce qui pourrait, dans certaines communes, arriver au résultat que une seconde dégressivité serait décrétée par le conseil communal et que quelques personnes seulement seraient frappées, p. 224. — A l'occasion d'une motion de M. Huisman Van den Nest, tendant à faire prendre une décision au Sénat sur l'ensemble des amendements présentés, propose de réserver éventuellement le vote sur un amendement, cette procédure étant tout à fait régulière, p. 228. — Reprise de l'examen de l'article 2. Estime que, tous les autres amendements étant connus, on peut continuer la discussion et réserver l'amendement de M. Crockaert dont le texte n'est pas encore connu, p. 228. — Discours : Propose de réserver le vote sur cet amendement, p. 249. — Article 4. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime préférable de maintenir la répartition du fonds des communes telle qu'elle a été dosée par la Chambre; rappelle pourtant que, ainsi qu'il l'a dit dans son rapport, il aurait voulu voir intervenir d'autres éléments, mais prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. A. Huysmans, p. 231. — Observations, p. 232. — Répond aux arguments de M. Digneffe, p. 232. — Article 4bis proposé par amendement par MM. Mullie et cons. Discours : En son nom personnel, l'amendement n'ayant pas été examiné en commission, appuie l'amendement de MM. Mullie et cons. et y propose un sous-amendement qui en atténue la portée, p. 232. — Article 7. Discours : Défend le texte de la commission, p. 235, 236. — Appuie les observations présentées par M. le chevalier Dessain, p. 238. — Article 9. Discours : Défend l'amendement de la commission, p. 240. — Observations, p. 243, 244. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 274. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 378, 379.

Fixation de l'ordre du jour de la semaine du 3-5 février. Observations, p. 318.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Le renvoi immédiat à la commission étant proposé, suggère d'entamer immédiatement la discussion et de décider que le projet sera renvoyé à la commission après la clôture de la discussion générale, p. 324. — Discussion générale. Discours : Estime que, bien que le R. P. Rutten ait chaleureusement défendu le projet, il en a minimisé l'importance et n'en a pas, d'autre part, démontré la nécessité; fait ensuite ressortir l'étrange effet des amendements présentés en ce qui concerne l'hygiène, amendements qui enlèvent toute compétence en cette matière au ministre; puis traite l'objet essentiel du débat : la réglementation du salaire de l'ouvrier; déclare, comme conclusion aux considérations qu'il a développées, qu'il ne repousse pas toute législation en faveur des ouvriers à domicile, se déclare notamment partisan des comités de conciliation, estime que l'on devrait étendre les fonctions de ces comités et que les comités devraient, s'ils n'aboutissent pas à faire admettre leurs propositions, faire connaître leurs décisions au grand public par la voie du *Moniteur*; estime qu'en se bornant à ces mesures on n'aurait pas introduit dans la législation des principes qu'il considère comme dangereux et auxquels il ne peut se rallier, p. 328 à 330. — Observations, p. 331, 371, 374, 375. — Observations au sujet de la suite de la discussion et de l'impossibilité de discuter ce projet à une séance du matin, p. 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 380, 381, 407, 417. — Le renvoi à la commission étant proposé, fait des observations à ce sujet et estime que le renvoi s'impose, p. 417, 418. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1297. — Discours : Déclare qu'il signe l'amendement qui vient d'être proposé par M. Digneffe à l'article 1<sup>er</sup> et indique les motifs de cette signature, p. 1299. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Interpelle M. le ministre des travaux publics : a) sur les conséquences fâcheuses qu'entraîne pour la navigation et pour l'agriculture le défaut d'entretien de la Dendre par la société concessionnaire; b) au sujet des mesures à prendre pour éviter qu'une grève du personnel viennois arrête le trafic sur la rivière. Développe son interpellation, p. 530, 531. — Discussion : observations, p. 532.

## Moyersoen (suite)

- Interpellation de M. Vinck au sujet de l'application des dispositions légales en matière de taxe de péage d'électricité. Observations, p. 587, 590.
- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget du Brabant. Observations, p. 593 à 595.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale : Répond aux observations du ministre en ce qui concerne la ville d'Alost, p. 616. — Discussion des articles. Art. 52. Observations, p. 635. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. le baron de Steenhaut de Waerbeek au sujet du vote émis par ce dernier sur l'article 52ter, p. 640. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Huysmans au sujet du pairage, p. 651.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 680. — Observations au sujet du renvoi éventuel en commission, p. 685. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 688. — Art. 3. Observations au sujet de l'interprétation, p. 688, 689.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 767.
- Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Discours : Appuie les considérations qui viennent d'être émises par le ministre en ce qui concerne les familles nombreuses, p. 783, 784. — Observations, p. 784, 785. — Discours : Développe, en réponse au discours de M. François, les motifs pour lesquels les sociétés coopératives de locataires donnent lieu à des abus et indique les motifs pour lesquels il préconise une politique de vente; estime que le programme du projet en discussion est magnifique, notamment en ce qui concerne la lutte contre les taudis, p. 787, 788. — Discussion des articles. Art. 13. Appuie les considérations émises par M. Vancoillie en faveur des personnes exerçant un petit commerce, p. 801. — M. Heyman, m. i. t., annonçant que son département a écrit à la Caisse d'épargne afin de demander la réduction du taux de l'intérêt des emprunts, taux qui était assez élevé, déclare que la Caisse d'épargne vient de répondre dans un sens favorable à cette demande, p. 801. — M. Legrand demandant que des facilités soient accordées aux familles très nombreuses afin de leur permettre d'acheter des maisons déjà bâties, rappelle qu'il a déjà fait valoir les arguments qui s'opposent à ce que la demande de M. Legrand soit accueillie, mais déclare que les sociétés de crédit pourront faire des avances plus importantes aux familles particulièrement nombreuses dont M. Legrand défend les intérêts, p. 802. — Art. 15. Déclare être parfaitement d'accord avec le ministre au sujet des observations qu'il vient de faire relativement à l'amendement de la commission, p. 803. — Observations, p. 803. — Déclare qu'il a fait ressortir en commission que la Société nationale avait certaines ressources qui pouvaient intervenir éventuellement, p. 804.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 938. — Discours : Répond à certains points du discours du ministre en ce qui concerne les ouvertures de crédits aux communes, p. 942.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 940. — Discussion générale. Observations, p. 1163. — Discussion de l'article unique. Alinéa 2. Observations, p. 1221.
- Budget des dotations pour 1931 (texte amendé par la Chambre). Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 961.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Donne lecture de la traduction flamande du rapport, p. 1000.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1021 à 1023, 1030, 1031. — Discours : Tout en se déclarant de l'avis de M. Van Overbergh, rapp., au sujet de la politique à suivre pour le rétablissement de l'équilibre budgétaire, estime d'autre part que le commentaire de celui-ci est sévère, puis développe cette opinion, p. 1034 à 1037. — Observations, p. 1049.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1061, 1062.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observation, p. 1109.
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises. Discussion générale. Observations, p. 1159.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général Bertrand, Victor-Lambert-Joseph. Dépose, au nom de M. Pierlot, le rapport sur ce projet de loi et demande que la discussion soit fixée au lendemain, p. 1196.

## Moyersoen (suite)

- Projet de loi autorisant le gouvernement à rattacher toutes exonérations fiscales à des emprunts à émettre par l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande que la discussion soit fixée au lendemain, p. 1196.
- Projet de loi concernant la législation relative aux impôts directs. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit discuté le mardi suivant, p. 1319. — Discussion générale. Discours : Combat également le principe de l'article 4 concernant la rétroactivité et prie le Sénat d'admettre l'amendement qu'il a présenté, p. 1329. — Discussion des articles. Art. 4. Fait remarquer que l'amendement de la commission porte exclusivement sur le second alinéa, que la commission, ayant rejeté le principe de la rétroactivité, propose un amendement supprimant cet alinéa, p. 1349. — Texte amendé par la Chambre : Dépose le rapport sur ce texte, donne lecture de son rapport et annonce que la commission des finances du Sénat s'est mise en rapport avec celle de la Chambre et que, de commun accord, ces commissions proposent au Sénat un texte concernant la rétroactivité, texte dont il donne lecture et auquel il propose au Sénat de se rallier, p. 1425. — Vote en seconde lecture. Art. 4. Discours : Estime que la procédure proposée par M. le baron Houtart, m. f., est assez anormale, rappelle que l'accord s'était fait la veille entre les deux Chambres, puis développe les motifs pour lesquels il lui semble dangereux de se rallier à la proposition de M. Houtart, m. f., tendant à voter le projet, le ministre s'engageant à surseoir à toute perception jusqu'à la rentrée des Chambres, de façon à ce qu'une loi budgétaire puisse alors fixer les conditions de la perception dont il s'agit; mais également les motifs pour lesquels il estime que le Sénat doit maintenir, pour l'article, le texte qu'il a voté la veille, puis demande pourquoi l'on ne peut prier la Chambre de se réunir encore, p. 1489, 1490. — Observations, p. 1490.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande qu'il soit examiné le mardi suivant, p. 1319. — Discussion générale. Observations, p. 1333, 1335, 1336. — Discours : Répond au discours de M. François et réfute ses affirmations tendant à démontrer que, dans les dégrèvements d'impôts qui ont été précédemment votés, ces dégrèvements ont été faits en faveur des riches; démontre, en conséquence, à son tour, au Sénat, l'importance respective des divers dégrèvements qui ont été opérés, p. 1337-1338. — Observations, p. 1339. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1356. — Indique une correction de forme au § 3, p. 1456. — Art. 4. Observations, p. 1359. — Discours : Fait diverses observations sur les différents systèmes proposés, mais estime qu'il faut que le Sénat admette le système approuvé par la Chambre, p. 1361. — Art. 6. Observations, p. 1366. — Art. 9. Discours : Signale les déficiences de rédaction de cet article, p. 1367. — Art. 13. Observation, p. 1369.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 6 juillet 1930 modifiant le barème de la taxe sur les spectacles ou divertissements. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1350.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour l'exercice 1931. Discussion générale. Observations, p. 1402, 1407. — Discussion des articles du budget extraordinaire. Art. 7. du projet de loi. Signale à M. Laboulle qu'il y a un crédit de 100 millions inscrit au budget ordinaire pour le chômage, p. 1410.

## Mullie, sénateur de Courtrai-Ypres.

- Doc. — Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et la taxe de consommation sur l'alcool. Rapport, n° 25.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Rapport, n° 48.
- Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924 (cos. gn.), n° 67.
- Projet de loi ramenant de 8 à 6 p. c. le taux des intérêts de retard dus dans le paiement des droits de douane et d'accise. Rapport, n° 74.
- Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924. Rapport, n° 77.
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Rapport, n° 163.
- Projet de loi relatif au tarif des douanes (avoines). Rapport, n° 179.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres. Rapport, n° 180.
- Projet de loi relatif au tarif des douanes (tarif spécial). Rapport, n° 185.



## Mulle (suite)

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la protection des végétaux, signée à Rome, le 16 avril 1929. Rapport, n° 204.

**Ann.** — Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et établissant une taxe spéciale de consommation sur l'alcool. Se rallie à la suggestion de M. Volckaert, tendant à fixer la discussion au lendemain, p. 96. — Discussion générale. Observations, p. 104. — Discours : Appuie la demande faite par M. Dochen, en ce qui concerne les mesures à prendre pour empêcher que des planteurs étrangers ne profitent de la prime, puis répond à certaines observations de M. de Brouckere en ce qui concerne la solution de la crise betteravière et demande si le ministre ne pourrait pas proroger jusqu'au 31 octobre l'arrêté de protection douanière expirant le 31 août 1931; termine en insistant pour qu'il soit créé au ministère de l'agriculture une commission permanente, ayant pour mission d'étudier les différends qui pourraient surgir entre les producteurs et les fabricants de sucre à l'occasion de la loi en discussion, p. 111.

Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Discours : Expose brièvement l'intérêt que les milieux agricoles portent à l'adoption du projet de loi en discussion, p. 131.

Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque Nationale. Discussion générale. Discours : Bien que la question semble ne pas se rattacher au budget en discussion, entretient le Sénat de la culture du tabac, cette culture étant un peu une culture fiscale, p. 158-159.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet de loi, p. 169.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Développe les deux préoccupations que le projet a fait naître chez lui : 1° la façon dont les petites communes rurales pourront établir un budget convenable; 2° comment une certaine catégorie de contribuables va être traitée par suite du projet en discussion, p. 212. — Observations, p. 213. — Discussion des articles. Art. 4bis proposé par amendement par MM. Nolf, Limage, Vancoillie et lui-même. Discours : Défend son amendement et le motive, p. 234. — Observations, p. 234. — Art. 6. Pose une question au ministre quant à l'interprétation du terme « terrains à bâtir », p. 235. — Art. 9 : 13°. Discours : Pose une question au ministre en ce qui concerne les taxes dans les communes rurales, p. 246. — 16°. Discours : Fait à ce moment une mise au point au sujet de l'article 4bis qu'il a présenté, p. 246.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : En ce temps de crise, examine la situation de l'agriculture en la comparant à celle de l'année précédente et en entrevoyant ses perspectives; traite successivement la question des divers produits agricoles, celle de la production de la viande; parle ensuite de la question des droits protecteurs et formule un certain nombre de desiderata dont il souhaite que le ministre tienne compte, p. 254 à 260. — Observations, p. 275, 278, 453, 457, 499, 500. — Discours : Fait quelques observations au sujet de certains discours qui ont été prononcés; estime, notamment, contrairement à l'avis émis par M. Jabon, que l'agriculture belge doit exporter pour vivre; proteste contre l'absence de programme dans les discours de MM. Clesse et Mousty; commente ensuite le discours du ministre, forme le vœu que son programme comprenne les travaux hydrauliques dépendant de son département, estime que le ministre fait erreur en affirmant que la surproduction n'est pas la cause de la crise, bien qu'il s'y ajoute la sous-consommation, le dumping, etc.; parle ensuite de la question du froment, de celle de la culture du lin et attire l'attention sur le danger de s'orienter trop vivement vers la spéculation animale; développe dans l'ensemble les motifs pour lesquels ce n'est pas sans hésitation qu'il émettra un vote affirmatif sur l'ensemble du budget, p. 507.

Projet de loi ayant pour objet de ramener de 8 à 6 p. c. le taux des intérêts de retard dus dans le paiement des droits de douane et d'accise. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 459.

Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée sur les avoines, annexé à la loi du 8 mai 1924. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 497. — Par motion d'ordre

## Mulle (suite)

prie le Sénat de modifier son ordre du jour afin de donner un tour de faveur à cette proposition de loi, p. 534. — Insiste sur sa demande et motive l'urgence, p. 534. — Le président lui demandant si sa proposition consiste bien à fixer la question des avoines immédiatement après le budget des P. T. T., déclare qu'il en est bien ainsi, p. 535. — Discussion générale. Observations, p. 550, 554. — Discours : Répond brièvement aux objections développées contre la proposition de loi et termine en souhaitant que le Sénat juge qu'il est d'une bonne politique d'intervenir, estimant qu'il est de son devoir d'aider les agriculteurs en présence de la crise dont ils souffrent, p. 557, 558.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation critique de l'industrie bricière et de l'industrie du lin, p. 697, 698.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Signale la question des abris dans certaines gares de la West-Flandre, parle du passage à niveau de la gare de Courtrai, du pont-rail de la gare de Boesinghe, ainsi que du chemin de fer de Zillebeke-Poperinghe; termine en parlant des tarifs de transport en ce qui concerne les produits agricoles, p. 823-824. — Observations, p. 844, 845. — Discours : Rencontre une des réponses faites par le ministre en ce qui concerne le régime des tarifs de transport appliqués aux produits agricoles, p. 850, 851. — Discussion des articles. Art. 72. Observations, p. 904.

Budget des finances pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Recommande au ministre les requêtes qui lui ont été adressées par le personnel de son administration, notamment par les receveurs des contributions et par le personnel technique de son département, p. 1058.

Budget de la défense nationale pour 1931. — Discussion générale. Discours : Se félicite de ce que l'appel, fait l'année précédente pour que l'on utilise des produits du pays pour la nourriture de l'armée ait été entendu et demande que l'on continue dans cette voie, notamment en ce qui concerne la viande et le froment indigènes, p. 1087.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Traite la question fiscale, le budget des affaires étrangères; la crise économique et la crise agricole, p. 1108 à 1110.

Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. L'urgence étant déclarée. Donne lecture en français et en flamand, de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 1159. Discussion générale. Discours : Estime, en présence d'une déclaration du ministre, en ce qui concerne la défense de l'industrie des mitrailleurs, pouvoir retirer l'amendement de la commission, p. 1159. — Discussion des articles. Art. 4, déclare à nouveau que l'amendement de la commission est retiré, p. 1160. — Art. 5. Rappelle que l'amendement présenté par MM. François, Disière et Solau en commission a été rejeté par la commission, p. 1160.

Budgets du Congo et projet de loi relatif à la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Discours : Parle de la question de l'élevage au Congo et demande que, afin de sauvegarder ces élevages on renforce le cadre des vétérinaires de la colonie, demande notamment la création d'un cadre vétérinaire autonome, p. 1207. — Discours : le ministre ayant fait ressortir le rôle que joue la question de l'élevage au Congo, insiste à nouveau avant que la discussion ne soit terminée, pour que l'on réexamine l'organisation du service vétérinaire au Congo, p. 1243, 1244.

Projet de loi relatif au tarif des douanes (avoines). Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1280.

Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1280.

Projet de loi relatif au tarif des douanes (tarif spécial pour les allumettes russes). Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1325.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne reviendra pas sur les considérations qu'il a exposées lors de la discussion sur la déclaration du gouvernement, en ce qui concerne la politique fiscale de celui-ci, mais qu'il tient à répondre brièvement à M. François qui a semblé dire que, depuis la guerre, l'évolution fiscale s'oriente vers une augmentation des impôts indirects, p. 1339. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Fait certaines critiques et pose certaines questions concernant la modération de l'impôt foncier, p. 1356. — Art. 5. Exprime son regret au sujet de la modification apportée en ce qui concerne les commissions fiscales, p. 1364. — Art. 6. Pose une question au ministre en ce qui concerne le taux de la taxe de

## Mullie (suite)

transmission à appliquer à l'échange des viandes à l'intérieur du pays, à la suite d'un amendement admis par la Chambre en ce qui concerne les poissons de mer, p. 1364. — Observations, p. 1365. — Art. 9. Observations, p. 1367. — Art. 10. Observations, p. 1368. — Art. 15. Critique le droit d'accise sur la bière, p. 1370.

Projet de loi approuvant la convention internationale pour la protection des végétaux, signée à Rome le 16 avril 1929. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Ajoute quelques considérations à celles déjà émises sur les ponts, routes et canaux, parle notamment du pont de Boesinghe, de la route d'Ypres à Comines, du canal d'Ypres à Comines et termine en appuyant les observations faites par M. Baeck relativement aux boulevards de grande ceinture à Bruxelles, p. 1392. — Observations, p. 1396.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Discours : Rappelle qu'il a exposé, lors de la discussion de la dernière déclaration ministérielle, les critiques qu'il formule en ce qui concerne la politique du département des affaires étrangères dans le domaine économique et en général dans ses relations avec le pays étranger; déclare qu'il ne renouvellera pas ces critiques, mais exprime l'espoir que M. Hymans, m. a. ét., lui répondra à l'occasion de la discussion de son budget, p. 1422, 1423. — Observations, p. 1437.

Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Défend son amendement qu'il estime tout à fait justifié dans le fond, si pas dans la forme, p. 1465, 1466. — Observations, p. 1466. — Discours : Fait encore diverses observations quant à l'accueil fait à son amendement et déclare que si M. Cocq, m. j., se déclare disposé à examiner la disposition qu'il propose, il le retirera et le présentera sous forme de proposition de loi, p. 1467. — Observations, p. 1468. — Déclare retirer son amendement, p. 1468.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Discours : exprime à son tour le regret qu'une question aussi importante que celle en discussion vienne ainsi en fin de session et développe les motifs pour lesquels il attend les explications du ministre, lui garantissant que les intérêts de l'agriculture seront sauvegardés; déclare qu'il réserve donc son vote jusqu'à ce qu'il ait obtenu cette assurance, p. 1483-1484. — Observations, p. 1486. — En présence de la déclaration du ministre, annonce qu'il émettra un vote affirmatif, p. 1488.

Projet de loi approuvant la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélevement prévu à l'article 13 du traité établissant l'union économique belgo-luxembourgeoise. Discussion générale : Annonce qu'il n'émettra pas un vote affirmatif sur ce projet, afin de protester contre la manière d'agir du Grand-Duché de Luxembourg à l'égard du commerce belge, notamment en ce qui concerne les produits agricoles et les viandes, p. 1456. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1496.

## Nolf, sénateur d'Anvers.

*Doc.* — Proposition de loi complétant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 sur le régime des pétroles (co-sign.), n° 9.

*Ann.* — Modifications au règlement du Sénat : art. 59. Développe les motifs pour lesquels il émettra un vote approbatif, p. 38-39. — Observations, p. 39, 40.

Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Par motion d'ordre, déclare avoir demandé la parole pour motiver son vote et, sa demande n'ayant pas été entendue par M. le président, déclare, après avoir consulté les membres de la droite flamande que, sous le bénéfice de la déclaration de M. Carnoy, la droite flamande s'est ralliée à l'ordre du jour de confiance, p. 41, 42.

annonce du décès de M. Ryckmans, sénateur provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 194, 195.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Discours : Estime que, bien que le rapport de M. Moyersoen donne comme but du projet de rétablir l'autonomie financière des communes, il constate que le régime qu'il consacre est tout à fait inconscquent, l'Etat faisant mainmise sur toutes les bases d'imposition importantes; développe ses observations à cet effet et termine en déclarant qu'il émettra pourtant un vote affirmatif, p. 199. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observation au sujet des familles nombreuses, p. 225.

## Nolf (suite)

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que le gouvernement règle l'importation du bétail de boucherie, ainsi que la vente du lait; parle de la question des fourrages et termine en traitant celle du crédit professionnel, p. 459.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Se joint aux orateurs qui ont défendu les droits des professeurs des sections préparatoires des écoles moyennes, envers lesquels la commission des traitements a commis une erreur injustifiable; parle ensuite des écoles communales de musique et de la situation des professeurs de ces écoles, p. 610. — Discussion des articles. Art. 52. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Dieren, p. 635. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Carnoy repris par M. Van Dieren, p. 636.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 984, 994. — Discours : Commence par rendre hommage au rapporteur pour le travail difficile qu'il a fourni, et estime que le droit des parents et de la situation des professeurs doivent être conciliés, que la première condition requise est l'égalité des droits linguistiques de tous les Belges; puis développe à grands traits les idées fondamentales qui guideront une grande partie des sénateurs flamands dans le vote qu'ils émettront sur le projet en discussion, p. 1188, 1189. — Discussion de l'article unique. Alinéa 2. Observations, p. 1221. — Alinéa 6. Observations, p. 1291. — Art. 20bis. Défend son amendement, p. 1291. — Fait encore diverses observations au sujet de cet amendement, p. 1292. — Art. 20bis. Fait des observations au sujet d'un amendement qu'il propose, puis déclare retirer cet amendement, p. 1324.

Documents parlementaires : motion d'ordre de M. De Bruyn au sujet du retard apporté dans la distribution des documents flamands. Appuie la demande de M. Van Dieren tendant à modifier le règlement afin d'assurer la distribution simultanée des documents français et flamands, p. 1004.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Hiequet et consorts, p. 1017.

## Ohn, sénateur de Verviers.

*Ann.* — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 204.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 256, 257.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait remarquer l'insuffisance de l'inspection du travail; traite ensuite la question des habitations à bon marché, celle de l'enseignement technique; proteste contre le favoritisme apporté, à son avis, dans la distribution des subsides, p. 698, 699. — Observations, p. 730 à 734.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Observations, p. 785.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations concernant l'aménagement de la gare de Verviers, p. 829. — Tout en s'excusant de prendre une seconde fois la parole, le fait afin de faire remarquer que l'on laisse l'agglomération verviétoise dans une situation tout à fait déshéritée en ce qui concerne les transports, p. 841-842.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1036.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare prendre la parole pour défendre la liberté de pensée des citoyens appelés sous les armes, cite certains exemples qu'il considère comme attentatoires à cette liberté et demande au ministre de faire cesser les abus existants, p. 1061, 1062.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote

## Ohn (suite)

sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

## P

**Paulsen**, sénateur de Bruxelles.

**Ann.** — Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

**Pettjean**, nommé ministre des sciences et des arts, le 18 mai 1931.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Commence par estimer que le nouveau projet présenté par le gouvernement, projet qui a fait tomber nombre d'objections et d'amendements, prouve que l'on a fait un chemin appréciable dans le sens de la conciliation et de l'entente, puis estime, notamment, que l'on ne peut, dans la question en discussion, se placer sur un terrain strictement politique, aucun parti ne pouvant prétendre au monopole, puis, tout en désirant, étant lui-même Flamand, ne pas amoindrir en quoi que ce soit la culture nationale flamande; développe des considérations d'atmosphère purement nationales, fait notamment remarquer, avec des preuves à l'appui, la situation bilingue de Bruxelles, qui justifie le régime à tempérament et déclare que le gouvernement a, en conséquence, envisagé le problème au point de vue des trois régions : flamande, wallonne, et brabançonne; termine en déclarant que l'on devra incontestablement poursuivre dans le même ordre d'idées que celui du projet en discussion, la solution en ce qui concerne l'enseignement moyen, ce qui, peut-être, rendra plus aisé, dans un avenir plus ou moins rapproché, la solution de la question linguistique dans le domaine judiciaire et administratif, invite le Sénat à réaliser les réformes dans un but de grand apaisement national, p. 1194 à 1196. — Observations, p. 1198. — Discussion de l'article unique. Se déclare d'accord avec M. Rutten pour considérer tous les amendements comme se rattachant au nouveau texte du gouvernement qui va être pris comme base de la discussion et pour ne pas permettre au débat d'empiéter d'un alinéa sur l'autre afin d'éviter toute équivoque et l'inutile prolongation du débat, p. 1216. — Fait remarquer qu'il ne possède pas le texte des amendements qui viennent d'être présentés, alors qu'il porte la responsabilité du gouvernement entier en cette matière, et que l'on peut, d'un mot ou d'une phrase, changer toute l'économie d'un système et le mettre dans l'impossibilité de défendre l'opinion du gouvernement, p. 1218, 1219. — Déclare être d'accord avec le R. P. Rutten pour s'opposer à une nouvelle demande de renvoi à la commission, introduite par M. Van Dieren, p. 1219. — Alinéa 2. Discussion : En réponse à une question posée par le R. P. Rutten, déclare que le texte du gouvernement est le même, quant au fond, que celui de la commission, et que la précision de mots a été demandée par les sénateurs wallons, p. 1221, 1222. — Alinéa 3 : Répond aux questions posées par le R. P. Rutten, et termine en estimant que l'on perd beaucoup de temps pour des cas qui ne seront que de rares exceptions, p. 1223, 1224. — Fait encore diverses observations, notamment en ce qui concerne la question de l'inspection, p. 1224 à 1226. — Fait remarquer qu'il y aura lieu de tenir compte, en ce qui concerne les amendements, de l'accord qui se fait sur certaines modifications, afin d'éviter une nouvelle discussion, p. 1226. — Alinéa 4. Discours : Répond au discours de M. Lebon, concernant les cours qui, dans l'enseignement moyen correspondent à l'enseignement primaire, et estime, notamment, que son observation ne vise qu'une question de rédaction, la disposition par lui visée ayant été extraite du texte général pour en rendre la lecture plus aisée, puis déclare que la question se trouvera réglée de la même façon dans le projet sur l'enseignement moyen, qu'il espère voir voter à bref délai, p. 1278. — Déclare être d'accord avec M. Van Overbergh sur la formule de huit ans, p. 1278. — Discours : Développe les motifs pour lesquels une disposition relative aux sanctions et figurant avec le texte de l'alinéa 4 de la commission est inutile et déclare que c'est lui qui en a proposé primitivement la suppression, p. 1280. — Alinéa 5 : Répond aux questions du R. P. Rutten, p. 1282, 1283. — Alinéa 6. Observations au sujet de l'amendement

## Pettjean (suite)

de M. Vermeyleylen, p. 1285. — Observations, p. 1286 à 1289. — Discours : Commence par déclarer que si la loi instaure un régime nouveau, il entre dans les intentions du gouvernement de faire respectueusement cette loi, puis traite les questions visées par les différents amendements, déclare, notamment, en conformité avec les idées exprimées par M. Tschoffen, qu'il faut être large et juste dans l'interprétation de ce qu'est l'agglomération bruxelloise, p. 1289, 1290. — S'explique sur la pensée du gouvernement relativement à la question des tempéraments, p. 1290. — Fait diverses observations au sujet des amendements présentés par M. Vermeyleylen et par le R. P. Rutten, rap., p. 1290, 1291. — Déclare être d'accord avec M. Dierckx, qui fait remarquer que son amendement fait indissolublement corps avec les alinéas nouveaux qu'il propose d'insérer à la suite de l'alinéa 6, p. 1323. — Observations au sujet d'amendements présentés par M. Vermeyleylen et par le R. P. Rutten, p. 1323. — Discussion de l'article 20bis; observations, p. 1292. — Répond à une question de M. Van Overbergh au sujet du nombre d'enfants exigé pour l'obtention des subsides, p. 1292. — Art. 20quater présenté par M. Vermeyleylen : Déclare ne pouvoir donner son avis immédiatement sur une question aussi grave que celle qui est soulevée par la proposition qui vient d'être faite par le R. P. Rutten, et déclare qu'il donnera son avis sur ce texte le lendemain avant que l'on ne passe au vote, p. 1292-1293. — Discours : Estime que ce que vise M. Vermeyleylen, c'est encore l'agglomération bruxelloise, et déclare que l'agglomération bruxelloise échappe à la régionalité, p. 1293. — S'engage, sur la demande du R. P. Rutten, à présenter tous les ans un rapport, p. 1293. — Vote en seconde lecture. Art. 20 : Alinéa 4. Motive l'amendement du gouvernement qu'il estime devoir mettre fin à toute controverse, p. 1342. — Alinéa 6. Déclare qu'il se rallie au nouveau texte proposé par la commission, ainsi qu'au sous-amendement présenté par le R. P. Rutten, ce sous-amendement adaptant le texte à l'ensemble des modifications apportées à l'article 20, p. 1343. — Rappelle qu'il a insisté pour que l'on ne liât pas les mains de l'exécutif, notamment, lorsque l'on a prévu certains tempéraments pour l'agglomération bruxelloise, et déclare que, parmi ces tempéraments, il range celui permettant de rendre plus rapidement l'enseignement bilingue, p. 1344. — Observation, p. 1345. — Art. 20bis. Déclare que le gouvernement présente l'amendement consistant à dire « au moins vingt-cinq enfants » d'accord avec la commission, le chiffre admis pour l'octroi des subsides étant de vingt-cinq enfants, et l'amendement ayant donc une portée d'unification, p. 1346.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Déclare qu'il s'engage à déposer les amendements en temps utile pour que le Sénat puisse délibérer sur ce projet la semaine suivante, p. 1294. Discussion générale. Discours : Au seuil de la discussion de ce projet, explique la position du gouvernement et termine en souhaitant, avec le R. P. Rutten, que l'organisation rationnelle et simple, soumise à l'approbation du Sénat, soit admise dans une pensée de concorde et d'entente entre tous les bons citoyens, p. 1508 à 1511. — Observations, p. 1518, 1519, 1523, 1525. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Alinéa 2. Discours : Estime que l'on ne trouve dans la loi ni les idées de M. Van Dieren, ni celles de M. Dierckx, et développe les motifs pour lesquels il considère que le ministre est suffisamment armé par le texte de la commission, texte auquel il est inutile d'ajouter quoi que ce soit, p. 1538, 1539. — A la suite d'observations de M. Dierckx, fait remarquer que la loi définit la procédure à employer en cas de doute, qu'il est stipulé que l'enfant puisse recevoir son instruction avec fruit, p. 1539. — Art. 2. Observations, p. 1541. — Discours : Développe les motifs pour lesquels le gouvernement appuie l'amendement du R. P. Rutten, supprimant les mots « au moins », p. 1542, 1543. — Art. 3. Observations, p. 1545. — Disposition additionnelle proposée par M. Van Dieren et formant un littera d. Combat cet amendement, p. 1546. — Disposition additionnelle proposée par le R. P. Rutten et concernant les cantons rattachés à la Belgique par le traité de Versailles. Déclare accepter l'amendement proposé par le R. P. Rutten à sa proposition et tendant à remplacer les mots « Eupen, Malmédy et Saint-Vith » par les mots « localités d'expression allemande », p. 1547.

**Philips**, sénateur provincial du Brabant (élu sénateur provincial du Brabant, le 10 décembre 1930, en remplacement de M. le baron de Becker Remy, décédé).

**Doc.** — Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir le service des emprunts à émettre par la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut. Rapport, n° 75.

**Phillips (suite)**

**Ann.** — Vérification de ses pouvoirs, p. 89. — Prête serment, p. 89.  
**Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir le service des emprunts à émettre par la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 459.

**Pierlot, sénateur provincial du Luxembourg.**

**Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général Bernheim.** Rapport, n° 76.  
**Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le traité de Versailles.** Rapport n° 104.  
**Budget de la défense nationale pour 1931.** Rapport n° 110.  
**Budget du corps de la gendarmerie pour 1931.** Rapport, n° 111.  
**Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général Bertrand, Victor-Lambert-Joseph.** Rapport, n° 169.

**Ann.** — **Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général Bernheim.** Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 493.

**Proposition de loi complétant la loi du 14 janvier 1928, sur l'abandon de famille.** Discussion des articles. Se rallie au nouveau texte proposé par le gouvernement, p. 653.

**Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le traité de Versailles.** Discussion générale. Discours : Définit le but de sa proposition de loi, la motive et termine en souhaitant que le Sénat vote cette proposition qui complète les mesures bienveillantes votées en 1929 en faveur des Belges des territoires réunis à la patrie, p. 906. — Discours : Répond aux observations de M. Volckaert et estime que les quelques affaires amenées par sa proposition de loi ne seront pas de nature à retarder la liquidation définitive de la question des dommages de guerre, p. 908.

**Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général baron Michel du Faing d'Aigremont.** Dépose le rapport sur ce projet de loi et donne lecture de son rapport, p. 1028.

**Budget de la défense nationale pour 1931.** Discussion générale. Discours : Indique, en sa qualité de rapporteur, les principaux points sur lesquels le rapport de la commission a attiré l'attention du gouvernement; déclare, notamment, qu'il ne s'effraie pas à l'idée d'une coopération franco-belge, estimant que la Belgique ne pourrait, avec ses seules forces, couvrir le vaste front qu'elle aurait à tenir et qu'il convient que la coopération franco-belge soit préparée, un pays ne perdant nullement son indépendance par une préparation en commun de la défense; traite ensuite la question des invalidités, estime que le respect des droits des invalides est une question humanitaire et utile à tous points de vue, p. 1063 à 1067. — Observations, p. 1113, 1116. — Discours : Répond au discours du ministre afin d'exposer les points sur lesquels la déclaration du ministre semble donner satisfaction et ceux au sujet desquels la réponse du ministre a été une déception; fait remarquer que la question qui domine le débat est celle de savoir si, par les moyens dont le commandement de l'armée dispose, il est en mesure de défendre le pays, c'est-à-dire le territoire entier et sa population; termine, en déclarant, notamment, que les pensions d'invalidité étant minimes, on ne peut toucher aux droits des invalides que si tous les autres citoyens donnent l'exemple et font de plus grands sacrifices qu'eux, p. 1136 à 1138. — Observations, p. 1139.

**Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi sur l'enseignement primaire.** Discussion de l'article unique. Alinéa 3. Dépose, avec MM. les barons Delvaux de Fenffe et de Moffarts, un amendement dont il donne lecture, puis motive cet amendement, p. 1222. — Répond aux critiques formulées contre son amendement, p. 1224.

**Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour l'exercice 1931.** Discussion générale. Discours : Répond aux observations développées par M. Houtart, m. f., en ce qui concerne le problème des pensions de guerre, p. 1401, 1402.

**Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs.** Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture : Art. 4. Discours : Commence par faire remarquer qu'il a assisté, la veille, à la réunion des commissions et qu'il en est sorti convaincu que ces commissions étaient d'accord sur le texte présenté au Sénat par M. Moyersoen, rap.; que le malentendu que vient de signaler le ministre n'aurait aucune importance si la Chambre n'avait pas cessé ses travaux,

**Pierlot (suite)**

que la solution suggérée par M. le baron Houtart, m. f., de voter la loi et d'en retarder l'application est inacceptable; déclare être d'avis que le Sénat doit maintenir son texte, tout en estimant qu'il est fâcheux que la loi ne soit pas votée, l'impôt étant juste, et tout le monde étant d'accord pour fixer à 18 p. c. le montant de la taxe sur les émoluments des administrateurs; termine en déclarant qu'il serait particulièrement fâcheux de porter une fois de plus atteinte aux prérogatives du Sénat, dont il ne faut pas restreindre le rôle, p. 1491.

**Polet, sénateur provincial de Liège.**

**Doc.** — Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux (co-sign.), n° 121.

**Président du Sénat.** — V. pour les interventions de M. le président, la *Table alphabétique des matières.*

**Q****Quinchon, sénateur de Mons et Soignies.**

**Doc.** — Proposition de loi sur l'inspection du travail (co-sign.), n° 222.

**Ann.** — **Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool.** S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

**Budget des sciences et des arts pour 1931.** Discussion des articles : Observations au sujet d'un incident entre MM. Tschoffen et Van Fleteren, p. 642. — Art. 54. Observations, p. 643.

**Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.** Discussion générale. Discours : Démontre que l'augmentation du taux des pensions de vieillesse est tout à fait insuffisante, vu l'augmentation du prix de la vie; parle ensuite de la situation des accidentés du travail et des estropiés congénitaux et termine en demandant que l'on paie plus rapidement les subsides alloués aux familles nombreuses, p. 722.

**Budget des finances pour 1931.** Discussion générale. Observations, p. 1023.

**R**

**Renkin, nommé premier ministre, ministre de l'intérieur et de l'hygiène le 6 juin 1931.**

**Ann.** — **Déclaration du gouvernement après la formation du cabinet qu'il préside.** Discussion. Observations, p. 1075, 1101. — Discours : Commence par remercier le Sénat de l'accueil bienveillant qu'il a fait au nouveau gouvernement; estime que l'opposition a été dans son rôle en lui lançant quelques traits acérés, puis répond aux objections qui ont été faites et aux questions qui ont été posées, p. 1123 à 1126. — Observations, p. 1126 à 1128, 1130, 1133. — Discours : Répond brièvement aux dernières observations présentées, p. 1134.

**Décès de M. Vauthier, sénateur et ancien ministre.** Discours, p. 1122.

**Incendie du pavillon néerlandais à l'exposition de Vincennes.** Déclare, à la suite de la motion d'ordre de M. Van Dieren, que dès que le gouvernement belge a appris la catastrophe il s'est empressé d'offrir l'hospitalité dans le pavillon belge à l'exposition néerlandaise, s'associant ainsi à la catastrophe qui frappait la nation voisine, p. 1157.

Donne lecture de l'arrêté royal déclarant close la session législative de 1930-1931, p. 1550.

**Ronvaux, sénateur provincial de Namur.**

**Ann.** — **Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes aux fonds national de crise.** Discussion générale. Discours : Exprime son regret de la résistance de certaines communes, réclame l'intervention des provinces dans le système de solidarité que l'on va créer entre les communes et l'Etat et saisit cette occasion pour demander si le moment n'est pas venu de mettre à l'étude la question de l'affiliation obligatoire des communes au fonds de chômage, p. 173-174. — Observations, p. 174.

**Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale.** Discussion générale. Observations, p. 213 à 215.

**Budget de l'agriculture pour 1931.** Discussion générale. Observations, p. 273, 274, 467, 468, 512.

## Rouvaux (M.)

- Proposition de loi modifiant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 554, 556 à 558.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 609, 615.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 713 à 715, 730 à 736, 743. — Discours : Attire l'attention du ministre sur l'absence d'inspection des exploitations souterraines de terre plastique, sur certains points d'application de la loi portant affiliation obligatoire des communes au fonds de crise; traite ensuite la question de l'inspection médicale des exploitations industrielles et celle des accidents du travail, notamment en ce qui concerne la remise aux ouvriers des carnets de salaires, p. 744 à 746. — Observations, p. 756, 757, 759 à 761. — Discussion des articles. Art. 81. Observation, p. 592.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 845.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1039.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1090.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1106, 1109.
- Budgets du Congo et la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1205, 1231.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Observations, p. 1466.
- Annoucement du décès de M. Baeck, sénateur de Bruxelles. Discours, p. 1505.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1511, 1517.

## Rutten, sénateur coopté.

- Doc.** — Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Rapport et rapport complémentaire, n° 112. — Sous-amendement au texte amendé par la Commission, n° 220.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport complémentaire sur le texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 193.
- Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Rapport, n° 224.
- Ann.** — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 66.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 101, 102.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile : Motion d'ordre de M. Digneffe, qui propose le renvoi immédiat à la commission. Demande que l'on ne se prononce sur le renvoi qu'après avoir entendu l'exposé général, celui-ci tendant à démontrer que l'on peut se dispenser du renvoi, p. 322, 323. — Observations, p. 323. — Discussion générale. Discours : Rencontre les arguments formulés par les abstentions qui se sont produites au Conseil supérieur du travail, traite, notamment, la question des visites domiciliaires et développe les motifs pour lesquels on peut être assuré que le projet en discussion est raisonnable et modéré, et déclare qu'il sera heureux de voter enfin ce projet en préparation depuis de si longues années, p. 324 à 327. — Observations, p. 330 à 333, 377, 380, 381. — Discours : Déclare que les amendements de MM. Digneffe et consorts, tendant à supprimer les articles 17 et 19 du projet équivalent au rejet pur et simple du projet tout entier; prouve qu'il en est bien ainsi, p. 414, 415. — Observations, p. 415, 416. — M. le président proposant le renvoi à la commission, vu les trop nombreux amendements présentés, estime que le Sénat aurait mauvaise grâce à ne pas admettre la proposition de renvoi faite par le président, p. 418. — Fait remarquer que, si le renvoi était prononcé immédiatement, la commission pourrait se réunir dès le mardi suivant, ce qui permettrait de reprendre le débat en séance publique la semaine suivante, p. 418. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 492. — Appuie une demande de M. Mertens, tendant à ce que la reprise de l'examen de ce projet soit fixée au jeudi matin 2 juillet, p. 1128. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1297, 1298. — Discours : Combat les observations qui viennent d'être faites par M. Digneffe, ainsi que le dépôt

## Rutten (suite)

- d'un nouvel amendement à la dernière minute, et fait diverses observations, p. 1299, 1300. — Art. 15. Observations, p. 1303. Défend le texte proposé par la commission et prie M. Digneffe de ne pas insister sur son amendement, p. 1303, 1304. — Fait encore diverses observations, p. 1304. — Art. 20. Observations, p. 1306 à 1309. — Art. 23. Observations, p. 1309.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du lieutenant général Bernheim. Discussion générale. Discours : Rend hommage au lieutenant général Bernheim et motive son abstention, dont l'unique motif est la forme donnée à l'expression de la gratitude nationale due à la mémoire du général Bernheim, p. 495. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497. — Motion d'ordre de M. Van Dieren au sujet d'épithètes qui lui ont été adressées pendant le discours qu'il a prononcé et de l'attitude du R. P. Rutten à son égard. Répond à M. Van Dieren, p. 533.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question du travail féminin le soir, dans les bureaux du téléphone, ainsi que sur les équipes mixtes au service des chèques postaux, p. 537, 538. — Observations, p. 540.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 580, 581. — Discours : Déclare, après avoir pris des renseignements à cet effet, que les critiques émises par M. Toch sur la façon dont, dans les écoles catholiques de Thourout, on ridiculisait les socialistes à l'occasion de l'enseignement des premiers éléments de mathématiques, ne sont pas fondées, M. Toch ayant été induit en erreur par un correspondant mal informé; estime qu'il serait utile de ne produire devant le Sénat que des renseignements dont l'exactitude aurait été contrôlée, p. 606, 607.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 657. — Discours : Estime qu'il serait sage de remettre la discussion de ce projet, considérant que, au point de vue pédagogique, il n'a pas de base scientifique suffisamment solide, p. 659. — Discours : Commence par déclarer qu'il n'a jamais eu la pensée de retarder le vote du projet et croit pouvoir faire la même déclaration au nom du baron de Moffarts, mais déclare qu'ils auraient voulu avoir certains renseignements plus détaillés qu'ils estiment avoir le droit de posséder, notamment, sur le nombre approximatif d'enfants anormaux, sur le nombre d'établissements qui s'en occupent, si ce nombre est vraiment insuffisant, ainsi que sur les frais qu'entraînera l'application de la loi en discussion; déclare pourtant, en terminant, qu'il émettra un vote affirmatif, p. 679. — Discours : Demande que, avant que le Sénat se prononce sur le renvoi à la commission, l'on examine les articles, afin d'obtenir des précisions, à l'occasion de cette discussion, sur certains points spéciaux, estimant que cet échange de vues fera apparaître si, oui ou non, il y a nécessité à demander le renvoi en commission, p. 685. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Appuie une observation de M. le baron de Moffarts, qui demande pourquoi l'enseignement moyen est mentionné dans le texte, p. 686. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 687. — Art. 2. Demande au ministre de préciser en quoi le texte nouveau améliore considérablement le texte de la loi ancienne, et demande, notamment, pourquoi l'on ne doit pas, d'après le texte, prendre l'avis des parents, p. 687. — Observations, p. 688. — Art. 3. Observations au sujet de l'interprétation, p. 688, 689.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 732, 733. — Discours : Traite brièvement certains points concernant le chômage, demande, notamment, que l'on interdise les petits bureaux de placement; demande, bien qu'il ne soit pas partisan de l'augmentation du nombre des commissions, que l'on en constitue une chargée d'examiner la question de l'immigration ouvrière en Belgique; réitère sa demande des années précédentes concernant le contrôle du poids du pain; termine en demandant si le crédit inscrit pour la bibliothèque du département de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale est suffisant pour compléter les collections indispensables, p. 768, 769.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. M. le président rappelant qu'il avait été décidé que ce projet serait discuté dès la rentrée après Pâques, annonce qu'il est à peu près certain que le Sénat sera, dès sa rentrée, saisi de projets d'ordre financier; étant,

## Rutten (suite)

d'autre part, le rapporteur du projet sur l'enseignement primaire et étant dans l'impossibilité d'assister aux séances immédiatement après la rentrée, demande que ce projet soit fixé au 19 mai, afin que le Sénat puisse, à cette date, réserver toutes ses séances de l'après-midi au projet scolaire, p. 806. — Discussion générale. Discours : Commence par estimer que, lorsqu'une question a été passionnément débattue en dehors du parlement, le bon sens inné et la loyauté foncière du peuple belge finissent toujours par triompher de l'exagération et des malentendus; indique ensuite les motifs qui, selon lui, ont été la cause de l'âpreté de ces débats, se réjouit de ce que l'on ait enfin une occasion de s'expliquer clairement, puis soumet à l'assemblée les conclusions pratiques que son exposé comporte; termine en faisant remarquer que le projet gouvernemental contient des stipulations auxquelles tout le monde peut se rallier, résume ces stipulations et déclare à l'assemblée que le moment est venu de prendre position entre les deux thèses qu'il vient de prononcer : celle de l'immense majorité des Flamands et celle de la minorité des Flamands d'expression française, p. 979 à 984. — Observations, p. 992 à 995, 1191, 1193, 1194, 1214. — Avant que l'on n'aborde la discussion des articles, se déclare d'accord avec M. le président, qui propose de prendre le nouveau texte proposé par le gouvernement comme base de la discussion; propose, dans un but de simplification, que le bureau considère tous les amendements comme se rattachant au nouveau texte du gouvernement; propose ensuite, le gouvernement ayant divisé son nouveau projet par alinéa et non pas par articles, de discuter alinéa par alinéa, sans permettre au débat d'empiéter d'un alinéa sur l'autre, ceci afin d'éviter toute équivoque et l'inutile prolongation de la discussion, p. 1216. — Discussion de l'article unique. Alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1216. — A la suite de la proposition de M. Labouille de renvoyer ses nouveaux amendements à l'examen de la commission, estime que la question n'est pas aussi compliquée qu'elle le paraît; propose de continuer la discussion, quitte à les renvoyer ensuite à la commission, p. 1218. — S'oppose à la nouvelle demande faite par M. Van Dieren, tendant à renvoyer les amendements à la commission, et déclare que si le renvoi était ordonné, l'on en profiterait pour dire que l'on a saboté le projet, et indique comment il estime que l'on peut immédiatement continuer la discussion, p. 1219. — Alinéa 2. Observations, p. 1220, 1221. — Propose au Sénat de ne pas admettre les amendements de M. Van Dieren et rappelle que l'on veut le respect des minorités aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, puis pose une question au ministre en ce qui concerne la question de rédaction, p. 1221. — Observations, p. 1222. — Alinéa 3. Pose des questions au ministre, combat les amendements de M. Van Dieren et de MM. Pierlot et consorts, puis développe les motifs pour lesquels il prie M. Pierlot de peser les termes de l'amendement qu'il vient de présenter, p. 1222, 1223. — Fait encore diverses observations, notamment, en ce qui concerne la question d'inspection, p. 1223, 1225, 1226. — Alinéa 4. Observations, p. 1277. — Discours : Déclare que, après avoir consulté des spécialistes en la matière, il est arrivé à la conclusion qu'il vaut mieux que les dispositions concernant les sections préparatoires des athénées restent à leur place dans l'article 7 de la loi sur l'enseignement moyen, et fait encore diverses observations au sujet du discours de M. Lebon, p. 1277, 1278. — Déclare être d'accord avec MM. Petitjean, m. s. a., et Van Overbergh sur la formule de huit ans, et demande la suppression des mots « dans la région flamande du pays », p. 1278. — Répond à une protestation de la part de M. Dierckx concernant cette suppression, p. 1279. — Discours : Déclare que la disposition concernant les sanctions et visée par M. Vermeylen a été supprimée, parce qu'elle paraissait inutile; en indique les motifs, p. 1280. — Discours : Combat les observations présentées par le baron de Moffarts, p. 1281. — Alinéa 5. Fait diverses observations au sujet du texte proposé par le gouvernement, en remplacement du texte de la commission, et développe ses préférences pour le texte de la commission, p. 1282, 1283. — Propose, par amendement, de rétablir, à la suite de l'alinéa 5 du gouvernement, l'ancien alinéa 2 de l'article 20<sup>ter</sup> du projet de la commission, p. 1283. — Alinéa 6. Discours : Combat les amendements de MM. Dierckx et consorts, p. 1283, 1284. — Observations au sujet de l'amendement de M. Vermeylen, p. 1285. — Observations, p. 1287 à 1289. — Combat l'amendement de M. Vermeylen, estimant qu'il créera une équivoque et exprime le désir de connaître l'avis du gouvernement sur cet amendement, p. 1289. — Observations, p. 1290. — Fait diverses observations au sujet des amendements qu'il a présentés et ceux présentés par M. Vermeylen, et suggère un amendement,

## Rutten (suite)

p. 1291. — Au moment du vote, fait encore des observations au sujet de ces amendements, p. 1323, 1324. — Art. 20bis. Observations au sujet de l'amendement de M. Nolf, p. 1291. — Art. 20quater, Proposé par M. Vermeylen. Discours : Indique les motifs pour lesquels il ne peut se rallier à l'amendement de M. Vermeylen et propose un texte dont il donne lecture, p. 1292. — Observations, p. 1293. — Prend la parole pour proposer la clôture de la discussion et demande s'il ne serait pas possible que le ministre s'engage à présenter tous les ans un rapport, p. 1293. — Fait diverses observations et appuie l'urgence pour le second vote, p. 1325. — Vote en seconde lecture. Art. 20, alinéa 4. En présence de la déclaration du ministre et l'amendement proposé par le gouvernement ne portant que sur une modification de forme, estime pouvoir retirer l'amendement voté en première lecture, p. 1342. — Répond à M. Lebon et indique les motifs pour lesquels il estime que l'amendement du gouvernement peut être adopté, p. 1342. — Répond à nouveau aux objections qui viennent d'être formulées; estime que la modification proposée ne change rien aux faits et demande instamment à ses collègues de vouloir bien se rallier au texte proposé par la commission, complété par l'amendement qui vient d'être proposé par le gouvernement, p. 1342, 1343. — Alinéa 6. Précise la portée du nouveau texte proposé par la commission, ainsi que celle du sous-amendement qu'il propose, et termine en exprimant le vœu qu'il soit entendu que le dernier paragraphe du nouvel alinéa 6 oblige de commencer l'enseignement bilingue à la 3<sup>e</sup> année, mais ne défend pas de le faire plus tôt, p. 1344. — Répond à MM. Van Dieren et Lebon, p. 1345, 1346. — Art. 20quater. Donne les précisions demandées par M. le baron de Moffarts au sujet de la portée de cette disposition, p. 1346. — Art. 20quinquies, proposé par la commission. Précise la portée de cet amendement et invite le Sénat à se rallier unanimement à cette disposition, p. 1347.

Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1012. — Discours : Déclare qu'il votera contre les amendements présentés, afin de protester contre la façon dont certains journalistes ont présenté les débats qui se sont produits au sujet de l'indemnité parlementaire; déclare encore que certains sénateurs ont déjà consacré tout ou partie de leur indemnité à des œuvres d'intérêt général; souhaite que tous les partis trouvent une solution qui permette à leurs mandataires de ne pas dépendre de leur mandat et estime que le Sénat ferait œuvre sage en ne touchant pas à ce qui existe, p. 1016.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1099, 1125, 1126.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Propose, par motion d'ordre, étant donné les nouveaux amendements annoncés par le gouvernement au texte primitif de la commission, prie le Sénat, afin d'éviter une perte de temps de renvoyer le projet pour étude à la commission, p. 1351. — Appuie les observations de M. Volckaert en ce qui concerne le dépôt tardif d'amendements, p. 1351. — Observation concernant le moment où la commission se réunira, p. 1351. — Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que le Sénat a déjà, pendant les deux années précédentes, fait œuvre d'apaisement et d'union patriotique en votant la flamandisation de l'université de Gand et le projet sur l'emploi des langues dans l'enseignement primaire, estime que le moment est venu de couronner cette œuvre en votant le projet sur le régime linguistique de l'enseignement moyen, ceci apportant au pays la solution générale d'un problème obsédant, ce qui permettra à l'assemblée de concentrer son attention sur des problèmes d'ordre économique, social et international plus importants à ce moment que la question de savoir combien d'heures seront affectées à l'étude de telle ou telle langue; déclare qu'il n'imposera pas au Sénat un long résumé de son rapport, mais se contentera de développer devant lui les principaux motifs pour lesquels la commission a cru devoir amender le texte que lui a transmis le gouvernement; termine en déclarant qu'il est nécessaire que les extrémistes flamands et wallons sachent, une fois pour toute, qu'il y a, au sein des trois grands partis, une majorité toujours prête à examiner et à résoudre les problèmes linguistiques dans le cadre de l'unité nationale, mais qu'ils sachent aussi que cette majorité n'a pas peur d'eux; que l'opinion publique n'est pas disposée à pratiquer indéfiniment une politique d'atermoiements envers les jeunes gens qui se livrent à des manifestations hostiles chaque fois qu'ils entendent « La Brabançonne » ou aperçoivent les couleurs nationales; que, de plus, cette opinion ne veut ni d'une séparation, ni d'une absorption humiliante, qui apparaîtrait également Wallons et Flamands et n'est désirée ni par les voisins du Nord, ni par ceux du Sud, mais exposerait la

**Putten (suite)**

Belgique aux plus graves complications internationales, p. 1507, 1508. — Observations, p. 1512, 1516, 1523, 1525, 1526, 1529 à 1531. — M. le président déclarant que des amendements de M. Van Dieren, présentés après la clôture de la discussion générale, doivent être appuyés par cinq membres pour être valables, déclare que, ayant l'intention de combattre les amendements de M. Van Dieren, il ne veut pas empêcher leur discussion et que, en conséquence, il appuie les amendements proposés par M. Van Dieren, p. 1534. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1537. — Alinéa 2. Combat l'amendement de M. Van Dieren, p. 1537-1538. — Rappelle, en réponse à M. Dierckx, un passage de son rapport, p. 1539. — Fait encore diverses observations, p. 1539, 1540. — Art. 2. Discours : Défend son amendement; puis, en réponse au discours qui vient d'être prononcé par M. Van Dieren, qui a traité le français de « langue étrangère », lui fait observer que le français n'est pas plus une langue étrangère pour les Flamands que le flamand n'est une langue étrangère pour les Wallons, p. 1540. — Défend et motive à nouveau son amendement, p. 1542. — § 4. Combat un amendement de M. Van Dieren, p. 1544, 1545. — Art. 3. Défend son amendement, dont il explique la portée, et déclare que le gouvernement accepte cet amendement, p. 1545. — Disposition additionnelle présentée par M. Van Dieren, et formant un *littera D*. Combat cet amendement, p. 1546. — Art. 4. Répond à ce moment à des questions qui lui ont été posées par M. Lebon au sujet de cet article, p. 1547. — Disposition additionnelle qu'il propose relative à des dérogations éventuelle applicables aux cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith : propose de remplacer les termes « Eupen, Malmédy et Saint-Vith » par les termes « localités d'expression allemande », p. 1547.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1423, 1427.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture : Art. 4. S'abstient au vote sur la disposition adoptée la veille par le Sénat, p. 1491.

Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande, au nom de la commission des sciences et des arts, que ce projet ne soit pas séparé d'un projet connexe précédemment déposé et qu'il soit discuté si possible le mardi suivant, après la constitution du bureau, p. 1533.

**Ryckmans**, sénateur d'Anvers, 3<sup>e</sup> vice-président du Sénat.

*Ann.* — Proclamé troisième vice-président du Sénat, p. 2.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Discours : Répond brièvement au discours prononcé par M. Voickaert en ce qui concerne les familles nombreuses, p. 109-110.

annonce de son décès, p. 192.

3 -

**Schotsmans**, sénateur provincial du Limbourg.

*Ann.* — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance présenté par MM. Hicguet et Segers, p. 41.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'État des frais de funérailles du général Bernheim. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 497.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par remercier le ministre des mesures prises en ce qui concerne les gardes-convois de Hasselt, puis expose certains desiderata en faveur de la gare de Schuelen, p. 828.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.

**Segers**, sénateur coopté.

*Ann.* — Bureau définitif : Propose au Sénat de réélire, par acclamations, M. Maguette comme président du Sénat, p. 1. — Déclare s'incliner devant le désir de M. Maguette, qui estime qu'il est préférable de procéder au scrutin secret, p. 2. Annonce le décès de M. le baron de Becker-Remy, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat. Discours, p. 4. Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Discours : Commence par déposer, d'accord avec M. Hicguet, un ordre du jour de confiance, puis fait

**Segers (suite)**

notamment ressortir devant le Sénat le travail accompli par le gouvernement et termine en déclarant qu'il estime que le devoir de tous les bons citoyens est non de se diviser, mais de se rapprocher en sauvant la patrie, p. 30. — Observations, p. 32.

Interpelle, avec M. Waucquez, le ministre des transports et le ministre des finances au sujet des mesures à prendre en exécution de la convention-loi de 1903 relative à la réalisation de la jonction Nord-Midi et en exécution de l'adjudication-concours à laquelle il a été procédé à la suite du vote du parlement. Par motion d'ordre, dépose cette interpellation, en indique le but et demande que la discussion en soit fixée aux 27-28 janvier, si les circonstances ne permettent pas la discussion avant les vacances de Noël, p. 48, 49. — Développe son interpellation, en donne la signification exacte, à la suite de demandes faites par ses collègues appartenant aux différents partis; indique également la situation légale dans laquelle se trouve à ce moment le parlement, le pouvoir exécutif et le pays en ce qui concerne la jonction Nord-Midi, p. 282 à 298. — Reprend son discours et parle notamment de la question de ventilation du tunnel et d'une note qu'il a reçue tout récemment à ce sujet, puis développe encore des arguments en faveur de la jonction; termine son discours en déclarant que l'on a, en faveur de la jonction, l'avis de spécialistes éminents; estime que la jonction sera rentable et que la Belgique serait la risée du monde si elle renonçait à ce grand travail après l'effort déjà fait, p. 299 à 306. — Observations, p. 314 à 317, 337, 338, 341, 343, 344, 346 à 350, 352 à 355, 357, 359 à 352. — A la fin de la séance du 5 février, M. Van Fleteren ayant fait des observations dans le but de voir terminer sans retard ce débat, estime que M. Van Fleteren semble lui adresser un reproche au sujet de l'opportunité de l'interpellation et indique le double motif qui l'a guidé : une note du ministre et l'existence de la loi de 1903 obligeant le gouvernement à continuer les travaux, p. 364, 365. — Reprise de la discussion. Observations, p. 388, 394, 395, 398 à 400. — M. Vinck proposant de continuer le débat au cours d'une prochaine séance et M. de Brouckere proposant de le clore immédiatement, fait diverses observations et déclare qu'il est disposé à renoncer à répondre au ministre si le débat est clos ce jour-là, mais que, dans le cas où il serait continué dans une prochaine séance, il n'est pas possible que M. Waucquez et lui-même renoncent à la parole, p. 402, 403. — Reprise de la discussion. Observations, p. 474, 478. — Discours : Parle en son nom et au nom de M. Waucquez, applaudit à l'ordre du jour de M. A. Huysmans, commente ensuite les discours prononcés par les ministres, en particulier celui de M. Houtart, m. f.; répond ensuite aux adversaires de la jonction et termine en déclarant que le parlement qui déciderait l'abandon de la jonction et le gouvernement qui exécuterait l'œuvre de destruction des travaux entamés seraient sévèrement jugés dans l'avenir, p. 479 à 489. — Le gouvernement acceptant l'ordre du jour de M. A. Huysmans, espère que le Sénat votera unanimement cet ordre du jour, p. 489.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Fait remarquer que l'on se trouve devant un ordre du jour de méfiance à l'égard du gouvernement, déclare que l'on pourrait présenter un ordre du jour de confiance, mais estime que, un ordre du jour de confiance ayant tout récemment été adopté par le Sénat, il vaut mieux purement et simplement rejeter l'ordre du jour proposé par M. Van Dieren, p. 72. — Observations, p. 72.

Propositions de loi de M. Gravez relatives aux victimes de la guerre : combattants, déportés, réquisitionnés, etc. M. Asou proposant l'ajournement de cette discussion et indiquant les motifs de sa proposition, estime qu'il est sage de se rallier à la proposition de M. Asou, p. 73.

Budget du Sénat. Au moment où le budget des dotations va être discuté, demande que le comité secret qui devait être constitué ce jour-là soit remis au lendemain, la droite n'ayant pu terminer sa délibération, ou que l'assemblée accorde à la droite une suspension de séance, p. 122.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. M. le baron Houtart, m. f., proposant de porter ce projet à l'ordre du jour de la séance de rentrée de janvier, estime que le Sénat ne peut aborder un projet aussi important sans avoir pu prendre connaissance du rapport pendant sept ou huit jours, p. 179.

Fixation de l'ordre du jour de la semaine du 3-5 février. Fait des observations au sujet du jour à fixer pour l'élection du vice-président à nommer en remplacement de M. Ryckmans, décédé, p. 318.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Le renvoi immédiat à la commission étant proposé, se rallie à la proposition de M. Moyersoen tendant à décider que le projet sera renvoyé à la commission après la clôture de la discussion générale, p. 324. — Discussion générale. Observations,

## Segers (suite)

p. 332. — Discussion des articles. Art. 15. Observations, p. 1303, 1304. — Art. 20. Discours : Déclare partager les appréhensions de M. Digneffe en ce qui concerne la faculté donnée au ministre de fixer par arrêté royal le minimum de salaire, et fait diverses observations, p. 1308.

Nomination d'un vice-président. Au nom de la droite, propose la candidature de M. Du Bost pour la vice-présidence, en remplacement de M. Ryckmans, décédé; celle de M. le baron d'Huart en remplacement de M. Du Bost, secrétaire, élu vice-président; celle de M. le vicomte du Bus de Warnaffe comme questeur, ce poste devenant vacant par suite de l'élection de M. le baron d'Huart aux fonctions de secrétaire, p. 327.

Fixation de l'ordre du jour. Observations au sujet de la suite du projet sur le travail à domicile, le budget de l'agriculture et l'interpellation sur la jonction Nord-Midi, p. 334.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais des funérailles du lieutenant-général Bernheim. Discussion générale. Discours : Au nom de ses amis de la droite, rend hommage au général Bernheim, déclare que, en ce qui concerne la doctrine, la droite est d'accord avec le R. P. Rutten, mais déclare pourtant qu'elle estime qu'il y a lieu de se rendre aux considérations par lesquelles le R. P. Rutten, lui-même, proclame les hauts mérites du défunct et que la droite entend, en votant le projet, s'incliner devant sa mémoire, p. 495.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. M. Van Fleteren demandant l'appel nominal sur la question d'urgence, lui fait remarquer le prix des séances, p. 535.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 52. Observations, p. 635. — Art. 52bis proposé par Mme Spaak et cons. M. Laboulle demandant l'appel nominal, déclare que cette demande est appuyée par toute la droite, p. 639. — Fait personnel de M. Tschoffen, qui proteste contre les paroles prononcées à son adresse par M. Van Fleteren : Exprime, au nom de ses amis de la droite et, pense-t-il, au nom d'autres membres de l'assemblée, son profond regret de l'incident qui vient de se produire, et présente à M. Tschoffen l'hommage de leur confiance, p. 642.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 658, 678, 679. — Discours : Commente certains points du projet, notamment la question du transport à 4 kilomètres de distance; estime que l'on porte une grave atteinte au droit des parents de choisir l'établissement scolaire et déclare que c'est pour ces différents motifs qu'il désire le renvoi à la commission, non pour retarder le vote du projet, mais pour avoir tous les renseignements désirables, p. 679-680. — Observations, p. 680, 681, 682, 684.

M. le président demandant s'il y a une proposition formelle de renvoi à la commission, déclare qu'il ne pourra décider de l'opportunité d'une proposition de renvoi que lorsque le ministre lui aura précisé la portée de l'article 14, p. 685. — Observations, p. 685. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Appuie l'observation du baron de Moffarts, qui demande pourquoi l'enseignement moyen est mentionné dans le texte, p. 686. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 686. — Observations au sujet de la question du transport des enfants, p. 687. — Art. 3. Observations au sujet de l'interprétation, p. 688, 689. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.

Annonce du décès du vicomte Vilain XIII, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas. Discours, p. 709.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 180. — Discussion au sujet de la fixation au 19 mai. Déclare, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque, que le Sénat reviendra de vacances au besoin le 28 avril, mais pas pour les projets linguistiques, p. 807. — Par motion d'ordre, propose, M. Jaspar, p. m., étant obligatoirement retenu à la Chambre, le mardi 19 mai, par une interpellation de M. Sap sur la question linguistique, de remettre ce débat au lendemain, mercredi 20 mai, la présence du ministre étant absolument nécessaire, p. 939. — Proteste contre l'interprétation donnée à sa motion par M. Lebon, estime que personne, en pays flamand ni ailleurs, ne peut s'alarmer d'une remise de vingt-quatre heures, qui constitue un simple acte de déférence vis-à-vis du premier ministre, p. 939. — Observations, p. 939, 940. — Motive à nouveau sa proposition, déclare que, si après ses explications le Sénat maintient son opposition, il n'insistera pas, mais demande à pouvoir prévenir M. Jaspar afin que celui-ci puisse demander à la Chambre l'ajournement de l'interpellation de M. Sap, p. 940. — Discussion générale. Observations, p. 989, 992. — Discours : Commence par faire remarquer que le rapport constitue un fil d'Ariane précieux et est, à plusieurs points de vue, un acte de courage, ainsi

## Segers (suite)

qu'une étude objective et fouillée de la question des langues pour l'enseignement; estime que le problème doit être résolu pour l'apaisement des esprits à l'intérieur du pays et pour le maintien de son prestige à l'extérieur; estime que peu de pays en sont, au point de vue linguistique, aussi bien gérés que la Belgique, et commence à exposer son point de vue dans la question, son discours est brusquement interrompu par l'annonce de la chute du gouvernement, p. 995 à 998. — Demande que la discussion soit reprise le mardi suivant, 30 juin, à la séance de l'après-midi, p. 1108. — Discours : Fait remarquer que le problème de l'enseignement flamand est celui de la situation qu'il faut réserver aux minorités dans la partie flamande du pays, rappelle le discours qu'il a prononcé avant la crise ministérielle, crise qui a rendu plus impérieux et plus pressant la solution du problème; estime que le point le plus important est celui de savoir ce que deviendra l'enseignement du français pour les enfants de la majorité de la partie flamande du pays; estime qu'il est indispensable de trouver un système qui ne supprime pas le lien linguistique nécessaire entre les deux parties du pays; termine en déclarant que son groupe condamne tout ce qui est de nature à diviser la patrie belge, même si les tentatives viennent d'écrivains dont on peut admirer la langue, et en estimant qu'il faut sauver à tout prix l'unité sainte et indéfectible de la patrie, p. 1151 à 1157. — Discussion de l'article unique. Alinéa. Observations, p. 1281. — Alinéa 6. Observations, p. 1289-1290. — Fait diverses observations au sujet des amendements présentés par M. Vermeulen et le R. P. Rutten, p. 1290, 1291. — Observations au moment du vote en ce qui concerne les amendements de M. Vermeulen et du R. P. Rutten; demande la division pour le vote, p. 1324. — Art. 20quater. Observations, p. 1293. — Observations concernant l'opportunité du renvoi, avant le second vote, des nouveaux amendements présentés à la commission, et au sujet de l'interprétation du règlement en ce qui concerne cette question, p. 1325.

Budget des transports pour 1931. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Comme membre du conseil d'administration de la Société nationale des Vicinaux, ajoute quelques explications à celles données par le ministre en ce qui concerne les difficultés avec lesquelles cette société doit lutter; termine en priant le parlement de voter au plus tôt les projets dont il est saisi, projets qui permettront à cet organisme de vaincre les difficultés avec lesquelles il est au prises, p. 901-902. — Art. 72. Présente quelques observations concernant l'aéronautique, exprime l'inquiétude que lui inspirent les frais énormes de l'aéronautique, p. 902. — Observations, p. 902 à 904.

Budget des dotations pour 1931. Demande la remise de la discussion au mercredi 20 mai, p. 933. — Fait de nouvelles observations au sujet de la fixation de ce débat, p. 961. — Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne peut être d'accord avec la thèse qui vient d'être développée par M. Van Overbergh, reproduisant celle défendue à la Chambre par M. Brunet; estime que lorsqu'on réduit le traitement des fonctionnaires, le Sénat doit faire le geste symbolique qu'on lui demande, considérant que le parti socialiste est assez riche pour payer, éventuellement, une indemnité supplémentaire aux secrétaires de ses œuvres qu'il envoie siéger à la Haute Assemblée, p. 1013 à 1015.

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 965.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1069. — Discours : Commence par se féliciter que la déclaration du nouveau gouvernement débute par un acte de justice : l'hommage rendu au gouvernement qui vient de démissionner; rend ensuite lui-même hommage à M. Jaspar, estime que c'est la question linguistique, mais aussi la question financière et la crise économique qui dominent toutes autres questions; traite alors la question financière, la proposition Hoover et termine en traitant à nouveau brièvement la question de la jonction Nord-Midi, p. 1071 à 1074. — Observations, p. 1075, 1131, 1133.

Décès de M. Vauthier, sénateur et ancien ministre. Discours, p. 1122.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Demande, par motion d'ordre, le rapport de M. le R. P. Rutten ne concluant pas à l'adoption d'une texte nouveau, que le projet soit renvoyé à la commission afin que le ministre puisse déposer des amendements et que, la session étant sur le point d'être close, l'on puisse, pendant la dernière semaine de la session, épuiser cette discussion et voter le projet, p. 1294. — A l'occasion d'une motion du R. P. Rutten, qui propose, vu les nouveaux amendements présentés par le gouvernement, que le projet soit renvoyé à la commission,



## Segers (suite)

fait remarquer que le retard apporté par le gouvernement à déposer ses amendements a empêché la commission de siéger, p. 1351. — Observations, p. 1351.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1381.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du Sénat sur deux questions qu'il considère comme particulièrement importantes et lui semblant avoir le mérite de l'actualité : 1° la situation de la Belgique vis-à-vis de la Hollande; 2° la situation de la Belgique vis-à-vis de l'Allemagne et l'attitude de celle-ci; termine son discours en demandant que, tout en ne dramatisant pas les événements et quelle que soit la gravité de l'heure, l'on n'oublie pas les leçons de la guerre, et incite la Belgique à la prudence et à la vigilance, p. 1412 à 1419. — Observations, p. 1423, 1424. — Discours : Appuie brièvement la demande de M. Hymans, m. a. ét., tendant à ce que l'on fixe au lendemain le débat sur la convention d'Oslo et à ce que l'on remette à la rentrée de novembre un débat sur la politique économique générale de la Belgique, p. 1428. — Reprise de la discussion générale du budget des affaires étrangères. Observations, p. 1485.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Discussion générale. Observations, p. 1485.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. Observations, p. 1489, 1490, 1401.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1496.

Annnonce du décès de M. Baeck, sénateur de Bruxelles. Discours, p. 1505.

Commission permanente des sociétés mutualistes : nomination d'un délégué. Déclare que, à droite, tout le monde partage le désir exprimé par M. Dierckx tendant à ce que le groupe socialiste soit représenté à la commission permanente des sociétés mutualistes, mais estime que, comme il ne s'agit à ce moment que d'un simple renouvellement de mandat, on ne peut admettre la proposition de remise du vote introduite par M. Van Fleteren, p. 1519. — A la suite d'observations de M. Volckaert au sujet de l'absence de délégués socialistes au sein du conseil colonial, estime que tout le groupe de droite tiendra compte des observations formulées par M. Volckaert et demande que l'on s'inspire de ces observations pour examiner la situation existant au conseil colonial, mais insiste pour que le vote ne soit pas ajourné, p. 1520. — A la suite d'une motion d'ordre de M. Volckaert relative à la représentation du groupe socialiste à la commission permanente des sociétés mutualistes et au conseil colonial, déclare être d'accord en ce qui concerne la commission des mutualités, mais demande à pouvoir se mettre d'accord avec ses amis en ce qui concerne le conseil colonial, p. 1522.

## Simonis (Viconte), sénateur de Verviers.

Ann. — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 463.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Discours : Déclare qu'il se rallie avec plaisir au projet, mais fait une réserve en ce qui concerne les familles nombreuses au sujet de l'obligation qui leur est imposée de faire construire par une société agréée par la Société nationale des habitations à bon marché; déclare que, s'il peut avoir la certitude qu'une solution interviendra dans le sens qu'il désire, il renoncera à déposer un amendement, p. 783. — Observations, p. 783, 784.

Projet de loi approuvant l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et l'Allemagne, signée à Aix-la-Chapelle, le 7 novembre 1929, ainsi que les deux accords et le protocole annexe signés le même jour. Discussion générale. Déclare, l'ordre du jour de cette dernière séance avant les vacances de Pâques étant fort chargé, renoncer à prendre la parole; annonce qu'il présentera ses observations sous forme de question et souhaite que le ministre des affaires étrangères lui réponde le plus promptement possible, p. 790.

Remercie le Sénat pour les témoignages de sympathie qu'il a reçus à l'occasion du décès de son père, le viconte Simonis, ancien président du Sénat, p. 820.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

## Solau, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929 sur le contrat d'emploi (cosign.), n° 55.

Ann. — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 2. Amendement de M. Crokaert : Insiste pour que l'on vote immédiatement sur cet amendement, p. 249.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 332. — Discours : Combat la proposition de renvoi à la commission, p. 492. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1299. — Cite un exemple en ce qui concerne certains ouvriers qui se trouveraient exclus du bénéfice de la loi, p. 1300. — Art. 15. Observations, p. 1304.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physique ou mentales. Observations au sujet du renvoi éventuel en commission, p. 685.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Bien que d'autres orateurs aient déjà traité cette question, fait quelques brèves observations concernant l'inspection du travail, le Fonds national de crise et les pensions de vieillesse, p. 705. — Observations, p. 741.

## Spaak (Mme), sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 14 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire et tendant à l'extension de l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Rapport, n° 83.

Proposition de loi modifiant les règles de procédure en matière de divorce. (Cosign.), n° 89.

Proposition de loi établissant une surveillance des dépendances des laboratoires de vivisection et donnant qualité aux sociétés protectrices des animaux pour agir comme partie civile en matière de mauvais traitements infligés à des animaux. (Cosign.), n° 121.

Proposition de loi instituant un Fonds national de la mutualité. (Cosign.), n° 159.

Ann. — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget des voies moyens et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque nationale. Discussion générale. Discours : Critique les impositions sur le sucre et développe les motifs de sa critique, p. 161-162.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Discours : Considère le projet comme équitable, humain et modéré; exprime sa surprise au sujet de certains discours qui ont été prononcés; laisse à des voix plus autorisées que la sienne le soin de les réfuter au point de vue technique, mais croit de son devoir de rencontrer certaines erreurs de fait; cite le résultat de certaines enquêtes et se résume en disant que, à son avis, l'organisation du travail à domicile comporte quatre problèmes : celui du salaire, le point de vue de l'hygiène qui seront résolus par le projet en discussion et deux autres problèmes d'une importance au moins égale qui ont été oubliés : celui des logements ouvriers et celui de la formation de la ménagère; déclare pourtant qu'elle votera affirmativement sur le projet du gouvernement, p. 369 à 371.

Projet de loi modifiant les articles 2, 3, 14 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire et tendant à l'extension de l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 596. — Discussion générale. Observations, p. 659. — Discours : Après avoir rappelé que le projet a été adopté à l'unanimité de la commission des sciences et des arts et avoir considéré qu'il ne serait plus nécessaire de prendre la parole, estime cependant utile de répondre au discours prononcé la veille par le baron de Moffarts et de développer, devant le Sénat, les avantages indiscutables que présenterait l'adoption du projet, p. 677 à 679. — Observations, p. 680.

Spaak (M<sup>me</sup>) (suite)

- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Développe des critiques au sujet de la loi sur la fiscalité provinciale et communale qui, mettant à la charge de l'Etat l'entière des dépenses occasionnées par le personnel enseignant des écoles moyennes et des athénées, établit une inégalité injustifiable entre les communes où se trouvent des établissements de ce genre; puis défend les amendements qu'elle a présentés en faveur de l'enseignement moyen, p. 601-602. — Rectification, p. 636. — Observations, p. 607.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Cite un exemple récent qui l'amène à préconiser l'organisation de la médecine préventive dans tous les domaines; fait remarquer que cette innovation amènerait de grandes économies, qui compenseraient largement les frais occasionnés par l'organisation de ces nouveaux services, le nombre de tuberculeux, de cancéreux, d'infirmités à soigner devant s'en trouver singulièrement diminué, p. 921-922. — A la suite d'observations au sujet de la suppression des cantines pour enfants débiles, fait remarquer qu'une mesure d'application a déjà été prise par l'Œuvre nationale de l'Enfance, qui maintient les crédits jusqu'au 31 juillet, mais en limitant le nombre des bénéficiaires à un dixième de la population scolaire et déclare que, si le ministre ne fait pas une déclaration formelle, elle déposera le lendemain un amendement, p. 930. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 930-931. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 937. — Discussion des articles. Art. 51. Amendement qu'elle présente en faveur des cantines pour enfants débiles. A la suite de la déclaration de M. Jaspar, p. m., fait diverses observations, déclare qu'elle accepte la parole donnée par M. Jaspar et retire son amendement, p. 943, 944.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

## T

## Toch, sénateur provincial de la Flandre orientale:

- Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 27.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt de 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 361.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité de réorganiser le service des postes à Gand, p. 537.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Rompt une lance en faveur des professeurs des écoles communales de musique inspectées par l'Etat et fait certaines observations concernant les écoles de Thourout, p. 580. — Observations, p. 606, 608.
- Interpelle M. le ministre des transports au sujet des travaux projetés par la Société nationale des chemins de fer belges en commun accord avec le département des travaux publics, sur le territoire de Gentbrugge. Demande que son interpellation soit jointe à la discussion du budget des transports, p. 820.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur les services rendus par les bureaux de droit ouvrier et demande que le gouvernement soutienne financièrement les bureaux régulièrement organisés; parle ensuite de l'école industrielle supérieure de Gand et termine en traitant la question des accidents du travail, p. 699-700.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Développe son interpellation au sujet des travaux projetés par la Société nationale des chemins de fer belges, en commun accord avec le département des travaux publics, sur le territoire de Gentbrugge, et termine son discours en plaidant la cause des pensionnés, en parlant des passages à niveau non gardés, de l'état du matériel roulant, etc., p. 824 à 826. — Observations, p. 844.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observations, p. 1129.

## Toch (suite)

- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Traite la question des inondations dans la Flandre orientale, la nécessité d'exécuter les travaux pour les éviter; parle ensuite de l'importance que prend le port de Gand, insiste sur certains travaux nécessaires à son développement, p. 1388, 1389.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.
- Tschoffen**, sénateur coopté.
- Doc.** — Projet de loi relatif au commerce et au port des armes; proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Rapport, n° 12. — Rapport complémentaire sur le texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 99.
- Ann.** — Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Dépose le rapport sur cette proposition de loi; annonce que la commission a adopté cet objet à l'unanimité et demande que le Sénat l'examine sans retard, p. 31. — Déclare être d'accord pour la remise de la discussion à la séance du 9 décembre, p. 45. — Discussion générale. Discours : Pour l'intelligence des textes à examiner et qui soulèvent des questions sérieuses de technique juridique, de graves intérêts sociaux et de légitimes intérêts particuliers, indique sommairement au Sénat l'état de la législation en vigueur et les modifications envisagées par le projet en discussion, p. 76, 77. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer que l'amendement proposé par la commission est de pure forme, p. 80. — Chap. II. Se rallie à l'amendement du gouvernement pour l'intitulé du chapitre, p. 81. — Art. 3. Observations au sujet des textes proposés, p. 81, 82. — Alinéa 3. M. Janson, m. j., proposant le même amendement que celui adopté à l'alinéa 2, déclare être d'accord, p. 82. — Art. 4. Motive un amendement proposé par la commission, p. 82. — Art. 7. Fait remarquer que cet article est le plus important du projet, en précise la portée et rend le Sénat attentif au principe de cet article qui concerne l'achat des armes, p. 83. — Déclare se rallier au premier alinéa du texte proposé par le gouvernement, p. 83. — Discussion sur les dispositions déjà admises. Observations, p. 84. — Art. 9. Développe les motifs pour lesquels il propose de s'en tenir, en première lecture, au texte de la commission, p. 86. — Art. 10. Attire l'attention du Sénat sur la réforme proposée par cet article, p. 86, 87. — Art. 11. Défend la proposition de suppression faite par la commission, p. 87. — Discussion des propositions en présence. Observations, p. 88. Au moment de la reprise de la discussion, M. Digneffe proposant un nouveau texte pour l'article 11 rejeté la veille, estime que le Sénat pourrait éventuellement réserver bon accueil à cette disposition, mais estime que c'est en seconde lecture que l'assemblée pourra statuer, p. 89. — Art. 13. Fait remarquer que l'amendement de la commission est de pure forme, p. 90. — Art. 14. Déclare être d'accord au sujet de la suppression de cet article, p. 90. — Art. 15. Déclare être d'accord avec M. Janson, m. j., au sujet de l'adoption du premier alinéa de l'amendement du gouvernement, p. 91. — Art. 16. Indique les motifs pour lesquels il se rallie à l'amendement du gouvernement, p. 91. — Art. 17. Observations au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 91. — Art. 19. Se rallie à la proposition de suppression faite par le gouvernement, p. 92. — Art. 23. Motive et donne le commentaire de l'amendement de la commission, p. 92. — Art. 26 à 29. Déclare ne pas s'opposer à l'amendement du cac d'Ursel demandant le maintien du titre du chapitre II, avec un seul article qu'il propose, p. 92. — Art. 30. Propose un sous-amendement de forme à l'amendement de la commission, p. 93. — Art. 31. Indique les motifs pour lesquels il se rallie, sans réserve, à l'amendement du gouvernement, p. 94. — Art. 33. Déclare accepter l'amendement du gouvernement, p. 94. — Art. 35. Déclare être d'accord au sujet de la suppression de mots proposée par le gouvernement, p. 94. — Art. 36. Déclare être d'accord sur le principe de l'amendement de M. A. Huysmans, mais estimant son texte insuffisant, propose d'accepter le principe, sous réserve de trouver

## Tschoffen (suite)

- un texte définitif que proposerait la commission, p. 96. — Art. 39. Déclare être d'accord au sujet des amendements proposés et commentés par M. Janson, m. j., p. 96. — A l'occasion d'une motion d'ordre du baron de Dorlodot, qui insiste pour que le projet revienne sans retard devant le Sénat, fait des observations à ce sujet, p. 553. — Vote en seconde lecture. Art. 1<sup>er</sup>. A la suite d'observations de M. Leurquin, déclare que le Sénat ne peut aller au delà de ce que la commission a prévu; que les armes de panoplie figureront parmi les exceptions de l'article 36, qu'il y aura donc là une question de fait que le juge examinera lorsqu'elle lui sera soumise, p. 776. — Déclare être d'accord au sujet d'une modification de forme que M. Janson, m. j., propose d'introduire dans le texte, p. 776. — Art. 3. Indique les motifs pour lesquels une modification proposée par M. Janson, m. j., en ce qui concerne les fusils démontables, ne peut être acceptée, p. 777. — A la suite d'observations de M. Janson, m. j., estime que les termes proposés par la commission doivent être maintenus, p. 777. — Art. 7. Déclare que l'amendement présenté par la commission l'a été à la suite d'une suggestion de M. le duc d'Ursel, mais estime que la tenue du registre ne pouvant s'appliquer qu'au marchand d'armes, il est préférable de renoncer à cet amendement, un arrêté royal devant du reste indiquer les formalités à remplir, p. 778. — Art. 13. Estime que l'amendement proposé par MM. Leurquin et Hans n'est pas indispensable, mais déclare ne pas vouloir s'y opposer, p. 778. — Propose une ajoutée à l'amendement du gouvernement, p. 779. — Art. 23. Déclare admettre la modification proposée par le duc d'Ursel, p. 780. — Art. 36. Observations au sujet de l'interprétation du premier amendement proposé par la commission, p. 781.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 224.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 412.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 463.
- Proposition de loi majorant les droits d'entrée sur les avoines, à la suite d'une demande de M. Mullie. Déclare ne pas être suspect en ce qui concerne la question des avoines, mais être contraint de reconnaître la caractère d'urgence de ce projet, p. 534. — Discussion générale. Discours : Rappelle que quelques mois auparavant, lorsque cette question est venue devant le Sénat, lui et quelques uns de ses amis politiques se sont abstenus; qu'ils modifieront leur vote cette fois pour des motifs qu'ils expose au Sénat, tout en estimant que l'intérêt de la Belgique est de rester libre-échangiste, p. 551-552. — Observations, p. 553, 556.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. M. le président demandant si le Sénat entend aborder ce même jour le vote sur des amendements très importants qui ont été présentés, estime que l'on peut procéder à ce vote le jour même, p. 632. — Discussion des articles. Discours au sujet d'un incident qui a surgi relativement au vote sur l'article 52bis, p. 640. — Observations, p. 641. — Veut, à nouveau, présenter des observations au sujet de l'incident, p. 641. — Après la suspension de séance, prend la parole, pour un fait personnel, afin de protester contre des paroles prononcées à son adresse par M. Van Fleteren : prie celui-ci de s'expliquer à ce sujet, p. 641. — Fait encore diverses observations, p. 641, 642. — Reprise de la discussion du budget. Art. 87bis. Appuie l'amendement présenté par la commission, p. 644.
- Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi sur la détention préventive. Discussion générale. Observations, p. 655.
- Fixation de l'ordre du jour : Demande que le Sénat fixe l'ordre de ses travaux pour la dernière séance avant les vacances de Pâques, p. 755. — Demande que l'on ajoute certains objets à l'ordre du jour de la séance du matin du mardi suivant, p. 755.
- Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Discussion des articles. Tout en s'excusant de prendre la parole, fait remarquer qu'il serait bon de s'expliquer par un texte formel sur une question de compétence qu'il développe et au sujet de laquelle le rapporteur et le ministre ne semblent pas être d'accord, p. 774.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 966.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Hieguet et consorts, p. 1017.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Observations, p. 1131.

## Tschoffen (suite)

- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Expose, à la demande du groupe démocratique, tant flamand que wallon, le point de vue de ce groupe; déclare notamment qu'il se refuse à admettre que les Belges de Flandre et les Belges de Wallonie se traitent comme des étrangers; estime que l'on a longtemps commis l'erreur de refuser ce qui était juste, que le parlement va donner à chacun ce qui lui est dû et rétablir ainsi l'amitié et l'affection entre tous; que seul le « Frontpartij », qui va voter contre la loi, déploiera la fin des querelles, parce que les membres de ce parti les exploitent et en vivent, p. 1189 à 1192. — Observations, p. 1193, 1198. — Discussion de l'article unique : Fait diverses observations au sujet d'une motion de M. Laboulle tendant à renvoyer tous les nouveaux amendements présentés à l'examen de la commission et propose de poursuivre la discussion et de réserver la question de savoir s'il faut ou non ordonner ce renvoi, p. 1218. — M. Van Dieren insistant sur le renvoi, fait des observations à ce sujet, p. 1219. — Alinéa 6. Discours : Insiste pour que M. Dierckx retire les amendements qu'il a présentés, p. 1284, 1285. — Discours : Répond aux observations de M. Dierckx et estime qu'il y a quelque chose de fondé dans ces observations, mais que c'est au gouvernement qu'il appartient de lui donner satisfaction, la loi ne devant pas être alourdie par une complication nouvelle concernant l'agglomération bruxelloise, p. 1288. — Nouvelles observations à la suite d'une demande de M. Ingenbleek, p. 1288. — Observations au moment du vote, p. 1324.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. M. le comte de Kerchove de Denterghem déclarant qu'il pose la question préalable, fait remarquer que, pour que le Sénat puisse se prononcer, il faut une proposition formelle, p. 1517. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1519. — Discours : Se contente de développer brièvement les motifs pour lesquels il estime qu'un vote affirmatif s'impose pour tous les sénateurs en ce qui concerne le projet en discussion, mais termine son discours en déclarant que, selon lui, il faudra résoudre sans retard le problème sur l'emploi des langues dans l'administration et devant les tribunaux, dans le respect des droits de chacun combiné avec la collectivité belge, mais que lui et ses amis ne veulent pas d'un séparatisme honteux auquel ils s'opposent de toutes leurs forces, p. 1524 à 1526.

## V

Van Belle, sénateur de Liège, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi sur l'inspection du travail (cosign.), n° 222.

Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 2.

Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Discours : Demande des mesures immédiates en faveur des inondés et qu'une décision soit enfin prise en ce qui concerne les dépenses pour les travaux de démergement, p. 37.

Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. e. émis en 1921, aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Incident au sujet du vote émis par le baron de Steenhaut de Waerbeek sur l'article 52bis. En sa qualité de secrétaire, prend la parole pour un fait personnel au sujet de paroles de M. Moyersoen le mettant en cause, p. 640.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion des articles. Art. 81. Discours : Suggère l'idée de charger les organisations syndicales de contrôler par elles-mêmes les chantiers de l'industrie du bâtiment, p. 792.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par s'associer aux observations formulées par M. Mullie et par M. Lebon, dans son rapport, en ce qui concerne les routes; attire, notamment, l'attention sur le nombre toujours croissant des accidents; demande ensuite que la préférence soit donnée aux matériaux du pays ainsi qu'à la main-d'œuvre belge; termine en parlant de la question du port de Zeebrugge, p. 1375 à 1377 et 1378, 1379. — Observations, p. 1396, 1397.

**Van Belle (suite)**

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Van Berckelaer, sénateur d'Anvers.**

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921, aux États-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que, le projet ayant déjà été longuement motivé, cela le dispensera d'entrer dans de nombreux détails; estime que le projet est très insuffisant, que, notamment, la durée du travail, en ce qui concerne le travail à domicile, n'est pas réglementée par le projet; propose des amendements dont il donne lecture et qu'il motive; combat le travail à domicile en général et déclare que le gouvernement, en acceptant ses amendements, rendrait service à de nombreuses industries et notamment à l'industrie diamantaire, p. 403 à 406. — Discours : Défend les amendements qu'il a présentés; estime que l'inspection du travail devrait être étendue et renforcée et que les peines prévues pour les infractions ne sont pas assez sévères; déclare, en terminant, souhaiter que les observations qu'il vient de présenter, ainsi que ses amendements, donnent satisfaction au R. P. Rutten, p. 492. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'État des frais de funérailles du général Bernheim. Discussion générale. Observations, p. 493.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 126. Attire, à cette occasion, l'attention du ministre sur la mauvaise répartition des subsides en faveur de l'organisation de concerts et plaide la cause des concerts « De Werker », p. 648, 649.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Parle de la crise dans l'industrie diamantaire et parle notamment, à cette occasion, des ouvriers étrangers qui se sont introduits en Belgique comme commerçants; signale également des lacunes dans l'inspection du travail, p. 749 à 753. — Observations, p. 761.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : La déclaration ministérielle n'étant pas précise à ce sujet, demande que l'on s'occupe de plus en plus de la question des chômeurs, puis exprime, notamment, son regret que le gouvernement maintienne à son programme de nombreux millions pour les forts, estimant que les fortifications n'ont pas porté bonheur à la Belgique dans le passé, p. 1133, 1134.

**Van Caenegem, ministre des travaux publics.**

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 33.

Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal de Liège à Anvers et concernant les expropriations, le tracé, la construction de ponts et le niveau de l'eau. Observations, p. 49 à 51, 56 à 58. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 51 à 53. — Répond à M. Lindekens, p. 58.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 66.

Projet de loi prorogeant et limitant les effets de la loi du 28 juillet 1926 et complétant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 124, 125. — D'accord avec le président et le rapporteur, propose la remise au lendemain de la suite de cette discussion, p. 127. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 130, 132, 133. — Discours : Répond notamment au discours de M. Vinck, p. 133.

Interpellation de M. Moyersoen au sujet : a) des conséquences fâcheuses qu'entraîne pour la navigation et pour l'agriculture le défaut d'entretien de la Dendre par la société concessionnaire; b) des mesures à prendre pour éviter qu'une grève du personnel vienne encore arrêter le trafic sur la rivière. Observations, p. 530, 531. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 531, 532. — Observations, p. 532.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Estime utile et pratique d'entamer la discussion par sa réponse aux principales observations formulées dans leurs rapports par M. Lebon, rapporteur du budget des travaux publics, et par M. Beauduin, rapporteur du budget extraordinaire, p. 1314 à 1316. — Observa-

**Van Caenegem (suite)**

tions, p. 1373, 1375 à 1378, 1382, 1390 à 1392. — Discours : Répond aux observations présentées, le fait brièvement, et indique les raisons pour lesquelles il ne donne aucun développement à ses réponses, p. 1394 à 1397. — Répond immédiatement aux observations de M. Vancoillie et de M. le duc d'Ursel, p. 1397, 1398. — Répond brièvement par voies d'interruptions aux discours encore prononcés, p. 1399, 1401 à 1404.

**Vancoillie, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant le Titre VIII du Livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2 (art. 1762<sup>1</sup>, alinéas 3 et 5). Discours : Combat l'amendement de la commission ainsi que l'avis émis dans son rapport par M. Ligy en ce qui concerne l'interprétation du mot « établies », p. 14.

Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Discours : Attire particulièrement l'attention sur les dispositions concernant les allocations familiales, p. 120, 121.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Demande que l'on examine en premier lieu ses deux premiers amendements, qui ont trait à des articles des lois coordonnées sur les impôts autant qu'à la loi en discussion, p. 222. — Prononce un discours dans lequel il déclare que son premier amendement vient à tomber, mais motive et défend ses amendements, discute la question de recevabilité du second amendement et estime que le troisième est nécessaire pour la clarté des textes, p. 222 à 224. — Observations, p. 224. — Fait encore diverses observations et déclare, à la suite du discours du ministre, retirer ses amendements, p. 225. — Art. 4<sup>bis</sup> qu'il propose avec MM. Mulie et cons. Discours : Défend l'amendement, p. 234.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Discours : Déclare, M. Moyersoen ayant fait appel aux classes moyennes, que, bien que les bourgeois petits et grands, n'aient pas à voir de nouvelles lois restreindre leur liberté d'action en matière de commerce et d'industrie; ils ne reculent pas devant la charge qui leur incombe quand il s'agit de réprimer les abus et de faire œuvre salubre et humanitaire; fait encore quelques observations en ce qui concerne la mise en œuvre du Comité national, la définition du mot « salaires », que l'on rencontre partout dans le projet, sans explication suffisante; termine en déclarant que, bien que d'aucuns soient persuadés que la loi en discussion est une arme aux mains des adversaires du travail à domicile, elle servira au contraire les intérêts de ce travail d'une manière efficace, p. 379 à 381.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que ses observations répètent pour la plupart celles des années précédentes, puis traite la question de l'organisation des Chambres des métiers et négoce et de l'Office des classes moyennes, celle des prix de détail, et défend l'ensemble des intérêts des classes moyennes, p. 460 à 462.

Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Discours : Demande que l'on donne une définition nette des termes « personnes peu aisées » et « habitations à bon marché »; parle aussi de la question de la bonne fin des compléments de prêts garantis par l'État, p. 784-785. — Discussion des articles. Art. 15. Rappelle la question qu'il a posée au cours de la discussion générale au sujet de la non-admission aux prêts des personnes tenant un petit magasin : demande que la circulaire portant cette interdiction soit retirée, p. 801.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Traite la question des allocations familiales au profit des employés communaux; fait remarquer que le statut est toujours en suspens et qu'il serait urgent que la question fût résolue; parle ensuite de certaines questions se rapportant aux finances des communes et termine en appuyant les observations faites par le chevalier Dessain en ce qui concerne le Fonds de crise et le Fonds de chômage, p. 941-942. — Observations, p. 943.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : Constate que certains travaux qu'il avait réclamés l'année précédente n'ont pas pu être exécutés par suite de la situation économique et des difficultés qu'elle amène, mais estime que ces difficultés ne peuvent être invoquées en ce qui concerne les routes; indique, en conséquence, les travaux qu'il considère comme urgents; parle ensuite des voies d'eau du pays, notamment de la Lys et du canal de Roulers à la Lys, p. 1397, 1398.

**Vande Moortels**, sénateur de Louvain.

- Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 331. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1296, 1297. — Art. 15. Observations, p. 1303, 1304.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.
- Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

**Vandewiele**, sénateur d'Audenarde et Alost.

- Ann.** — Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Annonce le dépôt d'un amendement relatif à l'intervention de l'Etat pour la construction d'un établissement d'enseignement moyen, à Ninove; puis, demande que l'Etat prenne des mesures pour créer des écoles moyennes, notamment en Flandre; cite certains exemples à cette occasion et termine en exprimant la conviction que si l'on avait plus d'écoles moyennes en Flandre, écoles donnant des facilités pour apprendre aisément les deux langues nationales, on aiderait tous les Belges à s'aimer davantage, la question des langues ne pouvant pas continuer à diviser la Belgique, p. 572 à 574. — Observations, p. 615. — Discussion des articles. Art. 161. Déclare, l'amendement du gouvernement lui donnant satisfaction, retirer celui qu'il avait présenté, p. 650.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Tout en remerciant le ministre et la Société nationale des nombreuses améliorations apportées aux communications ferroviaires dans les arrondissements d'Alost et d'Audenarde, suggère encore quelques perfectionnements aux horaires, demande le placement d'abris à Audenarde et à Renaix; attire l'attention sur le danger existant à la gare d'Audenarde, sur le passage à niveau à Beveren lez-Audenarde, qui est fréquemment fermé et expose encore certains griefs exprimés par ses mandants; termine en demandant une diminution du taux des tarifs de chemin de fer, p. 835 à 837.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Prie le ministre des finances de persévérer dans l'exécution de sa promesse de l'année précédente de relever le coefficient de certains articles du tarif des douanes si la nécessité s'en faisait sentir; fait diverses observations et suggère notamment que l'on supprime la dépense incombant au gouvernement par suite de la création du timbre de transmission et que l'on applique la méthode suivie en France, laquelle oblige les commerçants à remettre à la fin de chaque mois la liste des factures établies, p. 1045 à 1047. — Observations, p. 1047.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 1215.

**Van Dieren**, sénateur de Malines et Turnhout.

- Ann.** — Annonce du décès de M. le baron de Becker-Remy, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat. Discours, p. 5.
- Commission du travail parlementaire : Demande qu'un membre de son groupe soit désigné pour faire partie de cette commission et insiste pour qu'une décision immédiate soit prise à ce sujet, p. 6.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. M. Vinck estimant que le débat doit être épuisé à la Chambre avant d'être entamé au Sénat, appuie ces observations, p. 20. — Discussion de la déclaration. Discours : Critique l'attitude du gouvernement en ce qui concerne la question flamande, estimant qu'il n'a réalisé aucune des promesses qu'il avait faites, p. 25 à 29. — Observations, p. 31, 32, 33. — Au moment du vote sur les ordres du jour, demande par motion d'ordre si, oui ou non, il sera permis aux professeurs de l'université de Gand de continuer à donner des cours à l'école des hautes études, p. 41.
- Modifications au règlement du Sénat : Modification qu'il propose à l'article 59. Discours : Défend sa proposition, p. 37-38. — Observations, p. 38 à 40. — Art. 22. Amendement de la

**Van Dieren (suite)**

- commission quant à la place de laquelle les orateurs doivent parler. Observations, p. 43. — Art. 32. Amendement de la commission relatif à des pouvoirs à donner au bureau quant à la non-reproduction de certaines questions au *Bulletin des Questions*. Observations, p. 44, 45. — Art. 45 et 48. Amendements de la commission relatifs à l'extension des pouvoirs du président en ce qui concerne la reproduction aux *Annales* des motions, interpellations, propositions de loi, etc. Observations, p. 45, 46. — Discours : Combat les amendements de la commission, p. 46.
- Interpellation de M. Beckers au sujet du nouveau canal Liège-Anvers. Observations, p. 58.
- Interpelle M. le premier ministre, les ministres de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, des travaux publics : 1<sup>o</sup> au sujet du non-accomplissement de l'engagement pris par le gouvernement dans sa déclaration de novembre 1929 relativement à la flamandisation; 2<sup>o</sup> au sujet de la nécessité de transformer sans retard la loi de clémence de janvier 1929 en une véritable loi d'amnistie. Développe son interpellation, p. 63 à 69. — Discussion. Observations, p. 70, 71. — Prononce encore un discours en réponse à celui de M. Jaspas, p. m., p. 72, 73. — Demande l'appel nominal sur l'ordre du jour qu'il propose, p. 73. — Veut prendre encore la parole pour protester contre l'attitude du Sénat, p. 73.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande que ce projet soit promptement examiné, p. 73. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée de janvier, insiste sur l'urgence de la question linguistique et déclare qu'un ajournement serait mal interprété par le pays, p. 179. — Insiste pour que la date de la discussion soit fixée immédiatement, p. 183. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 180. — Le R. P. Rutten proposant la remise du débat au 19 mai, insiste pour que la discussion soit commencée le 28 avril et proteste contre la proposition du R. P. Rutten, p. 806. — Discussion générale. Observations, p. 985, 988, 989, 993, 994, 1152, 1154 à 1156, 1162, 1163, 1187, 1196 à 1198, 1215. — Discussion de l'article unique, alinéa 1<sup>er</sup>. Discours : Fait une courte déclaration au nom des nationalistes flamands : annonce que ceux-ci voteront le 1<sup>er</sup> alinéa afin d'indiquer qu'ils sont d'accord sur le principe, puis répond au discours prononcé par M. Tschoffen afin de faire remarquer que les nationalistes flamands voteront contre la loi comme ils ont également émis un vote négatif au sujet de l'université de Gand, mais que ceci n'est pas un vote contre la flamandisation, mais bien contre les textes de ces lois, p. 1216. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Laboulle tendant au renvoi des nouveaux amendements à la commission, p. 1218. — A la suite de la remarque faite par M. le président disant qu'il pourrait faire un effort pour parler en français, puisqu'il occupe déjà une place au banc des ministres, déclare qu'il occupe cette place parce qu'elle est meilleure que la sienne, p. 1218. — Fait encore diverses observations au sujet de ses amendements et insiste sur le renvoi à la commission, p. 1218. — Alinéa 2. Défend ses amendements et conclut en disant que la solution du gouvernement ne donne pas satisfaction, p. 1220, 1221. — Observations, 1221. — Défend son 3<sup>e</sup> amendement, qu'il n'avait pas encore défendu, cet amendement étant subsidiaire, p. 1224-1225. — Observations concernant notamment la question de l'inspection, p. 1226. — Vote sur l'alinéa 3. Demande que son second amendement soit mis aux voix, p. 1321. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 1321. — Alinéa 4. Demande l'appel nominal pour le vote de l'amendement qu'il a présenté, p. 1322. — Vote sur l'article 20bis. Demande l'appel nominal sur sa proposition tendant à la suppression de cet article et insiste sur sa demande, p. 1324. — Demande l'appel nominal sur un amendement de M. Nolf, p. 1324. — Vote en seconde lecture. Art. 20 : Alinéa 4. Appuie les observations de M. Lebon, estime que le Sénat s'est efforcé de faire une loi aussi peu mauvaise que possible et qu'il ne faut pas créer l'impression que la loi en discussion est, à nouveau, une charge pour le pays flamand, p. 1342. — Observations, p. 1343. — Alinéa 6. Observations, p. 1344. — Défend son sous-amendement et indique les motifs pour lesquels il demande que l'on rejette le texte proposé par la commission, p. 1344, 1345. — Observations, p. 1345, 1346. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 1346. — Son amendement étant rejeté, fait à cette occasion des observations au sujet de l'attitude de la droite démocratique flamande, p. 1346. — Prend la parole pour un fait personnel au sujet des paroles prononcées par M. Dierckx, en motivant le vote affirmatif de la gauche libérale, p. 1347, 1348. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.
- Annonce du décès de M. Ryckmans, sénateur provincial d'Anvers, vice-président du Sénat. Discours, p. 194.

## Van Dieren (suite)

- Interpelle M. le ministre de l'intérieur au sujet des mesures qu'il compte prendre pour prévenir et punir les abus qui se commettent à l'occasion du recensement, notamment dans le Grand-Bruxelles et à la frontière linguistique. Observations au sujet du libellé de son interpellation, p. 264.
- Interpellation de MM. Segers et Van Dieren au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 346, 348 à 400. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 402. — Reprise de la discussion. Observations, p. 480, 488.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion générale. Observations, p. 415.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 467.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant-général Bernheim. Discussion générale. Discours : Combat le projet et motive son attitude, p. 493 à 495. — Par motion d'ordre, proteste contre certaines épithètes dont on s'est servi à son adresse pendant le discours qu'il a prononcé à l'occasion de ce projet; reconnaît que le compte de Broqueville, m. d. n., a déclaré ne pas avoir l'intention de le blesser personnellement, puis parle de l'attitude du R. P. Rutten à son égard, p. 532, 533. — Demande à nouveau la parole, p. 533. — Prend la parole, malgré le président, afin de répondre au R. P. Rutten, p. 533. — Le président lui refusant le droit de continuer à parler au sujet de cet incident, proteste encore contre cette décision, p. 533.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 543.
- Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 574.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. — Discussion des articles. Art. 52. Défend un amendement qu'il présente, p. 632. — M. le président faisant des observations au sujet du dépôt tardif d'amendements, fait remarquer que le gouvernement a également proposé des amendements, p. 633. — Fait encore des observations en faveur des amendements présentés, p. 633, 634. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 635. — Demande l'appel nominal sur l'amendement de M. Carnoy, p. 635. — M. Carnoy retirant son amendement, déclare le reprendre, p. 635. — M. le président estimant qu'il n'est plus régulièrement saisi d'un amendement, proteste contre les paroles du président et insiste pour reprendre l'amendement, p. 635. — Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il a repris, p. 636. — Art. 52bis proposé par Mme Spaak et con. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 639. — Art. 52ter nouveau présenté par Mme Spaak et con. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 640.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques et mentales. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 686.
- Interpelle M. le ministre de la défense nationale sur le maintien illégal à la caserne du soldat Joris De Leeuw. Confirme le télégramme par lequel il a demandé l'urgence pour son interpellation, p. 771. Motive l'urgence, p. 772. — Reprend la parole pour motiver l'urgence et aborde à nouveau le fond de l'interpellation, p. 772. — M. le président lui faisant remarquer qu'il aborde à nouveau le fond de l'interpellation, proteste contre cette appréciation et déclare qu'il s'est borné à motiver l'urgence, p. 772. — Au moment où le Sénat va se séparer pour les vacances de Pâques, demande que l'assemblée revienne sur la décision qu'elle a prise le matin, rejetant l'urgence, et à pouvoir développer immédiatement son interpellation, p. 807.
- Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Discussion des articles. Art. 8. Observations, p. 774.
- Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. Discussion de l'article unique. Contesté l'utilité du projet et déclare que si l'on veut revenir sur la loi de cadenas il y a d'autres objets plus urgents, et rappelle le greffe du tribunal de Louvain, p. 774.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion des articles. Art. 121. Appuie l'amendement présenté par M. Jauniaux en faveur des fédérations mutualistes de retraite, p. 795.
- Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1929 et antérieurs et à l'exercice 1930. Discussion générale. Discours : Estime impossible de consentir des crédits supplémentaires pour un montant d'environ 700 millions, sans critiquer la façon dont M. Houtart, m. f., rédige les budgets, p. 834.

## Van Dieren (suite)

- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 849, 850. — A la demande du président, déclare qu'il prendra la parole le lendemain à l'occasion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 850.
- Présentation de candidats pour une place de conseiller vacante à la Cour de cassation. Par motion d'ordre, insiste pour que, à l'avenir, les bulletins de vote soient rédigés dans les deux langues, p. 906.
- Interpelle le premier ministre au sujet des modifications apportées à la composition du ministère, des circonstances dans lesquelles ces modifications ont été faites, ainsi que sur la politique future du gouvernement. Demande l'urgence pour son interpellation, étant entendu que la discussion du projet de loi relatif au statut linguistique dans l'enseignement primaire ne sera pas interrompu, p. 989.
- Démission du cabinet présidé par M. Jaspar. Fait observer qu'il eut été seyant, selon lui, que le gouvernement lui-même vint déclarer ou, tout au moins, fit savoir, à la Haute Assemblée qu'il était démissionnaire, p. 998.
- Par motion d'ordre, fait des observations au sujet du compte rendu de la dernière séance; proteste, parce que l'annonce de la démission du cabinet n'a pas été lue par M. le président et a ensuite été insérée aux *Annales*, p. 1000. — Insiste sur sa protestation, estime que l'on n'a pas le droit de modifier un procès-verbal et déclare que, du reste, la lettre annonçant la démission n'était pas encore arrivée, p. 1000. — Par une nouvelle motion d'ordre, proteste contre le rappel à l'ordre qui lui a été infligé et déclare qu'il n'a jamais eu l'intention d'offenser personnellement M. le président; prie, en conséquence, ce dernier de retirer le rappel à l'ordre qui lui a été infligé, p. 1003, 1004.
- Documents parlementaires : Appuie la protestation faite, par motion d'ordre, par M. De Bruyn, au sujet du retard apporté dans la distribution des documents flamands, et rappelle qu'il avait présenté une proposition tendant à modifier le règlement, afin d'assurer la distribution simultanée des documents français et flamands, p. 1004. — Fait encore diverses observations et estime que le texte français doit être conservé jusqu'à ce que le texte flamand soit prêt, p. 1004.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1027, 1035 à 1037. — Discours : Commence par protester, parce que le ministre des finances ne comprend pas le flamand, alors qu'il s'agit du budget le plus important; critique ensuite les mesures de dégrèvement prises l'année précédente par le gouvernement; commente les critiques formulées par M. Van Overbergh, dans son rapport, et termine en déclarant que la Flandre veut l'égalité et que demain elle la prendra, p. 1047 à 1051. — Observations, p. 1053, 1055.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel. Discussion générale. Discours : Motive le vote négatif de son groupe, p. 1028.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. M. le président ayant fait diverses observations au sujet de la fixation de l'ordre du jour, estime que la Chambre ne peut reprendre la discussion des crédits militaires, discussion interrompue par la crise gouvernementale, avant que le Sénat n'ait discuté la déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet; demande que les observations qu'il vient de formuler soient portées à la connaissance du premier ministre, p. 1044. Discussion de la déclaration. Observations, p. 1073, 1077, 1097, 1099 à 1101, 1127. — Discours : Commence par estimer que, comme toujours, il y aura des dupes, que, jusqu'à ce moment, les dupes ont été les Flamands, et que le discours d'opposition prononcé par M. Dierckx démontre que les libéraux craignent à ce moment de l'être; exprime ensuite le regret de l'absence des nouveaux ministres, puis développe les revendications flamandes, estime que ce n'est pas le cabinet Renkin qui pourra résoudre la question flamande, déclare, en terminant, qu'il considère comme l'honneur de sa carrière d'avoir défendu Borms et demande que l'amnistie soit votée, p. 1129 à 1132. — Observations, p. 1133.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1063, 1065, 1094, 1095. — Discours : Appuie le discours qui vient d'être prononcé par M. Gravez; parle ensuite de l'état de l'hôpital militaire, mauvais état auquel il est nécessaire de porter remède, puis défend les droits des invalides, dont les demandes soit d'invalidité, soit d'aggravation, sont continuellement refusées, p. 1095.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. A l'occasion d'une motion de M. Mertens, rapporteur de ce projet, tendant à ce que la discussion de ce projet soit fixée

## Van Dieren (suite)

- au jeudi 2 juillet, fait remarquer, certaines protestations s'étant élevées au sujet de cette demande, qu'il y a un engagement pris vis-à-vis de M. Mertens, p. 1128.
- Pavillon néerlandais à l'exposition de Vincennes. Incendie de ce pavillon. Prie le Sénat, par motion d'ordre, de témoigner sa sympathie à la Néerlande, à l'occasion de ce désastre, et déclare qu'il a été heureux du geste du gouvernement, qui a mis une partie des pavillons belges à la disposition du gouvernement néerlandais, p. 1157.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. Discussion générale. Réclame la lecture du rapport en flamand, p. 1325. — M. le comte de Kerchove de Denterghem, rapp., demandant que cette formalité soit évitée, estime qu'il faut l'unanimité du Sénat pour décider de cette question, p. 1326. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.
- Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale. Observations, p. 1335 à 1338.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. A l'occasion d'une motion du R. P. Rutten, qui propose le renvoi à la commission, par suite des nouveaux amendements présentés par le gouvernement, constate que le gouvernement ne tient pas ses promesses et que l'on va prendre des vacances avant que la question flamande n'ait trouvé sa solution, p. 1351. — Discussion générale. Observations, p. 1510, 1511, 1513, 1517, 1523, 1525, 1527 à 1530, 1532. — M. le président annonçant que les amendements qu'il présente doivent, vu le moment où ils ont été présentés, être appuyés par cinq membres pour être valables; estime que c'est la première fois que cette disposition est appliquée à des amendements présentés après la clôture de la discussion générale; fait appel au « fair play » de ses collègues pour que ses amendements soient appuyés et qu'ils puissent être soumis au vote, p. 1534. — Remercie le R. P. Rutten, qui appuie ses amendement, p. 1534. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par expliquer d'une manière précise le point de vue des nationalistes flamands; estime, notamment, que l'on se trouve devant un mauvais projet, et termine en déclarant que la Flandre ne s'accommodera jamais du projet en discussion, p. 1534 à 1537. — Observations, p. 1537. — Alinéa 2. Discours : Défend son amendement, p. 1538. — Observations, p. 1538, 1539. — Art. 2. Discours : Défend ses amendements, p. 1540, 1541. — Observations, p. 1542 à 1544. — Répond brièvement au discours qui vient d'être prononcé par M. Ingenbleek, p. 1544. Demande l'appel nominal sur son amendement tendant à la suppression des alinéas 2 et 3, p. 1544. — § 4. Défend un amendement qu'il présente, p. 1544, 1545. — Art. 3. Observations, p. 1545. — Défend la disposition additionnelle qu'il propose et qui forme un littéra D, p. 1546. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1931. Discussion des articles. Art. 42 du tableau I. M. le président rappelant l'amendement de MM. Vinck et consorts et annonçant le moment où cet amendement sera soumis au vote, demande si la discussion sur les crédits militaires est définitivement close, p. 1411.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1416. — Discours : au nom des nationalistes flamands, fait une brève déclaration et souligne la légère modification qui s'est produite dans l'attitude de M. Segers, en ce qui concerne les Pays-Bas septentrionaux; estime que ces Pays-Bas du Nord et la Belgique sont destinés à s'entendre pour le plus grand bien des deux pays; parle ensuite, notamment, des réparations allemandes et termine en déclarant que seul l'esprit de solidarité chrétienne peut faire éclore l'aurore de la paix, p. 1423 à 1425.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Commence, malgré les observations faites à ce sujet, par déclarer qu'il tient à s'exprimer en flamand, puis estime que M. Digneffe a raison de dire que l'on discute ce projet important dans des conditions anormales, que cela porte atteinte à la dignité du Sénat; propose formellement l'ajournement de la discussion et déclare qu'il appuie l'amendement de M. Mullie, p. 1466. — Observations, p. 1466, 1467. — Constate le peu de membres présents et estime à nouveau que l'ajournement s'impose, p. 1467. — Observations, p. 1467.
- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet (texte amendé par la Chambre des représentants), p. 1492.

## Van Dieren (suite)

Vérification des pouvoirs de M. Houben. Demande que lecture soit donnée de la traduction flamande du rapport de M. Ligy, p. 1522. — Insiste sur sa demande, p. 1522.

## Van Fleteren, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Doc. — Proposition de loi en vue de prémunir, contre les inondations, les centres habités du royaume, ainsi que les lieux protégés par les digues exposées à rupture d'une façon anormale (cosign.), n° 165.
- Ann. — Bureau définitif : M. Segers, proposant de réélire, par acclamation, M. Magnette aux fonctions de président du Sénat, et M. Magnette, estimant qu'il est préférable de se conformer au règlement et de procéder au scrutin secret, déclare partager la manière de voir de M. Magnette et estime que l'hommage qui lui sera ainsi rendu sera encore plus éclatant, p. 2. — Observation au sujet du mode d'élection des secrétaires du Sénat, p. 2.
- Questeurs du Sénat : Estime, puisqu'il n'y a qu'un seul candidat présenté, qu'il n'y a pas lieu de procéder au scrutin pour cette élection tendant à remplacer M. le baron de Beker Remy, décédé, par M. De Clercq, p. 2.
- Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Art. 2. Alinéa 5. Combat l'amendement de M. Lebon, et estime qu'il est dangereux d'introduire au dernier moment des amendements importants d'ordre juridique, p. 13. — Art. 1762-4. : Alinéas 3 et 5. Observations, p. 16. — Annonce au nom du groupe socialiste que ce groupe émettra un vote affirmatif sur l'ensemble du projet et indique les motifs de ce vote, p. 19.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. M. Vinck, estimant que le débat doit être terminé à la Chambre avant d'être entamé au Sénat, appuie ces observations, p. 29. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 25 à 27, 31 à 33. — Se fait l'interprète de M. Dierckx pour que la parole soit accordée à celui-ci, p. 34.
- Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 36. — Discours : Commence par exprimer son regret que M. Van Schoor, si compétent sur les mesures à prendre pour éviter les inondations, ne fasse plus partie du Sénat et exprime le désir que, si un débat a lieu, il soit suivi de mesures effectives, p. 36.
- Modifications au règlement : modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion. Discours : Fait remarquer que, aucune inégalité de traitement n'existant entre le français et le flamand, il estime donc inopportune la proposition de révision de l'article 59, p. 40. — Observations, p. 40.
- Discussion du second rapport de la commission. Art. 45 et 48 : Amendements de la commission relatifs aux pouvoirs du président en ce qui concerne la reproduction aux *Annales* des motions, interpellations, etc. Discours : Commence par répondre à certaines observations faites par M. Van Dieren, relatives à une hostilité qui existerait contre son groupe, puis combat les amendements de la commission, p. 45. — Observations, p. 46.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 65, 70.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion générale. Observations, p. 79, 80. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Appuie les observations du ministre qui combat la proposition de renvoi à la commission, p. 80. — Art. 11 : Discussion des dispositions en présence. Estime que l'article 11 alourdit le projet et le rend plus difficilement applicable; qu'il serait donc préférable d'arriver à contrétiser la question en seconde lecture, p. 88. — A l'occasion d'une motion d'ordre du baron de Dordodot, insiste pour que le projet vienne sans retard devant le Sénat, p. 553. — A l'occasion d'une nouvelle motion du baron de Dordodot sur le même objet, fait encore des observations, p. 696.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 107, 110. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Budget du Sénat : M. Segers demandant que la constitution du comité secret soit remise au lendemain, ou que le Sénat accorde à la droite une suspension de séance, demande que le bureau prenne, éventuellement, des mesures pour que cette suspension de séance ne se prolonge pas trop, p. 122.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belge à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 142.

## Van Fleteren (suite)

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'oppose à la proposition de M. le baron Houtart, m. f., tendant à fixer la discussion à la séance de rentrée de janvier, p. 179. — A la suite du discours de M. Segers, renonce à faire d'autres observations, p. 179. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 224. — M. Huisman Van den Nest, proposant, par motion d'ordre, que le Sénat se compte sur le point de savoir si il est décidé à rejeter tout amendement, estime qu'une façon plus réglementaire d'éviter l'équivoque signalée par M. Huisman Van den Nest serait, s'il se présentait un amendement d'importance secondaire, de le réserver jusqu'au moment où l'on saurait si, pour d'autres motifs, le projet ne devrait pas retourner à la Chambre, p. 227. — Reprise de l'examen de l'article 2. M. Leyniers, proposant le renvoi de tous les amendements à la commission, s'oppose à ce renvoi, p. 228. — Art. 4. Observation, p. 233. — Art. 9. Observations, p. 241, 242.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, de la rentrée de janvier, demande quand on compte entamer l'examen des projets linguistiques, p. 179. — Estime qu'il ne faut pas retarder une question irritante qui réclame une solution, et exprime son regret qu'aucun membre libéral n'appuie la demande d'urgence, p. 179, 180. — M. Jaspard, p. m., ayant déclaré que le gouvernement sera à son banc lorsque le Sénat le désirera, et renouvelant cette déclaration, estime avoir obtenu satisfaction, p. 180. — Nouvelle discussion au sujet de la fixation : Observations, p. 806, 807. — La discussion ayant été fixée au 19, et M. Segers demandant la remise au mercredi, 20 mai, déclare que ce n'est pas une remise de vingt-quatre heures qui importe, mais que c'est une nouvelle remise qui paraît inquiétante, p. 940. — A la suite d'une motion de M. Jaspard, p. m., déclare au nom de la gauche socialiste que, pour les motifs indiqués par M. Lebon, ce groupe accepte cette toute dernière remise, p. 958. — Discussion de l'article unique. Article 6. Observations, p. 1288, 1289, 1324. — Observations au sujet du dépôt d'amendements au second vote comme au sujet de la fixation de ce vote, p. 1325. — Observations au sujet des termes employés par M. Dierckx en motivant le vote affirmatif du groupe libéral, p. 1347, 1348.

Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 273, 274. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 293, 379. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 512.

Interpellation de MM. Segers et Waucquez sur la jonction Nord-Midi. Insiste pour que la discussion sur la jonction se déroule uniquement, vu son importance, dans des séances de l'après-midi, p. 278, 279. — Discussion de l'interpellation. Observations, p. 284, 285, 288, 292. — Observations au sujet du moment où cette discussion se poursuivra, notamment au sujet de l'opportunité de tenir une séance du matin le mercredi ou le jeudi, p. 293. — Reprise de la discussion. Observations, p. 294, 295, 306. — Proteste contre la longueur des discours des deux interpellateurs, p. 317. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 340, 343, 357, 358, 360. — A la fin de la séance du 5 février, fait remarquer que cinq séances ont déjà été consacrées à ce débat, débat qu'il considère comme purement académique, aucune sanction ne devant en être la conclusion; fait remarquer ce que coûtent les séances du Sénat, annonce qu'il soumettra une motion lorsque le débat sera repris, p. 364. — Observations, p. 365. — Reprise de la discussion. Observations, p. 393, 396, 398, 400. — M. Vinck, proposant de remettre la suite du débat à une prochaine séance, insiste pour que la décision prise de terminer le débat pendant la séance en cours soit respectée, p. 401. — Fait encore des observations, p. 402.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Digneffe tendant au renvoi immédiat à la commission, p. 323, 324. — Discussion générale. Observations, p. 325, 326, 376, 377. — Observations au sujet de la suite de la discussion et de l'impossibilité de discuter ce projet à une séance du matin, p. 379. — M. le président, proposant le renvoi à la commission, vu les nombreux amendements proposés, tout en rendant hommage à la pensée du président, fait diverses observations et le prie de bien vouloir admettre que l'on commence tout au moins la discussion des articles, p. 417, 418. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 491, 492. — Observations au sujet de la proposition de renvoi à la commission, p. 493.

Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet de la suite de la discussion du projet sur le travail à domicile, le budget de l'agriculture et l'interpellation sur la jonction Nord-Midi, p. 334.

## Van Fleteren (suite)

Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funéraille du général Bernheim. Discussion générale. Observations, p. 493 à 495.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et Budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 516 à 518.

Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée sur les avoines. Demande l'appel nominal sur la question d'urgence, p. 535. — Discussion générale. Observations, p. 549, 551, 552, 557.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 578, 580, 608, 609. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 613. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 613, 617. — Discussion des articles. Art. 52. Observations, p. 635. — Appuie les observations de M. Van Dieren qui proteste parce que le président estime qu'il n'est plus régulièrement saisi d'un amendement, alors que M. Van Dieren reprend l'amendement retiré par M. Carnoy, p. 635. — Observations, p. 636. — Art. 52bis proposé par Mme Spaak et consorts. Observations, p. 638, 639. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. le baron de Steenhault de Waerbeek, relative au vote émis par ce dernier sur l'article 52bis, p. 640, 641. — Fait personnel de M. Tschoffen qui le prie de s'expliquer au sujet de paroles qu'il a prononcées à l'adresse de celui-ci. Observations, p. 641. — S'explique sur l'incident, p. 641, 642. — A la suite d'une observation du président, déclare que les paroles qu'il a prononcées, peuvent être interprétées comme on l'entendra et déclare ne pas les retirer, p. 642. — Fait encore des observations, p. 642. — Reprise de la discussion du budget. Art. 126. Observations, p. 648.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 679, 680. — Observations au sujet du renvoi éventuel en commission, p. 685. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 687. — Art. 3. Observations, p. 689.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 733, 758, 761, 763.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 837.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 937.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 960.

Motion d'ordre de M. Van Dieren, qui estime que le protocole n'a pas été observé en ce qui concerne l'annonce au Sénat de la démission du cabinet. Observations, p. 1000.

Budget de dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1010, 1014, 1015. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1015. — Observations à l'occasion du vote et du rejet de l'amendement de MM. Hicquet et consorts, p. 1017.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1021, 1026, 1034, 1040, 1053.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1071, 1072, 1074, 1075, 1097, 1098, 1102, 1125, 1126, 1128, 1130, 1131, 1133.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. A l'occasion d'une motion de M. Mertens, rapp., de ce projet tendant à ce que la discussion de ce projet soit fixée au jeudi 2 juillet, fait remarquer, certaines protestations s'étant élevées au sujet de cette demande, qu'il y a un engagement pris vis-à-vis de M. Mertens, p. 1128.

Fixation de l'ordre du jour après la fin de la discussion sur la déclaration gouvernementale. Fait diverses observations, p. 1158.

Projet de loi relatif à l'importation et l'exportation et au transit des marchandises. Observations au sujet de la demande faite par le ministre de passer immédiatement à l'examen de ce projet, p. 1158. — S'oppose à l'urgence proposée au Sénat par le président, p. 1159.

Budgets du Congo et garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du chemin de fer du Kivu. Discussion générale d'ensemble de ces projets de loi. Observations, p. 1232.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1317. — Discours. Indique les motifs pour lesquels, tout en aimant passionné-



## Van Fieieren (suite)

ment son pays, il votera contre les crédits militaires et demande que le Sénat admette la proposition faite par amendement par MM. Vinck et consorts tendant à l'ajournement des crédits militaires par la suppression de l'article 42 du budget extraordinaire, p. 1374.

Projet de loi créant de nouvelles ressources fiscales. Discussion générale : Observations, p. 1332, 1337.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Estimant qu'il est nécessaire que cette question soit terminée avant l'ouverture de la prochaine session, demande que le gouvernement fasse connaître ses intentions au sujet de la discussion, en octobre, par une déclaration, p. 1351. — Discussion générale. Observations, p. 1508, 1517. — M. le comte de Kerchove de Denterghem annonçant l'intention de poser la question préalable, déclare que la question préalable aurait dû être posée avant l'ouverture de la discussion générale, p. 1517. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1518. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 1541, 1544.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux en Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur le texte du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, p. 1479, 1480, 1484, 1487. — Fait remarquer à M. le baron de Dorlodot qu'il va provoquer une crise ministérielle, p. 1488.

Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique signée à Osio. Discussion générale. Observations, p. 1483, 1484, 1487. — A la suite des motifs d'abstention invoqués par le baron de Dorlodot, lui fait remarquer qu'il va provoquer une crise ministérielle, p. 1488.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture. Art. 4. Observations, p. 1499.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligataire de 150 millions de francs de la Compagnie du chemin de fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

Crédits militaires : Motion d'ordre de M. Lebon, qui estime que, dans la bousculade de la dernière séance avant les vacances, le Sénat ne s'est pas rendu compte de ce qu'il votait, en votant l'amendement de MM. Vinck et consorts, et qui déclare que lui et certains de collègues étaient partisans de la remise du vote sur cet amendement. Estime que la déclaration de M. Lebon est bien tardive, p. 1506.

Commission permanente des sociétés mutualistes : Nomination d'un délégué. Propose la remise à huitaine, des revendications étant introduites au sujet de cette désignation par le groupe socialiste, p. 1519. — Insiste sur sa demande d'ajournement, p. 1520. — Sa proposition étant rejetée, fait des observations au sujet de ce vote, p. 1520.

## Van Hoestenbergh, sénateur de Bruges.

**Doc.** — Projet de loi modifiant les limites de la ville d'Ostende et de la commune de Steene. Rapport, n° 129.

Projet de loi modifiant les limites de la commune d'Adinkerke et de la ville de Furnes. Rapport, n° 130.

Projet de loi tendant à favoriser le recrutement du personnel de la pêche maritime. Rapport, n° 178.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande l'extension des téléphones automatiques, notamment à Bruges et à Ostende, p. 537.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question de l'enseignement artistique organisé par les communes dans les écoles et conservatoires de musique et sur la modicité des subsides alloués pour cet enseignement, p. 569-570.

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville d'Ostende et de la commune de Steene. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 922.

Projet de loi modifiant les limites de la commune d'Adinkerke et de la ville de Furnes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 922.

Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Discours : Adresse deux demandes au ministre : 1° concernant le dédouanement des navires au port de Zeebrugge; 2° relativement à l'installation d'un entrepôt à Zeebrugge; puis parle de la question des traitements des receveurs des contributions, p. 1033, 1034.

## Van Hoestenbergh (suite)

Projet de loi tendant à favoriser le recrutement du personnel de la pêche maritime. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1276. — Fait remarquer que ce projet a été adopté à l'unanimité par la Chambre, que la commission propose également au Sénat de l'adopter et demande qu'il soit porté à l'ordre du jour de la semaine suivante, p. 1276.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Discours : traite particulièrement la question du port de Zeebrugge et fait certaines suggestions, p. 1353, 1354.

## Van Isacker, nommé ministre des transports le 6 juin 1931.

Projet de loi relatif au service d'autobus à établir par la Société nationale des vicinaux et projet de loi étendant aux trolleybus les dispositions des lois sur les chemins de fer vicinaux et sur les tramways. Discussion générale. Discours : Estime que si le Sénat insiste sur la proposition de M. Digneffe tendant à modifier le titre du projet, ceci ne constituant qu'une modification de forme, et le texte étant très clair, cette modification pourrait être admise sans que cela entraîne le renvoi du projet à la Chambre, et fait diverses observations, p. 1461. — Discours : Estimant que les observations faites par M. De Bruyn doivent retenir l'attention, déclare, ainsi qu'il l'a déjà fait à la Chambre, que le projet ne vise que le transport des voyageurs, les lignes ferrées devant être conservées partout où le transport l'exige, p. 1461.

Discussion des articles du projet de loi permettant à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux d'établir des services d'autobus destinés à améliorer les conditions d'exploitation de ses lignes ferrées. Discussion des articles. Art. 2. Déclare que le gouvernement tiendra compte des observations de M. Digneffe en ce qui concerne la dimension des voitures, p. 1462. Art. 5. M. le comte de la Barre d'Erqueghem, rap., ayant fait remarquer qu'une partie de l'amendement présenté par le gouvernement à la Chambre a été omise dans le texte transmis au Sénat, estime que cette disposition peut être rétablie sans que le projet doive être renvoyé à la Chambre, cette omission étant la suite d'une erreur, p. 1462. — Discussion des articles du projet relatif aux trolleybus. Art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer que le projet en discussion ne prévoit que la création de nouveaux services de trolleybus, un autre projet étant en préparation à son département en ce qui concerne le remplacement des lignes existantes par des trolleybus, p. 1462 et 1463.

## Van Mierlo, sénateur provincial d'Anvers.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Art. 126. S'abstient au vote sur un amendement de Mme Spaak et M. Vinck, p. 647. — Second vote des articles amendés. Art. 52 nouveau proposé par Mme Spaak en cons. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 651. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 652.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1348.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1549.

## Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.

**Doc.** — Budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo belge pour 1931. Rapport, n° 70.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1931. Rapport, n° 71.

Budget du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1931. Rapport, n° 72.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1931 (dépenses métropolitaines). Rapport, n° 73.

Budget des finances pour 1931. Rapport, n° 169.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux impôts sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. Discussion générale. Observations, p. 104, 111.

Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Observations, p. 132.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 143.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1931. Discussion générale. Fait observer que l'on pourrait reporter l'année budgétaire à fin mars, p. 155. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 177.

Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la

## Van Overbergh (suite)

- Banque Nationale. Discussion générale. Discours : Traite la question de la convention avec la Banque Nationale; termine en déclarant que le budget de 1931 dont il vient de mettre en relief les caractéristiques particuliers n'est pas un budget sain, p. 156 à 158. — Observations, p. 163. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 177.
- Interpellation de M. Segers et Wauquez relative à la jonction Nord-Midi. Observations, p. 399.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 506, 509.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion des articles. Observations à l'occasion d'une motion du baron de Steenhault au sujet du vote qu'il a émis sur l'article 52bis, p. 641.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 713 à 715.
- Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion des articles. Art. 15. Annonce que, après la déclaration du gouvernement, l'on est d'accord, p. 804.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion au sujet de la fixation du débat; insiste pour que la date du 19 mai soit maintenue, sans remise, p. 806. — Discussion générale. Discours : Expose le point de vue de la droite flamande; déclare que ce groupe votera le projet de la commission des sciences et des arts en matière d'enseignement primaire; déclare que, si le Sénat vote ce texte il y aura une détente dans l'opinion publique flamande, fort excitée dans certaines régions et, afin de dissiper tout malentendu d'ordre national, déclare que tous les membres de la droite flamande sans exception sont convaincus que les problèmes du statut linguistique, enseignement primaire compris, peuvent et doivent être résolus dans le cadre de la Belgique une et indivisible; termine en rappelant que le pays écoute et que la Flandre veut l'égalité et l'aura, p. 985 à 988. — Observations, p. 992, 994, 995, 1155, 1163, 1189, 1190, 1193, 1198. — Discussion de l'article unique. A la suite de la décision du Sénat de prendre le nouveau texte proposé par le gouvernement comme base de la discussion et de propositions relative à la procédure à suivre. Déclare que l'assemblée mettra une grande bonne volonté à éviter au débat d'empiéter d'un alinéa sur un autre, p. 1216. — Rappelle que l'on avait décidé de prendre comme base de la discussion le texte intégral du projet du gouvernement et fait diverses propositions quant à la procédure à suivre pour la discussion, p. 1219. — M. Van Dieren demandant le renvoi des amendements à la commission, fait diverses observations à ce sujet, p. 1219. — Alinéa 2. Observations, p. 1221, 1222. — Alinéa 3. Observations, p. 1223, 1225. — Déclare qu'il n'admet pas l'interprétation de M. Dierckx et fait des observations à ce sujet, p. 1226. — Observations, p. 1226. — Alinéa 4. Observations, p. 1277. — Discours : parle de la question de l'horaire d'adaptation, afin d'obtenir une déclaration du ministre à ce sujet, p. 1278. — Répond à une protestation de M. Dierckx, p. 1279. — Alinéa 5. Observations, p. 1282. — Déclare être d'accord avec le R. P. Rutten, qui propose, par amendement, de rétablir, à la suite de l'alinéa 5 du texte du gouvernement, l'ancien alinéa 2 de l'article 20ter du projet de la commission, p. 1283. — Alinéa 6. Observations, p. 1283, 1284, 1287, 1289. — Demande au ministre qu'il réponde à la question du rapporteur au sujet de la question des tempéraments, p. 1290. — Observations, p. 1290. — Art. 20bis. Demande au ministre pourquoi le nombre 25 admis d'après la réglementation générale a été changé en 20 enfants, p. 1292. — Art. 20quater proposé par M. Vermeylen. Observations, p. 1293.
- Budget des finances pour 1931. Dépose le rapport sur ce budget, p. 820. — Discussion générale. Discours : Commence par estimer qu'il est obligé de déclarer, en sa qualité de rapporteur du budget, que la situation des finances est préoccupante et que, tout en gardant confiance dans la solidité de l'économie belge et de son avenir, un immense effort devra être demandé au pays, surtout en 1932; termine en disant que, si le gouvernement belge fait la même déclaration que celle faite la veille à la Chambre des députés par M. Briand (c'est-à-dire que le plan Young gardait pour la France le caractère d'un règlement définitif), il répondra au sentiment et à la conviction des Belges, p. 1019 à 1024. — Observations, p. 1024, 1025, 1034. — Rappelle une question qu'il a posée au ministre à la fin de son discours de la veille et concernant certains événements qui se présentent du côté de l'Est, p. 1041. — Observations, p. 1051. — Discussion des articles. Art. 2. Prie le ministre de donner quelques renseignements sur les fonctionnaires supérieurs de son département, au point de vue de la connaissance du flamand, p. 1058, 1059.

## Van Overbergh (suite)

- Budget des transports pour 1931. Discussion des articles. Art. 72. Observations, p. 903.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 960.
- Budget des dotations pour 1931. (Texte amendé par la Chambre.) Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 961. — Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime qu'il n'y a aucun rapport de droit entre l'indemnité sénatoriale, stable de sa nature, et le traitement des fonctionnaires, variable avec l'index, et déclare que c'est pourquoi, en vertu de son serment constitutionnel, il ne votera aucun des amendements proposés, p. 1012, 1013. — Observations, p. 1015.
- Déclarations du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Observations au sujet de la fixation, p. 1054, 1055. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 1076, 1078. — Discours : Fait remarquer que la déclaration du nouveau gouvernement est similaire dans ses directives à celle du gouvernement qui l'a précédé, à l'exception de celui touchant la question linguistique; souligne et commente la nouvelle attitude du gouvernement, ainsi que celle du parti libéral et des Wallons, et en déclarant que c'est pour les motifs qu'il vient de faire valoir, qu'il n'hésite pas à engager ses amis de la droite démocratique et de la droite flamande à voter la confiance au gouvernement, présidé par M. Renkin, à l'unisson avec les autres membres de la droite, p. 1096 à 1099. — Observations, p. 1105, 1109, 1125, 1127, 1130, 1132, 1133.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1090, 1112, 1113, 1116, 1119.
- Projet de loi relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Propose de donner satisfaction au ministre qui prie le Sénat d'intervenir son ordre du jour et de passer d'urgence au vote de ce projet, p. 1159.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Observation à l'occasion d'une demande de M. Mertens tendant à la reprise de l'examen de ce projet, p. 1129. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1296, 1297.
- Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge pour l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 417.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1931. (Dépenses métropolitaines.) Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 507.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 507.
- Budget du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 507.
- Budgets du Congo et projets de loi relatif à la garantie à donner à des capitaux des chemins de fer vicinaux du Congo et du Chemin de Fer du Kivu : Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Discours : Commence par faire remarquer que, depuis le dépôt des rapports sur ces projets, trois faits nouveaux se sont produits : 1<sup>o</sup> le discours de M. Jaspar, alors ministre des colonies, au Cercle africain, annonçant des réformes coloniales profondes; 2<sup>o</sup> l'interview de M. Charles, alors qu'il était titulaire du portefeuille des colonies, accentuant ces promesses de réforme et 3<sup>o</sup> la nomination de M. Crokaert, comme ministre des colonies; déclare que les coloniaux espèrent beaucoup en les initiatives du nouveau ministre et, au nom de ses collègues de la commission coloniale, annonce que l'on attend avec confiance l'exposé de son programme; déclare ensuite qu'il eut volontiers renoncé à prendre la parole avant cet exposé, mais estime pourtant nécessaire de préciser certains points relatifs à la population indigène, à la question de la famille, à celle de la dépopulation et à celle des chefferies (politique indigène), p. 1146 à 1150. — Reprend et termine son discours et parle notamment des troubles dans le Kwango, puis traite particulièrement la question de la production indigène et de la politique à suivre par le gouvernement pour augmenter cette production; termine en déclarant que, dans dix ans, lorsque l'on parcourera les débats parlementaires belges, on dira que, même au plus fort de la crise mondiale, le parlement n'a pas abandonné un instant sa foi inébranlable dans l'avenir et le progrès de sa colonie, p. 1175 à 1178. — Après avoir fait diverses observations à l'occasion d'une motion de M. Volckaert, tendant à disjoindre le projet relatif aux chemins de fer, se rallie à l'avis de M. Crokaert, m. c., et de M. le comte de Kerchove de Denterghem, tendant à commencer par continuer la discussion et à se prononcer ensuite sur la disjonction, p. 1179, 1180. — Reprise de la discussion générale d'ensemble. Observations, p. 1181, 1182, 1203 à 1206, 1208, 1212, 1213, 1230 à 1243.

**Van Overbergh (suit.)**

- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. Reprise de la discussion. Observations, p. 1326.
- Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Insiste pour que le gouvernement tienne sa promesse de donner une solution à la question linguistique au plus tard en octobre, p. 1351. — Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que le rapport du R. P. Rutten et le discours qu'il vient de prononcer ont mis en relief l'évolution des diverses dispositions du projet et les amendements que la commission unanime propose d'y apporter, d'accord avec le gouvernement; estime que la solution proposée pour l'enseignement moyen est acceptable à tous les hommes de bonne volonté, puis expose au Sénat : 1° les motifs de son adhésion aux principes fondamentaux du projet de la commission; 2° la réponse à certaines objections; 3° la place occupée par la réforme en discussion dans l'ensemble des réformes scolaires linguistiques; termine en estimant que si la Haute Assemblée vote le projet amendé par la commission à une majorité imposante comme elle le fit pour le projet sur l'enseignement primaire, elle démontrera une fois de plus que le problème linguistique peut trouver une solution raisonnable et apaisante dans le cadre de l'unité nationale, p. 1511 à 1514. — Observations, p. 1518, 1524, 1525. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Observations, p. 1538, 1539.
- Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion générale : Observations, p. 1336 à 1338. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1359, 1360. — Art. 4bis proposé par M. Waucquez. Observations, p. 1363.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1395 à 1397, 1399.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1931. Discussion générale. Observations, p. 1411.
- Budget des affaires étrangères. Discussion générale. Observations, 1415, 1427, 1428, 1478, 1479, 1488.
- Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Observations, p. 1465, 1467.
- Projet de loi approuvant la convention de rapprochement économique, signée à Osio. Discussion générale. Observations, p. 1488.

**Van Roosbroeck**, sénateur de Malines et Turnhout, secrétaire du Sénat.

- Doc.** — Proposition de loi apportant des modifications à la loi du 7 août 1922, modifiée par celle du 2 mai 1929 sur le contrat d'emploi (cosign.), n° 55.
- Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 2.
- Modifications au règlement du Sénat : Art. 59. Discussion. Discours : Indique les motifs pour lesquels il prie M. Van Diere de ne pas insister sur sa proposition de modification de cet article, p. 39. — Observations, p. 39. — Propose l'ajournement et le renvoi à la commission de révision, p. 42.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Discussion générale. Observations, p. 79.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 259. — Discours : Traite la question de la répartition des subsides, notamment en ce qui concerne l'enseignement agricole officiel qui semble lésé et en ce qui concerne les syndicats d'élevage, p. 261.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez, relative à la jonction Nord-Midi. Observations au sujet du moment où la discussion se poursuivra, notamment, en ce qui concerne l'opportunité de tenir une séance du matin le mercredi ou le jeudi, p. 293.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par demander pourquoi un médecin attaché à une clinique ouvrière et par ce fait récusé comme expert dans les arbitrages en matière d'accidents du travail, puis traite différents points relatifs à l'organisation des conseils de prud'hommes, p. 710 à 712.

**Van Roosbroeck (suite)**

- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2. Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1011.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1040.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion de l'article unique. Appuie la proposition de M. Laboulle sur le renvoi des nouveaux amendements à la commission et insiste sur ce renvoi, p. 1218.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Van Stappen**, représentant suppléant de Termonde et Saint-Nicolas, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif en remplacement de M. le vicomte Vilain XIII, décédé.

- Doc.** — Proposition de loi en vue de prémunir contre les inondations les centre habités du royaume, ainsi que les lieux protégés par les digues exposées à rupture d'une façon anormale (cosign.), n° 165.
- Ann.** — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 722. — Prête serment, p. 722.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande que l'on rétablisse une garnison à Termonde; estime que cette mesure serait de nature à faire aimer l'état militaire par la population de la région et demande que l'armée organise à Termonde une défense permanente contre les inondations, p. 1062, 1063.

**Van Vlaenderen**, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.

- Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt, 8 p. c., émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion des articles. Art. 81. Observations, p. 791.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**van Zuylen (baron)**, sénateur de Liège.

- Doc.** — Projet de loi prorogeant les lois antérieures qui autorisent le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Rapport, n° 34.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers (statuts définitif). Rapport, n° 183.
- Ann.** — Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. Dépose le rapport sur le projet de loi, p. 123. — Discussion générale. Discours : En réponse à une demande de M. Volckaert, déclare que la commission de l'agriculture a insisté auprès du ministre pour que l'on puisse examiner le projet définitif, mais qu'il est nécessaire de voter d'urgence la loi de cadenas, p. 137.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par féliciter le gouvernement d'avoir décidé de consacrer une somme importante à des travaux publics afin d'occuper les chômeurs; demande qu'une partie des crédits soient affectés à des travaux forestiers; traite la question du boisement, réclame les travaux nécessaires pour éviter les inondations, puis parle de l'invasion de chenilles qui augmente d'année en année et des mesures de destruction à prendre, p. 270-271. — Observations, p. 273.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande instamment au ministre de mettre sur un pied d'égalité les abonnés du téléphone voisins de la frontière avec les abonnés des grands centres, p. 537.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers. (Statut définitif.) A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour de la rentrée après les vacances de Pâques, demande, vu les nombreux amendements présentés par le gouvernement, que la commission de l'agriculture

## van Zuylen (baron) (suite)

examine à nouveau ce projet pendant les vacances de Pâques, p. 806. — Dépose le rapport complémentaire sur ce projet de loi, 1319.

Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Discours : Signale à la bienveillante attention du ministre, le champ d'épreuves de canons dépendant de la fonderie royale de Liège, notamment demande que ce champ d'épreuves soit déplacé, p. 1087.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1319.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour l'exercice 1931. Discussion générale. Discours : Demande l'amélioration de la route de Liège à Fléron, puis attire l'attention du ministre sur les plantations le long des routes; appuie les observations faites à ce sujet par M. Bruneel, p. 1402. — Observations, p. 1405, 1406.

Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Estime que les restrictions doivent être maintenues même en ce qui concerne les professeurs d'université, p. 1467.

**Vauthier**, sénateur coopté, ministre des sciences et des arts, démissionnaire de ses fonctions de ministre des sciences et des arts le 18 mai 1931.

**Ann.** — Annonce du décès du baron de Becker-Remy, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat. Discours, p. 4.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 599. — Discours : Répond aux observations d'ordre général, réservant pour le lendemain sa réponse aux questions portant sur des points particuliers, rencontrant des problèmes d'ordre un peu technique, p. 607 à 610. — Observations, p. 611. — Au début de la séance du lendemain avant de répondre aux autres observations, fait remarquer que de nouveaux et nombreux amendements ont encore été présentés depuis la veille; annonce que le gouvernement va en présenter également et estime que, dans ces conditions, il doit, à regret, demander que l'examen de ces amendements, ainsi que le vote sur le budget, soient remis au mardi ou au mercredi de la semaine suivante, p. 613, 614. — Reprise de la discussion générale. Discours : Répond aux questions qui ont été posées sur des points particuliers, p. 614 à 618. — Répond aux observations qui viennent d'être faites par le baron de Moffarts, p. 620. — Discussion des articles. Art. 19. Déclare se rallier à l'amendement proposé par la commission et portant une majoration de crédit en faveur des familles nombreuses, p. 632. — Art. 52. Fait remarquer, au sujet des amendements présentés par M. Van Dieren et par M. Carnoy, que la commission des traitements a tenu compte de tous les éléments d'appréciation dans l'établissement des traitements du personnel de l'enseignement moyen et rend le Sénat attentif aux conséquences d'un changement aux règles établies; prie en conséquence le Sénat de ne pas adopter ces amendements et déclare qu'il examinera la question, avec toute sa bonne volonté, avant le prochain budget, p. 633. — Fait remarquer l'incertitude que présentent ces amendements et prie le Sénat de ne pas les admettre, s'engageant à nouveau à remettre la question à l'étude, p. 634. — Art. 52bis nouveau présenté par Mme Spaak et cons. Discours : Déclare qu'il aura le courage de résister à l'amendement, étant décidé à empêcher que l'on compromette, si peu que ce soit, l'équilibre du budget; prie en conséquence le Sénat de repousser l'amendement, p. 638-639. — Art. 87bis proposé par la commission. Déclare se rallier à cet amendement, qui a été adopté à l'unanimité de la commission, p. 644. — Art. 125. Déclare que le gouvernement s'oppose à l'amendement présenté par M. De Bruyn, p. 646. — Art. 126 : amendement de Mme Spaak et cons. Déclare que le gouvernement s'oppose à cet amendement, puis fait remarquer que c'est à l'occasion de l'année jubilaire et de l'exposition d'Anvers que la subvention de l'Opéra flamand, objet de l'amendement, avait été augmentée; déclare que, tout en admirant l'Opéra flamand d'Anvers, il était logique, après l'année 1930, de ramener le crédit au taux des années précédentes, p. 646, 647. — Amendement de Mme Spaak et M. Vinck concernant les subsides pour les concerts gratuits à Anvers. Déclare que, bien qu'étant personnellement sympathique à la cause défendue par M. Vinck, il doit s'opposer à l'amendement, vu la nécessité de maintenir l'équilibre budgétaire, p. 648. — Art. 150. — Déclare s'opposer à un amendement proposé par MM. Vinck, Matagne et Van Roosbroeck, p. 649. — Art. 161. Fait remarquer que l'amendement présenté à cet article par Mme Spaak et M. Vinck forme un ensemble avec les amendements qu'ils ont présenté aux articles 163 et 166; que, en ce

## Vauthier (suite)

qui concerne l'article 161, les auteurs de l'amendement obtiennent satisfaction; que, pour les amendements aux articles 163 et 166, il prie le Sénat de les repousser et répète que c'est bien à regret qu'il fait cette demande; fait remarquer que M. Vaude Wiele, qui présentait également un amendement, obtient satisfaction, p. 649, 650.

Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare se rallier à un amendement de la commission, p. 623. — Art. 3 et 4. Déclare accepter les amendements de la commission, p. 624.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion générale. Observations, p. 659, 680. — Discours : Répond aux observations présentées et souhaite que le projet soit adopté tel qu'il est transmis par la Chambre des représentants, p. 680 à 682. — Discours : Répond au discours du baron de Moffart et proteste contre certains reproches qui lui ont été adressés par M. le baron de Moffarts, p. 683-684. — Observations, p. 684. — Répond aux questions de M. Segers en ce qui concerne la portée de l'article 14, p. 685. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Répond aux observations qui viennent d'être faites en ce qui concerne la mention de l'enseignement moyen dans le texte en discussion; déclare que le terme vise les classes primaires annexées aux écoles moyennes, p. 683. — Estime qu'il faut bien réfléchir avant d'apporter des modifications au texte et fait encore diverses observations, p. 686, 687. — M. le baron de Moffarts demandant s'il est bien entendu que l'enseignement libre sera mis sur le même pied que l'enseignement officiel, en ce qui concerne les transports, déclare qu'il en sera bien ainsi, p. 687. — Art. 2. Répond aux observations de M. Rutten en ce qui concerne l'amélioration apportée par le texte nouveau et sur la question de savoir pourquoi l'on ne doit pas, d'après le texte, prendre l'avis des parents, p. 687-688. — Art. 3. Observations au sujet de l'interprétation, p. 688, 689.

Interpellation de M. Asou sur l'obligation qu'a le gouvernement de ramener à Tournai les deux tableaux de Rubens et de Jordaens enlevés en 1794, obligation pour l'exécution de laquelle le Sénat et la Chambre des représentants ont inscrit d'office un crédit spécial au dernier budget. Discours : répond à l'interpellation et déclare, tout en rendant hommage au talent et à la conviction avec laquelle M. Asou a développé son argumentation, ne pas pouvoir, bien qu'à regret, lui dire qu'il l'a convaincu, p. 717 à 719.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Se borne à dire au Sénat, en son nom personnel, qu'il peut avoir confiance dans le nouveau gouvernement, estime, en réponse aux critiques qui ont été formulées, qu'une déclaration ministérielle ne peut être absolument précise, ne devant entrer dans aucun détail, puis traite brièvement la question linguistique, p. 1074 à 1076.

Annonce de son décès, p. 1122.

## Verbrugge, sénateur de Bruges.

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. 0, émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 606.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet du maintien illégal du soldat Joris De Leeuw à la caserne. Observations à l'occasion de la demande d'urgence, p. 807.

Projet de loi modifiant les limites de la commune d'Adinkerke et de la ville de Furnes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville d'Ostende et de la commune de Steene. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Observations, p. 1132.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

**Vercammen**, sénateur de Gand-Eecloo.

**Ann.** — Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

**Verheyden**, sénateur de Louvain.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 272, 274. — Discours : Parle de la crise agricole, du protectionnisme des pays voisins en cette matière; attire ensuite l'attention sur l'état pitoyable des chemins de campagne, puis appuie les observations faites par M. Mullie, qui a réclamé la discussion d'un projet sur le curage des cours d'eau non navigables; termine en parlant du vaccin d'immunisation en ce qui concerne l'avortement épizootique du bétail, p. 462-463. — Observations, p. 468.

Proposition de loi majorant le tarif des droits d'entrée sur les avoines. Discussion générale. Observations, p. 556.

**Vermeylen**, sénateur coopté.

**Doc.** — Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Amendements, n° 134.

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 28. — Discours : Commence par faire remarquer que la manifestation qui a eu lieu à la séance d'ouverture de l'université de Gand était, non spontanée, ainsi que l'a affirmé M. Van Dieren, mais admirablement organisée par les nationalistes flamands venus de tous les coins du pays, puis répond au discours de M. Jaspard, p. m., en ce qui concerne l'incident qui a occasionné la crise ministérielle, p. 31, 32. — Fait encore diverses observations, p. 33.

Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 608, 609. — Discours : Commence par estimer que proposer des majorations de crédit ne servirait qu'à faire perdre du temps à l'Assemblée, mais attire l'attention du ministre sur des modifications que l'on pourrait apporter à la façon dont sont distribués certains crédits; parle ensuite de questions concernant l'université de Gand et termine en demandant si l'idée de confectionner un catalogue central sur fiches de toutes les bibliothèques de la ville de Bruxelles a été abandonnée, p. 610-611. — Observations, p. 618.

Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion : Discours. Développe très brièvement, au nom de son groupe, certaines observations sur la déclaration ministérielle, en ce qui concerne la question des langues et pose quelques questions au gouvernement à ce sujet; termine en déclarant que, à son avis, toute séparation serait un désastre, aussi bien pour la Flandre que pour la Wallonie p. 1132, 1133.

Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Commence par estimer que l'on va être d'accord, que, même après avoir entendu M. Tschoffen, il semble que l'on est d'accord; fait remarquer l'accord sur les classes d'adaptation; estime notamment que l'homogénéité de culture ne doit pas être réalisée d'une façon absolue, ce qui serait tyrannique; estime que le nationalisme étroit qui donne à un peuple des contours définis et oppose peuple à peuple, est odieux; tente de faire remarquer aux Wallons la contrainte subie précédemment par les Flamands; puis développe certains amendements qu'il avait proposés au texte présenté par la commission et déclare que ces amendements doivent être remaniés depuis la présentation par le gouvernement d'un nouveau texte; annonce qu'il fera parvenir ce nouveau texte au bureau, p. 1192 à 1194. — Discussion de l'article unique : Appuie une proposition de M. Laboulle tendant au renvoi des nombreux amendements à la commission, p. 1218. — Alinéa 3. Observations, p. 1222. — Discours. Estime, comme le ministre, qu'il ne faut pas s'attacher à des questions de détail, puis défend un amendement qu'il présente, p. 1224. — Alinéa 4. Discours : Demande que l'on rétablisse une sanction qui figurait dans l'alinéa 4 du texte de la commission, p. 1279, 1280. — Annonce, à la suite d'une déclaration faite par le ministre, qu'il n'insiste pas sur cette question, p. 1280. — Alinéa 6. Discours : Appuie les observations faites par MM. le R. P. Rutten et Tschoffen contre les amendements de MM. Dierckx et consorts, et défend son amendement, p. 1285.

**Vermeylen** (suite)

— Défend à nouveau son amendement, p. 1288. — Observations, p. 1289 à 1291. — Au moment du vote fait encore des observations au sujet de son amendement, p. 1323. — Rappelle une partie de son amendement qui n'a pas été mise aux voix, p. 1324. — Observations, p. 1324. — Art. 20<sup>quater</sup> qu'il a proposé. Observations, p. 1292. — Discours : Défend son amendement, p. 1293. — Observations, p. 1293. — Au moment du vote déclare que cet amendement se compose de deux parties; que la première partie est remplacée par un amendement qu'il a nouvellement présenté et que la seconde partie sera remplacée par un amendement du R. P. Rutten, p. 1325.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Discussion générale. Observations, p. 1523. — M. le président estimant que des amendements de M. Van Dieren doivent être appuyés par cinq membres pour être valables, ayant été déposés après la clôture de la discussion générale, estime qu'il y a erreur en ce qui concerne la clôture de la discussion générale, p. 1534. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Tout en estimant que tout a été dit dans cette discussion, considère qu'il est utile que l'Assemblée lui accorde quelques minutes et développe les motifs pour lesquels la gauche socialiste émettra un vote affirmatif; termine en déclarant que, devant la crise tragique qu'il faut traverser, il ne faut plus discuter sur des nuances de texte et que lui et ses amis ne demandent pas mieux que d'en finir et de s'occuper d'autre chose, p. 1537. — Observations, p. 1539.

**Vilain XIII (vicomte)**, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'affiliation obligatoire des communes au Fonds national de crise. Discussion générale. Discours : Motive son abstention, qui tient à ce que, tout en étant partisan de la généralisation du fonds de crise, il est adversaire de l'obligation imposée aux communes, p. 173. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Procédure parlementaire : Donne son adhésion à la proposition du président, en ce qui concerne le vote simultané sur plusieurs projets, mais annonce son abstention sur l'un des projets groupés, p. 177.

Projet de loi ayant pour objet d'accorder pour 1930 une allocation complémentaire aux vieillards bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente de vieillesse ou de l'allocation gratuite de vieillesse. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi rendant applicable jusqu'au 31 décembre 1931 certaines dispositions de la loi du 10 mars 1925 concernant la pension des employés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi inséant une œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi prorogeant la loi du 21 janvier 1926 et celle du 11 avril 1927, relatives aux sociétés belges ayant travaillé en Russie. S'abstient au vote sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 178.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 178.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 250.

Annnonce de son décès, p. 708.

**Vinck**, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

**Doc.** — Budget des dotations pour 1931. Amendement relatif à la dotation du Sénat, n° 22.

Budget du Sénat pour 1931. Rapport sur la dotation sénatoriale pour 1931, n° 23.

Proposition de loi concernant l'urbanisation des villes et communes. Développements, n° 98. — Proposition de loi : Annexe au n° 98.

**Ann.** — Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. M. le président rappelant que la discussion était fixée au lendemain, estime que le débat doit être épuisé à la Chambre avant d'être entamé au Sénat, p. 20. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 31, 32.

Inondations : Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 37.

## Vinck (suite)

Modifications au règlement : Modification proposée par M. Van Dieren à l'article 59. Discussion : Observations, p. 39, 40. — Observations au sujet d'un amendement de M. Moyersoën, p. 42. — Appuie la proposition de renvoi à la commission, p. 42. — Discussion du second rapport de la commission : — Art. 22. Amendement proposé par la commission quant à la place de laquelle les orateurs doivent parler. Observations, p. 43. — Art. 32. Amendement de la commission relatif à des pouvoirs à donner au bureau quant à la non-reproduction de certaines questions au bulletin des questions. Observations, p. 44, 45. — Art. 45 et 48. Amendements de la commission relatifs à l'extension des pouvoirs du président, en ce qui concerne la reproduction aux *Annales* les motions, interpellations, etc. Combat les amendements proposés, p. 46.

Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c., émis en 1921, aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 67.

Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 101. — Discours : Ayant toujours été le défenseur de l'autonomie communale, justifie le vote affirmatif qu'il va émettre sur une loi qui semble porter atteinte à cette autonomie, p. 119.

Projet de loi relatif aux droits sur les sucres et à la taxe sur l'alcool. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.

Interpellation de M. Damas sur le retard dans la liquidation des primes pour construction d'habitations ouvrières. Discours : Appuie l'interpellation, p. 114, 115. — Observations, p. 115.

Projet de loi relatif aux distributions d'énergie électrique. Discussion générale. Discours : Développe les critiques de principe que ce projet soulève au sein de son groupe et termine en estimant que le facteur de civilisation qu'est l'électricité doit être développé de façon à être à la portée de tous les Belges, p. 123 à 126. — Observations, p. 126, 127, 130 à 132. — Discours : Appuie les observations présentées par M. Huysmans, rapp., en ce qui concerne l'utilité du groupement des communes, et parle également des difficultés éprouvées par les communes vis-à-vis des sociétés concessionnaires, en ce qui concerne notamment l'extension de leur réseau, p. 132, 133. — Discussion de l'article unique. Demande le vote par division, p. 134. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 136.

Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque Nationale de Belgique. Demande quand cette discussion pourra être abordée, p. 127.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 142.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 201 à 203. — Discours : Fait remarquer que la discussion a, jusqu'à ce moment, porté presque exclusivement sur le second amendement présenté par la commission, amendement qui prévoit une restriction de l'autonomie communale, puis attire l'attention du Sénat sur le danger, à l'occasion d'une loi qui a pour but de permettre aux communes de retrouver les ressources qu'elles avaient précédemment, de modifier une des règles essentielles de la loi communale, partie essentielle du droit public belge; termine en conviant le Sénat à adopter le projet tel qu'il lui a été transmis par la Chambre, p. 208 à 210. — Observations, p. 211, 213 à 215, 217, 218. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour la discussion des amendements, p. 219. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 224. — Observations au sujet d'une motion de M. Huysman Van den Nest tendant à ce que, pour éviter l'équivoque, le Sénat se compte sur le point de savoir s'il est décidé à rejeter tout amendement, p. 227. — Fait encore une observation, p. 228. — Reprise de l'examen de l'art. 2. Appuie la proposition de M. Moyersoën tendant à réserver l'amendement de M. Crokaert, p. 228. — L'examen de cet amendement étant repris, insiste pour que l'on vote immédiatement sur cette disposition, p. 249. — Art. 4bis proposé par M. Mullie et cons. Observations, p. 234. — Art. 7. Observations, p. 236. — Art. 9. Observations, p. 239, 241 à 243. — Discours : Souligne les inconvénients d'un renvoi du projet à la Chambre et estime que, si des abus devaient se produire, par suite du projet, l'on pourrait toujours prendre des mesures pour y parer, p. 244.

## Vinck (suite)

Interpellation de MM. Segers et Waucquez au sujet de la jonction Nord-Midi. Observations, p. 290, 291. — Observations au sujet du moment où cette discussion se poursuivra, et notamment en ce qui concerne l'opportunité de tenir une séance du matin, le mercredi ou le jeudi, p. 293. — Reprise de la discussion. Observations, p. 294, 300, 314 à 316. — Observations au sujet de la durée des discours, p. 317. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 337, 338, 340 à 347, 349, 350, 354 à 356, 360 à 363. — Motion d'ordre de M. Huysmans (Armand) au sujet d'une note qui a été distribuée au sénateurs. Observations, p. 364. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 364. — Reprise de la discussion. Observations, p. 384, 386, 388, 394, 398 à 400. — Par motion d'ordre, propose de remettre à une prochaine séance la suite et la fin de cette discussion, p. 401. — Fait encore diverses observations p. 401, 402. — Reprise de la discussion. Observations, p. 473. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que la jonction est nécessaire; émet l'avis que la grande majorité des membres du Sénat reste fidèle au projet de jonction et que cette majorité s'est même accrue, que les ministres eux-mêmes n'en sont pas personnellement adversaires; que, à la Chambre, la majorité est certainement dans le même sens et termine en demandant que le nouvel examen de la question (examen annoncé par le gouvernement) se fasse rapidement, afin que l'on puisse décréter le travail et employer les chômeurs, p. 474 à 478. — Observations, p. 488.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des p. t. t. pour 1931. — Discussion générale. Observations, p. 516. — Discours : S'associe aux observations faites par M. Volckaert en ce qui concerne le téléphone et en ce qui concerne l'annuaire téléphonique; attire ensuite l'attention du ministre sur le service des lettres-express, qui pourrait être perfectionné, parle de la question de la levée des boîtes postales ainsi que de l'utilité qu'il y aurait à établir un plus grand nombre de cabines téléphoniques, p. 517-518. — Observations, p. 539-540.

Proposition de loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et à la fabrication et au commerce des munitions. Observations à l'occasion de motions d'ordre du baron de Dorlodot qui insiste pour que ce projet soit examiné sans retard par la commission et soit à nouveau soumis au Sénat, p. 553, 696, 697. — Vote en seconde lecture. Art. 3. Appuie les observations de M. Janson, m. j., qui estime préférable le maintien du mot « propres », p. 777.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet de l'application des lois des 11 octobre 1919-23 juillet 1924 sur la modification des taux de péage en matière d'électricité, et notamment sur l'application qui en a été faite par arrêté royal du 8 avril 1930, en ce qui concerne les communes de Naast et de Vellereilles-le-Brayeux. Résume les développements de son interpellation qu'il a déjà présentés à la fin de la session de 1929-1930 et déclare que, s'il a insisté pour que son interpellation ait des suites, c'est parce que depuis juillet 1930, moment où il a développé son interpellation, le département de l'intérieur semble ne pas vouloir appliquer la loi de 1924 dans le sens que le législateur lui a donné, p. 584 à 587. — Observations, p. 587 à 591. — Discours : Répond à M. Baels, m. i. h., p. 592, 593.

Interpelle le gouvernement sur le refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Développe son interpellation, p. 593 à 595. — Observations, p. 596. — A la suite d'observations de M. Baels, m. i. h., propose de remettre au mardi suivant la suite de son interpellation, p. 596. — Reprise de la discussion de l'interpellation. Observations, p. 627, 628. — Discours : En réponse au discours du ministre, développe les motifs pour lesquels il estime que M. Baels, m. i. h., a une conception bizarre de sa mission et termine en souhaitant que le conseil provincial du Brabant maintienne les crédits nécessaires aux travaux destinés à conjurer le chômage et que le ministre tienne compte des observations qui ont été émises, p. 629 à 632.

Budget des sciences et des arts pour 1931. Des observations ayant été faites au moment de l'examen des articles, estime que les résolutions de travailler, même au besoin jusque sept heures du soir, prise par le Sénat une quinzaine de jours auparavant doivent être respectées, p. 632. — Discussion des articles. Art. 52. Développe les motifs pour lesquels il ne peut se contenter des déclarations du ministre au sujet des amendements présentés, et prie le Sénat d'adopter l'amendement de M. Van Dieren, p. 634. — Observations à l'occasion d'un incident soulevé par une motion d'ordre de M. le baron de Steenhault de Waerbeek, relative au vote qu'il a émis sur

## Vinck (suite)

- l'article 52bis, p. 641. — Reprise de la discussion des articles. Art. 54. Défend un amendement qu'il présente, p. 643. — Art. 56. Estime inutile de défendre un amendement qu'il a présenté avec Mme Spaak, celui-ci ne devant certainement pas être admis, p. 644. — Art. 126. Défend un amendement présenté par Mme Spaak et lui-même et demande l'appel nominal, p. 646, 647. — Défend un second amendement qu'il présente, avec Mme Spaak, en vue du subside en faveur des concerts gratuits ou à prix réduit à Anvers, p. 647, 648. — Observations, p. 648. — Art. 161. Défend un amendement qu'il présente avec Mme Spaak, p. 649. — Observations, p. 650.
- Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 687. — Art. 3. Observations au sujet de l'interprétation, p. 688, 689.
- Proposition de loi concernant l'urbanisation des villes et communes. Dépose cette proposition de loi, p. 730.
- Projet de loi relatif aux habitations à bon marché. (Emprunt.) Discussion générale. Observations, p. 784. — Discours : Parle de la continuation nécessaire de la lutte contre les taudis; estime, d'accord avec le rapporteur, que la procédure doit être simplifiée; estime encore qu'il faut faire davantage pour les familles nombreuses et déclare en terminant qu'il se borne à des considérations générales, se réservant de développer des considérations spéciales à la discussion des articles, p. 785 à 787. — Observations, p. 788. — Discours : La question des coopératives de locataires ayant été soulevée, fait certaines constatations en réponses aux critiques élevées par M. Moyersoën à ce sujet, p. 788, 789. — Discussion des articles. Art. 15. Défend l'amendement de la commission en faisant remarquer que l'on est assuré de l'interprétation donnée par M. le ministre des finances, baron Houtart, mais que d'autres ministres des finances donneront peut-être une autre interprétation; qu'il est donc prudent d'avoir une précision dans le texte, p. 803, 804.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet du maintien du soldat De Leeuw à la caserne. Observations à l'occasion d'un discours de M. Van Dieren qui insiste sur la demande d'urgence qu'il a introduite, p. 807.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question de la statistique et demande si le dépeuplement de la statistique décennale va prochainement être opéré, puis parle du danger dont les communes sont menacées par les emprises que font les entreprises gazières à travers le pays; demande ensuite l'intervention gouvernementale dans le but de faire diminuer le tarif du gaz et celui de l'électricité, p. 925. — Observations au sujet de la question de la suppression des cantines pour enfants débiles, p. 930-931. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 937, 938.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 988. — Après le vote des différents alinéas de l'article unique, fait diverses observations au sujet du dépôt d'amendements à la seconde lecture comme au sujet de la fixation du second vote, p. 1325.
- Projet de loi portant certaines modifications aux lois d'impôts, ainsi qu'à la loi sur les prêts agricoles. Discussion générale. Observations, p. 1032.
- Budget des dotations pour 1931. Discussion des articles. Art. 2 : indemnité sénatoriale. Observations, p. 1011. — Discours : Estime que la discussion qui se déroule est malsaine et que l'on veut soumettre le Sénat à l'influence du dehors; termine en déclarant que, si le Sénat fait ce qu'on lui demande, ce serait un geste malsain et démagogique, p. 1015, 1016.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Discussion. Discours : Commence par critiquer l'imprécision de la déclaration, estime que c'est l'équivoque qui continue, le pays continuant à être gouverné par une minorité conservatrice; défend ensuite la théorie socialiste, qu'il estime ne pas être antichrétienne; préconise le désarmement et forme le vœu que la Belgique héroïque désarme pour inviter l'Europe à inaugurer un droit nouveau, p. 1068 à 1071. — Observations, p. 1097.
- Fixation de l'ordre du jour. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Heyman, m. i. t. p. s., qui demande certaines modifications à l'ordre du jour, étant retenu à la Chambre, estime qu'il est utile d'avertir le Sénat que le bureau a envisagé

## Vinck (suite)

- l'utilité de tenir une séance le vendredi suivant, des protestations étant faites à ce sujet, déclare qu'il y a des emsures à prendre si le Sénat ne veut pas siéger jusqu'au mois d'août; estime qu'il serait bon d'envisager éventuellement des prolongations de séance, p. 1158.
- Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour l'exercice 1931. Discussion générale. Observations, p. 1314, 1316. — Discours : Attire tout particulièrement l'attention du ministre sur l'importance du rôle de son département en ce qui concerne les constructions que l'on érige le long des rivières et le long des voies publiques du pays; traite ensuite brièvement la question du Mont des Arts, et termine en traitant celle des crédits militaires en défendant l'amendement qu'il a présenté avec Mme Spaak et M. Van Roosbroeck tendant à ajourner le vote de ces crédits, p. 1389, 1390. — Observations, p. 1932. — Discours : Prend à nouveau la parole afin d'appuyer les considérations émises par M. Baeck en ce qui concerne le boulevard des grandes ceintures, à Bruxelles, p. 1392.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement moyen. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. le R. P. Rutten, qui propose, vu les nouveaux amendements présentés par le gouvernement, que le projet soit renvoyé pour études à la commission, fait diverses observations, p. 1351.
- Projet de loi portant création de ressources supplémentaires pour parer aux moins-values résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 1365, 1366.
- Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1478, 1479.
- Naturalisations. Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. François relative à l'impossibilité où se trouve le Sénat d'examiner les dossiers de ces projets qui viennent de lui être envoyés par la Chambre au moment de la clôture de la session, p. 1488. — Estime que l'on devrait savoir où sont les responsabilités, p. 1489.
- Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture : art. 4. Observations, p. 1489, 1490. — Discours : Fait diverses observations et fait notamment remarquer que la majorité gouvernementale au Sénat met le gouvernement dans le plus cruel embarras afin de faire échapper certains administrateurs au paiement des doubles tantièmes, p. 1491.
- Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur les pensions de retraite à charge du trésor public et des caisses de prévoyance. Discussion générale. Observations, p. 1493.
- Volckaert, sénateur de Mons et Soignies, questeur du Sénat.**
- Doc.* — Budget des dotations pour 1931. Amendement relatif à la dotation du Sénat, n° 22.
- Budget du Sénat pour 1931. Rapport sur la dotation sénatoriale, n° 23.
- Projet de loi approuvant la convention franco-belge relative aux assurances sociales, signée à Paris le 24 août 1930. Rapport, n° 146.
- Ann.* — Projet de loi modifiant le titre VIII du livre III du Code civil. Second vote des articles amendés. Disposition transitoire proposée par M. Dierckx. Observations, p. 19.
- Modifications au règlement du Sénat. Par motion d'ordre, propose, afin de donner aux différents groupes le temps d'examiner les modifications proposées, et dans le but de raccourcir ainsi la discussion en séance publique, que l'examen de ces modifications soit ajourné à huitaine, p. 20. — Art. 59 du règlement : discussion. Discours : Combat la proposition de M. Van Dieren et exprime le vœu que, pour le bon ordre des travaux du Sénat, l'assemblée suive la commission et repousse la proposition de M. Van Dieren, p. 38, 39. — Observations, p. 38, 39. — Observations au sujet de l'opportunité d'un amendement proposé par M. Moyersoën à la proposition de M. Van Dieren, p. 42. Combat la proposition de renvoi à la commission, p. 42. — Discussion du second rapport de la commission. Art. 45 et 48 : amendements de la commission relatifs à l'extension des pouvoirs du président en ce qui concerne les motions, interpellations, propositions de loi, etc. Observations, p. 45.
- Déclaration du gouvernement après la crise ministérielle de novembre 1930. Observations, p. 25, 30, 33, 34, 41. — Observations au sujet d'une motion d'ordre de M. Nolf, qui motive le vote de la droite flamande, p. 42

## Volckaert (suite)

- Inondations. Motion d'ordre de M. De Bruyn à ce sujet. Observations, p. 36.
- Projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt 8 p. c. émis en 1921 aux Etats-Unis. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 56.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la flamandisation et de la nécessité d'une loi d'amnistie. Observations, p. 70.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres et établissant une taxe spéciale de consommation sur l'alcool. S'oppose à la discussion immédiate du projet, indique les motifs de son opposition et propose de fixer la discussion au lendemain, afin de laisser aux membres le temps de la réflexion, p. 96. — Discussion générale. Observations, p. 104, 105. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il critique la mesure prise en faveur des agriculteurs, au détriment de la classe ouvrière, en les frappant d'un nouvel impôt de 20 centimes le kilogramme de sucre, p. 105-106. — Observations, p. 108 à 110. — Discussion des articles. Art. 2. Demande l'appel nominal sur cet article, p. 112. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 112.
- Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. A l'occasion du dépôt de ce projet, demande où en est la question du statut définitif, et insiste sur sa demande, p. 100. — Discussion générale. Discours : Insiste à nouveau pour savoir quand le projet définitif pourra venir devant le parlement, p. 137. — Déclare que son groupe émettra un vote affirmatif, p. 137.
- Projet de loi relatif aux traitements du personnel des communes. Discussion générale. Observations, p. 100 à 102. — Discours : Attire, en réponse à M. Golenvaux, l'attention sur des dispositions du Code rural concernant les gardes champêtres, p. 120. — Observations au moment du vote sur l'ensemble du projet, p. 122.
- Proposition de loi prorogeant la loi du 21 janvier 1926 et celle du 11 avril 1927 relatives aux sociétés belges ayant travaillé en Russie. Observations au moment du dépôt, p. 99. — Discussion générale. Estime que la durée de prorogation de dix années est exagérée, p. 133.
- Projet de loi fixant le contingent pour 1931. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste votera contre le contingent, tout en se réservant de discuter cette question à l'occasion du budget de la défense nationale, p. 134.
- Budgets du Congo : Par motion d'ordre, en sa qualité de président de la commission des colonies, proteste contre le retard apporté au dépôt du budget des colonies, p. 135. — Après la réponse de M. Jaspard, p. m., renouvelle ses protestations, p. 136.
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1931. Discussion des articles. Art. 18. Observations, p. 139.
- Projet de loi instituant une Œuvre nationale des orphelins des victimes du travail. M. le président proposant l'examen du projet à la fin de la séance du 17 décembre, proteste contre cette proposition, désirant obtenir certains renseignements quant à la composition de cette œuvre et demande que la discussion soit remise à la rentrée de janvier, p. 141. — M. le président insistant à nouveau sur l'urgence, se déclare d'accord pour l'examen du projet le mardi suivant ou, éventuellement, le mercredi matin, p. 141. — Discussion générale. Discours : Déclare que l'on aurait pu discuter l'article 6, mais qu'il ne veut pas retarder le vote de la loi; termine en estimant qu'il serait utile pour l'œuvre nouvelle d'avoir le concours des organisations patronales et ouvrières, p. 170.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 600 millions de francs. Discussion générale. Observations, p. 143.
- Budget des voies et moyens pour 1931 et dispositions relatives au fonds monétaire et à une convention conclue avec la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 164.
- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 179, 651, 806, 940. — Discussion générale. Observations, p. 1215. — Discussion de l'article unique. Alinéa 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1218. — Alinéa 5. Au moment du vote sur l'alinéa 5, proteste estimant que le Sénat ne sait pas sur quoi il vote, p. 1322. — Observations au sujet de la déclaration de M. Dierckx, qui motive le vote affirmatif du groupe libéral, p. 1347.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale. Observations, p. 213 à 215, 217. — Discussion des articles. Motion d'ordre de M. Huisman Van den Nest, qui propose, en vue d'éviter toute équivoque, que

## Volckaert (suite)

- le Sénat se compte sur le point de savoir s'il est décidé à rejeter tout amendement au projet, estime qu'il faut éviter le renvoi du projet à la Chambre et qu'il serait préférable, le projet ayant été longuement examiné par une commission compétente, d'admettre le texte admis par la Chambre sans modification, p. 227. — Art. 2 : Examen de l'amendement de M. Crokaert. Observations, p. 248. — Art. 4bis proposé par amendement par M. Mullie et consorts, p. 234, 235. — Art. 9. Observations, p. 234, 235, 240 à 243, 245. — 13<sup>e</sup>. Observations, p. 246.
- Fixation de l'ordre du jour : Une séance du matin étant proposée par M. le président, fait diverses observations au sujet de l'opportunité de tenir une séance du matin, ainsi qu'au sujet de la suite de la discussion du budget de l'agriculture et de la discussion de l'interpellation relative à la jonction Nord-Midi, p. 279.
- Interpellation de MM. Segers et Waucquez relative à la jonction Nord-Midi. Observation, p. 291, 294, 298, 306. — Propose de limiter la durée des discours, p. 317. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 336, 360. — A la fin de la séance du 5 février, insiste pour que la discussion se termine dans la prochaine séance et propose que, après avoir entendu les ministres, le temps de parole soit limité à une demi-heure, p. 365. — Reprise de la discussion. Observations, p. 387, 396, 398 à 400. — M. Vinck proposant de remettre la suite du débat à une prochaine séance, propose de continuer la discussion et de la terminer au cours d'une séance du matin la semaine suivante, en limitant le temps de parole à une demi-heure, p. 402. — Reprise de la discussion. Observations, p. 471, 472, 474, 481, 482, 489.
- Fixation de l'ordre du jour de la semaine du 3-5 février. Observations, p. 318.
- Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Le renvoi immédiat à la commission étant proposé, fait des observations à cette occasion, p. 323, 324. — Discussion générale. Observations, p. 325.
- Budget de l'agriculture pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 505, 508.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1931-1932 et budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones pour 1931. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que la régie des télégraphes et téléphones sera la seule qui sera votée avant le commencement de l'année budgétaire et souhaite que l'on décide, pour tous les budgets, de fixer le début de l'année budgétaire au 1<sup>er</sup> mars, puis, tout en reconnaissant l'effort fait par le ministre pour que la régie progresse; formule certaines critiques, notamment, en ce qui concerne la question des abonnements au téléphone; critique également la lenteur des distributions postales, notamment à Forest, p. 516, 517. — Observations, p. 539, 540, 543, 544.
- Proposition de loi modifiant le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924. Combat la demande de M. Mullie, tendant à donner un tour de faveur à cette proposition de loi, désirant que ce projet ne soit pas discuté à l'improviste; demande qu'il ne vienne qu'après le budget des sciences et des arts, le gouvernement ayant demandé au parlement de donner invariablement la priorité aux budgets, p. 534. — Constate que les libéraux sont d'accord avec les protectionnistes, p. 535. — Discussion générale. Observations, p. 547 à 549, 551, 552, 554 à 558. — Après le vote, fait une observation à l'adresse de M. Hymans, m. a. ét., p. 574.
- Budget des sciences et des arts pour 1931. Discussion générale. Discours : Au nom de la Ligue des familles nombreuses, attire l'attention du parlement sur l'utilité qu'il y aurait à maintenir au taux de 1,500,000 francs le subside accordé au Fonds d'études de la Ligue des familles nombreuses; déclare que loin d'envisager la réduction d'un demi-million, ainsi que cela est proposé, la Ligue comptait demander que l'on portât le subside à 2 millions, que c'est en présence de la crise qu'elle s'est décidée à renoncer à cette augmentation, et termine en souhaitant que le crédit puisse, l'année suivante, être porté à 2 millions, p. 570, 571. — Observations, p. 607, 608, 614 à 616. — Discussion des articles. Art. 52. Proteste contre le dépôt tardif d'un amendement présenté par M. Carnoy, p. 633. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. le baron de Steenhault de Waerbeek, au sujet du vote émis par ce dernier sur l'article 52ter, p. 640. — Reprise de la discussion du budget. Art. 54. Observations, p. 643. — Art. 161. Observations, p. 649, 650. — Observations au sujet d'une motion de M. Armand Huysmans, relative au pairage, p. 651.



## Volckaert (suite)

- Interpellation de M. Vinck sur le refus d'approbation du budget du Brabant. Observations, p. 596, 631.
- Projet de loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Discussion générale. Observations, p. 621.
- Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Van Stappen, appelé à remplacer le vicomte Vilain XIII, décédé, comme sénateur effectif de Termonde et Saint-Nicolas. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport, p. 722.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 743, 744.
- Projet de loi relatif à l'organisation autonome du travail pénitentier. Discussion générale. Pose une question en ce qui concerne la composition du comité de direction et demande également que l'on prenne des mesures pour que le travail des prisonniers ne nuise pas à certains petits métiers, p. 775.
- Projet de loi relatif aux habitations à bon marché (emprunt). Discussion générale. Observations, p. 784.
- Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles, le 23 mai 1930, entre la Belgique et la France pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo. Discussion générale. Discours : Demande si le gouvernement belge est armé pour se substituer immédiatement à une société concessionnaire défaillante, p. 790.
- Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour les exercices 1929 et antérieurs et pour l'exercice 1930. Discussion générale. Discours : Insiste à nouveau pour que le gouvernement examine la possibilité de faire commencer l'année budgétaire dans le cours du deuxième trimestre de l'année, afin que les budgets puissent être discutés avant le commencement de l'exercice, p. 833. — Observations, p. 834.
- Budgets du Congo belge et garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de fer du Kivu. Comme président de la commission des colonies, demande, le débat d'ensemble sur les questions coloniales ne devant avoir lieu qu'à la fin du mois, s'il ne serait pas possible de faire distribuer le plus tôt possible le rapport de la commission chargée d'étudier au Congo la question de la main-d'œuvre indigène, rapport dont le major Payen a récemment entretenu les commissions coloniales de la Chambre et du Sénat, p. 835. — Propose de remettre toutes les observations se rapportant au budget métropolitain à la discussion d'ensemble qui doit avoir lieu ultérieurement, p. 835. — Discussion générale d'ensemble sur ces projets de loi. Observations, p. 1178. — Fait remarquer, par motion d'ordre, que les membres du Sénat viennent de recevoir un document volumineux, comportant de nombreuses modifications au budget en discussion; fait remarquer que ni la commission, ni les membres n'ont pu examiner ces modifications; fait remarquer, en outre, que la question des chemins de fer, qui a été jointe à la discussion des budgets, présente un caractère très sérieux, étant donné que l'on a constaté que la question du chemin de fer du Kivu a été entamée sans avoir été suffisamment étudiée, puis propose la disjonction des deux projets et le renvoi en commission du projet relatif au chemin de fer, p. 1178, 1179. — Fait remarquer, en réponse à une observation faite par le président, que l'on se trouve devant des faits nouveaux et demande formellement la disjonction, p. 1179. — Fait encore des observations, p. 1180. — Déclare être d'accord avec M. Crockaert, m. c., pour que celui-ci ne lui réponde que le lendemain, p. 1180. — Reprise de la discussion générale d'ensemble : Observation, p. 1182. — Annonce que, lorsque le projet relatif aux chemins de fer viendra en discussion, il proposera formellement le renvoi à la commission, le projet ayant été modifié et la garantie consentie devant, d'après un amendement, porter sur une somme de 180 millions, alors que primitivement elle ne devait porter que sur 120 millions, p. 1202. — Observations, p. 1202, 1203. — Reprise de la discussion générale sur les deux projets de loi. Discours : Commence par prier le ministre de ne pas considérer les critiques qu'il va émettre comme dirigées contre sa personne; traite ensuite notamment la question de la main-d'œuvre, celle de la réorganisation de l'administration coloniale, puis parle de certains faits concernant des adjudications; renouvelle certaines observations qu'il a déjà faites, ainsi que sa proposition de disjonction de la question du chemin de fer du Kivu; se plaint de ce qu'on n'emploie pas plus de bois du Congo:

## Volckaert (suite)

- termine en demandant au ministre de donner des renseignements sur la révolte au Kwango, p. 1203 à 1207. — Observations, p. 1208 à 1210, 1212. — Observations au sujet d'une séance supplémentaire à tenir pour terminer la discussion, p. 1219. — Reprise de la discussion générale d'ensemble. Observations, p. 1228, 1229, 1231, 1234, 1236, 1241 à 1243, 1236, 1241 à 1243.
- Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Discours : Se joint à M. Leurquin pour protester contre la situation des chemins de fer vicinaux et demande que la question de leur amélioration soit sérieusement examinée; demande également que l'on perfectionne les wagons de chemins de fer au point de vue hygiénique; proteste ensuite contre la suppression du conseil supérieur du tourisme et demande que la question du tourisme soit sérieusement examinée en dehors du département des transports, p. 839, 840. — Observations, p. 841 à 843, 845 à 848. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 902. — Art. 72. Observations, p. 902 à 904.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1931. Discussion générale. Discours : Demande à connaître exactement l'emploi des subsides mis à la disposition du département de l'intérieur à l'occasion des fêtes du centenaire, p. 907. — Observations, p. 907, 937, 938.
- Proposition de loi portant application des lois coordonnées des 10 juin 1919 et 25 juillet 1921 aux dommages éprouvés par les ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le Traité de Versailles. Discussion générale. Discours : Demande quels seront les tribunaux des dommages de guerre qui seront chargés des affaires visées par le projet, et, tout en déclarant qu'il émettra un vote affirmatif, demande, vu la lenteur des anciens tribunaux des dommages de guerre, que l'on fixe un délai à ceux qui s'occuperont des ressortissants des territoires rédimés, p. 907-908. — Observations, p. 908.
- Projet de loi modifiant la loi sur la milice (sursis). — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 941.
- Budget de la justice pour 1931. Discussion générale. Discours : Fait remarquer les difficultés devant lesquelles se trouve la commission de contrôle des films dont les installations ne sont prévues que pour des films muets; exprime le vœu que la commission dispose à bref délai d'une installation lui permettant de contrôler les films parlants et chantants, p. 960-961. — Observations, p. 963 à 966. — Discours : Se plaint de l'abus des expulsions d'ordre politique, p. 966-967. — Observations, p. 968 à 970.
- Budget des dotations pour 1931 (texte amendé par la Chambre). Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 961, 962. — Discussion des articles. Art. 2 : Indemnité sénatoriale. Observations, p. 1011, 1012, 1014.
- Documents parlementaires : Motion d'ordre de M. De Bruyn, qui proteste contre le retard apporté dans la distribution des documents flamands. Appuie les observations du président; fait remarquer que M. Van Dieren n'a aucun droit de déclarer constamment que le bureau fait preuve d'hostilité envers ses collègues flamands, p. 1004.
- Déclaration du gouvernement après la formation du nouveau cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1007, 1008. — Discussion de la déclaration. Observations, p. 1071, 1125, 1128.
- Projet de loi approuvant la convention franco-belge relative aux assurances sociales signée à Paris le 23 août 1930. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1019.
- Budget des finances pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1020 à 1024, 1027, 1050.
- Projet de loi relatif à la mise à la charge de l'Etat des frais de funérailles du lieutenant général baron Michel du Faing d'Aigremont. M. Hicquet estimant que ce projet pourrait être voté sans renvoi à la commission, rappelle que tout projet doit être renvoyé à la commission, p. 1026.
- Budget de la défense nationale pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1031, 1066, 1067. — Fait pendant cette discussion, et par voie d'interruptions, diverses observations concernant la question des invalidités, de ceux qui en bénéficient, ainsi que de leur droit de priorité pour l'obtention des emplois publics, p. 1037. — Observations, p. 1111.
- Fixation de l'ordre du jour : Fait diverses observations sur le point de savoir si le Sénat pourra siéger le mardi de la semaine suivante, étant donné la fin de la semaine belge à l'Exposition de Vincennes, estime que le Sénat pourrait tenir une séance avec peu de membres présents, p. 1158.

## Volckaert (suite)

Fixation de l'ordre du jour. Estime qu'il ne faudra qu'une séance du matin ou de l'après-midi pour terminer l'examen du budget des colonies et demande, s'il reste du temps, que le Sénat le consacre à l'examen de plusieurs petits projets sur lesquels tout le monde est d'accord, p. 1219.

Projet de loi portant réglementation du travail à domicile. Discussion des articles. Art. 34. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1311.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1317, 1395, 1405 à 1407.

Fixation de l'ordre du jour avant les vacances d'été. Combat la proposition de M. Labouille tendant à siéger déjà matin et après-midi le lendemain, vendredi, 10 juillet, p. 1320.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo et de la Société des Chemins de Fer du Kivu. Discussion générale. Déclare que la commission est unanime à faire confiance au ministre pour la fixation du taux de la garantie d'intérêt, p. 1325. — Avant le vote sur l'ensemble, fait, au nom d'un certain nombre de membres du groupe socialiste, une déclaration afin de motiver leur abstention pour protester contre la façon dont les travaux du chemin de fer du Kivu ont été entrepris, p. 1349. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1349. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour des deux dernières séances avant les vacances. Fait remarquer que la Chambre a disjoint la partie du projet concernant les chemins de fer du Kivu, que, en conséquence, le projet va revenir au Sénat. Demande que la partie du projet admise par la Chambre concernant la garantie en faveur des chemins de fer vicinaux soit examinée par le Sénat avant que celui-ci ne se sépare, p. 1409. — Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Discours : Demande que le ministre veuille bien faire préparer un rapport à l'intention de la commission des colonies du Sénat, pour que celle-ci soit éclairée au moment de la rentrée et souhaite que l'expérience faite, empêche que, à l'avenir, on ne s'engage, à la colonie, dans de semblables travaux sans sérieuses études préalables, p. 1476, 1477. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi amendé par la Chambre, p. 1497.

Commission permanente des sociétés mutualistes et conseil colonial : Communication de M. le président tendant à procéder, le jeudi suivant, à la désignation du nouveau délégué du Sénat, au sein de la commission permanente des sociétés mutualistes : soulève la question de l'opportunité qu'il y aurait à assurer la représentation des divers groupes du Sénat au sein de cette commission, p. 1341. — M. le président, annonçant qu'il va être procédé au scrutin, déclare que le groupe socialiste, estimant que le groupe catholique (qui est le plus nombreux au Sénat), doit avoir un délégué au sein de cette commission, appuie la candidature de M. le chanoine Broekx, sortant, et propose de ne pas procéder à un scrutin, mais saisit cette occasion pour demander que le groupe socialiste, second en importance à la Haute Assemblée, ait un délégué occupant la seconde place réservée au Sénat au sein de cette commission, p. 1490. — Pose une question au ministre afin de savoir s'il est vrai que le secrétaire de la commission permanente des sociétés mutualistes touchent 54,000 francs par an; demande s'il est nécessaire, étant donné l'état des finances du pays, de maintenir cet organisme coûteux, p. 1481. — M. le président, proposant de procéder, au cours de la séance du lendemain, au scrutin pour la nomination d'un délégué à la commission des sociétés mutualistes, en remplacement de M. Henricot, dont le mandat prend fin; annonce que le groupe socialiste s'abstiendra au scrutin, afin de protester contre l'absence de représentation du parti socialiste au sein de cette commission et afin de faire remarquer que cette commission ne se réunit presque jamais; déclare que cette attitude ne résulte d'aucun sentiment d'hostilité personnelle à l'égard du candidat proposé par la majorité, p. 1519. — Fait remarquer que, en soulevant la question, il a voulu appeler l'attention du Sénat sur une injustice commise à l'égard du groupe socialiste et que si la désignation d'un délégué à la C. P. des S. M. n'a qu'une importance relative, celle de la collaboration du parti socialiste au conseil colonial est très grande; fait remarquer que le Sénat désigne trois délégués au conseil colonial et que, aucun n'appartient au parti socialiste, p. 1520. — Par motion d'ordre déclare que, le groupe socialiste, n'ayant pas obtenu, la veille, des autres groupes, l'engagement qu'il serait, à l'avenir, fait droit à ses revendications en ce qui

## Volckaert (suite)

concerne sa représentation à la C. P. des S. M., ce groupe s'est retiré de la séance; annonce que, avant la séance qui vient de s'ouvrir, des membres de la droite et de la gauche libérale lui ont déclaré qu'ils veilleront, à l'avenir, à ce que chaque groupe obtienne les droits qui lui reviennent et qu'ils étaient disposés à déposer une proposition de loi permettant l'augmentation des délégués à la C. P. des S. M.; rappelle ensuite la question du conseil colonial, p. 1521, 1522. — Un échange de vue s'étant produit à ce sujet, rappelle, avant que cet échange de vue ne soit clos, qu'il l'a déjà dit la veille que la question de personnes était étrangère à ses revendications, p. 1522.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion générale. Observations, p. 1330, 1331, 1333, 1334, 1336 à 1339. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1358. — Discours : demande, notamment au ministre, que l'on dresse et communique au Sénat un tableau des cinq cents plus gros contribuables, p. 1359. — Observations, p. 1359, 1360.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 1349. — Texte amendé par la Chambre. Vote en seconde lecture : Art. 4. Observations, p. 1489, 1490. — Discours : Attire l'attention du Sénat sur la nécessité de voter le projet en discussion, et fait diverses observations, tendant, notamment, à ce que le ministre précise ses intentions en ce qui concerne l'application de la loi; déclare qu'il n'est pas partisan de la proposition faite par le ministre, p. 1490. — Observations, p. 1491. — Demande l'appel nominal sur l'amendement voté la veille par le Sénat, et qui va être remis aux voix, p. 1491. — Observations, p. 1492.

Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen. Appuie la proposition du R. P. Rutten tendant au renvoi de ce projet, pour étude, à la commission, étant donné les nouveaux amendements présentés par le gouvernement, et insiste pour qu'aucun nouvel amendement ne soit présenté à la dernière minute, p. 1351. — Demande qu'une proposition, qui vient d'être faite par M. Van Fleteren, soit renvoyée au bureau afin que les membres du Sénat sachent positivement si l'on siégera en octobre, p. 1351. — Observations, p. 1351. — Fait encore des observations au sujet du moment où la commission pourra siéger, p. 1351.

Projet de loi établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Déclare que lui et la plupart de ses amis seraient disposés à admettre l'amendement de M. Mullie, mais prie M. Mullie de le retirer afin d'éviter le renvoi à la Chambre, p. 1466. — Observations, p. 1466, 1467. — Estime que le Sénat connaît le projet et déclare, quant à lui, être prêt à voter en connaissance de cause, p. 1467.

Budget des affaires étrangères. Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1479, 1485, 1487.

Projet de loi prouvant la convention de rapprochement économique signée à Oslo. Par motion d'ordre, à la fin de la séance du matin du 17 juillet, annonce que la commission des affaires étrangères qui vient de se réunir et que la majorité de la commission a décidé de proposer l'ajournement; demande que la discussion n'ait lieu que l'après-midi, p. 1476. — Discussion générale. Observations, p. 1485, 1487.

Projet de loi autorisant la colonie à donner la garantie de l'intérêt et de l'amortissement à un nouveau capital obligatoire de 150 millions de francs de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1497.

Motion d'ordre de M. le baron Descamps au sujet d'un incident regrettable dont fut victime M. le vice-président Lafontaine lors d'un voyage en Roumanie. Observations, p. 1506.

Crédits militaires : Motion d'ordre de M. Lebon, qui estime que, dans la housculade de la dernière séance avant les vacances, le Sénat ne s'est pas rendu compte de ce qu'il votait en votant l'amendement de M. Vinck et consorts, et qui déclare que lui, et certains de ces collègues de la droite étaient partisans de la remise du vote sur cet amendement. Estime que la déclaration de M. Lebon est bien tardive, p. 1506.

Proteste contre la façon dont la session est déclarée close, p. 1550.

## W

**Waucquez**, sénateur de Bruxelles.

*Ann.* — Interpellation de M. Damas sur le retard apporté dans la liquidation des primes pour la construction d'habitations ouvrières. Observations, p. 146.

Interpelle, avec M. Segers, le ministre des transports et le ministre des finances au sujet des mesures à prendre en exécution de la convention-loi de 1903 relative à la réalisation de la jonction Nord-Midi et en exécution de l'adjudication-concours à laquelle il a été procédé à la suite du vote du parlement. Observations, p. 300. — Développe, à son tour, l'interpellation, défend la jonction, rappelle les avis éminents de ceux de ses partisans déjà disparus, puis développe le problème économique et législatif de la jonction, p. 306 à 317. — Observations en réponse à une protestation de M. Van Fleteren au sujet de la durée des discours, p. 317. — Reprend et termine son discours en examinant les causes qui font que la jonction est encore inexécutée et afin que les mêmes erreurs soient évitées, p. 318 à 320. — Observations, p. 343, 345, 347, 353, 362, 393, 400, 476.

Projet de loi modifiant certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire et étendant l'obligation scolaire aux

**Waucquez (suite)**

enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 696.

Budget des transports pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 849.

Budget des travaux publics et budget extraordinaire pour 1931. Discussion générale. Observations, p. 1317, 1374.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts directs. Discussion générale. Discours : Commence par exprimer son regret de voir le Sénat saisi de projets fiscaux aussi importants au moment où l'assemblée va se séparer, puis combat, à son tour, le principe de la rétroactivité, p. 1329.

Projet de loi portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique. Discussion des articles. Art. 4bis, qu'il a proposé. Discours : Motive son amendement, le défend et déclare que cet amendement est voisin de celui présenté à la Chambre par M. Fieullien, rappelle que le ministre a déclaré que l'amendement de M. Fieullien avait un fondement sérieux et le prie, en conséquence, de rendre justice et équité aux sociétés de personnes, p. 1361 à 1363. — Observations, p. 1365. — Indique, en présence du discours du ministre, dans quelles conditions il est prêt à retirer son amendement, p. 1363, 1364. — Retire son amendement, p. 1364.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS.